Alexandros Dagkas - Giorgos Leontiadis

Les archives du Parti communiste de Grèce. Itinéraires, blocages : les « Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) » et le différend du Parti communiste de Grèce avec les historiens professionnels

1. Archives des partis communistes

1.1. Conceptions modernes de la tenue des archives

Sous un angle technocratique (celui même qui, en termes politiques classés, sera appelé « bourgeois »), revêtu de rationalisme, on considère que les archives d'une activité ont pour leurs fondateurs, ainsi que pour d'autres personnes et organismes, une valeur et une utilité particulière, parce qu'elles répondent à des buts sociaux et d'organisation modernes. Elles fournissent la possibilité d'organiser les travaux et de prendre des décisions, assurent la continuité, la cohérence et l'efficacité des actions des hommes. Elles constituent les moyens d'une communication et d'une interaction. Les exigences et les attentes de la société ont conduit, au-delà, à créer des systèmes de gestion, des codes de déontologie. Et, pour ceux-ci, ont été instituées des lois. Les buts scientifiques de la communauté des archivistes ont entrepris la diffusion et la protection, le traitement et la mise en valeur de toute nature du matériau d'archives, en obéissant aux règles déontologiques. Le code de déontologie est un vœu ; il dépend de la bonne volonté des archivistes et des instituts d'archives, en déterminant que les archivistes doivent agir conformément aux principes et aux pratiques généralement admis de l'archivisation, assurer la possibilité ininterrompue d'accès, respecter et protéger le secret d'entreprise et le secret privé, ainsi que la sûreté nationale. Dans sa dimension historique, le secret privé renvoie aux droits individuels qui sont mis en avant, dans le présent cas, comme des droits fondamentaux uniques. Le secret d'entreprise rappelle l'obligation de se conformer aux règles de la situation économique en cours, en fétichisant le marché. Le secret par rapport à la sécurité nationale juge la réalité sociale en ayant pour principe la raison d'Etat, l'intérêt public qui est implicitement placé au-dessus de l'éthique.

Les organismes juridiques dans les pays du système capitaliste (fondations publiques et autres personnes morales), par des gestes de déférence face au marché, ont fait preuve de respect à l'égard de l'intérêt individuel. Même des règlements académiques ont protégé le secret de l'information puisque la notification aurait entrainé un inconvénient du côté commercial. Penser à protéger l'intérêt individuel comprenait l'argument logique que des informations commerciales sensibles, si elles étaient révélées, pourraient être supposées provoquer chez les personnes lésées des dommages essentiels en raison de la concurrence. C'est une ironie que les raisonnements sur la liberté ou non de l'information aient exclu le conflit politique de la logique des intérêts et de la concurrence.

Le point de vue « bourgeois » dispose d'éléments d'une conception plus générale sur le matériau d'archives, qui, selon la spécialisation, coïncident à d'autres points de vue également. Le point de vue marxiste, qui nous intéressa par la suite, se focalise sur les facteurs sociaux qui accompagnent la « lutte des classes » – la considération des éléments généraux s'adapte et obéit à la finalité révolutionnaire –. La conception sur la

« lutte des classes », par extension du rôle des archives comme instrument de classe, se heurte à l'approche des représentants des courants néomarxistes, qui préfèrent promouvoir le sens de démocratie – les archives doivent constituer un outil à la disposition du citoyen –.

1.2. Les archives des partis politiques

Une condition pour aborder la question des archives des partis politiques est l'explication du mode de fonctionnement du système politique bourgeois, tel qu'il s'est formé d'abord au cours du XIX^{e} siècle et s'est achevé au XX^{e} siècle. Les partis politiques sont projetés dans l'évolution sociale comme représentants d'intérêts particuliers. Leurs relations réciproques forment le système politique.

Les archives des partis et des personnalités politiques sont parfois entourées d'un voile de mystère. Des historiens prétendent que, puisque l'histoire sera écrite de toute façon, c'est une bonne chose que les archives soient rendues accessibles, afin que soit révélée la logique par laquelle les hommes ont édifié et manipulé des situations, ont choisi des rôles, et que l'historien parvienne à évaluer le raisonnement par lequel les décisions sont prises. Des séminaires sont réalisés sur l'héritage des archives des partis politiques, dans lesquels il est soutenu que la possibilité d'assurer l'accès des chercheurs à l'information et à la documentation est une partie du processus pour découvrir le passé et comprendre l'histoire contemporaine. La réponse est pauvre. En général, les partis politiques (sauf les partis communistes) ont montré une indifférence à l'égard des archives.

L'acte politique, qui vise avec clarté à la conquête du pouvoir, en fournit une explication. Il est naturel que les partis politiques bourgeois se soient tournés vers l'avenir plutôt que vers le passé, vers l'action quotidienne plutôt que vers la réflexion à long terme, en produisant et en publiant des textes ayant pour but de persuader le corps électoral de leurs thèses politiques. En tant que mécanismes surtout électoraux, les partis bourgeois rendent publique une production écrite (proclamations, programmes, statuts, actes de congrès, matériau connexe) à caractère de propagande.

Ayant pour but la communication académique et la collaboration, le maintien des preuves en tant qu'héritage historique, l'assurance de l'accès à leur utilisation, des initiatives utiles de la communauté des intellectuels ont été prises. La conception sur l'accès a été internationalement déterminée par les principes adoptés du secret et de la confidentialité, du droit à la connaissance, du droit à l'égalité dans l'utilisation. En Grèce, un règlement général sur la gestion des archives publiques et privées a fourni le droit au citoyen d'avoir un libre accès, mais a laissé à l'autorité gestionnaire le pouvoir discrétionnaire de refuser la prestation d'information, si elle le jugeait utile. Le point vulnérable a été repéré, en ce qui concernait l'usage des archives privées, dans les dispositions des familles des personnalités politiques, qui, comme gestionnaires d'archives, procédaient à des utilisations marquées par l'asservissement de leurs inté-

rêts – dissimulations, promotion sélective de ce qui était bon dans la vie de la personne politique –.

1.3. Tenue des archives du parti

1.3.1. Gestion des archives ouvrières

La conservation du matériau d'archives contient l'élément de la réciprocité à long terme. Quant aux archives ouvrières (dans celles-ci, on peut classer les archives des organisations ouvrières – des partis et des syndicats ouvriers, des coopératives ouvrières, d'autres organisations affiliées –), l'accentuation – très fondamentale – est due au fait que, au cours de la tenue et de la conservation des documents par les organisations ouvrières, jamais un document n'a été détruit de manière inconsidérée. S'il n'y avait pas de situation exceptionnelle (en période de poursuites, les écrits étaient détruits pour ne pas être saisis par le mécanisme de la répression ouvrière), les matériaux étaient gardés – même fermés –, en attendant d'être utilisés.

Un élément renforçant la mentalité de préservation du matériau d'archives était celui de la différence structurelle – caractéristique présentée historiquement par les partis ouvriers en comparaison des partis bourgeois – du développement de la riche vie interne au parti. Un matériau abondant était produit au sein du parti ouvrier (correspondance, rapports, communications, enregistrement des procédures en organes fermés, autres documents), qui n'était pas publié.

Il est soutenu par des historiens, par rapport à la structuration ci-dessus des archives ouvrières, que la compréhension du monde actuel dépend de la connaissance du passé. Un processus ne peut historiquement être rendu compréhensif si le passé n'est pas en même temps compris. Toutefois la connaissance ne conduit pas obligatoirement à la compréhension, puisque chacun décodifie le fait historique dans le cadre de sa propre approche idéologique et interprétation du passé qui néanmoins a une base sociale, non individuelle – la liberté individuelle de l'historien s'exprime toujours dans certains cadres historiques –. Les historiens représentent le passé en puisant des éléments des sources historiques qui permettent son approche. Le passé a un sens (à savoir le passé n'est pas privé de contenu), que l'historien recherche, puisqu'il possède les instruments scientifiques qui lui permettent de garder une distance par rapport à ses propres significations subjectives. Une prise de conscience de l'histoire est exigée, qui soutiendra la lutte pour l'émancipation sociale de la classe ouvrière. Les survivances de lutte du passé tracent le présent, en créant des possibilités et des probabilités d'évolution. Dans la sphère de ces réflexions, il existe des prérequis philosophiques qui ne permettent pas d'adopter la conception de l'évolution « spontanée et accidentelle » de l'histoire de la classe ouvrière – les tentatives dans cette voie seraient contradictoires ou idéologiques –. La conception sociale est inévitable – il est utile que l'examen des événements historiques dans leur cadre social devienne une condition nécessaire de compréhension des

phénomènes –. La cohérence attribuée par les historiens au matériau des archives ouvrières résultera de l'application du choix selon lequel est prise en considération la conception sociale sur la classe ouvrière (division de la société en classes ayant des intérêts contradictoires, lutte des classes).

1.3.2. Les archives des partis communistes

La question des archives communistes peut être envisagée à deux niveaux, théorique et pratique. En théorie, une définition des archives des partis communistes est recherchée. Une liaison à un point de départ historique-philosophique et idéologique de l'existence des archives des partis est par extension nécessaire. En pratique, on peut décrire le moyen par lequel ont été structurées les archives du Komintern et, ensuite, les archives des partis communistes par pays ; les méthodes sélectionnées pour enrichir les archives, la finalité de leur existence comme conscience historique des partis communistes, les autres proches paramètres doivent être tracés.

Si nous paraphrasions la définition générale des archives sur les nations et les sociétés, nous dirions que les archives constituent la mémoire du parti communiste ; elles formalisent son identité. En fournissant des preuves sur l'action de la collectivité à laquelle appartiennent les membres du parti, les archives soulignent les droits des membres, garantissent le droit des membres à avoir accès à l'information officielle et à connaître l'histoire du parti. En même temps, elles soulignent, tout en les accentuant, les caractéristiques qualitatives – différentes de la simple addition des individualités distinctes comprises dans un parti – de la collectivité du parti. Les archives du parti, en protégeant et en renforçant la mémoire, en améliorant la fourniture de l'information, sont fondamentales pour la démocratie interne et la juste direction du parti. Le devoir imposé à l'environnement du parti est la gestion et l'utilisation du matériau, la conservation des documents qui constituent l'héritage des archives du parti, la promotion de meilleures pratiques d'organisation et de coordination, l'adoption de méthodes qui puissent correspondre au niveau actuel de progrès de la science et de la technique. But ultime, le développement d'un effort dans le champs de la connaissance, facilitant l'utilisation des archives, rendant le contenu plus largement connu et encourageant la disposition des membres et plus généralement des citoyens à y accéder, doit être mis en évidence. Des archivistes professionnels, obéissant à un code éthique du parti, doivent veiller à préserver l'intégrité des archives. Le parti, responsable des publications officielles sur la base des matériaux d'archives, contribuera à l'authenticité de l'information tout en exprimant sa volonté de son maintien historique.

L'existence d'archives du parti est liée au thème particulier de l'insistance des organisations communistes à la tenue des archives.

Les partis communistes, déjà dès leur création, dans des conditions incroyablement difficiles, veillaient à créer, à continuellement enrichir et à préserver leurs archives, par

une incorporation continue du matériau de production des structures du parti de tous les échelons et de toutes les catégories. En même temps, les partis communistes archivaient toute sorte de document de leurs adversaires politiques qui se trouvait en leur possession. Une recherche ayant des prétentions à déterminer scientifiquement le fondement des archives du parti doit justement commencer par cette question cruciale, par la recherche des causes ayant conduit les communistes à conserver avec déférence les archives, par la distinction du besoin (par opposition aux partis bourgeois) qui les poussaient à conserver – habituellement à leur risque personnel – les matériaux. La considération du problème de la tenue du matériau d'archives, indéterminée au sein de réseaux de suspicion et de méfiance, incite le chercheur à un traitement plus complexe, plus sociale de la question. Les raisons suivantes de la création des archives du parti peuvent être repérées. Tout d'abord, la raison historique-philosophique. Conformément au marxisme, la méthode dialectique exige l'approche historique et logique des phénomènes. On recherche une explication dans les interrogations de l'enregistrement du point de départ du parti, de son avancée, de son évolution, des choix politiques et organisationnels actuels. Par conséquent, pour les communistes, la juste élaboration de la politique exige en outre l'analyse historique de ces questions. La seconde raison peut être considérée comme appartenant au domaine politique – celui de la propagande –. Selon les convictions communistes, le processus révolutionnaire de chaque pays, ainsi qu'à l'échelle mondiale, est unitaire et passe par différents stades d'évolution ou dialectiques (changements quantitatifs et qualitatifs). La présence continue et le rappel de cette marche révolutionnaire fonde, dans la conscience des communistes, sa nécessité historique. Au niveau de la propagande envers les masses, l'histoire du parti fonctionne en plus de manière affective – avec une influence sur la psychologie des membres et des partisans – et politique (fondement de la rectitude de la ligne politique en cours, éventuellement en opposition avec les périodes précédentes de déformations et d'erreurs). La troisième raison, enfin, est personnelle - éthique - humaine, tout en étant une raison qui contient un sens politique profond. L'insertion et la mise en activité dans le mouvement communiste avait historiquement d'ordinaire de sérieuses conséquences sur les personnes intégrées (limitation de la vie privée, clandestinité, poursuites, exécutions). Le choix personnel de s'engager de façon désintéressée (surtout dans les périodes de recul du mouvement) s'appuyait, entre autres, sur l'optimisme historique d'un avenir vainqueur. L'unique « intérêt », permis aux communistes, était leur désir ardent de justifier historiquement leur action, de défendre leur réputation ultérieure. Ils laissaient des traces dans l'histoire, au cours de leur action politique, en conservant leurs empreintes dans les archives du parti. Le sacrifice personnel acquiert un sens lorsqu'il reste dans la mémoire des co-combattants – et également comme un document dans les archives – pour les générations suivantes du parti.

Reste à examiner la question du traitement des archives du parti par les directions du parti pendant les différentes périodes, sur la base des critères que nous avons délimités. Pour chaque critère, nous pouvons distinguer, dans l'évolution historique du mou-

vement communiste, une variété d'approches de la part du parti qui expriment des conceptions correspondantes à l'utilisation du matériau des archives. Nous nous référerons successivement, dans les prochaines unités de la présente étude, à la conception instrumentale – conception par excellence politique-idéologique – de la gestion de l'histoire du parti qui a conduit à l'usage des archives communistes comme mode de promotion de la révolution.

En pratique, les évolutions correspondaient à des faits et à des phénomènes dont ce livre en fera l'étude. Ici, nous pouvons déposer certains éléments sur les principales archives communistes, les collections aux mains des Soviétiques.

Les archives qui ont évolué en archives du parti soviétique ont été rassemblées en germe par la préservation des matériaux de l'époque de l'action des réfugiés politiques membres de la social-démocratie russe, à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle. Les matériaux du groupe Émancipation du Travail et du journal *Iskra* en constituent des exemples. Un rassemblement systématique des documents a commencé après le II^{e} congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, en 1903, à Genève, Berne, Cracovie, Paris et dans d'autres centres d'organisation du mouvement, surtout des matériaux du groupe des bolcheviks sous V. I. Lénine, de celui juif Bund et de la social-démocratie polonaise et lettone. Des documents de G. V. Plekhanov, P. B. Axelrod, Y. O. Cederbaum (pseudonyme L. Martov) et d'autres dirigeants mencheviks ont été conservés. En 1904, fonctionna à Genève une bibliothèque et un service d'archives de l'organisation des bolcheviks. Après la révolution russe en 1917, grâce aux efforts coordonnés des bolcheviks furent constitués des services publics de rassemblement des matériaux d'archives. Des centres scientifiques de l'Etat et du parti ayant pour tâche d'étudier la révolution, par exemple Istpart (il était, pendant la période 1921-1928, une partie du comité central du parti), l'institut public Marx-Engels (IME) en 1921-1931, l'institut du parti Lénine en 1923-1931, ont été constitués.

L'Institut Marx-Engels (IME) avait pour but de rassembler le matériau original des classiques du marxisme, de faire la reproduction des documents photographiquement, de les traduire en langue russe, ainsi que de suivre le déroulement des études et de réaliser des publications. En 1923, fonctionnaient des sections de la recherche de l'œuvre des classiques du marxisme (Marx, Engels, Plekhanov), des sections de la recherche de l'histoire des pays capitalistes européens (de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne), des sections de la recherche par objet de connaissance (de la philosophie, du droit, de l'économie politique, du socialisme, de la sociologie), une section de l'histoire des Internationales (Première Internationale [Association internationale des travailleurs], Internationale Socialiste [Internationale Ouvrière]). Au plan des publications de l'Institut furent sélectionnées des œuvres de G. W. F. Hegel, Marx, Engels, Karl Kautsky, Paul Lafargue, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et autres. En 1924, fut signé l'accord avec le parti allemand sur la progression de la tâche. Des commandes fu-

rent passées en Autriche, Belgique, France, Allemagne pour une reproduction photographique des documents policiers et d'autres écrits relatifs à Marx, à Engels et à d'autres membres du mouvement révolutionnaire. Furent également achetés en Occident et transférés en Russie un grand nombre de livres ayant un matériau similaire. Des archives personnelles et familiales, des matériels de librairies anciennes et des recueils d'écrits de commerçants furent soumis à une recherche systématique pour découvrir des documents. Après des résultats encourageants, en 1929 l'intensification du travail fut jugée nécessaire par le comité central du parti, en mettant à disposition de plus grandes ressources matérielles afin de parvenir aux buts idéologiques et politiques attendus dans le contexte du mouvement communiste international. Le bureau politique répondit avec empressement. En 1924, l'Institut Marx-Engels fut reconnu comme lieu de consignation publique et comme dépositaire des œuvres des deux classiques, ayant le droit de soustraire un matériau connexe dans toutes les fondations de l'Etat et de l'accumuler dans l'Institut.

Istpart développa une activité en vue de rassembler les matériaux du parti, les archives personnelles de Lénine (dispersées dans différents pays), les matériaux d'autres révolutionnaires. En tant que partie de la structure du comité central, l'Institut, en 1925-1928, recevait les documents non confidentiels des sections du comité central après trois années écoulées. Les documents secrets étaient dirigés en vue de leur conservation dans les archives confidentielles du bureau du secrétariat du comité central. A l'intérieur d'Istpart, les documents, après leur réception, étaient classés, en recevant un numéro d'ordre, et étaient répartis en recueils. Ils étaient utilisés pour la présentation dans des expositions publiques, pour la rédaction de travaux, pour des études qui étaient publiées dans la presse. En 1928, Istpart fut absorbé par l'Institut Lénine, en formant le noyau initial des archives du parti. Le mode de classement des recueils d'Istpart fut supprimé, en répartissant le matériau dans les recueils de l'Institut. Les sections du comité central déposaient désormais les documents auprès de la nouvelle fondation.

A l'Institut Lénine, manuscrits, lettres et autres documents qui furent donnés par N. K. Kroupskaïa en mars 1923 et ceux qui furent remis, après la mort de Lénine en janvier 1924, par le secrétariat du conseil des ministres, constituèrent une partie du recueil de l'institut. L'institut fut reconnu en 1924 comme dépositaire de l'œuvre de Lénine et acquit le droit, sur la base d'une disposition législative (similaire à une décision plus ancienne au profit de l'Institut Marx-Engels), de réunir dans ses archives toutes les sources publiques et du parti, les documents qui avaient un lien avec la vie et l'action du chef dirigeant. Les documents qui se trouvaient au comité central et avaient un caractère confidentiel constituaient une exception. Les membres du parti étaient tenus de remettre aux archives les documents relatifs à Lénine (correspondance et autres écrits) dont ils disposaient. Jusqu'à la fin des années 1930, la collection était suffisante afin qu'elle soit utilisée pour publier les œuvres complètes de Lénine. En 1931, l'Institut Lénine fusionna avec l'Institut Marx-Engels en Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL)

du comité central du Parti pansoviétique (bolchevik). Les nouvelles archives avaient un caractère scientifique-historique, par opposition aux archives courantes (opérationnelles), qui, insérées dans la structure du comité central, étaient directement accessibles.

Au cours de son action de collecte, l'Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL) acquit, après rachat ou don, des écrits et autres objets de Marx, Engels et Lénine, des recueils de documents de la Révolution française de 1789, de la Commune de Paris de 1871, du soulèvement français de 1830, des insurrections de 1848-1949 en Allemagne, France, Autriche-Hongrie, des matériaux originaux des théoriciens et des politiciens du socialisme du XIX^{e} et du XX^{e} siècle, des archives personnelles de plus de 120 personnalités de marque. En 1935, des discussions eurent lieu entre d'une part les Soviétiques et d'autre part l'Internationale ouvrière socialiste et la social-démocratie allemande (Sozialdemokratische Partei Deutschlands [SPD]), dans lesquelles fut négocié le transfert des archives de Marx et Engels à Moscou. On était parvenu à sauvegarder les matériaux contre le danger des nazis en les transférant en France et au Danemark. En concurrence avec le hollandais Nicolaas Posthumus, N. I. Boukharine et autres négociateurs de la délégation soviétique interrompirent les discussions infructueuses, sur ordre venant de leurs supérieurs, et les archives aboutirent à Amsterdam, constituant le principal acquis de l'organisme en voie de création, l'Institut d'histoire sociale (Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis).

Tout aussi importantes, en dehors des archives soviétiques, étaient celles du Komintern à Moscou. En septembre 1920, fut créée, au sein de la structure du parti international, la section Archives - Bibliothèque, qui disposait de cinq sous-sections : les archives, la bibliothèque, la sous-section assurant la bibliographie, la salle de lecture, la sous-section des journaux. Les principaux objectifs de la section étaient de classer les écrits du Komintern, les conserver, enregistrer la bibliographie reçue, assurer les tâches connexes. Au début de 1921, furent détachés de la compétence des archives générales tous les documents du secrétariat du Comité exécutif du Komintern, de même que tous les documents à caractère confidentiel, et furent insérés dans une nouvelle section confidentielle des archives. Jusqu'en 1922, Tennenbaum était le responsable de la section Archives - Bibliothèque. Il fut remplacé par G. M. Fischer. La bibliothèque était mise à jour, chaque mois, par des recueils de journaux réunis en tomes. A l'époque du IV^{e} congrès du Komintern (en novembre-décembre 1922), la bibliothèque, ayant pour personnel un responsable (V. Wilkemson) et trois employés, disposait de 5.275 titres de livres. L'élargissement des activités des archives et de la bibliothèque, par une livraison constante de nouveaux matériaux de l'étranger, exigea une réorganisation du travail des sous-sections. En septembre 1923, la section des contacts internationaux (OMS) consulta les partis, dans les pays où les fascistes avaient accédé au pouvoir (Italie, Bulgarie et ailleurs), pour transférer provisoirement leurs archives à Moscou. L'opération se déroula sous les ordres donnés par le bureau d'organisation au secrétariat du comité exécutif et au OMS. En raison du contenu critique des matériaux d'archives de certains partis, fut exigée l'instauration et le respect de règles strictes de leur réception et de leur

conservation. Après le V^e^ Congrès du Komintern en juin-juillet 1924, fut créé un bureau du secrétariat du comité exécutif, qui constitua le centre d'organisation et technique des organes du Komintern. Parmi les tâches, fut inclus le fonctionnement des archives. Le finlandais Mauno Heimo fut placé comme responsable. En mai 1926 deux circulaires furent envoyées aux partis communistes - membres du Komintern. La première, en provenance de la présidence du comité central du Komintern, concernait la livraison des archives du parti à conserver aux archives centrales du Komintern. La seconde circulaire, émise par le secrétariat du comité exécutif, ayant pour destinataires les organisations communistes et individuellement des communistes, demandait le retour des matériaux du comité exécutif aux archives du Komintern. Après le VII^e^ congrès du Komintern en juillet-août 1935, le bureau du secrétariat du Comité exécutif, continuant son activité, fonctionna sous la surveillance directe du secrétaire général du Komintern. Le bureau des traductions et les archives du comité exécutif du Komintern étaient dépendants d'un bureau du secrétariat du comité exécutif. Boris Reinstein en fut responsable jusqu'en 1939. A cette époque, selon le règlement du fonctionnement des archives voté par le secrétariat du comité exécutif du Komintern, était fourni, en cas de besoin, un matériau seulement à des personnes employées dans le mécanisme qui recevaient une autorisation spéciale du secrétaire du comité exécutif. Au début de 1941, douze personnes travaillaient aux archives. Le responsable en était A. Beves.

En 1943, après la prise de décision de dissoudre le Komintern, les Archives centrales du parti (les archives du parti à l'Institut Marx-Engels-Lénine [IMEL]) reçurent les archives de l'organisation internationale. Le 28 mai 1943, G. Dimitrov, après discussion avec le directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL), M. Mitin, se mit d'accord sur la transmission à l'Institut d'une série de « fonctions idéologiques » du Komintern, comme celles liées aux cadres spécialisés, à la bibliothèque et aux archives. En 1944, commença la classification du matériau. En 1949, les archives du Komintern furent envoyées à la section générale du comité central du parti soviétique, où eut lieu une description complète des recueils, et en 1959 elles retournèrent aux archives centrales du parti. Les recueils d'archives créés restèrent ensuite intactes.

Pendant la période 1954-1956, l'Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL) changea de dénomination en Institut Marx-Engels-Lénine-Staline (IMELS). En 1956, l'organisme se redénomma en Institut du marxisme-léninisme près du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (il conserva son titre jusqu'au renversement du système soviétique en 1991). Le fonctionnement des archives du parti était l'une des activités de l'institut.

L'enrichissement des archives du parti soviétique fut rendu difficile en raison d'importants inconvénients. Les poursuites massives des communistes à l'époque où le responsable du parti était Staline avaient pour répercussion les pertes d'importantes archives (documents, livres, objets) qui se trouvaient entre les mains des vétérans du mouvement socialiste et communiste. De même, des documents d'archives appartenant à l'opposition au pouvoir soviétique se trouvaient hors du pays (en 1929, par exemple,

sortirent les archives de L. D. Trotski) Après la montée des nazis au pouvoir en 1933, certaines aboutirent aux Etats-Unis, à la fondation Hoover Institution on War, Revolution and Peace de l'université Stanford, à l'université Harvard du Massachusetts et à l'université Columbia à New York. Pendant la Seconde Guerre mondiale, d'importantes destructions de documents furent signalées, avec la disparition partielle ou totale des archives du parti soviétique dans les régions occupées par les nazis et dans les zones du pays en guerre, après des actions des hommes du mécanisme du parti en raison de l'impossibilité d'évacuation et de la peur de l'appropriation des documents par l'ennemi. A l'inverse, différentes actions favorisèrent les archives centrales du parti. Des documents, qui étaient achetés en copies photographiques pendant les années 1920, furent aussi acquis dans l'original, après les avoir repérés en Allemagne, en 1945, et les avoir transférés à Moscou. Dans les années 1960, furent enregistrés aux archives du parti des documents du comité central de la période d'avant-guerre, les fiches personnelles des membres du parti et autres documents. Pendant cette période jusqu'en 1980, s'ajoutèrent aux recueils des archives centrales du parti de nouveaux documents du mouvement communiste qui furent découverts en Union soviétique ou à l'étranger. Le contact fut rétabli avec des organismes d'archives de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Une collaboration se développa avec l'Institut d'Amsterdam (elle prévoyait l'édition des œuvres de Marx et d'Engels) avec la Fondation Giangiacomo Feltrinelli de Milan, avec le musée Karl-Marx-Haus dans la ville natale de Marx, la ville de Trèves (annexe, après 1968, de la Fondation du parti social-démocrate d'Allemagne [SPD] Friedrich-Ebert-Stiftung), avec les archives du mouvement ouvrier suédois (Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek) à Stockholm et avec d'autres centres d'archives.

En ce qui concernait l'accès aux informations, après 1953 et surtout après le XX^{e} congrès du parti soviétique (en 1956) apparurent des tendances de libéralisation, qui amenèrent à une ouverture contrôlée des archives. Des documents furent utilisés dans des études scientifiques, pour des articles de journaux et des émissions à la radio, pour la rédaction de scénarios pour le cinéma. Des documents virent le jour dans les pages de journaux de contenu historique. La tactique d'octroyer l'accès aux documents (autorisé même aux non membres du parti) s'interrompit en 1966. Dans les années 1970, un grand volume d'archives furent revalorisées en secrets. Pendant la période 1985-1991 – sous la direction de M. S. Gorbatchev –, des mesures furent révoquées mais pas totalement.

Dans la phase agonisante du système soviétique en 1991, l'Institut du marxisme-léninisme près du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique acquit, en juin, un nouveau nom, l'Institut de la théorie et de l'histoire du socialisme près du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Le 24 août 1991 – immédiatement après le renversement du régime soviétique –, fut ordonné (décision no 83 de B. N. Eltsine, président de la Fédération de Russie) le transfert des archives du parti à la compétence des archives publiques. Dans chaque ville, les archives du parti soviétique se transformèrent en archives publiques. A Moscou, furent créés deux organes étatiques

de gestion des archives du parti, l'un qui contenait les anciennes archives de l'Institut du marxisme-léninisme près du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et l'autre ayant pour contenu les archives centrales de la jeunesse communiste (Komsomol). En mars 1999, les deux archives s'unirent en un organisme unique, les Archives publiques russes de l'histoire sociale et politique (RGASPI). En dehors des archives soviétiques, les archives du Komintern y furent abritées. La possibilité d'accéder à l'information, par un droit octroyé aux chercheurs du pays et étrangers, constitua une explosion. Les documents jugés sensibles furent gardés sous contrôle. Dans les archives du président de la Fédération de Russie (Arhiv Presidenta RF), furent placées les archives du bureau politique du comité central du parti soviétique. D'autres matériaux également y furent insérés (par exemple, ceux du XIX^{e} congrès du parti soviétique de 1952, du comité public de défense de la période 1941-1945, des archives de Staline). Les documents ultrasecrets furent placés, dans les mêmes archives, dans un dossier séparé.

1.3.2.1. Sources de l'histoire du mouvement ouvrier

Parmi les partis politiques, le sentiment de l'histoire et du soin plus général des archives se révéla plus développé dans les partis ouvriers, puisque ces derniers ne fonctionnèrent jamais comme des mécanismes exclusivement électoraux, comme réseaux de clientélisme ou comme groupes pour la conquête du pouvoir. Le comportement enregistré lors de la collecte et la conservation du matériau sur l'action syndicale des partis ouvriers était identique.

Dans les pays du système capitaliste, des mesures d'organisation conduisirent à rassembler le matériau ouvrier (écrit, oral, autres formes) dans des centres d'archives, dans lesquels eut lieu un important travail de recherche.

En dehors de la production interne du matériau utile pour la documentation de l'histoire ouvrière, les archives étatiques contribuèrent historiquement à former les sources écrites (peuvent être classés, dans cette catégorie, les documents – parlementaires, gouvernementaux et autres – des organes administratifs, les documents diplomatiques, policiers, militaires, judiciaires et autres documents publics), les archives industrielles et les éléments statistiques, la production imprimée – la presse périodique (journaux, revues), les brochures, les feuilles volantes, les affiches, les autres produits d'impression –, la correspondance personnelle, la création artistique (la littérature et autres produits). Comme recenseurs les plus productifs de la protestation populaire ont été toutefois considérés les indicateurs et les dénonciateurs des services de sûreté, les hommes des mécanismes de répression, les juges, les commandants militaires. Des problèmes de crédibilité ont résulté de la possibilité restreinte des organes étatiques de comprendre le contenu réel des mouvements ouvriers.

Nombreux sont les thèmes, aujourd'hui, qui exigent des éclaircissements, afin que les informations d'origine étatique et de nature policière soient déterminées comme

admissibles. Les documents policiers qui parviennent à la recherche historique fourmillent d'éléments imaginaires pour les adversaires du statu quo social. Ceux qui donnaient des renseignements se livraient à des déformations conscientes, en soulignant avec dextérité l'offre particulière du service de sûreté dans la lutte contre les groupes révolutionnaires, en occultant les erreurs présentées dans l'action du service, en faisant apparaître une image du fonctionnement du domaine qu'ils géraient comme idyllique. Les limites entre l'ignorance et la perception policière déficiente de l'essence de la question que le service investiguait étaient confuses. La vérité se dissimulait derrière la déformation de l'image générale – en grossissant ou diminuant un fait réel – et en généralisant des faits uniques ou éparpillés. Au-delà, les choix qui conduisirent à des méthodes déterminées de matérialisation des stratégies, les discussions entre les personnes qui évaluaient l'information avant que ces dernières aboutissent à une conclusion, les critères de choix des indicateurs de police, les ordres et instructions adressés à ceux rassemblant les éléments, le contenu et la nature des renseignements extorqués par la force au cours des interrogatoires, s'élèvent face à la recherche historique comme les moindres parmi les facteurs qui sont discutables. Au XX^{e} siècle, au cours de la manipulation, de la part du régime dominant et de ses organes, pour retrancher l'idéologie ouvrière, les révolutionnaires se présentaient comme des objectifs ennemis impersonnels, comme des points statistiques. La référence au communisme évoluait en attaque contre un élément général d'obsession non clairement déterminé. Pendant la durée des gouvernements dictatoriaux, une certaine portion du public – surtout la nouvelle génération – n'avait pas de souvenir ou d'image des communistes, ni connaissance de leur action et tactique. Ainsi un appui était-il donné à l'Etat pour essayer de diffuser des images de propagande (d'habitude humiliantes, dévalorisantes) qui conduisaient à percevoir qu'il s'agissait d'un groupe qui semait la terreur et la violence.

Sur la recherche historique dans les pays du système capitaliste, sur les périodes de la dictature où peu de documents du parti furent sauvés, comme source notable se révèle potentiellement le document policier. Difficile, conformément à certains points de vue, est, dans ce cas, la reconstruction de l'histoire du mouvement communiste sans recours aux archives policières. A l'époque de la « Guerre froide », seuls certains chercheurs (et parmi eux, aucun ne reçut l'autorisation de copier les documents) purent consulter les archives de l'Etat, aucun les archives de police. Si les éléments étaient insuffisants, sur la base du peu d'information les chercheurs s'avançaient vers des hypothèses logiques, qui pouvaient aboutir à des conclusions irréelles.

Dans le cas de la Grèce plus spécialement, la constitution des archives policières fut une tactique éprouvée. L'activité des personnes qui mettaient en cause le statu quo social « était enregistrée par écrit dès 1922 » – dans une brève période après la révolution russe de 1917 –. Dans les dossiers personnels, était décrite l'action des membres du parti ouvrier (le SEKE, qui changea de nom en 1924 en Parti communiste de Grèce). Sous la dictature de Pangalos, en 1925-1926, le service de sûreté générale continua d'enrichir les dossiers. L'information des autorités de poursuite s'intensifia après le

vote de la loi 4229 (délit scélérat), en 1929 – sous Vénizélos –. Les dossiers initiaux des communistes furent enrichis de nouveaux éléments, des nouveaux dossiers furent ajoutés pour les personnes proches et ensuite pour les connaissances et les amis. Le secrétaire d'Etat à la sûreté sous la dictature de Metaxas, Konstantinos Maniadakis, mit au point un appareil de poursuite s'appuyant sur le matériau d'information déjà existant. Un corps occulte composé de dix mille indicateurs de police, fournissant un produit qui élargissait le contenu des nouveaux dossiers et renouvelait ceux existant, fut constitué. Les archives de renseignements se constituaient avec un zèle excessif de la part des autorités de poursuite, avec une préférence marquée pour les syndicalistes. Suite à l'après-guerre, furent créés les services de la Direction générale de la sûreté nationale, le Service d'Etat de renseignements, la Sécurité générale, les Seconds Bureaux de l'Armée, de la Marine et de l'Armée de l'air, où étaient conservés et enrichis des dossiers de renseignements. Après la dictature, en 1974, cessa – on le supposait – la constitution de « dossiers de conviction », rassemblant des éléments seulement sur les personnes agissant contre la nation et sur les terroristes se tournant contre le système démocratique. En 1989, sous le gouvernement Tzanetakis (gouvernement d'alliance du parti conservateur et de certaines forces de gauche), des éléments vinrent à la surface selon lesquels les surveillances continuèrent même après 1981 sous le gouvernement social-démocrate. Le contenu des dossiers avait été enregistré dans des ordinateurs.

1.3.2.2. Nouvelles questions dans la recherche des mouvements sociaux

La pratique des deux adversaires de la « Guerre froide » des pays du système capitaliste et du bloc du « socialisme réellement existant » était similaire. Le contrôle de l'information provenant soit de l'Etat soit du parti fut intensif. Dans les années 1990, les conditions se différencièrent, suivant les changements dans la situation politique. Les évolutions dans le traitement des archives concernaient les directions suivantes. Tout d'abord, les partis communistes qui restèrent au pouvoir conservèrent intacte la précédente méthode de gestion fermée des archives. Deuxièmement, les archives d'Etat des pays du système capitaliste libérèrent une grande masse de renseignements, par la déqualification massive des documents. Troisièmement, furent pillées les archives des partis des anciens pays du « socialisme réellement existant ». Quatrièmement, des partis communistes des pays du système capitaliste décidèrent de rendre publics leurs documents d'archives.

1.3.2.2.1. Les archives des partis communistes actuels au pouvoir

Dans la lutte des idées, les partis communistes actuels au pouvoir, en pensant conserver l'avantage de l'information, laissèrent la possibilité d'accéder aux archives d'un nombre seulement restreint de chercheurs (exclusivement membres du parti, dignitaires du parti, historiens ayant la qualité de membre du parti). Une aide particulière fut fournie à des historiens communistes chargés de rédiger l'histoire de chaque parti.

Le parti communiste chinois est un exemple parmi les partis au pouvoir qui n'a pas révisé la politique de gestion des archives. Elles sont restées fermées. La classification confidentielle de la plupart des documents n'a pas changé, pareille à la période clandestine du parti avant 1949. Aucun organisme n'a acquis quelconque droit d'accès.

Dans le cas du parti communiste vietnamien, se rencontrent ces conceptions et tactique : les archives, abritées dans un bâtiment du parti à Hanoi, sont accessibles seulement aux chercheurs communistes qui sont chargés d'études prédéterminées par les plans du comité central du parti.

1.3.2.2.2. Archives nationales des pays du système capitaliste

A l'opposé des régimes communistes restants, les archives nationales réputées des pays du système capitaliste ont considéré que, dans le conflit avec les communistes, la phase aiguë (« Guerre froide »), ainsi que la situation exceptionnelle, furent achevées. Les mesures d'étanchéisation de l'information furent levées – dans la mesure où les historiens peuvent être considérés comme informés –.

1.3.2.2.3. Les archives du parti dans les ex-pays du « socialisme réellement existant »

Au cours de l'opération pour exploiter idéologiquement les archives des partis communistes du « socialisme réellement existant », les fondations occidentales approchèrent, après les années 1990, les nouveaux organismes d'archives et offrirent des options de collaboration (financement). Le pillage idéologique des archives des partis donna du matériau pour justifier les préconstruits historiques. Les attaques des milieux académiques contre les représentations par associations d'idées du communisme, particulièrement contre le symbole de la personne de Lénine (le mythe du dirigeant, la révélation du vrai Lénine) ne semble pas avoir de contenu politique concret, face à une structure rivale (Union soviétique) qui avait été définitivement neutralisée. Elles ressemblaient au rétablissement d'une justice personnelle des préférences politiques et idéologiques. Dans la tentative de réimprimer l'histoire, furent entrainés d'anciens responsables soviétiques. Des rumeurs – à partir des indices – citaient que des personnes ayant des compétences dans le travail scientifique et idéologique s'enfuirent à l'Ouest en transportant sous le bras des volumes de documents d'archives. En ce qui concernait la si-

tuation patrimoniale des archives communistes, dans tous les anciens Etats communistes, la propriété et la gestion du matériau furent transmises du parti à l'Etat (avec pour exception la Bulgarie, où ne fut concédée que la gestion). En Russie et dans les grandes ex-Républiques soviétiques, la concession des documents fut contrôlée. Dans les autres ex-Etats du « socialisme réellement existant », fut organisée l'utilisation politique et idéologique des archives du parti par les adversaires du mouvement communiste. Les nouvelles autorités étatiques rendirent publics les éléments confidentiels des partis communistes dissous et des régimes renversés. Ils se sont retenus, en ne procédant pas aux déclassifications de certains documents, par la seule crainte de s'exposer aux dangers, si des affaires confidentielles ayant un contenu se prolongeant dans les situations contemporaines étaient révélées. Le rythme et l'étendue des révélations du matériau du parti et de l'Etat varièrent, dans chaque ex-pays communiste, en correspondance avec les corrélations en cours des forces politiques. Partout, on tenta de donner un poids aux dossiers personnels des services secrets communistes, comme preuve actuelle du rétablissement des droits individuels. Cela se passa jusqu'à la prise de mesures juridiques, par lesquelles des personnes auparavant exposées étaient exhortées à procéder à une déclaration de réfutation de leur passé, en échange de leur amnistie.

1.3.2.2.4. Les archives communistes dans les pays du système capitaliste

Le précédent choix de gestion fermée des archives du parti ne fut maintenu que par certains partis communistes des pays du système capitaliste – y compris le parti communiste grec –. Une tendance de contrepoids se forma, dans les raisonnements plus généraux pour réorienter la propagande du parti et réviser le mode d'action, qui jugea permise la libération de l'information du parti. Etant donné la volonté politique de publier les documents d'archives, le soin de leur mise en valeur se tourna vers la résolution de questions pratiques. Le principal obstacle était la faiblesse d'exécution de l'investissement économique nécessaire. Certains partis demeurèrent inertes, alors que d'autres, comme les partis américain et français, procédèrent à des décisions novatrices.

Les archives du parti communiste des Etats-Unis

Le parti américain avait stocké, à son siège à New York (à West 23rd Street, à Manhattan), ses archives constituées de millions de documents, objets, 20.000 livres et revues, photographies (les archives du journal du parti *Daily Worker* contenaient un million de photos). Le matériau occupait des espaces étendus dans le bâtiment du parti.

En 1980, le parti créa la fondation Reference Center for Marxist Studies, pour mettre en valeur le matériau. Lottie Gordon, vétérane du parti, travailla, comme chef du groupe des bibliothécaires, pour l'avancée des travaux du centre, procurant toute facili-

té possible au public et plus spécialement aux chercheurs universitaires. Le bibliothécaire Mark Rosenzwieg fut responsable du centre après 2000.

Les possibilités du centre et du parti étaient cependant limitées en matière de conservation et d'utilisation des archives. Suite à des discussions et à des interrogations, la direction du parti (le président Sam Webb, le vice-président Jarvis Tyner et autres) prit finalement la décision, en 2006, d'interrompre le fonctionnement du centre et de mettre les archives à la disposition d'une fondation extérieure qui aurait de plus grandes possibilités. Fut choisie New York University, université privée se distinguant dans l'étude de l'histoire du travail (Labor Studies), dont la bibliothèque, la Tamiment Library, et les archives, la fondation Robert F. Wagner Labor Archives, disposaient d'une bonne collection de documents relatifs au mouvement ouvrier. Des copies des documents du parti américain, conservés dans les archives de Moscou, qui virent le jour après le renversement soviétique et furent remis en microfilms en 2000 à la Bibliothèque du Congrès, à Washington, constituent une partie de la collection de la Tamiment Library. Elle a également en sa possession un nombre de documents originaux des archives du parti, acquis dans le passé après négociation avec le Reference Center for Marxist Studies. Les contacts furent enfin réussis et, en mars 2007, le parti fit don des archives à la Tamiment Library et aux archives Robert F. Wagner Labor Archives. Le don du matériau se fit sans que le parti procède, à ce moment, au choix du matériau qu'il concédait.

Le volume du matériau étant énorme (12.000 cartons), sa transcription sur catalogue prévoyait d'être de longue durée, jusqu'à cinq ans. Un dépouillement indicatif des documents montra qu'il existait un matériau inexploité, se référant à des personnes importantes (à des personnalités du mouvement ouvrier international telles que Lénine et Boukharine, et à des héros locaux comme Joe Hill, William Z. Foster, John Reed, les officiers de la Brigade Lincoln pendant la guerre civile espagnole). Les professeurs d'université attendent l'achèvement d'une multitude de doctorats et la rédaction de livres sur la base de ce nouveau matériau.

L'action du parti était inattendue pour la communauté universitaire et l'opinion publique. Divers facteurs et conceptions avaient néanmoins influencé la prise de décision. Les accusations, que recevait depuis toujours le parti sur sa soumission aux Soviétiques et sur son action antinationale, constituaient un élément sérieux. Les documents, selon la conviction du parti, confirmaient un seul aspect, celui de la lutte des classes menée par les communistes contre les adversaires sociaux, sans implication dans des actions antinationales et antipatriotiques. Une deuxième question qui influença le jugement du parti est liée à la confidentialité des informations des archives d'un parti. L'ouverture des archives dans les ex-pays du « socialisme réellement existant » ne laissait désormais plus de nombreux secrets américains dissimulés. Etant donné que la pratique du parti américain, jadis, était la même que celle des autres partis communistes, en transférant par bateaux des copies des documents du parti à Moscou, l'accès aux documents américains existants après l'effondrement soviétique était aisé. Les copies des

documents de Moscou, fournies par la Bibliothèque du Congrès, étaient concédées en microfilms à l'égard de tout intéressé. L'action de la direction du parti d'ouvrir les archives de New York révélait, en réalité, seulement la partie du matériau d'archives qui n'existait pas en copies à Moscou.

L'appréciation du parti se complète par la certitude de tirer des gains politiques. Le résultat attendu de l'ouverture des archives est de combler, dans la recherche universitaire, les lacunes de l'histoire du mouvement ouvrier et progressiste. Face aux intérêts de la société américaine, par rapport au présent et à l'avenir, le profit politique sera de réévaluer ou de réviser, sur la base de nouveaux éléments, des thèses et des opinions qui ont dominé par rapport à la droite et à la gauche aux Etats-Unis, de mettre en avant les buts du mouvement progressiste dans des couches plus larges de la société, de récompenser le parti pour son attention syndicaliste, pour son action dans l'organisation politique de la classe ouvrière, pour les luttes en faveur des droits politiques et contre le racisme. En soulignant l'appui philosophique du parti sur la théorie marxiste, le contact des hommes avec ce dernier se renouvellera.

Les attentes du parti, jusqu'à présent, ne semblent pas se vérifier. Des historiens d'idéologie conservatrice se sont empressés de se déclarer enthousiastes de l'initiative du parti, qui contribuera à redéterminer le degré auquel le mouvement révolutionnaire américain était servilement lié aux Soviétiques. Ils ont rétabli de cette façon le thème du mouvement communiste influencé de l'extérieur, donc antinational. Par leurs déclarations dans la presse, ils ont traité la question comme l'action d'un parti se trouvant en rupture et en pleine désorganisation, en le réduisant en objet de recherche historique ou du moins de nostalgie d'un passé radical. Les échos de la presse sur le fait du don des archives s'établirent dans les mêmes limites, avec des références à des documents sélectionnés qui, nombreux, restituaient la nature conspiratrice du parti. Le parti fut obligé de se défendre, en répondant qu'il était le véhicule d'une continuité dans la lutte pour les droits ouvriers, parti légal autochtone dans la vie politique des Etats-Unis.

Les archives du Parti communiste français

Dès la fin des années 1970, le parti français octroyait un accès aux chercheurs pour une étude du matériau d'archives d'avant-guerre. Sa tactique entourait l'instrumentalisation de son histoire, en mettant en avant vers le public une histoire officielle du parti. Un des résultats, pour le parti français, du renversement du régime en Union soviétique était de trouver des documents saisis à des époques plus anciennes par les forces anticommunistes, qui, ayant été sauvés par les Soviétiques en 1945, avaient été transférés à Moscou. Les archives des écrits de Marc Bloch virent le jour par exemple. En 1993, le parti rompit avec la conception précédente de l'histoire, en inaugurant une politique d'archives ouvertes. Par un pas novateur suivant, en 2005, fut remise la gestion – la propriété fut conservée – des documents du parti et de ceux de l'organe du parti *L'Humanité* aux archives du département de la Seine-Saint-Denis (région nord-est de

Paris), à la ville de Bobigny. La possibilité de mettre en valeur les archives par le parti ne fut pas méconnue, bien au contraire son matériau fut utilisé, dans la nouvelle situation, comme outil, par la production d'études par les historiens du parti, l'organisation de manifestations historiques-culturelles, la projection de documentaires de sa collection, l'édition de certains documents d'archives.

1.3.2.2.5. Réchauffement du dialogue scientifique

Ceux des membres de la communauté des historiens qui tentèrent de ne pas participer à l'opération assourdissante d'exploitation politique – au détriment du communisme – de la nouvelle richesse accessible des documents, rationalisèrent les données du contexte moderne des archives. Le fait qu'un matériau – qui, pendant longtemps, resta dans l'ombre, inconnu ou non exploité – apparut dans l'actualité et fut sujet, devant la communauté universitaire, à discussion, constituait une évolution réelle. Le progrès pour la recherche historique, en raison de l'élargissement du volume des archives, favorisa la possibilité que soit promue la discussion scientifique sur des sujets capitaux de l'histoire du XX^{e} siècle. La question nationale, la question sociale, les guerres, la politique des Etats, les relations interétatiques, pouvaient être clarifiées de manière plus probante. En ce qui concerne le facteur quantitatif, le problème relatif aux archives des partis ouvriers et aux thèmes historiques dont le contenu pourrait être éclairé était le contraire par rapport au passé. Auparavant, l'inconvénient fondamental des études de ceux s'intéressant à l'histoire sociale des pays et des régimes de l'Europe du Sud-Est et de l'Est était la pauvreté des sources, la réalité des archives fermées. Soudainement, à l'inverse, une masse volumineuse d'écrits fit son apparition. La suroffre créa un retard dans la méthodologie de gestion des documents. Certains se contentèrent de recenser les données contenues dans les textes d'archives. Toutefois, la question demeurait en ce qui concerne l'approche méthodologique et la mise en valeur du matériau révélé. De façon indicative, apparut la nécessité du classement multiple des documents, qui résulta du repérage de nombreux niveaux de lecture de ces derniers. Un niveau concernait, par exemple, la position des mouvements ouvriers, pendant le XX^{e} siècle, face aux questions sociales, politiques et idéologiques qui surgissaient. La forme d'organisation de la classe ouvrière, l'appropriation de l'idéologie, le choix de la stratégie et de la tactique des organisations professionnelles et politiques de la classe ouvrière, l'adoption de la théorie de la réforme ou du renversement social, l'attaque ou la défense au cours du conflit avec les couches sociales rivales, la formation d'une culture ouvrière et d'un mouvement culturel, en étaient certains thèmes. Le fonctionnement même des organisations de la classe ouvrière, des syndicats et des partis politiques, constituait une question de recherche autonome, puisque liée – entre autres – à l'identité culturelle du mouvement et de ses membres, à la constitution des stéréotypes qui caractérisaient les comportements collectifs et individuels. De nature différente était la question qui concernait les règles d'éthique relatives au tâtonnement et à la publication du matériau d'archives

récent sur le communisme. L'absence d'un code élaboré de déontologie, qui aurait des réponses toutes prêtes face aux doutes sur la « légitimité » de la publication des éléments de nature personnelle et d'autres informations sensibles, était une lacune responsable de l'indécision pour faire face aux problèmes connexes.

2. Les archives du parti communiste grec, 1918-1968

2.1. Dans les conflits de l'entre-deux-guerres

La constitution et la conservation des archives du parti étaient, tout d'abord, une pratique politique – alignée sur les exemples dans le mouvement socialiste déjà dès le début du XX^{e} siècle et dans le mouvement communiste après 1917 – et au-delà un soin d'organisation. En Europe de l'Ouest, le mouvement socialiste, à une période de gestation de la révolution et d'évolution de la pensée en ce qui concernait l'organisation, bénéficiait de la tolérance du système bourgeois et avait été incorporé dans les règles parlementaires, en adoptant la stratégie de la réforme et choisissant comme tactique le légalisme et comme propagande le verbalisme révolutionnaire ; au contraire, le mouvement communiste semait tout d'abord la crainte et la haine pour ses objectifs et son inobéissance et subit des poursuites. Des adaptations d'organisation étaient exigées dans le contexte politique. La particularité du programme d'organisation du parti, à une échelle internationale, était l'adaptation à la situation de la dite semi-clandestinité. L'Etat bourgeois appliquait des mesures arbitraires de poursuite et d'oppression du mouvement communiste. En Grèce, dans la phase pré-communiste, une particularité locale était repérée dans la politique offensive du mouvement socialiste et dans la défense mise en avant par l'Etat. La poursuite légale arbitraire des socialistes était en vigueur dès 1914. Dans la période communiste du mouvement social, le problème étatique fut réglé en 1929 – au niveau des institutions, également – par l'édiction d'une réglementation anti-communiste draconienne (délit scélérat). Pour le mouvement, une programmation de la conservation normale des archives était par la force des choses impossible. La cause pour laquelle ne furent pas sauvés des documents importants de l'action ouvrière professionnelle et politique peut être comprise sous ce prisme.

Le travail d'archives fut entrainé dans les remous de la guerre de l'information. Dans le parti, il existait un soin, justement, de tous les documents, pour les classer dans les archives et les conserver. Néanmoins, l'Etat grec disposait de mécanismes de répression avec un fonctionnement qui se révéla bien rythmé. Des documents qui, on le supposait, devaient rester inaccessibles tombaient entre les mains des hommes des services de sécurité. Toutes preuves qui manquaient à la collection étatique étaient fabriquées. Les coups apportèrent aux communistes l'expérience pour se défendre, en renforçant l'appareil de protection du confidentiel. La « langue d'Esope » fut sans cesse utilisée. Des procédures du parti, par exemple la collecte des cotisations ou le travail économique parmi les partisans, s'accomplirent oralement ; pour d'autres travaux, la destruction des preuves s'ensuivait fréquemment.

Les obstacles de conservation normale de la production écrite, qui résultaient des oppositions idéologiques à l'intérieur du mouvement social, étaient une particularité grecque. La prévision du pire, à savoir la suspension des libertés politiques – de celles restantes –, était une sagesse élémentaire. Dans ces conditions, sous le spectre de la déclaration du communisme en pleine illégalité, la prévoyance en vue de garder les documents du parti dans un endroit sûr était devenue la seule solution. Faciliter la fuite du matériau au siège du Komintern, à Moscou, était le seul choix non risqué. On a abouti à ce qu'un processus d'octroi de renseignements au centre communiste sur l'action dans la périphérie, ainsi que de retour de l'information, s'élargisse par une planification locale, dans le but d'éviter les risques et d'empêcher la fuite de l'information. Il restait à trouver à chaque fois le moyen de faire sortir le matériau. Les agents du bateau à vapeur Tchitcherine et d'autres bateaux commerciaux de la société soviétique Sovtorgflot offrirent leurs services dans cette affaire. Les navires faisaient le tour de la Méditerranée orientale et, dans les ports où ils abordaient, un signal d'alarme était toujours donné aux services de sécurité. L'approche des bateaux soviétiques dans les ports du Pirée et de Thessalonique avait en principe une activité secrète parallèle en dehors de celle commerciale.

Pour faire une comparaison dans les Balkans, la situation dans le Parti communiste bulgare était désespérément similaire. Après le coup d'Etat de 1923, une grande partie des archives du parti furent détruites ; le parti passa dans la clandestinité. Le comité central organisa ensuite l'envoi du matériau à Moscou et les documents aboutirent à être rangés à l'endroit où siégeait la délégation bulgare auprès du comité exécutif du Komintern. Le 20 janvier 1927, fut prise la décision de créer, à Moscou, les Archives centrales du Parti communiste bulgare. Les documents étaient envoyés par des voies détournées, des moyens clandestins et des modes de toute nature de Bulgarie à Moscou, où ils étaient insérés dans ces archives, dans le bâtiment du Komintern.

Le matériau d'avant-guerre qu'on parvint à envoyer du parti grec au Komintern était très insuffisant. Dans les années 1930, eurent lieu d'innombrables saisies au cours des raids des services de sûreté dans les bureaux du parti, des syndicats et des associations. Le matériau écrit aboutissait éparpillé (et bientôt – après l'appréciation de la valeur du contenu – il était détruit) dans les bureaux des annexes de la sûreté et des services de renseignement militaires. Ceux qui produisaient le matériau – les membres de l'appareil du parti – n'étaient pas prolixes dans leurs écrits. Dans un choix suivant, tout document qui n'était pas absolument nécessaire était détruit (soit déchiré en petits morceaux qui s'éparpillaient, soit brûlé). Ceux qui restaient étaient les procès-verbaux et les rapports des organes du parti qui certifiaient la légalité des décisions, peu de documents au contenu informatif et un volume limité de correspondance. Le matériel classifié, les messages codifiés, les instructions, subissaient une gestion avec un soin supplémentaire. Pour les documents secrets, l'ordre était qu'ils soient détruits immédiatement.

La rupture dans la vie politique grecque, en août 1936, sous la dictature de Metaxas, renforça la gravité de la question concernant la protection du renseignement et du

secret. Conformément à des nouvelles communiquées aux Britanniques à Athènes, en décembre 1936, survinrent sur dénonciation le repérage et la saisie – comme on le déclara – de l'ensemble des archives du parti. Les originaux de plusieurs instructions de Moscou et les copies de certains documents adressés au Komintern y étaient inclus. Pire encore, se trouvèrent des listes de noms de membres, avec des instructions sur la façon de se reconnaître entre eux. Parmi les membres étaient compris des officiers en activité, surtout de la cavalerie. Une partie des documents concernaient les négociations avec les libéraux et le parti agraire d'Ioannis Sophianopoulos, en vue de conclure une alliance pour constituer un front populaire. Jusqu'à ce que le fait soit largement connu, 300 arrestations de communistes à Athènes et à Patras, parmi lesquels dix ou douze officiers en activité, avaient déjà eu lieu à l'aide des documents. On se livra avec insistance à l'étude exhaustive des documents, pour repérer des informations secondaires. D'autres saisies de matériau d'archives suivirent. De nombreux renseignements furent utilisés en dehors de la poursuite politique du communisme, pour la propagande idéologique. Des écrits furent publiés dans des journaux et des revues. Un matériau aussi écrit par des personnes désabusées – volontairement ou par la force –, qui exposaient leur expérience de leur mandat au parti, fut promu pour le même but.

2.2. Les archives de l'organisation du parti communiste grec à l'intérieur du pays

La guerre contre le communisme continua, après la libération de 1944, par d'autres moyens. Après la guerre civile en 1949 et le recul des forces communistes, les renseignements des expéditions étrangères en Grèce déterminaient l'action communiste comme étant dirigée par les organisations clandestines du parti communiste grec – par la suite par les communistes au sein de la Gauche démocratique unifiée (EDA), qui intervenaient dans l'organisation du mouvement populaire – et par les groupes qui pénétraient dans le pays pour renforcer les organisations locales. En 1960, dans le cadre de la poursuite des personnes clandestines, des procès pour espionnage et de la campagne sur la légalisation du parti communiste grec, le gouvernement distribuait des déclarations selon lesquelles le parti communiste était antinational, antidémocratique et sa légalisation ne contribuerait qu'au résultat que le pays soit conquis par des agents fanatiques formés dans des écoles d'espions derrière le « rideau de fer ». En 1962, des sources françaises confirmèrent que le parti communiste grec faisait la publicité de la puissance de l'organisation clandestine en Grèce. Toutefois, les services secrets n'étaient pas sans savoir qu'exactement le contraire se produisait. S'ensuivait la dissolution de toute tentative de pénétration communiste. Les informations étaient diffusées dans l'intention de favoriser la propagande anticommuniste, peut-être aussi sous la suspicion qu'il existait des évolutions inattendues. En réalité, pour le parti communiste grec, le grand problème était l'intervention dans la direction du mouvement démocratique. Les

forces non communistes n'étaient pas facilement manipulables. Après la montée de l'Union du centre au pouvoir gouvernemental en 1963, ainsi que le renforcement de la Gauche démocratique unifiée (EDA) en ce qui concernait son organisation, à côté des faits de défense de la démocratie, qui occupaient l'actualité, la lutte communiste en elle-même, avec les buts stratégiques qu'elle posait, était insuffisante. La demande de légalisation du parti communiste grec restait en dehors de l'actualité. D'ailleurs, les doutes apparurent au sein de l'organisation du parti, avec des points de vue selon lesquels les communistes devaient œuvrer au sein de l'EDA, que les « appuis du parti » en Grèce – quelques dizaines de membres – n'offraient pas de résultats, que le parti devait conduire l'EDA et ne pas assumer un autre rôle d'intervention, d'organisation. Dans une rhétorique sur la légalisation du parti communiste grec et sur la promotion de la théorie marxiste-léniniste aux membres et partisans de l'EDA, l'aile rénovatrice du parti se plaçait sur le point principal, le maintien intact du cadre d'organisation existant, tel que ce dernier s'était formé sur la base des décisions de 1958 (dissolution des organisations du parti), et le non rétablissement du cadre d'organisation du « parti de type nouveau ». On s'attendait à la confusion, en ce qui concernait les buts, d'inclure des mesures relatives à l'organisation comme la tenue des archives. Le rassemblement des documents au sein de l'EDA s'effectuait par le mécanisme de l'organisation sans une politique concrète de constitution d'archives uniques – les communistes continuant de rassembler les documents destinés à l'envoi aux archives du parti, à l'étranger –. La dévalorisation remarquée de la tâche de l'organisation dans le développement des activités du parti était due à une optique différente. Pour ceux qui luttaient activement dans le pays, l'attachement à des buts de tactique (démocratie) créait le sentiment que la direction communiste à Bucarest fermait les yeux sur le danger d'imposition de la dictature. Pour une partie aussi des communistes de l'intérieur, apparaissait une confusion de la stratégie (socialisme) avec la tactique (démocratie). Pour ces raisons, le travail à long terme, tel que la tenue des archives, imposait, dans les conditions dangereuses en cours, des surcharges inutiles (conservation du matériel). Pour l'organisation de l'étranger, cependant, les visées étaient lointaines, stratégiques (domination du parti, socialisme), indépendantes de la marche irrégulière des affaires politiques en Grèce et des retours en arrière de l'itinéraire du parti. Elles exigeaient le respect de l'obligation d'organiser l'envoi complet à partir de la Grèce, dans la mesure du possible, du matériel pour un enregistrement ultérieur dans les archives du comité central, dans le bâtiment à Mogosoaia – aux alentours de Bucarest –. Malgré les oppositions et les subterfuges, les membres de l'intérieur étaient tenus de répondre, en procédant à des envois de documents – tous ceux qui échappaient aux mesures préventives de destruction des preuves –. Il arriva en même temps que certains du noyau dirigeant prirent l'initiative de tenir des archives personnelles.

L'adversaire (l'Etat) avait sa propre expérience de manipulation de la masse. Les documents qui avaient été pris dans les raids d'avant-guerre étaient publiés et si le matériau faisait défaut, des preuves supplémentaires, fausses, étaient fabriquées.

L'utilisation idéologique des documents visaient à fortifier, chez les simples gens et dans la nouvelle génération, l'image d'un mouvement utopique, mais endetté et inhumain, qui dépassa les engagements éthiques grecs.

A un moment approprié, en 1967, par la proclamation de la dictature, les services secrets firent une incursion dans les locaux de la Gauche démocratique unifiée (EDA) et saisirent toutes les preuves qui se trouvaient devant eux. Après avoir puisé des informations utiles et les avoir exploitées dans des publications de propagande dans la presse, de nombreux documents furent détruits.

Les communistes membres de l'intérieur se livrèrent avec patience à la nouvelle forme de lutte, l'action antidictatoriale. En automne 1967, les membres organisés de la région d'Athènes (avec les quartiers et les banlieues) étaient aux environs de 1.000. Avec le réseau communiste s'étendant, on prit soin de préserver le matériau écrit (« archives politiques » de l'organisation de l'intérieur).

2.3. Les archives de l'organisation de l'étranger

Après 1945, dans une situation explosive au détriment des communistes, les archives de la période de l'occupation et de la guerre civile, soit du parti soit des organisations du front, étaient transférées dans les Etats communistes voisins, dans de nombreux lieux. Cette nouvelle dispersion, comme on le constata ensuite au cours de la procédure de rassemblement des documents, coûta des pertes supplémentaires. Dans les déménagements des bureaux, de nombreuses caisses étaient détruites, d'autres étaient perdues. Ailleurs, elles étaient abandonnées. Après 1950, en Roumanie, dans le bâtiment des archives du parti communiste grec de la ville de Sibiu, les documents du parti, provenant de différentes directions, étaient progressivement réunis. Les matériaux des archives du comité central du parti (matériel opérationnel), de production de l'intérieur (Grèce) et de l'étranger (pays communistes et autres), au siège à Bucarest – à Mogosoaia –, étaient transformés après un certain temps en matériau historique et étaient envoyés en vue de les préserver aux archives du parti à Sibiu. Des documents, qui étaient produits en Grèce au sein de l'organisation de la Gauche démocratique unifiée (EDA), étaient envoyés à Bucarest par les communistes qui agissaient à l'intérieur du pays, étaient expédiés aux départements compétents du comité central et aboutissaient à leur mise en archives, en constituant un corps actualisé d'information. Dans le département d'histoire du comité central à Mogosoaia, la tenue du matériau d'archives, nécessaire à la production du travail historique, était parallèle. Le matériau des archives opérationnelles gardé à la section d'histoire, des documents en nombre restreint qui furent transférés de Sibiu, ainsi que des copies de documents des archives du Komintern sur le parti grec – furent demandés et acquis plus tard –, constituèrent les archives de la section d'histoire, d'un volume de 8.000 pages. Les documents de la station de radio étaient conservés (pêle-mêle – les écrits étaient soigneusement emballés dans des paquets mais sans être classés –) dans ses locaux, dans l'entrepôt.

Sous une pression continue, exercée par l'adversaire, le règlement du sujet crucial de la protection des archives du parti – à savoir de l'information – en Roumanie relevait du soin général du maintien de l'appareil clandestin et supposait des pas mesurés. L'ingéniosité se développait dans l'effort de désorienter les services de renseignements étrangers. La question était de savoir si les mesures prises étaient fructueuses. Des aspects de la préservation de l'information qui s'inscrivaient dans les tâches de la vigilance du mécanisme du parti, concernaient le matériau de propagande écrit et oral.

La proclamation de la dictature militaire en Grèce, en avril 1967, provoqua une surtension dans l'appareil du parti de l'étranger. On demanda au Parti communiste roumain d'exercer une influence, par le biais du gouvernement roumain, sur la junte militaire grecque. A Bucarest, la tactique du nuage de fumée, en mettant en avant des éléments faux sur le parti, fut réitérée. Comme l'ambassade grecque renforçait les surveillances et la collecte d'éléments sur place, pour dépister au-delà le mécanisme du parti clandestin en Grèce, l'expérience du parti appuyait la suspicion selon laquelle le réseau d'informateurs avait peut-être réussi à surpasser l'obstacle de la protection de l'activité du parti, ayant pour effet de contrôler tout d'abord, dans la phase de leur programmation, certaines initiatives du parti contre la dictature. Les précautions pour exclure la fuite de renseignements exigèrent une confidentialité extrême des mouvements et un esprit de conspiration. A Mogosoaia et dans les autres bâtiments du parti, les hommes de l'appareil clandestin du comité central, en nombre variable – à l'époque de la scission, en 1967-1968, entre 40 et 50 personnes –, étaient intégrés dans des sections qui ne communiquaient pas du tout entre elles. Ils ne se connaissaient pas entre eux. Ils évitaient de faire des connaissances. Dans les relations sociales, ils ne révélaient pas l'adresse de leur séjour, tout en changeant continuellement de domicile. Ils percevaient un salaire – peu important, mais suffisant –, versé par le parti roumain. Les problèmes étaient résolus à l'aide des services roumains. Avaient été mis à leur disposition, pour les desservir, des voitures avec chauffeur et gardes roumains – tous hommes des services secrets, armés de revolver ou d'armes automatiques –. Le service de contre-espionnage suivait les hommes de l'ambassade grecque et mettait au courant l'appareil du parti sur leurs mouvements suspects remarqués. L'engagement de ne pas dire un mot des questions du parti était évident ; les communistes grecs avaient pleine connaissance de la grande responsabilité face aux cadres de l'action clandestine en Grèce et du devoir de défendre le mécanisme.

L'affaire des archives du parti devait être liée, après la scission, au nom de Theodoros Papapanagiotou (pseudonyme Alékos). Les évolutions remontent aux années 1950, lorsque Grigoris Farakos, chef à la section d'instruction (« éclaircissement » [information, réflexion, propagande]) du comité central du parti communiste de Grèce, demanda à la direction que soient créées des sous-sections, particulièrement dans le domaine de l'histoire. Il insistait surtout sur ce dernier, ayant l'opinion que la question clochait. La section d'histoire – une des sous-sections de la section d'instruction (« éclaircissement ») du comité central – fut créée en 1959, à laquelle fut remise l'étude

surtout des années 1940. Au cours de la procédure d'encadrement, Papapanagiotou fut proposé par Farakos comme dirigeant, avec pour assistant Kaïlas.

Papapanagiotou travaillait, alors, à la station de radio La Voix de la vérité, les questions idéologiques lui ayant été remises. Il avait connu Farakos en Roumanie et avait développé avec lui des relations particulières. Ils parlaient pendant des heures de questions d'histoire, des mesures qui devaient être prises par le parti.

Papapanagiotou avait une passion pour l'histoire. Le point de départ sera attribué au problème qui le suivait : il était considéré comme responsable du fait qu'il entraîna la direction dans l'opinion du « coup porté dans le dos ». C'était une circonstance aggravante qui accompagna sa carrière dans le parti.

Papapanagiotou commença à s'occuper, plus sérieusement et méthodiquement des archives du parti après la VII[e] session plénière en 1957. Dans un échange animé, alors, Zachariadis l'accusa d'avoir donné l'information sur le « coup porté dans le dos ». Il lui dit d'aller aux archives, où il trouverait ses propres rapports conservés avec le contenu en question. Nous pouvons dire, dans ces conditions, que Papapanagiotou fut envoyé par Zachariadis aux archives du parti. Depuis lors, il s'est tourné vers l'histoire.

En rouspétant continuellement sur le retard dans l'étude de l'histoire du parti et sur son indifférence à mettre en valeur le matériau historique, Papapanagiotou tenta d'attirer l'attention de la direction sur l'avantage qu'elle offrirait au mouvement communiste en Grèce si des opinions argumentées sur les luttes du parti étaient mises en avant, mais aussi sur le risque de prise d'initiative par d'autres forces politiques. Il visita finalement les archives à Sibiu, d'où il prit divers documents sur la résistance 1941-1944 et la guerre civile 1947-1949. Il reçut également de Moscou un matériel imprimé de l'entre-deux-guerres (le journal *Rizospastis* [*Radical*], la revue *Néolaia* [*Jeunesse*] et autres).

Les archives du parti, comme nous le verrons en détail par la suite, furent ouvertes, après la scission du parti en 1968, par la force. Le changement de situation concorda avec les mêmes mesures dans le Parti communiste bulgare. Avec les documents qui avaient une valeur historique, les Bulgares créèrent la collection d'archives du comité central du parti. Sur décision du secrétariat du parti, fut constitué, le 29 mai 1968, un organe, les archives centrales du Parti communiste bulgare, ayant pour compétence le contrôle, la gestion et la conservation des archives du comité central du parti. Dans les archives fut inséré un comité d'experts, ayant pour tâche de sélectionner les documents sur la base de leur valeur scientifique, historique et pratique. La même année, une décision suivante comprenait la collecte de photographies et de documents ayant un rapport avec le mouvement de libération nationale des Bulgares en Macédoine, en Thrace et à Dobroudja, tout comme d'autres documents qui ne convenaient pas au profil des archives du parti. Des dizaines de collections personnelles (seulement la collection du général Aleksandar Protogerov avait 14.000 documents) furent rassemblés. La mise en route des évolutions dans les archives bulgare et grecque constitua, en 1968, une coïncidence étrange.

3. La scission du Parti communiste de Grèce, 1968 : deux archives - deux départements historiques

Il est impossible d'analyser le fait de la scission des archives du parti sans aborder les faits et les causes qui amenèrent à la scission et aux comportements des hommes au sein du parti communiste grec. Forcément, la recherche nous renvoie au contexte (et aux sous-entendus) de la scission du parti en février 1968.

L'un des buts de cette partie de notre étude est de tourner la discussion historique sur les politiques des régimes du « socialisme réellement existant » en Europe de l'approche psychologique et idéologique à celle du cadre réaliste (rationnel), qui se dissimulait derrière les décisions du parti. C'est la trame qui peut conduire à des appréciations équilibrées sur la scission du parti grec.

Le processus de conflit entre les deux mondes – les systèmes socio-économiques du capitalisme et du communisme – fut mis à nouveau en mouvement par la proclamation de la « Guerre froide » et continua par l'utilisation de toutes les armes disponibles (concurrence économique, mesures politiques, érosion idéologique, instrumentalisation du facteur culturel). Plus au fond de chacun des fractions mondiales, faisaient rage les conflits intérieurs. La différence dans l'expression des oppositions était que, dans le camp du capital, entre les métropoles se développaient des divisions qui toutefois ne portaient pas atteinte à l'accumulation du capital (à savoir, à la combattivité de ce camp). Au contraire, dans le système communiste, les expressions des tendances communistes centrifuges sapèrent le soviétisme – la garantie du modèle « marxiste-léniniste » et du « socialisme réellement existant » –.

Le nationalisme était, parmi d'autres facteurs critiques, l'enjeu.

Dans les recherches sur le passé du mouvement communiste, était apparue l'appréciation – sans indiquer de connotation idéologique – que la mort de Staline était « le début de la fin ».

L'intention qui peut être attribuée au dit « stalinisme », lorsqu'il nivela les cultures nationales et les élites nationales de l'esprit, était la dévalorisation du nationalisme pour appuyer l'élément de classe du mouvement social. La même tactique à l'envers fut maintenue face aux pays de la périphérie du capitalisme, contre l'élément de classe du système social bourgeois, en attisant le nationalisme des nations socialement subordonnées.

Dans les Balkans, la guerre des nationalismes se répétait inversement. Pendant la durée de l'entre-deux-guerres, les communistes cherchèrent la révolution et le renversement du statu quo avec en filigrane la question nationale. Il existait alors dans les Balkans les régimes bourgeois et l'état-major communiste élaborait un plan de leur renversement, s'appuyant sur les problèmes nationaux et la question des minorités dans la région. Le

point vulnérable, la Macédoine, et le véhicule en puissance, l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure (VMRO), avec ses hommes armés, avaient été repérés ; des ordres avaient été donnés aux partis locaux - sections du Komintern de matérialiser le but. Dans le cas inverse, après la Seconde Guerre mondiale, les anticommunistes recherchèrent la contre-révolution par le biais de l'implication des nationalismes dans les projets de renversement des régimes communistes.

3.1. Le facteur extérieur et intérieur mondial face au nationalisme

3.1.1. Les services de renseignements des pays du système capitaliste en quête de brèches dans le bloc communiste

Dans la tentative de déstabilisation du bloc communiste, le précédent fondement du nationalisme de la période avant 1945 (organisations fascistes en Europe, groupes nationaux qui, malgré les interventions des partis communistes, agirent comme la cinquième phalange au profit des nationaux-socialistes allemands, des mouvements nationaux dont la valorisation fut tentée par le Komintern pour saper le capitalisme) attira l'attention des services de renseignements des pays capitalistes. En rénovant l'interrogation pour le présent et l'avenir du nationalisme en Europe de l'Est et du Sud-Est communiste, les services secrets contribuèrent fructueusement, en montrant les éléments nécessaires, au choix des objectifs de leurs Etats, pour la domination dans le conflit avec le système socio-économique adversaire.

3.1.1.1. Les services de renseignements américains

En mars 1964, la Central Intelligence Agency (CIA) récapitulait l'information à l'égard des directeurs politiques à Washington, en soulignant la question nationale.

Les scientistes de la CIA (remarquables professionnels, si on en juge de par la dextérité analytique dans les études et par l'attachement au but dans la question politique), dans la recherche et les constatations (ils déterminaient en même temps les orientations, sur lesquelles devaient se focaliser la politique de la coalition capitaliste, et la tactique face à la menace communiste), ils repéraient la question nationale comme l'obstacle qui se dressait comme insurmontable face à l'intention communiste de regrouper les populations de l'Europe de l'Est avec des demandes de classe et dans une voie anti-impérialiste. La suggestion, sans être mentionnée, paraissait claire, vers la direction d'une intervention pour une exploitation du nationalisme et du chauvinisme pour annuler la tentative communiste.

En Europe du Sud-Est, si – dans le cas inverse de l'attaque du communisme, pendant les années 1920 – les plans du Komintern pour renverser le système bourgeois avec pour arme la question nationale et les minorités (ayant pour but principal alors, la Macédoine) avaient échoué, dans la situation actuelle la CIA et les autres services de renseignements occidentaux promouvaient un ensemble d'analyses ayant des probabilités accrues de détermination exacte de la réalité. Restait le pas politique adéquat.

Dans les pays de l'ancien cordon sanitaire qui entouraient l'Union soviétique d'avant-guerre, le précédent – pendant longtemps – de la culture du chauvinisme, de la soumission à des régimes de type fasciste, de la collaboration avec les nazis, de la propagande anticommuniste, avait transmis à certaines couches des populations des sentiments antisoviétiques. L'infrastructure était prête.

Dans le champ communiste interne, la politique du Parti communiste de l'Union soviétique face aux alliés du bloc communiste, après 1953, sous la direction de Nikita S. Khrouchtchev, promut non la forme de pression étatique directe mais celle de la relation volontaire entre partis frères (le nouveau système de rapports était, dans des situations exceptionnelles, conditionnel, comme l'a montrée la position soviétique face aux événements en Hongrie en 1956). La CIA estimait qu'au début des années 1960, le changement dans la politique soviétique avait apporté des relations plus souples entre l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est, dans une situation qui s'équilibrait entre, d'une part, la prise de conscience, dans les régimes de l'Europe de l'Est, de l'élément qu'ils avaient des avantages en restant dans le bloc et, d'autre part, dans la politique de l'Union soviétique qui faisait face à des difficultés grandissantes. L'érosion de l'influence de la politique soviétique, avec les ententes de la Roumanie et de la Chine, était caractéristique de ces nouveaux changements. Les Soviétiques, sans autre alternative, furent contraints d'accepter les souhaits roumains sur un rôle d'intermédiaire avec les communistes chinois.

La politique soviétique forma une sorte de consensus avec les membres du bloc, en délibérant sur les questions de tactique. Cette entente rencontrait des difficultés lorsqu'un membre, en promouvant ses propres intérêts, insistait pour donner son opinion. La politique soviétique ne disposait pas de la possibilité du passé, puisque le nombre de conseillers spécifiques et d'informateurs avait été limité dans les autres Etats communistes. En Pologne, par exemple, après les accords de 1958, le rôle des conseillers spécialisés se limita à des contacts officiels, sans que ceux-ci soient inclus dans le mécanisme des partis et dans les services étatiques. Les limites confuses du cadre du comportement admissible au sein du bloc communiste apportaient des difficultés supplémentaires. De ce point de vue, par exemple, les Roumains avaient tout droit sur des recherches économiques ou idéologiques. En 1955, le dirigeant soviétique Khrouchtchev avait proclamé que la Yougoslavie était un pays communiste qui se mouvait dans une juste voie vers le socialisme. Récemment (alors, en 1963-1964), avaient paru dans les journaux et revues tchécoslovaques des propositions vers le bloc communiste d'essayer la voie tchécoslovaque vers le socialisme. Seule la République démocratique alle-

mande, sous les mouvements de Walter Ulbricht, pressait les soviétiques en vue d'une ligne plus dure, gênée par les ouvertures de la Pologne, de la Roumanie et de la Hongrie vers la République fédérale d'Allemagne.

Les scrupules face au parti soviétique se révélaient, selon les estimations de la CIA, être un frein aux évolutions vers une autonomie des partis communistes. Nul dirigeant ne risquait l'affaiblissement de son pouvoir dans son parti si le soutien soviétique se retirait, ni les avantages généraux de la participation au pacte de Varsovie et aux programmes du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon). L'Union soviétique, d'autre part, estimait que l'exercice des pressions ou les sanctions politiques et économiques accentueraient les différends et provoqueraient une plus grande résistance. Par cette réticence, elle ne parvenait pas à regrouper les alliés contre les Chinois.

Pour pouvoir, selon les mêmes analyses américaines, conserver en Europe de l'Est le degré de variété dans les idées et de divergence du désir soviétique, les dirigeants comprenaient qu'ils devaient extirper le consentement de l'Union soviétique. Le moyen approprié était la participation aux activités du bloc soviétique. Cependant, comme des intérêts nationaux apparaissaient sur le devant de la scène dans un Etat-satellite, d'autres intérêts similaires étaient attisés par d'autres. Tout mouvement vers une plus grande indépendance se propagerait rapidement, comme une épidémie que l'Union soviétique limiterait mais ne pourrait pas totalement contrôler. Comme les analystes de la CIA le prévoyaient – une dizaine d'années après la mort de Staline –, avec une pénétrabilité surprenante de pensée, « la déstalinisation conduit fatalement à la désatellisation ».

La prévision américaine était que la situation confuse dans le bloc soviétique devait se poursuivre. Eventuellement elle conduirait à une forme lâche de rapport, où chaque membre conserverait des marges logiques de liberté de mouvement, à une foi déclarée que tous venaient en vue d'une entente comme associés égaux, à une confirmation que les intérêts spéciaux seraient respectés. Ce regroupement des Etats communistes serait maintenu par des intérêts réciproques qui créeraient un système viable, plus fort qu'un empire sous l'Union soviétique. Dans cette situation, les pays de l'Est continueraient à évoluer vers un régime plus autonome, qui subirait les pressions des intérêts nationaux, l'émergence des attentes populaires pour une vie meilleure, la survivance des frictions historiques qui ravageaient la région depuis des siècles.

Dans le contexte de l'équilibre de la terreur, avec le côté américain tentant de deviner les mouvements suivants des Soviétiques, la CIA, en choisissant la possibilité de provoquer une fissure dans le bloc communiste par son soutien à la République fédérale socialiste de Yougoslavie, déposa, en avril 1967, une estimation – ou, mieux, une construction en vue de la propagande –, selon laquelle le dit pays était communiste de nom et en théorie, mais en pratique complètement indépendant. Le régime yougoslave rejeta toute l'expérience socialiste précédente des Etats communistes, y compris de l'Union soviétique, détacha une grande partie de l'économie du contrôle centralisateur et, bien que modèle politique constitué d'un seul parti, débarrassa dans une large mesure le peuple d'un pouvoir arbitraire. Malgré le fait qu'elle eut proclamé de grands

projets, dans les vingt années de son existence, la Yougoslavie fut un Etat ayant une tactique économique, sociale et politique qui reflétait un esprit gestionnaire et conciliateur. L'expérience yougoslave évoluait de manière satisfaisante, avec une économie viable, une décentralisation et une démocratisation. Un progrès fut noté dans le « problème des nationalités ». La CIA toucha, en l'espèce, le point sensible. En se référant au dépassement du problème, elle donnait en même temps le mot d'ordre de la diffusion de l'information que ce dernier couvait.

En insistant sur le problème des nationalités, la CIA invita à la prudence au point que tous les actes en Yougoslavie étaient couverts par la division de l'opinion publique si le pays devait être une fédération centralisatrice de Républiques indépendantes ou une confédération souple dans laquelle se placeraient tout d'abord les demandes des Républiques indépendantes pour l'autonomie. Il était indubitable que les Serbes, les Croates, les Slovènes et les *Macédoniens* s'identifiaient en premier lieu comme membres de leurs nationalités et en second lieu comme Yougoslaves. Les rivalités nationales et nationalistes endémiques créaient des forces centrifuges qui n'étaient pas dépassées par les liens des devoirs économiques et politiques. La perception fédérative de l'organisation politique était sujette aux attaques de toutes les régions de l'Etat. La cause résidait dans le fait que, après la Seconde Guerre mondiale, une mise en œuvre sur la base de la reconnaissance des particularités fut réussie, parce que les mémoires récentes de l'occupation allemande et de la lutte commune engendraient un sentiment d'unité nationale. Egalement, après 1948 et le conflit avec l'Union soviétique, le maintien de l'unité sur l'intérêt commun en ce qui concernait la menace soviétique fut atteint. Cependant, ensuite (alors que les souvenirs s'atténuaient, le régime comme pouvoir arbitraire policier fit son apparition et la menace disparut) les remises progressives de la responsabilité économique et politique à un niveau local et aussi de la République encouragèrent les tendances à remplacer le système existant par un autre, celui de Républiques davantage autonomes. Les grandes inégalités entre les différentes régions poussèrent les Croates et les Slovènes vers le dogme de la particularité. Ces prétentions furent envisagées dans un esprit de recul et de conciliation. Le Conseil des Nations fut revalorisé. La structure du parti, les réformes, qui continrent une nouvelle répartition du pouvoir des organes centraux à ceux périphériques – ceux des régions nationales –, encouragèrent les représentants locaux du parti à ne pas toujours respecter les instructions centrales du parti, en faisant face aux dilemmes de la discipline due au parti et du désir de satisfaire les choix nationaux locaux de politique. Les contre-accusations devinrent un phénomène pérenne. Néanmoins, en général, les nouveaux cadres, en s'investissant dans le régime, utilisaient la question nationale en s'adressant à leur auditoire, mais sans la prendre en compte au niveau des décisions. L'hostilité ethnique aurait continué d'exister, toutefois la prévision de la CIA était qu'elle serait progressivement conduite à s'apaiser, particulièrement parmi les hommes qui subiraient un dommage en cas d'un effondrement de l'Etat unitaire. Le pouvoir central laissait des marges de façon à ce que le parti, à un niveau local, inspire une approbation nationale. Le parti concédait la di-

rection et le contrôle, tout en gardant la conduite idéologique, soucieux d'être dominant par la force de la persuasion et non en ordonnant. De l'autre côté, il ne laissait pas le régime sans assurance, en neutralisant les tendances à la division. Josip Broz (Tito) fit la distinction que « le rôle du parti s'accroît et s'accroitra pendant longtemps ».

Au printemps 1968, les services américains jugeaient que l'Europe de l'Est se trouvait au point le plus élevé de son incertitude par rapport au pouvoir soviétique et aux changements internes dans les régimes communistes, dès les événements de 1956. Sur de nombreuses questions (la révolution réformatrice du parti tchèque, les protestations des intellectuels et les révoltes des étudiants en Pologne avec des demandes de liberté culturelle, l'aggravation des relations soviéto-roumaines), l'Union soviétique faisait face à de plus grands problèmes en comparaison d'alors. Il était impossible qu'elle intervienne militairement pour rétablir son pouvoir dans un pays de la région. Par rapport à la dernière appréciation erronée, la situation d'impasse et l'esprit de décision des Soviétiques ne furent pas prises en considération.

L'intervention en Tchécoslovaquie, en août 1968, provoqua un regain d'appréciations à la lumière des nouvelles données. Un mois et demi plus tard, des services secrets (la Central Intelligence Agency [CIA], la United States Information Agency, la Intelligence Organization of the Department of State, la Department of Defense Intelligence Agency [DIA]) participèrent, avec des Etats-majors des corps, un représentant du président des Etats-Unis et d'autres – ceux qui étaient en relation avec des agents spécialisés dans des affaires dissimulées –, à la session d'un organe suprême (le Senior Interdisciplinary Group [SIG]). Dans une décision secrète, en dehors de la guerre du Vietnam pour laquelle une priorité était donnée, furent déterminées les futures actions sur la crise en Europe. Des mesures préventives furent adoptées sur un état d'urgence, dans le cas où les forces du pacte de Varsovie se mettaient en mouvement contre Berlin. Pour défendre la Yougoslavie, ils encourageraient des visites de niveau supérieur aux Etats-Unis, comme celle de Kiro Gligorov, et invoqueraient les relations bilatérales des Etats-Unis et de la Yougoslavie depuis 1951, mais, en cas d'agression soviétique, ils ne pourraient pas répondre par une action directe. Ils commenceraient une campagne, en inspirant les partis communistes de l'Europe de l'Ouest de contrer ouvertement l'intervention soviétique en Europe de l'Est et en encourageant (par des moyens matériels) un journal – soit socialiste soit sympathisant à l'égard du communisme – de critiquer les articles du journal *Pravda* qui justifiaient l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Ils souligneraient que la tactique soviétique n'avait pas de rapport avec le « marxisme-léninisme » mais avec l'hitlérisme. Si une invasion s'ensuivait en Roumanie, des mesures militaires dissuasives d'attaquer la Yougoslavie (manœuvres de la sixième flotte américaine, renforcement des forces aériennes en Italie) seraient prises. Ils ne laisseraient pas le sujet de l'occupation de la Tchécoslovaquie s'apaiser, bien au contraire ils le maintiendraient vivant comme pression pour renverser l'éventualité d'une offensive contre la Yougoslavie. Une exploitation du pacte interétatique de Bled (Yougoslavie, Grèce, Turquie) aurait lieu, par une coordination militaire

bilatérale – un échange de renseignements était prévu, alors que, dans le cas de grave menace militaire, les Grecs pouvaient se mettre en mouvement dans la partie sud de la Yougoslavie –.

Dans les calculs des services américains devait être incluse une appréciation générale sur le dogme soviétique de défense du système communiste international, tel que ce dernier se constitua, en septembre 1968, par le biais du journal du parti *Pravda*. Dans les paragraphes du dogme soviétique, étaient justifiées les actions relatives aux événements de la Tchécoslovaquie, alors qu'étaient accusés ceux qui les avaient critiquées d'une « étroitesse d'esprit » et d'une petitesse provoquée par le nationalisme. L'argument idéologique des Soviétiques était que les tâches internationalistes précédaient les intérêts nationaux. Les questions intérieures d'un Etat communiste devenaient l'affaire de tous lorsque le camp communiste subissait une menace. La conclusion tirée par les Américains selon laquelle l'Union soviétique, comme membre le plus fort du camp, était le juge final, celui qui déterminait qui avait dévié, dans le but d'imposer des sanctions ou d'offrir une aide. Sur l'échiquier politique, bien qu'ils aient voulu interrompre un mouvement contre la Roumanie, les intérêts vitaux de l'OTAN ne seraient pas lésés par une invasion et son occupation. Une réponse militaire contre les Soviétiques servirait de prétexte pour le début de la Troisième Guerre mondiale. Ni les performances de l'armée roumaine ni l'expérience de l'histoire roumaine montraient qu'il existait une possibilité de riposte militaire, de résistance des partisans ou même d'actions du type qui se développèrent en Tchécoslovaquie au cours de la phase précoce de l'invasion des forces du pacte de Varsovie. La question était complètement différente pour la Yougoslavie. Un soutien politique et une aide en matériel militaire pouvaient être prévus, si une telle demande était soumise. A l'opposé de la Roumanie, pour laquelle l'estimation américaine des indices sur les intentions d'une action militaire soviétique était prudente, le risque pour la Yougoslavie fut considéré comme entièrement improbable, parce que la capacité du pays à résister était historiquement prouvée. La CIA et la Defense Intelligence Agency (DIA) furent chargées de l'étude des possibilités de la Yougoslavie de s'opposer à une invasion soviétique. Pour Berlin, le déroulement d'un mouvement soviétique serait un problème pointu qui exigerait une réponse politique et militaire tout à fait différente.

Une estimation suivante de la CIA était que les répercussions stratégiques et politiques d'un socialisme libéral en Tchécoslovaquie (ce que les Soviétiques appelaient « contre-révolution pacifique ») auraient des effets sur la position de l'Union soviétique parmi les autres Etats communistes, alors que des problèmes difficiles à résoudre seraient créés également dans la population soviétique. Au sein de l'Union soviétique, dans les minorités nationales, surtout en Ukraine, existait un intérêt accru pour les évolutions en Tchécoslovaquie, en particulier par rapport aux implications que créerait en Union soviétique la tactique de tolérance de la part de la Tchécoslovaquie à l'égard de ses minorités nationales. Les intellectuels, également, posaient le sujet de la démocratie. En effet, les sentiments démocratiques et nationalistes en Europe de l'Est provoquè-

rent des tactiques similaires en Union soviétique. Des groupes d'intellectuels et certaines minorités nationales apparaissaient moins réceptifs à la collaboration avec le régime. C'était un problème enraciné de longue date, malgré la prévision qu'il pouvait se maintenir dans des dimensions faciles à gérer pendant un certain temps. Dans la région de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, les courants nationalistes et le développement d'un nationalisme antisoviétique continueraient de produire des formes de résistance face à l'autorité soviétique, attisant des tendances à l'indépendance et des expressions de particularismes nationaux. Il existerait des répercussions en Roumanie et en Yougoslavie, où, pour une certaine période de temps, domineraient le choc de l'action soviétique et les craintes d'une intervention imminente. Nicolae Ceausescu était décidé à ne pas céder, mais il se comporterait prudemment afin de ne pas provoquer les Soviétiques.

Pour un observateur extérieur, les estimations américaines se comprenaient davantage comme des attentes plutôt que comme des constatations. C'était le principe pour développer des actions correspondantes.

3.1.1.2. Les services britanniques

Les services occidentaux européens de renseignements étaient réputés pour leur longue expérience. Leurs rapports étaient moins cérébraux, davantage théoriques. De ce côté, les analyses posaient des sujets d'intérêt scientifique plus général.

Les services britanniques se préoccupèrent de la question du nationalisme bourgeois. A une distance de 50 années depuis l'établissement du pouvoir soviétique, dans une nouvelle génération soviétique qui grandit, après la Seconde Guerre mondiale, avec les idéaux de l'amitié des peuples, le nationalisme bourgeois n'avait pas été dépassé. Il n'était pas nécessaire qu'ils vivent dans une société bourgeoise pour accepter l'influence du nationalisme bourgeois. En parlant du nationalisme bourgeois, la référence de la part des services britanniques se focalisait sur le contenu de classe de cette idéologie. Un ensemble d'opinions et de conceptions, par ses expressions, pénétrait dans les esprits de ceux qui n'avaient jamais vu de société bourgeoise. Des individus, qui adoptèrent l'idéologie socialiste dans son ensemble, continuaient en partie de subir, par un moyen ou un autre, l'influence des valeurs et des traditions nationalistes. L'expression des principes nationalistes était repérée dans le manque d'empressement à lutter contre l'égoïsme national, le localisme économique, les opinions erronées sur l'histoire des peuples. La tentative de dépasser le passé féodal était – selon les analystes britanniques – insuffisante, avec une position inconsidérée contre certains éléments bourgeois libéraux ; les efforts d'exploiter les avantages de l'appartenance nationale en vue d'acquérir des privilèges étaient fréquents. Dans les expressions nationalistes, le symptôme le plus pernicieux et dommageable était la tolérance, identifiée ou non, des survivances du nationalisme et de ses véhicules tels que la position favorable face à la propriété privée ou l'adoption de préjugés religieux. La foi religieuse révélait la mise à l'écart de la connaissance selon laquelle le nationalisme bourgeois disposait d'éléments

communs avec les préjugés religieux ; elle mettait en évidence également la non prise de conscience du fait que, sans signifier que le croyant était nécessairement nationaliste, l'organisation religieuse des croyants, l'église, soutenait le maintien de l'idéologie nationaliste et semait la suspicion parmi les hommes ayant d'autres convictions religieuses. La position de soutien des survivances nationalistes était l'allié invisible des ennemis de classe. Le matériel probant sur la nature des survivances nationalistes se trouvait, par exemple, dans la résurgence des sentiments nationaux antirusses dans les pays baltes, après l'intervention en Tchécoslovaquie, chez ceux qui avaient une mémoire de la démocratie bourgeoise. Des expressions similaires également dans le parti lithuanien étaient particulièrement intéressantes. Dans le parti du Tadjikistan, le relâchement de la propagande athéiste rendit la religion plus active, en faisant survivre les restes féodaux tels que la dot et la revitalisation des tendances nationalistes. Les mêmes remarques valaient pour le nationalisme en Lettonie ou en Ukraine.

Les rapports britanniques contenaient les points de vue selon lesquels la propagande soviétique faisait la publicité de la solution de la question des nationalités, mais les rapports réitérés dans la presse soviétique sur la nécessité d'une lutte durable contre le nationalisme et les références comprises dans les discours des dirigeants soviétiques la démentaient. Le pays comportait 120 nationalités différentes et il serait étonnant si la survie du nationalisme en Europe occidentale ne provoquerait pas d'agitations au sein de l'Union soviétique. Les Républiques soviétiques voisines – l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, les pays baltes – auraient pu être contaminées. C'était la raison pour laquelle la direction soviétique réagit avec tant de véhémence aux événements de la Tchécoslovaquie.

La question théorique de la nation – selon les Britanniques – demeurait sérieuse et difficile à résoudre pour le régime. Les classiques du marxisme sous-estimèrent l'importance et la vitalité du nationalisme. Marx ne donna pas d'analyse systématique du sujet. Il était considéré comme un phénomène lié au capitalisme, qui se résorberait au sein de la lutte des classes. Lénine vit dans le nationalisme une arme contre le tsarisme et, pour des raisons de tactique, mit en avant le mot d'ordre de l'autodétermination, sans le soutenir s'il ne desservait pas les intérêts de classe du prolétariat. Par conséquent, les mécontentements nationaux étaient un facteur important pour renverser le tsarisme. Mais aussi au sein du mouvement de classe, les autres nationalités en dehors de celle russe – comme également de celle juive – étaient disproportionnellement représentées dans les classes des mencheviks et des bolcheviks. Après la révolution de 1917 et la création de l'Etat prolétarien, la solution de la fédération se révéla intelligente et fonctionnelle. La combinaison de l'autonomie des nationalités avec la réalité du contrôle étatique central, dont la garantie de fonctionnement était l'existence d'un parti communiste centralisé unique, fut appliquée. L'autonomie des Républiques était annulée par la structure du parti communiste qui était centralisatrice. Les intérêts nationaux n'avaient pas de représentation spécifique au sein du parti. Au comité central, les membres étaient en grande majorité russes.

Les poursuites sous Staline firent place aux concessions sous Khrouchtchev. De nouveaux droits furent reconnus dans les Républiques, par la réorganisation de l'économie sur une base territoriale, sans que la politique face aux nationalités varie. Toutefois, en 1961, on déclara que les frontières des Républiques perdaient sans cesse leur précédente importance.

En dehors du facteur extérieur, celui intérieur reste à être recherché, le soutien ou le minage des principes qui devaient régir le fonctionnement des régimes communistes en Europe de l'Est et du Sud-Est.

3.1.2. Le facteur européen à l'intérieur du camp communiste

La stratégie (le socialisme) était mise en évidence par la théorie, la tactique (le choix de la voie vers le socialisme) par l'équilibre des forces, la situation géopolitique, la conjoncture. Au cours du développement de la théorie et de l'idéologie communiste, les Soviétiques offrirent une proposition rationnelle, en prévoyant le dépassement des facteurs culturels (le nationalisme) qui mettaient un frein à la diffusion de l'optique communiste (lutte des classes) et de son expression politique subséquente (régime communiste). En même temps, des mesures pratiques furent prises, par des surveillances, l'imposition du secret, la collecte de renseignements, l'oppression des dissidents. En politique, une conduite pragmatique était affichée, qui, à certains moments, aboutit à des choix apparemment exagérés. Le modèle rencontra des réactions à l'intérieur du mouvement communiste. En réalité, des opinions qui – face aux questions telles que le sujet (la pyramide du parti), l'Etat-parti, la finalité et le moyen, décidèrent que la pyramide du parti avait un pouvoir sur l'homme parmi les plus achevés que l'histoire connut, que le rôle du parti était de diriger sans que cette remise du pouvoir ne soit décrite dans les textes institutionnels, que la police secrète sous le contrôle de l'Etat-parti n'avait pas, lors de l'exercice de l'inspection sur les citoyens, une protection institutionnelle, louaient au fond le parti pour la défense drastique de l'intérêt du parti. Il est inconnu si le système communiste pouvait rester intact par le biais d'une politique d'oppression des dissidents – il nous renvoie à des hypothèses non fondées –. Au sommet de la pyramide du parti, dès l'époque de la direction de Khrouchtchev, la prévision qu'un régime d'extrême urgence ne pouvait pas avancer bien loin, puisqu'il avait besoin de la participation active de tous les citoyens, fut considéré comme logique. Bien que, lorsque les circonstances l'exigeaient, les dirigeants aient décidé d'interventions drastiques, cependant en général ils promurent des réformes, une libération du régime, une levée de l'obstacle que les ennemis du communisme appelaient « le rideau de fer ». Les ouvertures furent réalisées à pas mesurés, en sachant que l'adversaire guettait. Dans la pire crise à l'intérieur du camp communiste, au cours du renversement entre-

pris du système prosoviétique en Tchécoslovaquie, en 1967-1968, les événements en 1967 ayant pour acteurs les écrivains tchèques, les mesures prises et les évolutions hostiles au régime furent immédiatement publiés dans les pays capitalistes de l'Ouest. La liaison et l'intervention étrangère étaient données, en impliquant des journaux et autres imprimés au-dessus de tout soupçon. Les forces contre-révolutionnaires, qui agissaient contre le mouvement communiste, seraient incapables, à elles seules, d'intervenir si elles n'avaient pas le soutien des services secrets forts ayant des possibilités économiques importantes.

Un des enjeux était, comme nous l'avons dit, le nationalisme. Ayant pour centre Moscou, des cercles concentriques du nationalisme étaient repérés. Dans le cordon sanitaire communiste extérieur, en Europe de l'Est (face au cordon sanitaire du système capitaliste), était exercée une oppression du sentiment national, sachant que, en cas d'échec, les nationalités de l'Union soviétique, et enfin les minorités en Russie, auraient leur tour. Dans chaque parti national, une propagande avait lieu pour faire taire les identités nationales, pour que l'information selon laquelle, dans tous les pays, la question nationale fût un problème sérieux ne se répande pas mais soit présentée comme un indice des dispositions de la contre-révolution. Dans la nouvelle génération de communistes, qui constituait la majorité, sans mémoire, avec une formation théorique insuffisante, dans un environnement du parti idéologiquement stérilisé, tout fait hérétique qui parvenait à être exposé publiquement était dénoncé comme nationaliste-chauviniste, contre-révolutionnaire. Les références au nationalisme se faisaient en effet seulement par des milieux conservateurs chauvinistes, ainsi le mot d'ordre correspondait-il à un argument qui avait une apparence de vérité.

Les activités des communismes nationaux (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) ajoutaient leur propre pression aux survivances et aux reviviscences des nationalismes. En théorie, la lutte justement contre le nationalisme – produit des rapports de classe, dirigé contre le communisme, contre la classe ouvrière – était déterminée comme la principale tâche du parti communiste. Toutefois, par leur nature, les communismes nationaux étaient séparatistes. En se référant à l'unité du mouvement communiste européen, les communismes nationaux, bien que faisant preuve d'un réalisme politique et prenant position face au centre communiste qui n'était pas toujours négatif, affaiblissaient l'interdépendance recherchée du parti soviétique avec les autres partis frères. Même les raisonnements à l'intérieur du camp communiste qui ne partageaient pas la même idée en ce qui concernait la tactique du parti, par lesquelles étaient soutenue l'opinion que les nations étaient vivantes et luttaient contre le despotisme étatique et en faveur de l'édification d'un communisme national, promouvaient la demande que soit adoptée une idéologie et une action communes, puisque, au cours de l'activité pour faire face aux niveaux culturels et relations sociales différents, aux caractéristiques mentales différentes, était sauvegardée la cause commune qui porta les communistes au pouvoir et l'intérêt mutuel était protégé contre le rival commun.

3.1.3. Les nationalismes balkaniques

En Europe du Sud-Est, à l'époque de l'imposition de la dictature du 21 avril 1967 en Grèce, une histoire des paradoxes communistes se développait. La Bulgarie était prosoviétique, l'Albanie prochinoise, la Yougoslavie non-alignée, la Roumanie en faveur du communisme national.

Les paradoxes s'étendaient à la République socialiste de Macédoine, avec les communistes slavomacédoniens, autochtones et étrangers, et, autour, les autres communistes, les Yougoslaves des Républiques socialistes restantes, les Albanais, les Bulgares, les Grecs, qui obéissaient culturellement à des formes préétablies – chaque groupe national selon l'« imaginaire » de ses membres –.

Le régime yougoslave avait, à l'extrême sud du territoire, des hommes qui se reconnaissaient, dans leur vie culturelle, au sein de leurs caractéristiques communes. Il restait au parti communiste à les intégrer dans la fédération nouvellement créée comme la sixième nation constituant la Yougoslavie socialiste.

3.1.3.1. Yougoslavie

Le processus d'intégration nationale (et étatique) de la République populaire de Macédoine, tel que formé dans les plans de l'état-major yougoslave en 1947, ne prospéra pas. La propagande bulgare passa à la contre-offensive. En 1949, la République populaire de Macédoine déclara qu'elle ne reniait pas la vision de l'unification avec la Macédoine grecque et bulgare. L'opposition entre les deux régimes communistes, yougoslave et bulgare, sur la question macédonienne se poursuivit. En 1956, lorsque la situation des relations avec l'Union soviétique s'apaisa, la Yougoslavie prêta une attention accrue au renforcement de la conscience nationale particulière des habitants de la République populaire de Macédoine. L'histoire fut réécrite. Les Bulgares posèrent des buts pour affronter la propagande yougoslave sur l'identité *macédonienne* des populations de la Macédoine et sur la consolidation du patriotisme entre elles. La Grèce en fit de même. Au III^{e} congrès de la Ligue des communistes de Macédoine, du 21 au 23 mai 1959, les intrigues bulgares sur la question macédonienne furent dénoncées. Les interprétations de la Grande Bulgarie faisaient apparaitre une disposition probulgare des *Macédoniens*. La Ligue des communistes de Macédoine répondit que la question macédonienne restait ouverte en tant que reconnaissance du droit national et démocratique *macédonien* pour le libre développement national. Au VIII^{e} congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, du 7 au 13 décembre 1964, les questions qui furent abordées étaient les relations nationales dans la culture et dans l'éducation, les expressions internationalistes dans l'historiographie, les voies de développement ultérieur dans le contexte national, les problèmes particuliers des groupes nationaux et ethniques,

la responsabilité des communistes pour faire face au nationalisme. En 1965, dans le programme du parti yougoslave était cité le système du yougoslavisme socialiste et les tâches des partis dans le domaine de la politique nationale. Selon le programme, en Yougoslavie, il n'existait pas de question nationale en tant que question d'hégémonie nationale et d'oppression du peuple. La garantie était le système politique et étatique d'ensemble, qui assurait à tous les peuples l'égalité nationale. Le patriotisme socialiste yougoslave, dans les conditions d'unité socialiste du peuple, ne se trouvait pas séparé de la conscience nationale démocratique. On ne parlait pas de la création d'une nouvelle nation yougoslave à la place des nations existantes, mais d'un développement organique de l'unité socialiste des travailleurs de tous les peuples de Yougoslavie ayant pour but la matérialisation de leurs intérêts sur la base des relations socialistes. Cette perception non seulement ne rendait pas difficile le développement libre des identités culturelles, des langues et de la culture, mais au contraire la présupposait. Le yougoslavisme socialiste, comme expression de l'internationalisme socialiste et de la conscience nationale démocratique, constituait les deux côtés d'un processus unique. La présentation comme absolu de l'un ou de l'autre côté aurait pu conduire au nationalisme réactionnaire et au chauvinisme ou à l'hégémonisme réactionnaire de l'idéologie de l'expansionnisme et à la négation du principe de l'auto-disposition et de l'égalité des droits des peuples.

En 1968, les Yougoslaves considéraient que, dans la propagande antimacédonienne et antiyougoslave dans la République populaire de Bulgarie, fut renforcée la tentative contre la reconnaissance de la nation *macédonienne*, action qui se tournait contre l'intégrité de la République socialiste de Macédoine et au-delà de la Yougoslavie. Ils jugèrent que, pendant les vingt dernières années, ils affrontèrent les mêmes problèmes, à l'exception de l'époque sous Dimitrov, et que les Bulgares devaient revenir aux idées de Dimitrov.

Le 29 mars 1968, Krste Crvenkovski, à l'occasion de la célébration des vingt-cinq années de la Ligue des communistes de Macédoine, fit des références aux revendications de la Bulgarie par rapport à la Macédoine. Dans des discussions particulières, il souligna que la Bulgarie faisait face à des problèmes intérieurs et que les dirigeants bulgares, pour attirer l'attention de l'opinion publique sur ceux-ci, s'attaquaient à la Yougoslavie. Les voisins étaient suffisamment aveugles pour insister sur le fait qu'il y avait de nombreux Bulgares en Macédoine yougoslave. Craignant le développement de la démocratie dans le pays, ils voulaient assimiler et contrôler tous les hommes, en créant ainsi un grave problème. Les *Macédoniens* jouèrent un rôle important dans l'histoire de la Bulgarie ; le régime plaçait à des postes élevés les *Macédoniens* pour gagner l'obéissance de la minorité *macédonienne*. Il existait des ressemblances nationales des deux côtés des frontières, mais les hommes appartenaient nettement à deux nations distinctes. Sur les rumeurs selon lesquelles, derrière la fomentation de la question,

se trouvaient les Soviétiques, la réponse fut donnée que ces dernières étaient compréhensibles puisque la Bulgarie restait le satellite le plus fidèle de l'Union soviétique.

Avant les événements de Tchécoslovaquie en août 1968, l'unité de la Yougoslavie et du bloc prosoviétique était fissurée. Elle se perdit ensuite complètement.

La visite de Léonid I. Brejnev à Belgrade en 1962, avait laissé des restes des comportements de calme interétatique. En deçà, dans le dialogue idéologique, les Yougoslaves ne différenciaient pas la tactique. Le 19 mars 1968, Crvenkovski, se référant aux réformes du régime tchécoslovaque, déclarait que « les changements en Tchécoslovaquie sont le début d'une renaissance qui apportera davantage de démocratie parmi les hommes ». Le bavardage ne présageait pas la tempête. Belgrade reçut la visite, en juillet 1968, de dignitaires de l'autre Etat partisan des réformes, de la Roumanie. L'intervention armée en Tchécoslovaquie surprit les dirigeants yougoslaves. Une mobilisation partielle fut faite en appelant des classes sous les armes. Tito condamna de manière décisive l'invasion soviétique par des déclarations sur l'abolition de la souveraineté de l'Etat tchécoslovaque, la confiance en Alexander Dubcek. Il fut déclaré aux Etats-Unis (Tito, dès le début des années 1960, considérant les bonnes relations avec eux comme un élément important, les recherchait) que les rapports avec les Soviétiques étaient détruits. L'unité nationale en Yougoslavie était forte ; les hommes répondraient s'il y avait besoin. La direction jugea qu'elle n'avait pas la possibilité de prévoir les mouvements soviétiques et décida de maintenir l'alerte militaire à l'infini.

Les Yougoslaves se tournèrent vers la carte américaine. En octobre 1968, le président des Etats-Unis Johnson et Kiro Gligorov, représentant du gouvernement yougoslave, réalisèrent une rencontre. Ils se mirent d'accord sur le fait que chaque nation et société devait défendre son indépendance. Gligorov précisa que la Yougoslavie condamna l'intervention et devint un objet de critique de la part des Soviétiques. Il convoitait une collaboration avec les Etats-Unis. Les Yougoslaves étaient prêts à toute évolution. Dans l'appréciation selon laquelle la situation était dangereuse, il répondit que « ... parce que personne ne peut compter sur des solutions logiques, la Yougoslavie pensait qu'il fallait qu'elle soit prête pour chaque cas. Les Soviétiques pensaient qu'ils pouvaient placer un nouveau gouvernement en Tchécoslovaquie mais ils ne le purent pas. Les Yougoslaves livreraient une bataille pour chaque maison. Si cet élément conduisait à des décisions plus rationnelles, la Yougoslavie croyait qu'il était bon de lui donner de l'importance ».

S'empirèrent, en dehors du contact bilatéral avec les Soviétiques, également les relations avec les partis prosoviétiques. Le Parti communiste français ignora la visite du Premier ministre Mika Spiljak à Paris, le 17 janvier 1969, et la presse du parti se référa, par la rédaction glaciale d'un article, à la physionomie problématique du parti yougoslave. Personne du Parti communiste français ne se rendit à l'accueil du Premier ministre à l'ambassade yougoslave, alors que de l'autre côté ni un coup de téléphone de politesse de la part des Yougoslaves ne fut donné au secrétaire du parti communiste, Waldeck Rochet. Au IX^{e} congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, du 11 au

16 mars 1969 – des invitations ne furent pas envoyées aux partis chinois, nord-vietnamien, nord-coréen, cubain et albanais –, il exista un débat intense en coulisses sur la participation des partis de l'Europe de l'Est. Le parti roumain était le seul à déclarer son intention d'y participer. Le 23 décembre 1969, une visite de Gligorov, membre du comité exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie, en Union soviétique contribua à l'amélioration dans les relations des deux partis.

L'opposition à l'Union soviétique provoqua une aggravation des rapports bulgaro-yougoslaves. Probablement sous l'action attisante soviétique – selon les estimations des services de renseignements américains –, la Bulgarie amplifia la polémique contre la Yougoslavie sur le thème de la Macédoine. En octobre 1968, Tito exprima l'opinion selon laquelle la Bulgarie avait des visées sur la République Yougoslave de Macédoine qui, évidemment, étaient inspirées de l'Union soviétique dans le but de créer des problèmes en Yougoslavie. Au V^{e} congrès de la Ligue des communistes de Macédoine, du 18 au 20 novembre 1968, en référence à la question nationale et aux relations avec la Bulgarie, les griefs contre les Bulgares sur leur politique face à la question macédonienne et leur tactique en Macédoine du Pirin se réitérèrent dans le rapport introductif de Crvenkovski. En avril 1969, la Yougoslavie soupçonnait l'immixtion soviétique dans la réactivisation de la question macédonienne et les apostrophes de renforcement des aspirations. Les suspicions se maintinrent en 1971, selon lesquelles derrière l'intransigeance et le non recul bulgare se trouvaient les Soviétiques. La propagande bulgare, qui, selon les estimations britanniques, inculquait aux populations de la Macédoine du Pirin l'internationalisme et l'amour de leur patrie, refusait de reconnaître la langue slavomacédonienne. Au cours d'un incident, en 1971, une délégation bulgare à un congrès des techniciens à Skopje refusa de signer un texte en langue slavomacédonienne, en soulignant largement que la dite langue *macédonienne* était celle bulgare. Des faits similaires se déroulèrent en avril 1971, au congrès des écrivains à Zagreb lorsque les représentants de l'association des écrivains de l'Union soviétique refusèrent de signer un texte en langue slavomacédonienne, soutenant qu'ils ne reconnaissaient pas, comme langue distincte, le dialecte idiomatique des habitants du sud de la Serbie. En 1972, après la visite de Brejnev en Yougoslavie, la Bulgarie suivit une ligne plus souple et, à une autre occasion, fut signé un texte en langue slavomacédonienne.

Le conflit devait accompagner le camp communiste dans tous ses pas au cours des années suivantes. La cause sera recherchée dans les problèmes de l'économie socialiste et de l'édification socialiste ayant une répercussion sur l'élément national.

L'économie yougoslave ne parvint pas à se redresser, prisonnière des palinodies de l'organisation, qui renvoient à nouveau au parti léniniste « de type nouveau » et à son rôle de direction. Une rétrospective rappelle que, après le VI^{e} congrès du parti en 1952, les principes de base de l'autogestion et de la réorganisation de l'administration de l'Etat furent mis en œuvre, le système du parti toutefois demeurait centralisateur, s'appuyant sur les principes du centralisme démocratique, avec une formation pyrami-

dale. Dans chaque République, existait une Ligue distincte des communistes, ayant pour organe suprême le congrès du parti ainsi que pour autres organes le comité central, le comité exécutif et le secrétariat. Ils n'étaient pas considérés toutefois comme partis indépendants mais comme des parties incorporées d'une organisation nationale. Des tentatives eurent lieu, par des décisions ultérieures au VIII[e] congrès de 1964, pour rendre plus claire la relation du parti yougoslave et des partis fédérés. En 1967, dans une tentative de décentralisation, qui reflétait la problématique sur le rôle général du parti face à la société, le système hiérarchique fut remplacé par des assemblées élargies, dans le but de développer, au sein des couches populaires, des initiatives et des idées. Pour y parvenir, il fut décidé, avant le IX[e] congrès de mars 1969, que précéderaient les congrès des partis des Républiques au congrès du parti fédéral. Les tendances nationalistes ne s'apaisèrent pas, en décembre 1971, furent liquidés les dirigeants du parti croate, pour montrer la disposition des dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie à contrôler les directions des partis des Républiques ; à la II[e] assemblée de la Ligue des communistes de Yougoslavie, du 25 au 27 janvier 1972, le parti revint au système hiérarchique des organisations de base du parti qui avait été supprimé en 1967.

En ce qui concernait les indicateurs de l'économie, le spécialiste, Kiro Gligorov, à la II[e] assemblée du parti yougoslave en janvier 1972, admit que la situation difficile n'était certes pas due au système social d'autogestion. Il existait de mauvais investissements, des pertes continues, des prêts impayés. Le nationalisme se nourrissait de ce développement déformé et érodait le marché unique qui était la meilleure solution pour les Yougoslaves. Gligorov indiquait l'expérience correspondante de celle dans le système capitaliste, où les différences nationales se nivelaient au cours de l'avancée vers un développement supérieur. Dans l'évolution de la scission politique dans la Ligue des communistes de Yougoslavie, en 1971-1972, par l'écart entre les Républiques riches et pauvres, les communistes de Skopje s'étaient mêlés à la discussion, en conférant un ton polémique à leurs opinions sur l'unité de la Yougoslavie. Nous remarquons que des improvisations dans l'autogestion se déroulaient continuellement.

Face à l'impuissance économique, restait, comme planche de salut, l'élément culturel (la mémoire) et celui politique (les menaces). Comme l'affirma avec emphase Tito, au IX[e] congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (du 11 au 16 mars 1969), dans son discours d'allocution (le 11 mars 1969), sur la rétrospective dans l'histoire de parti communiste yougoslave, on repérait le problème dans le fait que, au début, ne fut pas accordée une importance à la question nationale où le problème fut complètement ignoré, donnant prise à une lutte de formation de groupes scissionnistes. Une grave atteinte provenait du Komintern et de Staline personnellement, du fait de leurs idées selon lesquelles la Yougoslavie était une création superficielle du traité de Versailles et devait être démembrée. La juste politique du parti sur la question nationale contribuait à sa capacité d'organiser un mouvement de partisans et d'être soutenue par le peuple yougoslave. C'était un avertissement à l'égard des séparatistes comme quoi il n'existerait pas de tolérance, ni de retour à des époques où une nationalité voulait do-

miner sur les autres. Le dogme était que la défense nationale et la sécurité de l'Etat étaient liées à la question nationale dans le sens du soutien à l'indépendance et à l'égalité de toutes les nationalités et à la disposition que ces dernières luttent pour les droits nationaux indivisibles du pays.

3.1.3.2. La Roumanie

Le rôle du partenaire indépendant était privilégié par la direction roumaine. Ceausescu, dirigeant communiste, phénomène paradoxal, contre l'Union soviétique sur la question du Moyen-Orient, l'intervention en Tchécoslovaquie, les relations avec la Chine, soutint le Parti communiste de Grèce (intérieur) et chassa le Parti communiste de Grèce sous K. Koligiannis hors du pays ; il entretint des rapports avec la Yougoslavie non-alignée, il soutint l'eurocommunisme. La base du raisonnement et du sentiment, en renforçant le dogme du regroupement derrière le triptyque « parti, dirigeant, nation », se trouvait dans la version nationale du communisme.

Dans le champ interne du parti, les communistes roumains traversèrent, après la Seconde Guerre mondiale, la phase jusqu'en 1965, avec pour dirigeants Ana Pauker et Gheorghe Gheorghiu-Dej. Ce dernier géra en 1956, pendant un mois, la crise dans le parti communiste grec. Dans l'intervalle 1960-1965, dans l'opposition contre le « khrouchtchevisme », fut privilégiée, par la direction de Gheorghiu-Dej, la montée du communisme national. Ceausescu, après le IX^{e} congrès du Parti communiste roumain, en juillet 1965, se stabilisa progressivement dans le mécanisme du parti, jusqu'au X^{e} Congrès de 1969 qui marqua sa souveraineté absolue. Les membres radiés du parti communiste grec (ceux qui s'étaient retirés, opposés aux décisions de la XII^{e} session plénière), en février 1968, reçurent le soutien contre la volonté du parti soviétique. Le profil idéologique du parti roumain sous la direction de Ceausescu reflétait, à côté du verbalisme sur les idéaux socialistes, les quêtes du communisme international, qui renvoyaient à la disparition de la nation dans la période après le complet triomphe du communisme. En politique extérieure, fut tenté le rapprochement avec les Etats-Unis. La réponse des Etats-Unis avait les caractéristiques d'une pression politique. Après la guerre de juin 1967, la Roumanie n'interrompit pas les relations diplomatiques avec Israël, comme d'autres Etats socialistes le firent. Ceausescu rechercha de bons rapports avec la Grèce et la Turquie. Un rapprochement avec la Turquie survint après la visite du Premier ministre Suleyman Demirel à Bucarest du 13 au 17 septembre 1967. Une tension se maintint dans les relations avec la Grèce, à cette même période de la visite de Demirel, avec la protestation contre le régime grec en raison de l'arrestation du second secrétaire de l'ambassade roumaine à Athènes, Ilie Stefan, le 12 septembre 1967. Ce dernier fut arrêté par le service de sécurité, ils le soumirent à une fouille corporelle, le traitèrent grossièrement et essayèrent de le persuader de collaborer avec les services secrets grecs. Les relations entre les deux pays se refroidirent.

Par des actions impressionnantes, le parti roumain sema la crise dans le camp communiste, par son retrait le 29 février 1968 lors de la rencontre internationale communiste à Budapest (réunion préparatoire de la conférence internationale) – après un chapelet d'injures de Bagdache –, par son refus de contresigner la résolution des forces du pacte de Varsovie sur la non prolifération des armes nucléaires à Sofia le 6 et 7 mars 1968, enfin par son absence à la rencontre des Etats du pacte de Varsovie à Dresde le 23 mars 1968. Il décida de participer, le 18 juin 1968, à Budapest, à la réunion préparatoire de la conférence communiste mondiale, en déclarant que le représentant roumain serait un observateur. Il souligna sa position selon laquelle « des partis frères, présents ou absents, ne feront pas l'objet d'attaques, ne seront pas condamnés ou critiqués ». Néanmoins, le parti roumain perçut sa mise à l'écart qu'il n'attendait pas. A la réunion préparatoire de Budapest (les délégués roumains posèrent la question de l'unanimité et non celle de la majorité, parce que les principes du centralisme démocratique ne pouvaient pas trouver d'application dans les rapports entre des partis frères), en se retirant des travaux, en dépit des paroles de sympathie et des courtoisies dans les couloirs nul ne les soutint officiellement, ni même le Parti communiste italien. La prudence prévalait – semble-t-il – lorsque les mouvements soviétiques avaient besoin de soutien pour des sujets très importants.

Au cours de la visite officielle d'une délégation du parti communiste chypriote (AKEL), le 21 mars 1968, au Parti communiste roumain et à la République socialiste de Roumanie (Andreas Phantis, second secrétaire général du parti chypriote, éditeur du journal *Charavgi* [*L'aurore*], Kyriakos Christou, membre du bureau politique, et Grigorios Spyrou, membre du comité central, y participèrent), dans les conversations avec Ceausescu, Chivu Stoica, Mihai Dalea, Ghizela Vass et Bujor Sion, ne furent même pas abordées les questions sur la Grèce et encore d'autant moins celles sur le parti communiste grec.

L'intervention en Tchécoslovaquie, en août 1968, provoqua la forte réaction de la Roumanie. Le Parti communiste roumain dénonça l'invasion. Fin août 1968, des unités armées de la Garde Patriotique furent constituées ; les forces militaires furent mises en alerte à faible échelle, pour rendre crédible la détermination de la nation à livrer un combat en cas d'attaque. Dans une atmosphère de panique, Ceausescu s'appuya toutefois sur le comité central du parti (et sur l'opinion publique, si on pouvait en juger par le nombre accru de demandes pour intégrer la Garde Patriotique). Des tentatives furent faites pour attirer les intellectuels et les minorités nationales. Dans l'article du journal *Pravda* du 26 septembre 1968, dans lequel, sous le terme d'« étroitesse d'esprit », étaient sous-entendus, entre autres, les Roumains, Ceausescu répondit indirectement, dans son discours à l'université, à l'occasion du début de la nouvelle année universitaire, que chaque parti, gouvernement et peuple édifiaient leur propre type de socialisme comme contribution au mouvement communiste international. Jusqu'en novembre 1968, les Roumains baissèrent le ton, pour ne pas donner de prétexte à l'Union so-

viétique, et commencèrent à souligner les points qui les unissaient. Dans un discours à Athènes, sous l'initiative des correspondants de la presse étrangère, l'ambassadeur roumain insista sur le principe de non ingérence dans les affaires intérieures des autres pays (le message, double, concernait le régime en Grèce mais aussi l'intervention en Tchécoslovaquie). Ceausescu proclama son intérêt accru pour les rapports avec les minorités de Transylvanie, les Hongrois, les Allemands, les Ukrainiens et les Serbes. Les conseils des nationalités offrirent un appui au régime, en échange de l'institutionnalisation de leur fonctionnement.

La nouvelle situation en Europe de l'Est eut d'importants effets sur le domaine intérieur. Les Roumains recherchaient un appui dans la population en relâchant la politique intérieure, le contrôle et l'action de la police secrète (Securitate), par des mesures d'auto-administration en faveur des minorités nationales, par la création de conseils périphériques ou même centraux. La politique étrangère fut aussi influencée, par une activité qui ne se trouvait pas en accord avec leur communisme national, espérant que, « ... s'ils relâchent leurs voiles pour un peu, ils parviendront à surmonter la tempête ». Les rumeurs sur l'invasion en Roumanie, le cas échéant, émanaient des Soviétiques. L'estimation des analystes américains était que les Soviétiques recherchaient à tirer tous les avantages possibles de l'invasion, en exerçant une pression directe par le biais de la manifestation de la volonté d'utiliser la force en Europe de l'Est pour imposer leur politique. Les spécialistes américains ne s'étonneraient pas s'ils constataient que les rumeurs sur une intervention en Roumanie provenaient des Soviétiques eux-mêmes, pour la raison supplémentaire de l'imposition d'un régime de terreur aux insoumis au sein du mouvement communiste.

Le Parti communiste roumain se lia au Parti communiste italien (comme aussi à d'autres partis de la gauche italienne). Il prit soin, à toute occasion, de souligner cette préférence. Un contact privilégié fut également établi avec le Parti communiste d'Espagne, Santiago Carrillo soulignant l'indépendance de chaque parti et la condamnation du centralisme démocratique au sein du mouvement communiste international. Les relations avec le Parti communiste français étaient froides. Les ententes avec le Parti communiste d'Australie (parti antisoviétique) furent particulièrement cordiales. Ceausescu avait reçu le secrétaire général du parti australien, Laurie Aarons, en mai 1969 ; le vice-président du parti, Eric Jones, avait participé, en août 1969, au X^{e} congrès du Parti communiste roumain. En mars 1970, dans un message du Parti communiste roumain au XXII^{e} congrès du parti australien, fut souligné le sentiment de fraternité entre les deux partis, sur la base des principes du « marxisme-léninisme » et de l'« internationalisme prolétarien », dans le respect de l'indépendance et de l'égalité des droits de chaque parti.

En 1970, fut noté le développement de relations bilatérales entre la Grèce et la Roumanie (la politique grecque de détente en Europe, ainsi que les relations économiques avec les Etats communistes, furent proclamées – en accord avec des sources de l'Ouest capitaliste – en version de l'Ostpolitik allemande). Suite à la visite de Marin –

du ministère roumain des Affaires étrangères – à Athènes, du 5 au 9 mars 1971, fut réalisée une visite officielle du ministre des Affaires étrangères Corneliu Manescu, du 11 au 14 juin 1971. Selon un communiqué à l'organe du parti *Scanteia*, il rencontra son Excellence Georges Papadopoulos, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, avec lequel il cosigna un traité d'amitié. Une invitation fut notifiée à Papadopoulos de se rendre visite à Bucarest. L'invitation fut acceptée.

A une question à l'officiel roumain, sur les manœuvres de Ceausescu relatives à la collaboration balkanique, à savoir si les initiatives exacerberaient Moscou, la réponse fut caractéristique : à l'opposé des Bulgares, la Roumanie ne demandait pas auparavant à l'Union soviétique sa permission pour agir.

3.2. Les événements de la scission du parti communiste grec

3.2.1. Les points de vue prosoviétiques

3.2.1.1. La crise couvant au sein du parti

Conformément à un texte d'information du Parti communiste bulgare, révélateur de ses points de vue sur les évolutions dans le parti communiste grec et sur la position critique face aux dirigeants grecs, qui fut soumis à Todor Jivkov, en mai 1969 – 15 mois après la XII^{e} session plénière (du 5 au 15 février 1968) –, le début de cette situation dans le parti grec, dans sa direction et au sein du mouvement démocratique grec était daté de 1956. La VI^{e} session plénière du comité central (février 1956) joua un rôle très positif dans la vie du parti, mettant fin au culte de la personnalité de Zachariadis, écartant l'ancienne direction des partisans de la ligne de Zachariadis et rétablissant les « principes marxistes-léninistes dans la vie du parti ». En même temps, au nom de l'unité, la VI^{e} session plénière permit à certains cadres dirigeants tels que Mitsos Partsalidis, Petros Rousos et autres, qui portaient une responsabilité collective et individuelle de certaines « concessions sans principes face à l'ennemi de classe » pendant la période 1941-1945, d'intégrer la composition du bureau politique. Ce furent les mêmes personnes qui signèrent, du côté du Parti communiste de Grèce et du Front de libération nationale (EAM), les regrettables accords du Liban (1943), de Caserte (septembre 1944) et de Varkiza (février 1945) avec les représentants des « partis bourgeois de droite » grecs ainsi qu'avec les généraux anglais M. Wilson et R. Scoby du quartier général du Moyen-Orient. Au cours de la période après 1956, bénéficiant de l'action insuffisante de certains membres du bureau politique du comité central du parti communiste grec (« du sénile Apostolos Grozos, du malade Kostas Koligiannis et d'autres »), des « méthodes bureaucratiques de direction » que ceux-ci appliquaient, de la vigilance amoindrie et de la discipline insuffisante au sein du comité central et du parti, de la connaissance non satisfaisante qu'avaient les dirigeants du parti responsables du profil des cadres du

parti et de la situation dans le pays, Mitsos Partsalidis, en qualité de membre du bureau politique et de secrétaire du comité central, avec Zisis Zographos et Panos Dimitriou, membres du bureau politique, retirèrent en pratique à la direction du parti les plus importants secteurs de la tâche du parti : le travail politique en Grèce, la station de radio La Voix de la vérité, la propagande et l'instruction (« éclaircissement »), les relations du parti avec les organisations et les mouvements progressistes en Grèce et dans les pays capitalistes de l'Ouest. Après avoir renforcé sa position à la direction du parti, Partsalidis commença à nouveau à promouvoir sa « ligne opportuniste de droite », particulièrement sur des questions d'organisation du parti dans le pays et à l'étranger. Même dès 1958, à la VIII[e] session plénière du comité central, fut prise la décision de dissoudre les anciennes organisations du parti à l'intérieur du pays qui avaient été érodées par des « dogmatiques sectaristes et agents de la sûreté grecque » et d'en constituer de nouvelles. Les anciennes organisations du parti furent dissoutes sans toutefois que de nouvelles soient créées. Le bureau politique du comité central du Parti communiste de Grèce, le Bureau de l'intérieur du comité central du Parti communiste de Grèce et personnellement Partsalidis, qui fut chargé de son application, étaient responsables de cet échec. Une grave erreur du bureau politique était constituée par le fait qu'il remit l'application de ces décisions à Partsalidis, qui prit ouvertement position contre elles. Les membres du bureau de l'intérieur, qui étaient en même temps aussi membres du bureau exécutif de la Gauche démocratique unifiée (EDA), préféraient travailler à l'EDA légale qu'au parti communiste grec clandestin.

Tel qu'on le constate de la prise de position du Parti communiste bulgare face aux actions du parti communiste grec, les pointes étaient dirigées contre les dirigeants du parti qui continuaient de se trouver à la tête après la scission. Sur leur personne se focalisa la critique sur le tour pris par les évolutions dans le parti, sans liaison avec d'éventuelles répercussions sur des facteurs qui contribuaient à la formation des phénomènes hors et dans les partis communistes et notamment dans le parti communiste grec (la situation courante de l'organisation – fonctionnement de deux appareils de direction, à l'intérieur du pays et à l'étranger –, la situation internationale du communisme, les renversements dans le parti soviétique après 1953, la réorientation de la politique soviétique, l'évolution de la pensée communiste, le passé du mouvement grec, l'intervention des Soviétiques dans les affaires intérieures du parti communiste grec, l'identité culturelle grecque). Les positions du Parti communiste bulgare, significatives de la pensée des hommes qui composaient, à cette époque, sa direction, définissaient la longueur d'onde sur laquelle l'Etat bulgare avait choisi de se déplacer.

Sur les faits des années 1960, les points de vue du parti bulgare, par rapport à ceux correspondants du parti communiste grec, ne présentaient pas, dans les documents officiels des deux partis et dans les communiqués des rencontres au sommet, de différences substantielles en ce qui concernait le bilan des évolutions. L'estimation selon laquelle le mouvement en Grèce nota après 1962 une série de succès était en général commune. Des formes de lutte de toute nature, telles que grèves, manifestations, mobilisations or-

ganisées par le biais du parti de la Gauche démocratique unifiée (EDA), furent appliquées jusqu'à la mise à l'écart de Konstantinos Karamanlis. Dans cette évolution tumultueuse du mouvement, le parti commença à perdre du terrain. Bien que le travail fût sans cesse expédié par des communistes, l'EDA était promue au premier rang. Dans les manifestations, les grèves et ailleurs, les forces du parti organisées étaient minoritaires. L'EDA n'avait pas la possibilité d'avancer au-delà des formes de lutte parlementaires. Le parti disposait de plus grandes possibilités d'étendre la lutte. Après le coup d'Etat royal de 1965, se posa dans le parti la question de la programmation des pas suivants, de l'émergence du parti dans les nouvelles circonstances. La nécessité d'adapter les formes de la lutte et les tactiques d'organisation du parti à la nouvelle situation revint à la surface. Sur ce sujet, il existait trois points de vue : le premier, celui de l'EDA – telle qu'elle était – transformé en parti communiste. Le second, celui de créer un parti sous un nouveau nom. Le troisième point de vue, que des organisations clandestines du parti communiste grec soient formées. Toutes les pensées furent discutées à la VIII^{e} session plénière du comité central en 1965. Le premier point de vue sur l'évolution de l'EDA en parti communiste grec fut rejeté, parce que l'EDA perdrait le caractère de parti de masse ; les socialistes et les autres démocrates qui étaient ses membres l'abandonneraient. Le second point de vue sur la création du parti sous une autre dénomination fut également rejeté, sous l'appréciation que « ... si nous, nous supprimons le parti et en créons un nouveau sous une nouvelle dénomination, les trotskistes et les partisans de la ligne prochinoise s'approprieront le nom héroïque de Parti communiste de Grèce et appliqueront leur propre ligne ». Il restait le troisième point de vue, qui fut adopté : celui de créer des organisations clandestines du parti. A cette idée, Partsalidis et Dimitriou s'opposèrent. Dimitriou faisait prévaloir le point de vue d'un nouveau parti sous une autre dénomination, prenant position contre la création d'organisations du parti. Pendant la période allant de la VIII^{e} à la IX^{e} session plénière, le thème de l'organisation préoccupait sans cesse la direction du parti, étant donné qu'il existait d'autres membres aussi du comité central du parti en Grèce qui s'opposaient à la pensée sur les organisations clandestines. Ces derniers, ensuite, se mirent d'accord, à peu d'exceptions, pour créer des organisations du parti sur une base productive (fabriques) et territoriale (quartiers et villages). En même temps, se déroulait la lutte pour légaliser le parti. Le sens était que, clandestin ou officialisé, le parti devait avoir ses propres organisations dans le pays. Partsalidis et trois ou quatre personnes en plus n'étaient pas d'accord et commencèrent à faire de l'obstruction. Avant la X^{e} session plénière, Partsalidis posait continuellement devant le bureau politique la question de ne pas créer d'organisations du parti. A la X^{e} session plénière du comité central du parti, en janvier 1967, les conceptions opportunistes de Partsalidis sur la dispersion du parti grec dans l'EDA furent à maintes reprises rejetées. Les cadres du parti de l'intérieur – en Grèce – insistaient sur le point de vue que la direction du parti se trouve dans le pays, de façon à ce que là elle puisse mieux mener la lutte. Ensuite, après de nombreuses heures de délibérations tourmentées, la session plénière décida que la conduite politique serait exer-

cée par le bureau politique ayant son siège à Bucarest, alors qu'en Grèce serait créé un bureau d'organisation du parti composé de cadres dirigeants de l'EDA, de membres du comité central et de certains détenus politiques qui avaient alors été libérés. Bien que la X^e^ session plénière rejeta à nouveau comme préjudiciable le point de vue de Partsalidis selon lequel il fallait que soit annulée la décision de créer des organisations du parti, parce qu'elles ne promettaient que des difficultés, celui-ci continua son action pour imposer ses vues. Pendant cette même période, l'« appareil militaire réactionnaire » grec prépara et fit un coup d'Etat des colonels le 21 avril 1967. Le parti communiste grec, en raison de l'absolutisme précédent des formes légales de lutte, se révéla complètement non préparé – sur le plan de l'organisation, idéologiquement, techniquement – pour faire face à la situation créée par le coup d'Etat. La paralysie du parti procura à la junte militaire la possibilité d'imposer le coup d'Etat avec une relative facilité et de porter un lourd coup à tout le mouvement. En juin 1967, se déroula la XI^e^ session plénière du comité central du parti communiste grec. Dans ses travaux, les membres du comité central et du bureau politique procédèrent à une autocritique selon laquelle ils n'étudièrent pas avec l'attention nécessaire et n'évaluèrent pas l'« intérêt militaire de l'impérialisme pour la Grèce, pendant cette dernière période », la « dépendance intensifiée de l'armée grecque par les impérialistes et l'OTAN », ainsi que le rôle particulier des milieux militaires dans le pays. Le comité central du parti communiste grec ne put complètement estimer tous les indices qui concouraient pour prévoir que la « réaction » préparait un coup d'Etat. L'impuissance du comité central du parti communiste grec à se préoccuper, même de façon élémentaire, de la question de l'armée et de la police pour réussir une pénétration dans l'appareil de l'Etat était substantielle.

La crise dans la situation politique grecque se déplaça en intensité à l'intérieur du parti. Les frictions avec Partsalidis s'amplifièrent et finalement le conflit avec ses idées attint son comble. Selon une opinion transmise par Grozos – à chaud (en mars 1968, quinze jours après la XII^e^ session plénière) – à des cadres du Parti communiste bulgare au cours d'une discussion d'information sur le parti communiste grec, le parti, après le coup d'Etat militaire et l'imposition de la dictature, prit certes à la XI^e^ session plénière la résolution décisive de former des organisations du parti, toutefois Partsalidis commença à s'efforcer de créer des problèmes dans les relations entre le parti communiste grec et le Parti communiste de l'Union soviétique.

Selon Grozos, les Grecs, habituellement, lorsqu'ils convoquaient la session plénière du comité central, informaient les partis frères en ce qui concernait ses travaux. Après la VIII^e^ session plénière (1958), lorsque fut prise la décision sur les thèmes d'organisation (dissolution des organisations du parti en Grèce), Partsalidis et Koligiannis rendirent visite et informèrent le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Ils déclarèrent aux camarades du parti soviétique que, par référence aux thèmes discutés à la VIII^e^ session plénière, qu'il existait d'autres idées, concernant la création d'un parti sous un nouveau nom et la constitution consécutive d'organisations du parti, sans faire mention nominativement de ceux qui prenaient position en faveur de

ce point de vue. Ils revinrent à Bucarest et rédigèrent un rapport qui fut approuvé par le bureau politique. Une telle procédure fut renouvelée après la X^{e} session plénière de janvier 1967. C'est alors que L. Strigos et Partsalidis se rendirent à Moscou. Ensuite, en 1968, Koligiannis et Zographos y allèrent. Après être revenus, ils firent un rapport à l'intention du bureau politique, qui approuva leur activité. Il n'y avait pas de désaccords. Les camarades du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique décidèrent que le point de vue sur la création d'organisations du parti et le maintien du nom du parti était juste. Le parti pouvait procéder à des actions et, à toute aide qui serait nécessaire, ceux-ci la leur procureraient. Après un certain temps, Partsalidis envoya au bureau politique une lettre, dans laquelle il écrivait qu'il se produisit que les Soviétiques avaient été informés de sa position différente. Il insista devant le bureau politique à s'adresser au comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et à demander des explications, pour que soit clarifiée la question de savoir d'où ils tenaient que lui-même avait une opinion opposée. « Nous, avec la pertinence qui convient entre camarades, nous lui avons demandé s'il considère comme sérieuse sa prétention de nous présenter devant le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique pour qu'ils nous disent qui les avait informés et qui les avait avertis que Partsalidis est d'opinion contraire ». Assez rapidement, Partsalidis revint sur la question : « Je voudrais éclaircir d'où le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique connaît mon point de vue ». C'était une pointe lancée contre le secrétaire du parti, parce qu'il considérait que Koligiannis avait mis au courant les Soviétiques des travaux du bureau politique. « C'est alors que nous, nous avons décidé et lui avons dit : Nous sommes d'accord pour que tu te rendes au comité central du Parti communiste de l'Union soviétique pour expliquer ta position et pour tirer les conclusions si dans ce cas tu as raison ». A la X^{e} session plénière, en 1967, Partsalidis fit valoir la même prétention. Après que les personnes présentes eurent discuté de l'affaire, celui-ci procéda finalement à une déclaration en affirmant qu'il considérait le sujet comme ayant pris fin. En quinze jours, cependant, il le posa à nouveau, en déclarant que cela désormais ne constituait plus une question de personne mais était une question qui renvoyait aux relations entre le parti communiste grec et le Parti communiste de l'Union soviétique. « Nous lui avons attiré l'attention sur le fait qu'il est très audacieux de sa part de soulever un problème sur les relations du Parti communiste de l'Union soviétique et du parti communiste de Grèce ». Zographos et Dimitriou, apparaissant comme » compagnons de route » de Partsalidis, proposèrent que tout le bureau politique comparaisse devant le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique pour décider en commun de la question de Partsalidis, étant par ailleurs un sujet qui touchait les relations entre le parti grec et le parti soviétique. Le bureau politique rejeta la proposition, il ne la discuta même pas. C'est alors que Zographos déclara : « Moi, j'irai devant le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique ». Le bureau politique lui répondit qu'il n'était pas d'accord avec sa décision. Les deux restants le soutinrent. A la question : « Que ferez-vous là ? », ceux-ci répondirent : « Nous irons informer le comité central du Parti communiste de

l'Union soviétique ». En vain, le bureau politique leur cita que le parti soviétique disposait du rapport de Partsalidis, que le parti grec se préparait à la XII[e] session plénière, que beaucoup de travail les attendait, que les dates de la session plénière ne pouvaient pas changer, et, pour ces raisons, il ne leur permettrait pas de s'absenter ni même d'un jour. Ceux-ci déclarèrent qu'ils iraient sous leur propre responsabilité et qu'ils couvriraient eux-mêmes les frais du voyage. Partsalidis leur dit : « Si vous n'êtes pas d'accord pour que nous y allions, je demanderai aux Roumains un passeport et j'irai ». La position des trois membres du bureau politique, Partsalidis, Zographos et Dimitriou, amena à la conclusion qu'ils avaient d'autres intentions. En effet, le 27 janvier 1968, Zographos et Dimitriou se rendirent à Moscou. Lorsqu'ils se présentèrent devant le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, les responsables les informèrent qu'il n'était pas possible que leur demande d'audience soit satisfaite. Ils écrivirent alors et déposèrent une lettre collective, qui apparaissait comme étant signée des deux membres du bureau politique du parti communiste grec. Ce n'était pas la lettre personnelle de l'un, des deux ou de chacun séparément, mais c'était désormais l'affaire des deux membres du bureau politique. Ils retournèrent à Bucarest très heureux comme si rien ne s'était passé.

Sur l'intervention des Roumains et leur contribution à l'aggravation de cette situation de crise, Grozos mentionnait, comme fait caractéristique, les échanges dans sa rencontre avec Ceausescu – avant la XII[e] session plénière –. Le dirigeant roumain fêta (le 26 janvier 1968) ses 50 ans et Grozos lui rendit visite pour le féliciter de la part du bureau politique du comité central. Ceausescu trouva l'occasion de lui dire qu'il était nécessaire que le parti communiste grec ait une rencontre avec la direction roumaine. Celui-ci lui répondit qu'ils n'avaient pas d'objection, mais ils se trouvaient à la veille de la XII[e] session plénière et avaient un travail excessif. A la question de Ceausescu sur la date programmée de la session plénière, il lui répondit : « dans quelques jours ». Ceausescu cita que eux aussi avaient une session plénière en vue. Grozos rétorqua que la rencontre pouvait avoir lieu après le 15 février. L'autre commença à compter le temps qui restait. De ces calculs, Grozos tira la conclusion que les Roumains voulaient les rencontrer avant la XII[e] session plénière pour les influencer. Ils eurent aussi une autre rencontre avec eux, dans un proche passé. « A cette rencontre, ils nous recommandèrent très prudemment de poser plus largement les questions et que nous attirions de nombreuses forces démocratiques, que nous prenons même en considération le roi, puisqu'ils nous citèrent comme exemple le fait qu'un jour ceux-ci avaient approché discrètement le roi Michel ».

Si on examine la pensée des Roumains, elle sera jugée comme aberrante. Ils incitaient le parti grec à prendre en compte le cas d'un arrangement, en Grèce, avec le roi Constantin sur la base de leur propre exemple, sans qu'ils évaluent comme évidente la composante des corrélations. Dans les évolutions de la libération de la Roumanie, le facteur décisif fut la présence de l'Armée Rouge. Comme le faisait remarquer Grozos, si les Soviétiques n'étaient pas arrivés, ni Chivu Stoica ne serait président du présidium

ni Ceausescu secrétaire. L'intérêt réside, dans le cas présent, dans le fait que de nombreux arguments des Roumains furent repris par Partsalidis dans son discours à l'assemblée générale des membres du parti communiste à Bucarest.

3.2.1.2. Le conflit au sein de la XII^e^ session plénière

Dans la même discussion de mars 1968 avec le parti bulgare, que nous avons précitée, Grozos rapporta le point de vue du parti communiste grec sur les événements au sein de la XII^e^ session plénière du comité central. A cette session plénière, en dehors des membres permanents du comité central étaient également présents des membres suppléants du comité central de contrôle. Les dirigeants des organisations du parti, ainsi que certains cadres du parti de différents pays, furent invités à y participer. La participation des représentants qui viendraient de Grèce n'était pas possible. Dans leur majorité, les membres du comité central se trouvaient en prison, dans des camps de concentration et étaient malades, alors que, malgré les efforts entrepris par le parti, il ne parvint pas à faire sortir du pays les personnes se trouvant dans la clandestinité.

La session plénière s'occupa de deux thèmes fondamentaux : le premier, les évolutions internationales et la situation en Grèce, le second, la question de l'organisation.

Par référence au premier thème, fut examinée la situation internationale et le point de vue du comité central du parti communiste grec par rapport au mouvement communiste international. Une décision fut prise qu'ils participent à la conférence consultative à Budapest. Leur point de vue sur les thèmes du mouvement communiste international coïncidait avec les opinions de la majorité des partis communistes. La session plénière fit une analyse détaillée de la situation en Grèce.

Ils passèrent ensuite aux thèmes d'organisation. La session plénière estima qu'il ne suffisait pas que soient prises de justes décisions, il fallait aussi que soient respectivement appliquées des mesures d'organisation pour matérialiser les décisions.

Les responsables tentèrent d'amoindrir l'importance du choix de s'adresser au parti soviétique à Moscou, admettant devant la session plénière qu'ils n'auraient pas du avoir agi de cette manière. Les participants à la session plénière déclarèrent devant les trois membres : « Vous, camarades, membres du bureau politique, vous considérez que, après vous être présentés devant le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sous cette qualité et alors que vous n'avez pas été acceptés là, vous pouvez continuer d'être membres du bureau politique ? » Cela ne les troubla pas du tout. La session plénière qualifia leur acte de « fractionniste ».

La soustraction, de leur part, du matériau confidentiel des archives du bureau politique était également une question majeure. A la session plénière, ils lurent aux participants une lettre de 1955, ainsi que des rapports de Koligiannis et d'autres membres du bureau politique. Lorsqu'on leur demanda d'où ils tenaient ces documents, ceux-ci répondirent : « –Des archives du bureau politique ». « –Sans l'avis conforme du bureau

politique ? » « –Tant que nous continuons d'être membres du bureau politique, nous avons le droit de prendre des documents ».

Par une tactique agressive, par leur comparution collective devant la session plénière, ils avaient l'intention de créer des situations qui leur soient favorables à eux-mêmes. Les personnes présentes firent face avec sang-froid à leur mouvement et le condamnèrent. La session plénière approuva le projet de décision sur leur exclusion du bureau politique. En particulier pour Partsalidis, il fut décidé de ne pas lui remettre de responsabilités jusqu'à ce que le corps représentatif du parti soit convoqué pour prendre une décision finale. Les deux autres furent déchus de la qualité de membres du bureau politique et restèrent seulement membres du comité central. Les cadres lésés ne furent pas d'accord avec la décision et se retirèrent des travaux de la session plénière. Ils laissèrent dans la salle leurs partisans, qui, à la suite des travaux de la session plénière, firent des obstructions.

Dans l'information à l'égard de Jivkov, en mai 1969, en ce qui concernait le Parti communiste de Grèce, la section des relations internationales du Parti communiste bulgare, se tenant à une distance assurée désormais par rapport à la situation indécise au sein du parti grec lors de l'année précédente et évaluant plus facilement les dimensions réelles de chaque événement de la XII^{e} session plénière, présenta comme plus importantes celles des mesures du parti grec qui renvoyaient au soin de l'organisation, à la question de l'organisation qui était liée au montage d'un appareil clandestin en Grèce. Il fut souligné que, à la XII^{e} session plénière, le comité central du parti communiste grec veilla à certaines questions d'organisation, en déterminant à nouveau comme tâche de première importance la constitution d'organisations clandestines fondées sur le principe de la conspiration, de la vigilance et de la stricte décentralisation. A tous les communistes, fut posé comme de leur devoir de recruter de nouveaux membres, agissant particulièrement au sein de la jeunesse. Les organisations du parti étaient tenues de faire tout effort pour constituer leur propre appareil technique clandestin. Le comité central du parti définît aux communistes le devoir d'agir dans l'armée, la police, l'appareil d'Etat. Il leur remit par ailleurs un devoir important : celui de se tourner vers un nouveau montage des forces de la gauche et de toutes les autres organisations. La session plénière souligna que, au prix de tout sacrifice, le rôle dirigeant du comité central et du bureau politique devait être renforcé dans tout le pays. Les points de vue de la majorité se trouvèrent en conflit avec ceux « opportunistes » du groupe de Partsalidis - Zographos - Dimitriou sur les questions fondamentales de la stratégie, de la tactique et de la politique d'organisation du parti. La même « fraction » apparut à la XII^{e} session plénière unie et ayant une plateforme unique, contre la majorité sur toutes les questions. « La fraction de Partsalidis » lutta pour réviser le caractère du parti, dans le but de le transformer de parti « marxiste-léniniste » en « parti petit-bourgeois de type social-démocrate ». Il tenta de réviser le principe de base de la « science marxiste-léniniste » sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti communiste, de sous-estimer

l'expérience historique du Parti communiste de l'Union soviétique et de porter atteinte aux relations internationales du parti communiste grec avec les partis frères. C'est exactement pour ces raisons que la session plénière décida de déchoir Partsalidis, Zographos et Dimitriou de membres du bureau politique.

3.2.1.3. Intensité de la crise après la XII^e^ session plénière. Le facteur roumain

Le Parti communiste bulgare estimait, en 1969, que, lorsque la XII^e^ session plénière du parti grec décida de déchoir Partsalidis, Zographos et Dimitriou, c'est alors que la crise sous-jacente au bureau politique, au comité central et dans le parti éclata dans toute son intensité. Elle provoqua une confusion parmi les communistes grecs, au moment où l'unité du parti et le regroupement de toutes les forces démocratiques étaient plus que jamais nécessaires. Après la XII^e^ session plénière, la situation dans le parti s'était brutalement aggravée, ayant pour résultat en pratique que la direction et les autres organes du parti se scindent dans le pays et à l'étranger. La conséquence des différences infranchissables entre le comité central et la « fraction » sur la question de l'organisation, sur le caractère du parti, sur sa stratégie et sa tactique dans la période donnée, était le déroulement d'une lutte intense sur tous les fronts internes du parti.

Le conflit des deux parties opposées du parti causa un préjudice très grave aux mesures de conspiration. Les postes de l'appareil du parti, ayant pour finalité la décentralisation de façon à ce que – pour des raisons de conspiration – le mouvement exagéré des communistes n'attire pas l'attention, étaient éparpillés. Le siège de l'organisation des réfugiés politiques (organisation de masse sous le contrôle direct du parti grec, ayant des bureaux au centre de Bucarest, au 17 de la rue Constantin Mille) était un lieu ouvert à tous. Cependant, le reste des parties du fonctionnement de l'appareil du parti étaient secrètement gardées. Les lieux du comité d'instruction (« éclaircissement ») et de propagande (à Mogosoaia, dans la banlieue de Bucarest), de l'appareil des études du parti (dans le village Breaza, dans les Carpates – proche de la ville de Sinaia –), du service des archives (dans la ville de Sibiu), de l'édition et d'autres tâches (au centre de Bucarest), de la station de radio (également à Bucarest) étaient connus d'un nombre seulement restreint de cadres du parti. Le siège du bureau politique (situé derrière le ministère de l'Education Nationale, qui, de nouveau, était fictif, avec ses fonctions réelles déplacées hors de la ville) était d'adresse inconnue, connue de peu, au centre de Bucarest. Il existait l'espoir, avec les mesures d'éveil, de diminuer la possibilité de fuite des informations. Par les actions des partisans de Partsalidis, lors des événements après la XII^e^ session plénière, la zone de protection fut dissoute.

3.2.1.3.1. La Voix de la vérité

Des dires de Grozos, lors de la rencontre avec les Bulgares, en mars 1968, que nous avons précitée, résulte sa conception que les membres déchus avec le responsable de la station de radio La Voix de la vérité, Zographos, partirent plus tôt de Budapest. L'intention de Zographos était de contrôler l'émission de radio. Le jour suivant, le samedi 17 février 1968, à 5 heures du matin, l'équipe régulière irait à la station de radio pour continuer le travail et retransmettre l'émission. Zographos, connu de tous les collaborateurs et du service de sécurité des locaux comme membre du bureau politique ayant la responsabilité de la station de radio, prit avec lui des hommes informés auparavant par ses soins et occupa les bâtiments. Lorsque les employés de l'équipe régulière arrivèrent, la station de radio était fermée et la garde de sécurité n'en permettait pas l'accès. Les personnes chargées de la sécurité étaient des Roumains. Ayant pris leurs mesures, ce matin-là les membres déchus parvinrent à transmettre une lettre ouverte de dénonciation des décisions de la XII^{e} session plénière. A midi, les partisans des décisions de la XII^{e} session plénière décidèrent de reconquérir la station de radio. Ils entrèrent dans le lieu et occupèrent les locaux et l'équipement, toutefois la station interrompît les émissions. Ils disposaient de l'équipement mais il n'y avait pas de spécialiste technique. Le technicien – Roumain – s'était retiré.

Le même jour, le samedi 17 février 1968, ils demandèrent une rencontre avec le comité central du parti roumain. Après plusieurs reports (« sous le prétexte que l'un est absent, que l'autre manque, que le troisième était allé je ne sais où »), finalement, le lundi 19 février 1968 le soir, Ceausescu, Paul Niculescu-Mizil et Mihai Dalea les reçurent. Entre-temps, le comité central du parti roumain leur avait retiré l'usage des voitures. Il n'en restait qu'une qui était la leur. « Nous sommes allés à pied au comité central », racontait Grozos. « Moi, je leur ai dit : bien qu'il fasse froid et qu'il neige, je suis venu à pied du bureau jusqu'ici parce que vous nous avez pris les voitures ». A la rencontre, ils expliquèrent aux dirigeants roumains de quoi il s'agissait, comment les événements s'étaient passés, ce qu'il en était de la station de radio. Ceux-ci répondirent : « Nous ne pouvons pas recourir à des mesures forcées. Allez et entendez-vous avec eux ». « Nous leur avons dit qu'une rencontre directe avec eux peut aboutir à des épisodes fâcheux, il peut arriver quelque chose d'identique aux événements de Tachkent alors ». Simultanément, Partsalidis, de la part des trois membres déchus, avait demandé à être entendu par Ceausescu. Nous leur avons dit : « Ne les recevez pas parce que vous vous exposerez. Vous avez tout le droit de les recevoir ou non, cependant nous, nous considérons comme injuste de les recevoir après nous ». Ceausescu tenta de les dissuader. Il leur déclara que des facilités et un soutien aux partisans de Partsalidis ne seraient pas accordés, mais si une lettre circulait parmi les membres du parti communiste grec, l'autorité roumaine n'était pas à même de prendre des mesures contre eux. Ils lui ré-

pondirent que, lorsque le parti roumain prendrait position face au parti grec, il devrait prendre en considération que la XII[e] session plénière du comité central constituait un organe du parti qui prit une décision à la majorité en ce qui concernait les sujets soumis à discussion.

De la conversation, le parti communiste grec en conclut que la direction roumaine n'était pas disposée à laisser les adversaires des décisions de la XII[e] session plénière sans protection. Après la rencontre, les Roumains posèrent les scellés à la station de radio jusqu'à ce que soit décidé ce qui en deviendrait.

Le parti communiste grec imputa la responsabilité aux membres radiés (adversaires des décisions de la XII[e] session plénière) sur le silence de la station de radio. Il soutint que leur action était à leur détriment, « parce que seul un ennemi aurait pu le faire ». Ils privèrent le peuple grec de la possibilité d'écouter la voix du parti. Si le premier soin de la dictature fut de priver le parti de la parole écrite en fermant le journal *I Avgi* [*L'aurore*], dans la phase de conflit interne du parti les partisans de Partsalidis furent la cause que la parole orale soit également retirée. En quinze jours, le parti communiste grec parvint à réitérer les émissions d'une station de réserve à Leipzig, en République démocratique allemande, sans toutefois atteindre le précédent niveau de réception en Grèce. Auparavant, les émissions étaient retransmises par la station de radio de Moscou tout comme également de celle de Sofia. Ce réseau efficace de propagande avait été rendu inutile. En Grèce, il existait alors 1.300.000 appareils de radios et transistors. « Nous ne pouvons pas imaginer que tous l'entendaient, mais 5-10 milliers de personnes écouteraient certainement notre station » était l'estimation sur le dommage provoqué.

3.2.1.3.2. La bibliothèque et les documents d'archives du comité d'instruction

En même temps que le conflit sur la mainmise du discours oral, l'agitation s'étendit aux points de production et de conservation du matériau écrit.

Selon l'information qui parvint aux Bulgares, dans les locaux de l'appareil d'édition du parti se trouvait, prêt à être imprimé, le volume de février 1968 de la revue *Néos Kosmos* [*Nouveau Monde*]. Les adversaires des décisions de la XII[e] session plénière ne permirent pas d'éditer ce magazine. Ayant comme arbitres informels les Roumains, l'imprimerie fut retirée du comité central du parti (sous la conduite de Koligiannis) et fut remise à ces derniers. D'ailleurs, Partsalidis et les autres procédèrent à une occupation de la section d'instruction (« éclaircissement ») et de propagande – à Mogosoaia –. Des collaborateurs du comité central (sous la conduite de Koligiannis) accoururent sur place, dans l'intention d'y entrer, mais furent arrêtés à l'entrée. Le gardien roumain, au nom de la non immixtion dans les affaires intérieures du parti, interdit à ces derniers de rester dans le local. Le bâtiment resta entre les mains des partisans de Partsalidis. « Ce qu'ils font dedans », dit Grozos aux Bulgares – en mars 1968 –, « nous

ne le savons pas. Il existe là des magnétophones, des appareils. Maintenant ces derniers possèdent une partie des archives, des procès-verbaux, des bandes magnétiques ».

3.2.1.3.3. Les archives du comité central

A Sibiu, petite ville (en 1967, il y avait environ 100.000 habitants), en Transylvanie (à une distance de 282 kilomètres au nord-ouest de Bucarest), un bâtiment néo-classique, partie de l'espace bâti intouché – alors – par le temps et l'homme, servait au fonctionnement des archives du parti.

Aux archives, travaillaient Vasilis Ganios et trois autres personnes. En mars 1968, tant que se poursuivaient les discussions des Roumains avec la direction de Koligiannis et les partisans des trois membres radiés du bureau politique, Partsalidis, Zographos et Dimitriou – agissaient comme intermédiaires des membres du comité central du parti roumain (Ghizela Vass, Nicolae Ionescu, Lidia Lazarescu) et d'autres cadres –, survint l'inimaginable : un raid inopiné eut lieu contre le bâtiment des archives, après un plan d'état-major de Stavros Karras, ainsi que la soustraction d'une partie des archives. Ganios, dans le bâtiment des archives, après entente avec les assaillants, avait emballé les matériaux sélectionnés. Les membres de la force de frappe violèrent les lieux, attachèrent les travailleurs – bien qu'handicapés –, chargèrent les caisses dans un camion et se retirèrent sans être dérangés. Sur la date du choix de l'intervention, le 19 mars 1968, il y avait l'information préalable que le responsable des archives de la part du comité central du parti communiste grec, Ilias Karras (il était dangereux – il portait une arme –) serait absent à Bucarest et donc il y aurait toute liberté de mouvement. L'appareil de la direction de Koligiannis, réagit avec retard, le 20 mars 1968, en vain. Quarante personnes environ se déplacèrent en bus à Sibiu, pour constater que le mal avait déjà été fait et était irréparable. Le matériau soustrait par les partisans de Partsalidis des archives de Sibiu fut transféré à Bucarest, dans un local dans la région de Balta Alba. C'est en vain qu'une plainte écrite fut adressée par le comité central du parti communiste grec au parti roumain, ainsi qu'une demande d'intervention et de retour des documents volés au titulaire – ceux qui détenaient le sceau du parti –.

Le scénario auquel on recourut dans les milieux des réfugiés politiques, pour justifier cette action se trouvant hors de l'éthos habituel du parti, était que la direction de Koligiannis visait à soustraire les documents les plus essentiels et à les faire partir en Union soviétique. La mise en paquets des documents qui aboutirent entre les mains de la fraction de Partsalidis était exactement une partie des mesures qui avaient été prises auparavant par la direction de Koligiannis dans le cas où les choses à la XII^{e} session plénière n'auraient pas évolué comme elle-même le souhaitait.

La direction de Koligiannis révéla un manque de prévoyance. Beaucoup plus tard – un mois après les événements des occupations de la station de radio et du bâtiment de l'appareil d'instruction (« éclaircissement ») –, le nouvel incident à Sibiu trouva le bâtiment des archives du parti sans mesures élémentaires de protection. Les circonstances atténuantes pour les responsables étaient qu'ils ne s'attendaient pas à une contre-

attaque de cette ampleur de la part de la fraction de Partsalidis, que son projet d'état-major était ingénieux (les archives étaient immenses, non transportables, si bien que les assaillants choisirent une meilleure solution, en préparant et en prenant les documents les plus importants), que la position des cadres tels que Ganios qui avaient déserté était impossible à déceler – autrement ils auraient pris soin de les éloigner –.

Les événements, qui constituèrent la période de crise dans le parti communiste grec, en février et en mars 1968, avaient un enchainement que les dispositions difficilement perceptibles révélèrent. Une grande imagination était nécessaire pour prévoir que cette phase incroyable, produit de la collusion de la fraction de Partsalidis et du parti roumain, se déroulerait à Bucarest et à Sibiu. Faute d'une juste appréciation de la position des Roumains, on ne pouvait pas par conséquent prévoir les réactions de la fraction de Partsalidis. La direction de Koligiannis comptait, par rapport à la programmation des mouvements politiques à la XII^{e} session plénière, que la mise à l'écart de cadres ne provoquerait pas de réactions au-delà de réprobations platoniques. On ne comprit pas que les adversaires, sous exhortation des Roumains, étaient prêts à des solutions extrémistes, à savoir à la scission du parti. Etaient non prévisibles les intentions de la direction de Ceausescu, le fait que les Roumains arrivèrent aussi loin, à une action hostile à l'égard de la partie de la direction du parti grec qui matérialisait la ligne soviétique – à savoir contre le parti soviétique lui-même –.

La direction de Koligiannis, en raison de l'intervention roumaine immédiate, sortit du conflit ensanglantée. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec les décisions de la XIIe session plénière prirent d'assaut les postes du parti, « ... subtilisèrent les archives et l'argent du parti », retinrent les archives du comité d'instruction [« éclaircissement »] (travaux de propagande et historiques) et de la station de radio, la bibliothèque du comité central.

3.2.1.4. Action en vue de l'organisation dans les deux camps

Un an et demi après la XII^{e} session plénière – en mai 1969 –, la situation dans le parti communiste grec, selon une information à l'égard du parti bulgare, restait indéterminée. Dans le bilan des évolutions, furent inclus les événements qui étaient liés à la position des cadres du parti à l'intérieur de la Grèce. Le bureau du parti à l'intérieur, qui fut nommé par le comité central en 1967, était composé de sept personnes. « Il arriva ainsi que trois des membres qui avaient soutenu les décisions de la XII^{e} session plénière soient arrêtés, alors que les quatre, parmi lesquels Antonis Brillakis et Babis Drakopoulos, partisans de la " fraction [groupe de Partsalidis] " ne soient pas pris ». Le Bureau de l'intérieur adressa une lettre ouverte, par laquelle il n'accepta pas les décisions de la XII^{e} session plénière du comité central et s'autoproclama organe dirigeant du Parti communiste de Grèce dans le pays. Son représentant, Brillakis, qui bientôt se rendit en Italie, « s'autoproclama » représentant du Parti communiste de Grèce, du parti de la Gauche Démocratique Unique (EDA) et du front patriotique antidictatorial (PAM).

Dans sa lettre, le Bureau de l'intérieur prit apparemment une position « plus neutre », alors qu'en pratique, il soutint les positions de la « fraction ». Il ne demanda pas à être lié au comité central du Parti communiste de Grèce, mais se lia avec la « fraction » par le biais du comité central du Parti communiste italien. Le Bureau de l'intérieur accusa le bureau politique du comité central du Parti communiste de Grèce d'avoir convoqué la XII^{e} session plénière, violant tous les principes de la vie du parti, parce que les membres du comité central du parti se trouvant à l'intérieur du pays avaient été intentionnellement écartés de la préparation et de la discussion des questions qui se posèrent, tout comme également du vote sur les décisions ; de même le Bureau de l'intérieur accusa le « groupe de Koligiannis » d'avoir formé sa propre majorité, en recrutant au comité central six nouveaux membres, et d'avoir anéanti tout effort de transférer la conduite de l'action du parti dans le pays. Le Bureau de l'intérieur (Brillakis et Drakopoulos, avec deux autres membres en Grèce), en coordination avec la « fraction » de Partsalidis - Zographos - Dimitriou, mena, tant dans le pays qu'à l'étranger aussi, une action active contre le parti. Le Bureau de l'intérieur organisa en Roumanie une session plénière extraordinaire, à laquelle tous ceux qui étaient membres du comité central jusqu'à la XII^{e} session plénière furent conviés d'y participer. Par une circulaire, au début de mai 1969, le groupe « fractionniste » annonça de la part du Bureau de l'intérieur que s'était déroulée une session plénière extraordinaire, à laquelle fut élu un bureau exclusivement composé des membres de l'intérieur du pays, et qu'il fut décidé de convoquer un congrès extraordinaire du parti. Dans la communication, il était souligné que la majorité des membres du comité central avaient pris part à la session plénière extraordinaire, ainsi qu'un nombre important de membres du parti de Grèce y avaient assisté.

Ces renseignements, conformément à l'information susmentionnée à l'égard du parti bulgare, étaient loin de la réalité. La vérité était que, à la réunion qui s'était appelée « session plénière extraordinaire », participèrent d'anciens membres du comité central et certains de ses membres qui se trouvaient à Bucarest et développaient une action « fractionniste » active. Ces personnes, avec Brillakis et Drakopoulos qui résidaient en Italie, s'auto-appelèrent « session plénière ». A la « session plénière extraordinaire » prirent part dix membres du comité central : Partsalidis, Zographos, Dimitriou (membres déchus depuis la XII^{e} session plénière et par la suite radiés en raison de la provocation de l'occupation de la station de radio), Brillakis, Drakopoulos, Thanasis Kartsounis (radiés de membres du comité central – Kartsounis « est connu dans notre pays et depuis longtemps a été déchu du comité central »–), Leonidas Tzefronis, Mitsos Vatousianos, Nikos Karras, Vasilis Zachos (membres du comité central « qui sont du côté de la fraction »). Les dix personnes mentionnées prirent la décision de dissoudre le bureau politique du comité central du Parti communiste de Grèce ; ils enlevèrent au président et au premier secrétaire du comité central du parti, Grozos et Koligiannis, le droit d'exécuter leurs fonctions et élurent un bureau de l'intérieur de cinq membres, dont quatre se trouvaient dans le pays et un à l'étranger. De nouveaux membres de l'intérieur du pays furent recrutés au comité central. Ils décidèrent de convoquer le IX^{e}

congrès du parti et prétendirent leur permettre de participer à la conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou. L'élément est caractéristique que, à la « session plénière extraordinaire », ne prirent pas part leurs sympathisants qui avaient participé à d'autres assemblées plénières antérieures. Ils décidèrent de ne pas participer à la session plénière parce qu'ils considérèrent qu'elle conduisait à la dissolution. Le Bureau de l'intérieur tenta d'inciter la Gauche Démocratique Unique (EDA) et le front patriotique antidictatorial (PAM) à s'opposer au Parti communiste de Grèce. Entre Partsalidis et Brillakis, il n'existait au fond aucune différence politique. « Tous les deux cherchent à imposer au parti leur ligne opportuniste de droite ». Lors des événements de Tchécoslovaquie, Partsalidis et Brillakis adoptèrent une position antisoviétique, en faisant des déclarations publiques contre l'« entrée des troupes des cinq pays socialistes en Tchécoslovaquie ». Sous la qualité du délégué de l'EDA, Brillakis prit part au IX^{e} congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, en mars 1969, et eut des entretiens avec Crvenkovski. Pour préserver l'unité du parti, le bureau politique du comité central du Parti communiste de Grèce invita Brillakis et Drakopoulos à Budapest pour des discussions, cependant ces derniers posèrent comme condition préalable la reconnaissance de leur groupe à Rome et à Athènes en tant qu'organe dirigeant du parti. Pour cette raison, la rencontre n'eut pas lieu. En janvier 1969, le comité central du Parti communiste de Grèce organisa la XIII^{e} session plénière en République démocratique allemande. La session plénière revêtait une importance particulière pour le parti. Participèrent aux travaux une multitude de représentants du parti. Seuls les membres du comité central qui agissaient à l'étranger et qui avaient approuvé les décisions de la XIIe session plénière prirent part, ainsi que 52 cadres du parti qui travaillaient dans les Etats socialistes et les pays capitalistes ouest-européens. A la XIII^{e} session plénière, eut lieu une rétrospective sur la situation du parti pendant la période de l'apparition de la « fraction » jusqu'alors. Le rapport des membres du comité central qui agissaient dans le pays fut discuté. La XIII^{e} session plénière apprécia la situation politique en Grèce, ainsi que celle du parti, et prit des décisions. Au cœur de l'attention se trouvèrent les sujets de la continuité de la constitution d'organisations clandestines du parti dans le pays et de l'unification de toutes les forces patriotiques en un front contre la dictature. Sur l'enrôlement plus complet des forces de la jeunesse, la session plénière décida de créer une nouvelle organisation communiste de la jeunesse. La XIII^{e} session plénière souligna que la forme la plus probable de lutte contre la dictature serait celle armée, pour laquelle, à ce moment, manquaient les conditions appropriées de fortes organisations du parti, d'un front antidictatorial et de cadres militaires formés. La XIII^{e} session plénière décida de convoquer le IX^{e} congrès du parti et se référa à certaines questions d'organisation. Elle renforça le comité central et le bureau politique par de nouveaux cadres, en recherchant de cette façon à accentuer l'activité dans le pays. En raison de leur action contre le parti, Brillakis et Drakopoulos, membres du Bureau de l'intérieur, furent déchus de la qualité de membres du comité central. La décision fut prise, par laquelle le parti communiste grec participerait activement à la préparation et au déroulement de la conférence internatio-

nale des partis communistes et ouvriers à Moscou. Les décisions de la session plénière se trouvèrent, en plus, avoir l'avis conforme des communistes qui, en Grèce, étaient détenus dans les camps et les prisons.

Face à l'information procurée par le parti communiste grec, le point de vue des Bulgares se manifesta, selon lequel apparemment la situation dans le parti était très difficile. La scission résulta comme conséquence de profondes différences politiques, idéologiques et d'organisation, ayant une répercussion négative sur le comité central, sur les organes dirigeants du parti dans le pays et à l'étranger, sur toute l'organisation du parti, sur les communistes en prisons et dans les camps, sur les communistes dans les pays capitalistes occidentaux. La Gauche démocratique unifiée (EDA), le front patriotique antidictatorial (PAM), l'organisation de la jeunesse Lambrakis et celle étudiante Rigas Féréos furent elles aussi influencées. Entre le comité central du parti communiste grec et la fraction Partsalidis - Brillakis se déroulait une violente polémique, à laquelle participaient leurs appareils de propagande, révélant des secrets du parti qui procuraient un avantage à l'ennemi. Les décisions du comité central du parti communiste grec et de la fraction de convoquer séparément des congrès préparèrent la formation, en matière d'organisation, de la scission existante, en laissant présager de lourdes conséquences sur le mouvement démocratique grec et une aggravation de la situation du mouvement communiste et ouvrier international. Le prestige du bureau politique du comité central du parti, du Bureau de l'intérieur (Brillakis) et des fractions était érodé. La foi des communistes de Grèce et de l'étranger en la personne des dirigeants du parti avait été considérablement sapée. Le sentiment de mépris, qui se renforçait entre les communistes face au parti communiste grec, était cultivé à l'occasion par les centres de propagande des adversaires de classe.

3.2.1.5. La lutte des Grecs de l'intérieur

Pour renforcer l'unité du parti et le regroupement des forces démocratiques sur la base de la lutte contre la dictature, le parti communiste grec, au cours de la période suivant la XII^{e} session plénière, développa une importante action politique et d'organisation dans le pays et à l'étranger. Selon les informations du bureau politique du comité central du parti grec à l'égard du Parti communiste bulgare que nous avons citées, la plupart des membres du parti dans le pays prirent position en faveur des décisions de la XII^{e} session plénière. Après avoir sondé les opinions de tous les membres (permanents et suppléants) du comité central (clandestins, détenus politiques), 28 membres permanents et 17 suppléants se placèrent en faveur des décisions. Seize membres permanents du comité central et 12 suppléants prirent position contre. L'opinion du membre du comité central Ilias Iliou, de Mikis Theodorakis et de certains autres cadres n'était pas connue jusqu'alors. Le comité central du parti grec constitua son propre groupe dirigeant, qui conduisait les organisations du parti dans le pays. Furent créées des organisations à Athènes et au Pirée et des groupes du parti dans le Péloponnèse, en Epire, en Crète, en

Thessalie, dans les îles Ioniennes et de la mer Egée, ainsi que dans certains petits centres industriels. En Macédoine et en Thrace, la situation était difficile. La police porta un grave coup aux cadres du parti et du mouvement démocratique de Thessalonique et de Kavala. Des efforts furent aussi mis en œuvre pour constituer des organisations du parti dans ces régions. Le comité central du parti communiste grec organisa la publication de journaux clandestins, du *Rizospastis* [*Radical*], organe du comité central, et d'*Odigitis*, organe de la jeunesse communiste. Des imprimés clandestins du Front Patriotique Ouvrier furent mis en circulation.

Le Parti communiste bulgare jugea que la lutte du parti communiste grec contre la dictature militaire s'annonçait comme difficile et douloureuse. La police utilisait des méthodes et des moyens techniques modernes contre le mouvement démocratique. Tout comme le comité central, de même les cadres du parti grec ne connaissaient pas les nouvelles méthodes policières et les formes d'action. Ils ne respectaient pas à la lettre les règles de conspiration ; la vigilance était encore à un bas niveau. L'échec de Gr. Farakos, membre du bureau politique du comité central du parti, était du à la violation des principes de la conspiration.

3.2.1.6. La lutte en vue d'attirer les Grecs de l'étranger

L'effet direct de la scission – affirmaient les représentants du parti communiste grec aux Bulgares, en mai 1969 – fut la mobilisation des cadres de la fraction de Partsalidis. Des groupes (chaque fois 10-15 personnes, ayant les mêmes idées) se réunissaient dans des maisons à Bucarest et analysaient leurs thèses. Dans la ville, se trouvaient environ 100-200 intellectuels et étudiants, qui étaient d'accord avec leurs opinions. Dans les autres villes de Roumanie où il existait des organisations des réfugiés politiques – générales (de masse) et du parti –, nul ne prit position en leur faveur. A Bucarest, ils parvinrent à mettre de leur côté certains réfugiés politiques. Le groupe des « fractionnistes », agissant souterrainement avant la session plénière, parvint à placer ses propres hommes à des postes-clés dans les Républiques populaires et dans les pays de l'Ouest capitaliste. Par exemple, le comité de l'organisation du parti en Tchécoslovaquie, qui était conduit par Partsalidis, se plaça contre les mesures prises par le comité central à la XII^{e} session plénière. La direction de Koligiannis obtint, jusqu'en 1969, un bon résultat en Tachkent, Roumanie, Hongrie et Bulgarie et relativement bon en République démocratique allemande où vivaient peu de membres du parti. En Pologne, la situation était encore plus instable. Dans les pays capitalistes occidentaux, la faculté de persuader était limitée, encore plus parmi les intellectuels. C'était un fait que les éléments petit-bourgeois composaient la partie des partisans de la « fraction ». A Paris, plus spécialement, il existait trois organisations, l'une d'intellectuels, l'autre d'étudiants et une autre d'ouvriers. L'organisation des ouvriers allait de pair avec le comité central. « A Paris généralement étaient rassemblés des hommes de diverses tendances politiques qui s'étaient enfuis après le coup d'Etat en Grèce, des nihilistes, des opportunistes, des

fractionnistes et autres sans rapport avec les principes du parti ». P. Dimitriou, qui, après la XII[e] session plénière, se rendit en France, ne fut pas reçu par le comité central du Parti communiste français. « Les journaux *L'Unità* et *L'Humanité* publièrent nos décisions. C'est une aide pour nous, elle nous inspire une plus grande certitude, que nous réussirons malgré les difficultés ». En 1969, les plus grands problèmes étaient ceux auxquels on faisait face à Bucarest, « parce qu'il ne s'agit pas seulement de difficultés internes au parti mais aussi d'obstacles provenant du côté roumain ». Il existait la certitude que les décisions de la XIII[e] session plénière seraient aussi approuvées en Grèce. « Nous disposons aussi d'une garantie qui nous aidera et c'est que tous les partis frères et surtout le Parti communiste de l'Union soviétique approuvent notre décision ». On connaissait les difficultés que couvaient les évolutions internes au parti (l'affaire de la scission était difficile, parce qu'elle était liée à la mise à l'écart de dirigeants du parti anciens et connus), en même temps la certitude d'y faire face était forte.

Le point de vue du Parti communiste bulgare sur les évolutions du parti grec était que, un an et demi après la XII[e] session plénière, les « fractionnistes » étaient parvenus à remporter un certain succès, résultat de la notoriété de Partsalidis (il était beaucoup plus connu en Grèce en comparaison d'autres membres du bureau politique). Les Bulgares étaient d'accord avec la direction de Koligiannis dans les estimations sur de nombreux points (c'était en même temps des thèses – bien que non officielles – de leur parti qui étaient posées comme référence en ce qui concernait la position à tenir face au problème grec). Leur conception selon laquelle une grande portion des couches des intellectuels progressistes en Grèce, Roumanie, Tchécoslovaquie, France, Italie et ailleurs se joignit aux côtés de la fraction, fut exprimée. Le comité central du Parti communiste roumain, en paroles, défendait des positions neutres, alors qu'en pratique, il soutenait la « fraction » en lui procurant une aide considérable. Le comité central du parti communiste grec s'appuyait sur les organisations du parti et les organisations des réfugiés politiques en Bulgarie, Union soviétique, Pologne, Hongrie et République démocratique allemande, dont la majorité prit position en faveur des décisions de la XII[e] session plénière. Naturellement, la position des partis soviétique, bulgare, hongrois, polonais et est-allemand y contribuait décisivement, à cause du fait qu'ils envisageaient positivement les décisions de la XII[e] session plénière. Dans les pays capitalistes de l'Occident, tout d'abord la « fraction » avait de fortes positions parce que là étaient en activité Partsalidis et ses hommes ; toutefois, ensuite, la majorité des membres du parti communiste grec qui approuvèrent les décisions de la XII[e] session plénière était importante.

3.2.1.7. A la recherche d'appuis extérieurs

En février 1968, la direction de Koligiannis, fournissant une information sur la situation qui régnait à l'intérieur du parti communiste grec, envoya des lettres aux partis frères et commença des rencontres bilatérales pour isoler les adversaires intérieurs du parti.

Le 4 mars 1968, le Parti communiste bulgare reçut la visite d'une délégation du parti communiste grec, composée d'Apostolos Grozos, président du parti, et de Panagiotis Yphantis, membre du bureau politique du comité central du parti. T. Jivkov devait les rencontrer, mais en raison d'une surcharge de travail, en vue de la conférence du comité consultatif des pays du pacte de Varsovie, il ne put y répondre. La discussion des deux parties se tourna, au préalable, autour des questions de la conférence internationale, étant donné son importance, mais aussi autour des graves implications que présenta la rencontre consultative des partis communistes, à Budapest, par rapport à la position du Parti communiste roumain pendant la durée de la guerre israélo-arabe. Les deux délégations s'entendirent sur le point que, dans l'avenir, les relations avec les Roumains étaient prévues comme difficiles. S'ensuivit une mise au courant sur les évolutions intérieures du parti communiste grec, par une exposition détaillée, de la part de la délégation grecque, des événements qui amenèrent aux radiations de cadres éminents. La XII[e] session plénière fut amenée à la conclusion que les membres radiés avaient posé comme but la transformation du parti en cercle de discussions. Leurs points de vue – leur ligne, comme seconde au sein du parti – étaient « opportunistes et liquidaristes ». Sur les questions du mouvement communiste international et les relations avec les partis frères, les points de vue de Partsalidis et des autres de son groupe – comme l'affirma Grozos – s'étaient différenciés par rapport au passé, en adoptant la position roumaine. Cette pensée n'était pas sans rapport avec l'estimation sur les intentions des Roumains ; bien au contraire, elle avait la même base, le report roumain dans la résolution des problèmes. L'approbation d'un modèle dualiste du parti communiste, dans le contexte du communisme international, qui parviendrait à répondre à l'état d'organisation du parti grec (scission en deux fractions), était le but ultime. « Et leurs efforts, qui se tournent autour du thème de nos rapports avec le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, ont pour but de renforcer l'impression que le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique se mêle aux affaires intérieures des autres partis ». Grozos déclara que le parti (la direction de Koligiannis) était tenu de faire face à une série de difficultés qui étaient désormais créées, en dehors du problème intérieur du parti, par la position de la direction roumaine. Des preuves plaidaient en faveur de la conclusion sur l'incitation roumaine dans la crise du parti communiste grec. C'est pourquoi fut constitué le dit Comité central unitaire, ayant pour but de créer un deuxième parti. L'estimation de Grozos était que les Roumains, par des actions contre le parti grec (direction de Koligiannis), poussaient la situation à l'extrême, en expulsant la direction grecque du pays. Au-delà, en dehors de celui roumain, la « fraction » avait déjà créé aussi d'autres appuis remarquables, par son propre appareil dans les pays de l'Ouest capitaliste, avec des interdépendances avec la BBC britannique, avec la radiophonie de l'Etat français. « Ils réussirent à attirer de leur côté le correspondant du journal *I Avgi* [*L'aurore*] à Moscou... Ils prirent contact avec d'autres éléments contre le parti, comme les partisans politiques de Zachariadis. Il est remarquable que certains d'entre eux proposèrent la réhabilitation de Zachariadis ». La discussion

entre les deux partis s'acheva par des demandes grecques à l'égard de la partie bulgare pour adopter des mesures d'organisation contre les « fractionnistes ». Sur l'action contre la dictature, « le thème sur les informations que nous envoyons au sujet du travail clandestin en Grèce restera tel qu'il est jusqu'à présent ».

A l'époque de la XIII[e] session plénière du comité central du parti communiste grec (janvier 1969), une rencontre de Koligiannis et T. Jivkov évolua sur la substance des documents de la session plénière. Dans une nouvelle rencontre, le 16 mai 1969, Koligiannis confirma à Jivkov les informations sur la situation dans le parti grec que ce dernier connaissait vaguement. L'incitation du Parti communiste de Grèce à l'égard des Bulgares par rapport au Parti communiste de Grèce (intérieur) était que le parti bulgare prenne en considération qu'il ne s'agissait pas d'un groupe du parti à l'intérieur de la Grèce, mais du groupe de Partsalidis, qui au fond avait pour but d'encadrer un nouveau parti de type social-démocrate. La politique des communistes qui se détachèrent du parti communiste grec avait une étroite parenté « avec la politique de l'aile la plus à droite du Parti communiste italien, avec la politique des révisionnistes du Parti communiste tchécoslovaque ». Tous les points inadmissibles de l'activité du Parti communiste roumain étaient pour eux familiers, puisqu'ils prenaient soin d'en souligner en tant qu'attitude d'indépendance toutes les manifestations qui se tournaient contre le Parti communiste de l'Union soviétique. Leur allié, Andreas Papandreou, déclara officiellement qu'il avait une parenté avec leur groupe, jugeant que leurs positions s'identifiaient aux opinions de Ceausescu et de Dubcek. Les « fractionnistes » ne protestèrent pas contre cette qualification. C'était un fait que « la fraction » avait déjà été isolée tant dans les pays capitalistes européens que dans le bloc socialiste. En Grèce, ils ne disposaient pas de leurs propres organisations ; la majorité des détenus politiques soutenaient le comité central du Parti communiste de Grèce et ses décisions. Au côté des « fractionnistes » se tenaient seulement certains cadres de la Gauche démocratique unifiée (EDA), d'anciens députés. Le parti communiste grec essayait d'améliorer le travail idéologique et de revaloriser le combat populaire, en estimant que, dans la lutte, le « groupe fractionniste » se trouverait dans un plus grand isolement et serait neutralisé. L'attente pour réussir l'objectif de mise à l'écart du groupe de Partsalidis était qu'une aide soit donnée des partis frères. Il fallait fournir au parti communiste grec un soutien politique et une aide, afin que se reconstitue à Budapest l'appareil dissous en Roumanie. Les « fractionnistes » jouissaient d'une complète assistance de la part du comité central du Parti communiste roumain. Les Roumains leur procuraient une aide matérielle, de l'argent et un hébergement. Ils leur fournissaient des passeports pour se déplacer. Ils évitaient, cependant, de rendre public l'appui qu'ils leur offraient. A leur dernière réunion, qu'ils appelèrent « session plénière extraordinaire », les « fractionnistes » approuvèrent le texte d'une lettre, par lequel ils demandaient de représenter le Parti communiste de Grèce à la conférence communiste internationale à Moscou. Ils approuvèrent également l'appel à l'égard d'une série de partis communistes, par lequel ils les encourageaient à étudier les problèmes et la situation dans le parti communiste grec

et à leur donner une aide. Le parti soviétique, le Parti communiste roumain, le Parti socialiste ouvrier hongrois, les partis polonais, tchécoslovaque, italien et français se rangèrent parmi eux. Un appel ne fut pas envoyé aux partis communistes est-allemand et bulgare. L'élément qu'ils adressèrent la lettre officiellement aux comités centraux des partis était caractéristique. Ils ne rencontrèrent pas de réponse positive à leur activité, au contraire ils perdaient sans cesse du terrain et étaient isolés. Il ne fallait pas d'autre part sous-estimer le soutien qui leur était donné. Dans les réponses du côté bulgare, se manifesta de la part de Jivkov le désir d'achever la rencontre, dans le sens où elle constituerait, d'une certaine manière, une démonstration de l'unité entre les deux partis et une aide contre les « éléments opportunistes dans le parti communiste grec ». L'« opportunisme » était un phénomène qui les alarmait aussi eux-mêmes. L'inquiétude émanait du fait de la mise en activité des « opportunistes » avec une assistance reçue de certains partis, de ceux roumain et italien. Il ne faisait aucun doute qu'ils avaient le soutien aussi des Yougoslaves, cependant celui-ci ne se manifesta pas encore ouvertement. « ... Probablement aussi le parti yougoslave n'est-il pas indifférent à ce sujet. Nous avons des renseignements selon lesquels les Yougoslaves se mettent également en action en Grèce », soulignait-t-il.

3.2.2. Les points de vue antisoviétiques parmi les communistes grecs

Tous, dans les pays du système capitaliste (par exemple, la station de radio de propagande Radio Free Europe, le journal renommé parisien *Le Monde*, les appareils de renseignements des ministères des Affaires étrangères grec et britannique), se tinrent avec sympathie aux côtés des membres radiés, adversaires des décisions de la XII^{e} session plénière.

Les informations, qui ont été canalisées dans les premiers jours après les événements de la XII^{e} session plénière, affirmaient que, dans l'émission de la station de radio La Voix de la vérité, fut entendu un message du groupe de Partsalidis. La station de Radio Moscou et l'agence de presse TASS émirent un message selon lequel trois membres du bureau politique furent renvoyés. Après l'occupation initiale de la radio, ceux qui soutenaient la direction de Koligiannis la reprirent et radièrent les trois membres du bureau politique, Partsalidis, Zographos et Dimitriou. La nouvelle fut retransmise par les moyens d'information soviétiques, est-allemands et bulgares. En Bulgarie, la station de Radio Sofia, dans son émission du matin du 18 février 1968, retransmit le communiqué officiel de la XII^{e} session plénière, en mentionnant l'action des trois dirigeants du « groupe droitiste opportuniste scissionniste » d'utiliser illégalement la station de radio La Voix de la vérité. C'était le premier des moyens d'information d'Europe de l'Est qui rendit public le communiqué officiel sur les changements dans le parti communiste grec. Le journal *Le Monde* écrivit que le parti communiste grec était

au bord de la dissolution, en mentionnant que, le samedi 17 février 1968, ceux qui soutenaient les trois membres mis à l'écart occupèrent la station de radio La Voix de la vérité, tandis qu'une émission de la station de Radio Moscou précéda, avec l'information de la destitution des trois membres pour « opportunisme et déviationnisme de droite », et s'ensuivit une autre, informant de la radiation parce qu'ils avaient arbitrairement utilisé la station et avaient commis des provocations. En correspondance d'Athènes (correspondant Kontoulis), la scission était décrite comme « une guerre radiophonique » avec le gouvernement roumain, en conflit avec Moscou. La station La Voix de la vérité fonctionnait en Allemagne de l'Est. En correspondance de Paris, sans que la source soit citée, on affirma que « il n'était pas exclu que des protestations aient lieu des pays communistes qui suivent une ligne neutre et notamment du Parti communiste roumain ». Le 23 et 24 février 1968, le comité exécutif de la Gauche démocratique unifiée (EDA) d'Europe occidentale, par une rencontre à Francfort, soutint à l'unanimité le mouvement de Partsalidis contre la fraction de Koligiannis. Prirent position en faveur le Parti communiste italien, la Ligue des communistes de Yougoslavie et le Parti communiste roumain, contre le Parti communiste de l'Union soviétique, les partis au noyau dur de l'Europe de l'Est et, de façon plus réticente, le Parti communiste français. Les membres radiés, opposés aux décisions de la XII^{e} session plénière, étaient en faveur d'un communisme national et de l'autonomie du parti, tandis que Koligiannis était en faveur d'un soutien inconditionnel au régime soviétique. Le journal *Le Monde*, par sa nouvelle correspondance, informa que les dissidents aux décisions de la XII^{e} session plénière avaient formé le Comité central unitaire, qui publia un communiqué (il l'édita en entier) et exprima l'appréciation qu'« il a le soutien de la moitié du comité central, d'une grande partie des réfugiés communistes et de presque tous les communistes de l'Ouest ».

Les nouvelles de la presse continuèrent. Les sources britanniques mentionnèrent que la station La Voix de la vérité avait des émissions jusqu'au 8 mars 1968, avec des déclarations de Koligiannis et d'autres contre « le mouvement aventureux et scissionniste des membres radiés », tandis que le 10 mars 1968 Strigos déclara que ceux qui avaient été renvoyés voulaient remplacer le parti communiste par la Gauche démocratique unifiée (EDA). En Tchécoslovaquie, au début de mars 1968, les organisations du parti grec à Brno rejetèrent à l'unanimité le pouvoir du groupe de Koligiannis ; ensuite, l'assemblée du parti de tout le pays prit la même décision avec peu d'exceptions. Le Parti communiste italien, par des articles dans le journal *L'Unità*, fit clairement savoir qu'il soutenait les adversaires des décisions de la XII^{e} session plénière et Rome devint le bastion des anti-koligiannistes.

Indépendamment de leur volonté, les dissidents aux décisions de la XII^{e} session plénière fournirent une bonne occasion à la propagande antisoviétique.

La situation, qui se forma par rapport au groupe de Partsalidis – et, ensuite, dans le Parti communiste de Grèce (intérieur) –, dans l'espace du communisme était particulière. En parlant en termes politiques – la politique ne va pas toujours de pair avec les

sujets de principe –, les partis qui soutinrent les adversaires de la direction de Koligiannis avaient, chacun, ses propres attentes, qui eurent l'occasion de trouver, dans le cas de l'entreprise « rénovatrice » grecque, des points ayant un intérêt pour promouvoir leurs propres buts. L'originalité résidait dans la variété de l'aide. Le parti roumain offrit un soutien politique couvert, en argumentant de sa non ingérence dans les affaires intérieures d'un parti frère. De cette manière, il évitait le défi direct contre les Soviétiques. Le soutien économique était cependant évident, dans le cadre de la même argumentation. Le parti italien était le deuxième, après celui roumain, qui, dès le début, appuya politiquement et matériellement le groupe de Partsalidis. L'aide, conforme aux choix idéologiques et politiques proclamés, alors, du parti italien, était manifeste – bien que non officielle – dans toute son ampleur, provocatrice, sans recherche de justification. Le parti yougoslave trouva l'occasion propice pour intervenir sur la scène internationale et balkanique contre les Soviétiques, les Grecs, les Bulgares et autres, en reconnaissant manifestement le Parti communiste de Grèce (intérieur) et en ignorant le Parti communiste de Grèce. L'affaire économique prit la forme d'énormes sommes d'argent, qui, comme nous le verrons, furent dépensées à Skopje pour valoriser les archives du parti. Cette action correspondait à une affaire bien gardée et donc n'était pas sujette à communication. La confidentialité, que souhaitait protéger le Parti communiste de Grèce (intérieur), était liée aux circonstances de la lutte contre la dictature, à l'effort pour la non fuite d'informations sur le parti communiste grec (le parti unique – avant la scission –) qui étaient contenues dans les documents d'archives. La confidentialité, que souhaitait préserver le parti yougoslave, était liée à des éléments de la consignation politique, idéologique et autre à laquelle correspondaient les documents d'archives, depuis l'époque de la guerre civile grecque, qui nuiraient à la propagande sur la question nationale (macédonienne). Au-delà de ces trois principaux partis (roumain, italien, yougoslave) qui furent mêlés à l'affaire du parti communiste grec, dans ceux restants (par exemple, dans le parti français) prévalurent, de temps à autre, différentes optiques, qui apportèrent des gestions correspondantes du problème grec.

La plate-forme commune, sur laquelle se rencontraient les partis qui soutenaient le Parti communiste de Grèce (intérieur), était l'antisoviétisme. Nous rechercherons, ensuite, des aspects des phénomènes relatifs au parti, qui se réfèrent dans les questions citées ci-dessus.

3.2.2.1. L'appareil des adversaires des décisions de la XII^e^ session plénière du Parti communiste de Grèce

Après les événements du samedi 17 et du dimanche 18 février 1968, les défenseurs des trois cadres, qui furent radiés du bureau politique par la direction de Koligiannis, commencèrent à organiser leur défense. Les Roumains, invisibles, prétendaient ne rien savoir et s'en lavaient les mains, en trompant le président du parti communiste grec, Gro-

zos, qu'ils ne souhaitaient pas s'immiscer dans les affaires intérieures des Grecs ; cependant, l'appareil d'Etat et du parti étaient prêts à procurer aux dissidents tout soutien nécessaire.

Le lundi 19 février, les Roumains furent informés que les représentants du « groupe de Koligiannis », Giannis Raptis, Antonis Kalabogias (à la XII[e] session plénière, élus membres suppléants du comité central du Parti communiste de Grèce), Savvas Gavriilidis, Christos Badasis, Kostas Litsas, Christos Kosmidis, Giorgis Papas continuaient à rester dans le bâtiment du parti à Mogosoaia. Ces personnes n'avaient aucune raison de rester au siège des partisans des trois cadres radiés. Le 21 février 1968, le parti roumain fut informé que le Comité central unitaire du Parti communiste de Grèce s'était constitué. Le 22 février 1968, les « unionistes » [cadres du Comité central unitaire] informèrent les Roumains qu'une rencontre était nécessaire pour faire face aux problèmes immédiats, dont certains étaient urgents, comme le visa des passeports pour se rendre à Budapest dans le but d'informer les partis frères et de participer à la rencontre consultative internationale des partis communistes et ouvriers. De plus, ils informèrent le parti roumain que la plupart des personnes des mécanismes du parti grec siégeant à Bucarest étaient avec eux, comme également, hors du siège, les correspondants du journal *I Avgi* [*L'aurore*] et de la station de radio La Voix de la vérité – G. Grivas (Prague), L. Mavroeidis (Varsovie), Georgoulas Beikos (Moscou) –, D. Lakkas (correspondant de la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*), Antonio Solaro (Rome).

Une liste nominative de ceux qui ne reçurent pas leur salaire dans la première quinzaine de février 1968 (41 personnes), avec une demande pour réglementer la continuité de leur paye, fut transmise au parti roumain. Thodoros Cheimonidis assurerait la gestion de la part des « unionistes ». Les cadres étaient les suivants : Partsalidis, Zographos, Dimitriou (anciens membres du bureau politique du parti), P. Rousos, Mitsos Vatousianos, Leonidas Tzefronis, Stavros Karras, Thanasis Kartsounis (ancien membres du comité central), Michalis Tsantis (ancien membre suppléant du comité central), Nikos Kentros, Polis Argyropoulos, Takis Papadimitris, Alékos Papapanagiotou, Giannis Kritikos, Thanasis Mitsopoulos, Nikos Mitrou, Gaston Vernardis, Takis Nikolaou, Dimitris Chatzidimitris, Victor Athanasiadis, Kostas Linardatos, Ilias Ioannidis, Kostas Rousopoulos, Th. Cheimonidis, Kostas Dilas, Giannis Kochliadis, Theologis Papatheologou, Zoi Linardatou, Mira Dimitriou, Katia Vidali, Despina Arambatzani, Vangelio Argyropoulou, Soula Tzefroni, Christos Argyropoulos, Soula Zarkadi, Evanthia Kaslari, Maria Efraimidou, Angela Cheimonidou, Panagiotis Tzimas, Takis Chiotakis, Vasilis Ganios.

D'autres demandes, qui furent transmises par les opposants aux décisions de la XII[e] session plénière, le même jour (le 22 février 1968), concernaient des problèmes d'organisation et de propagande. Le « groupe de Koligiannis » émettait trois fois par jour de l'émetteur de réserve en Allemagne de l'Est, donc le refonctionnement de la station de radio La Voix de la vérité à Bucarest était jugé indispensable. De plus, le «

groupe de Koligiannis » continuait la publication de la revue *Néos Kosmos*, donc, eux – les partisans de Partsalidis – devaient commencer la réédition de la revue *Kommounistiki Epithéorisi* [*Revue communiste*]. La section d'éditions du parti devait publier leurs propres livres en dehors de ceux du « groupe de Koligiannis ». Ils avaient aussi besoin d'un deuxième bâtiment, en dehors du siège à Mogosoaia, de préférence au centre. Certains moyens de transport (voitures) étaient nécessaires. Il fallait faire éditer des passeports pour l'Europe de l'Ouest et les pays socialistes, où ils avaient l'intention de se déplacer pour informer les partis frères. Sur l'action clandestine en Grèce, « ... permettez-nous de vous transmettre une lettre spéciale ».

Les paquets avec les documents d'archives, qui furent prélevés du parti communiste grec (direction de Koligiannis) après l'attaque contre le bâtiment des archives à Sibiu le 19 mars 1968, aboutirent finalement dans un lieu protégé, inconnu. Vasilis Ganios et Giannis Kochliadis (Doxiadis) s'occupèrent de classer en gros les documents.

L'action extrême – inhabituelle, pour les données du parti –, à Sibiu, exigeait des arguments convaincants. Les « unionistes » publièrent une communication, par laquelle ils expliquaient qu'ils avaient procédé à une action de préservation d'une partie des archives du parti. « ... Cette initiative était rendue indispensable, en raison du fait qu'il existait un risque que ces archives du parti soient utilisées par le groupe de Koligiannis soit dans des buts fractionnistes, qui sont étrangers aux intérêts du parti, soit pour que soient couvertes des violations crues des principes de démocratie interne au parti, que le parti a un devoir politique et moral de préciser jusqu'à la fin. Ce risque continue d'exister pour la partie des archives du parti que le groupe de Koligiannis a encore en sa possession... ». Le caractère dénonciateur de la communication provoquerait chez un arbitre extérieur de la situation l'observation que les « unionistes » n'étaient pas en mesure de déterminer un élément particulier, qui justifierait le détachement des archives. Il était fait référence à un éventuel risque futur d'utilisation des documents dans un but étranger ou à une couverture (à nouveau hypothétique) des violations dans le passé des principes de démocratie interne au parti. L'avertissement selon lequel, par rapport au reste des archives qui étaient demeurées à Sibiu, le risque continuait d'exister, renvoyait à de vagues peurs de révélation de certains aspects de l'action du parti. « ... Les communistes », continuait la communication, « peuvent être certains que les archives, dont le Comité central unitaire du Parti communiste de Grèce assuma la préservation, resteront intactes, comme des éléments indispensables à l'étude objective de l'histoire du Parti et de son épuration effective de tout ce qui constituait une violation des principes de la démocratie interne au parti... Les archives du parti, dont la garde fut assumée par le Comité central unitaire, appartiennent au Parti et seront remises de manière responsable à la nouvelle direction du Parti qui sera mise en évidence par un Corps représentatif démocratiquement constitué... ». Par ce paragraphe, le rôle attribué aux archives était double. D'une part, la recherche de l'histoire du parti au moyen de critères objectifs serait possible – l'argument avait, en effet, un fondement logique –. D'autre part, on s'attendait à ce que les archives contribueraient à la réorganisation du parti et au re-

tour à un juste fonctionnement. Des confusions seraient à nouveau créées chez un observateur extérieur par la liaison de ce but à l'action de soustraction des archives de la direction de Koligiannis, ainsi qu'également une interrogation sur les éléments que les « unionistes » prenaient en considération.

Jusqu'en décembre 1968, fut réglée par les dissidents aux décisions de la XII[e] session plénière la répartition des compétences à Mogosoaia. Des secteurs de travail furent définis ; certaines personnes furent responsables, respectivement,

- le magazine *Revue communiste* (*KOMEP*) : Babis Drakopoulos (responsable), Zisis Zographos, Stavros Karras, Panos Dimitriou, Giannis Kritikos, Nikos Mitrou, Lefteris Eleftheriou, Takis Chiotakis,

- la Section de l'instruction (« éclaircissement »), des études et des publications : Stavros Karras (responsable), Victor Athanasiadis, Kostas Linardatos,

- la Section de l'étude de l'histoire du Parti communiste de Grèce : P. Rousos (responsable), Alékos Papapanagiotou,

- le comité de contrôle d'organisation (EOE) : Mitsos Vatousianos (responsable), Ilias Ioannidis, Vasilis Zachos, Thomas Kefalas,

- le travail dans les organisations du parti en Europe de l'Ouest : Leonidas Tzefronis, Gaston Vernardis,

- la Bibliothèque : Anthoula Kokkinopoulou,

- les Archives du parti : Vasilis Ganios (sous la direction de Mitsos Vatousianos).

D'autres attributions furent également données.

Les évolutions prouvèrent que les ambitions de valorisation des archives restèrent dans le domaine du souhaitable. Les années suivantes, les cadres du parti, à Bucarest, chargés des fonctions courantes d'idéologie et de propagande, ne trouvèrent pas de temps pour s'occuper des archives. Après le retrait de P. Rousos du parti des dissidents (il revint au Parti communiste de Grèce), la charge du travail d'archives et d'histoire échut exclusivement à Papapanagiotou, à Skopje.

L'activité dans le bâtiment de l'appareil (groupe des opposants aux décisions de la XII[e] session plénière) à Mogosoaia s'équilibra, la période suivante, dans la routine du travail d'organisation quotidien, si quelqu'un pouvait plaisanter en décrivant comme serein le fonctionnement d'expédition que dissimulait en apparence la direction de l'action clandestine en Grèce. Des cadres du mécanisme clandestin de l'intérieur de la Grèce partaient à l'étranger, l'insertion dans les organisations de l'intérieur fut remise à d'autres cadres de l'étranger. En juillet 1969, le dirigeant lui-même, Partsalidis, entra en Grèce. Ce qui réconfortait était que le fonctionnement de l'appareil de Bucarest avait l'avantage d'assurer le facteur capital du soutien financier. Tout, de l'intervention théorique et idéologique jusqu'aux relations avec les partis communistes, exigeait de disposer d'argent. Les thèmes financiers étaient résolus par des collaborations régulières des membres du bureau politique du Parti communiste roumain et d'un représentant du groupe de Partsalidis – d'un membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce (intérieur), après la création de ce parti en avril 1969 –. Le budget n'était pas gé-

néreux. Lorsque des dépassements étaient notés, il fallait qu'ils soient couverts de l'intérieur, par les Grecs, pour que soit affichée la juste position face à l'affaire « des relations régulières avec le parti frère ». Certaines grognes surgissaient sur des questions de gestion des finances de l'appareil. Fin 1969, l'appareil fut obligé, après régulation qu'ont prévue les Roumains – réduire les frais de déplacement des cadres –, de déménager de la banlieue de Bucarest – de Mogosoaia – dans le périmètre intérieur de la ville.

3.2.2.2. Le « Parti communiste de Grèce (intérieur) » : l'insistance sur la dénomination

Les mots, qui expriment une structure sociale (dans le cas du parti communiste, sa structure, son potentiel humain, les mentalités, les conceptions des membres du parti), furent mis en valeur, dans le cas des membres radiés après l'opposition à la direction de Koligiannis, en attribuant un nom à leur nouvelle organisation, pensant adopter un titre dérivé, Parti communiste de Grèce (intérieur). Exploitant les possibilités que procure le rôle des mots (titre du parti) dans l'édification de la réalité sociale, la direction des opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière tenta de construire une représentation sur la collectivité préexistante (parti communiste), dont il tirerait les plus grands profits possibles. Connaissant la force des mots, le groupe sous la conduite de Partsalidis ne donna pas simplement un nom à quelque chose de déjà existant (la moitié du potentiel du parti qui le soutenait) mais concrétisa la réalité (existence d'un ensemble du parti dissocié en deux parties) et détermina son insertion dans l'histoire (le passé du Parti communiste de Grèce) par l'invocation d'un nom (Parti communiste de Grèce) pour communiquer avec ce parti ainsi nommé et avec l'ensemble humain qui le suivait. Sur la structuration de la conception du nouveau parti, l'action de déterminer l'appellation (Parti communiste de Grèce [intérieur]) donnait l'espoir qu'elle aiderait à la détermination du contenu auquel celle-ci correspondait (deuxième parti communiste grec, aux côtés du Parti communiste de Grèce [extérieur]). La dénomination était un point critique, si avait quelqu'un conscience de la nécessité, pour les communistes grecs – ouvriers et autres hommes simples –, de disposer d'une identité qui pouvait les lier à la direction du parti et entre eux. Pour donner un nom à un organisme (à ceux qui soutenaient le groupe dirigeant de Partsalidis), il fallait non seulement que soit créée une identité pour les personnes qui les déterminerait par rapport à celui-ci, mais aussi que soit créée l'opposition entre les personnes en question et ceux restants en dehors de l'organisme. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) adopta, pour cette raison, un nom (Parti communiste de Grèce) face à l'autre parti (Parti communiste de Grèce, également) qui l'appelait Parti communiste de Grèce (extérieur). S'il proposait un titre différent, il n'aurait pas d'espoir, parce qu'il créerait une rupture pour attirer le potentiel humain auquel il proposerait un changement d'identité.

L'affaire des archives du parti faisait, dans des conditions politiques et idéologiques, partie de l'effort de chacun des deux groupes après la scission de s'approprier l'héritage commun. Les archives équivalaient à l'histoire du parti communiste grec sous une forme propice à l'exploitation politique. La construction du présent du parti n'était possible que par la représentation de son passé. Il fallait que soit procurée aux membres radiés, opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière, une histoire, pour que soit justifiée leur position politique dans le présent. Pour cette cause, dans la lutte du symbolisme historique, la manœuvre du Parti communiste de Grèce (intérieur) était aussi axée sur l'appropriation de la plus grande partie possible du symbolisme.

Dans la lutte pour les symboles (parmi lesquels les archives), le Parti communiste de Grèce (intérieur) voulut les faire siens. Cependant, lors de la gestion des symboles, la mauvaise utilisation du symbolisme aurait conduit à un acte impie. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) tomba à maintes reprises dans cette erreur, par son attitude face à l'Union soviétique.

3.2.2.3. Adaptations idéologiques du Parti communiste de Grèce (intérieur)

La scission du parti communiste grec est liée à des renversements dans l'idéologie et dans la pratique, dans le domaine du communisme, qui sapèrent le « marxisme-léninisme ». Un pôle était les communismes nationaux, dans le camp du « socialisme réellement existant », dont nous avons déjà discuté. Au deuxième pôle, se regroupèrent des communismes d'Europe occidentale, qui affichèrent des comportements de distanciation ou d'hostilité à l'égard du soviétisme. Dans cette deuxième catégorie, la révision du problème du pouvoir et de la révolution, qui prévoyait l'appropriation des mécanismes idéologiques de l'Etat, la transformation démocratique des appareils étatiques de coercition, la fin de la nécessité historique de la dictature du prolétariat, en imposant le modèle du socialisme démocratique, mena à des positions négatives envers le modèle soviétique. Dans la sérieuse opposition de la stratégie du compromis avec la stratégie du conflit, qui apparut dans les partis communistes d'Europe occidentale après l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968, l'idéologie du Parti communiste de Grèce (intérieur) se lia à la tendance du renouveau communiste qui professait une voie socialiste adaptée aux conditions économiques-sociales (et culturelles) européennes. Le système politique qui s'appuyait sur la majorité issue des élections était un élément essentiel du modèle proposé. Les communistes orthodoxes s'opposèrent au « révisionnisme » et à la proposition d'alternance démocratique, en promouvant la thèse que l'impérialisme n'était pas disposé à céder le pouvoir en obéissant à des critères moraux (soumission à la volonté populaire, exprimée par l'élection d'un gouvernement) et en arguant de son manque de fiabilité – maintien de trois dictatures bourgeoises, seulement en Europe –. La condition négative pour le Parti communiste de Grèce (intérieur)

était l'absence de tradition communiste correspondante, en opposition avec les profondes racines de ces tendances dans le communisme européen.

Dans les parcours du communisme, dans les conditions de développement des idéologies de la décennie 1950 – avec le mouvement pour la défense de la paix, en faveur de la neutralité, contre les réarmements, contre la prolifération des armes nucléaires –, chaque parti communiste d'Europe occidentale acquit, dans les années 1960, ses propres particularités. Le petit parti communiste britannique offrit un soutien à l'expérience tchèque en tant que socialisme à visage humain qui ressemblait au mot d'ordre de la « voie britannique vers le socialisme ». La condamnation de l'intervention en 1968 montra un renforcement, au sein de ce parti, de la tendance des gramsciens et des révisionnistes du « marxisme-léninisme ». Le parti espagnol, se trouvant dans la clandestinité, n'avait pas de possibilités d'intervention d'envergure. Le parti français, traversant des phases variées, soutint le mouvement soviétique en Tchécoslovaquie, parmi des réactions internes au parti, mais ensuite se tourna vers le soutien actif des positions qui constituaient la stratégie de l'eurocommunisme. Le parti italien avait des positions ambiguës sur la possibilité de conquérir le pouvoir par des procédures démocratiques et parlementaires à l'intérieur du pays, en confirmant d'autre part son soutien au système soviétique. Sous le poids de sa popularité (à l'époque de la scission du parti communiste grec, il avait plus d'un million et demi de membres, ayant des tendances à la hausse, et des électeurs un sur trois italiens), il montra des signes d'adaptation aux données d'Europe occidentale et répondit, après 1964, aux ouvertures du dirigeant de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro, pour un programme de transformations démocratiques et un progrès électoral, en contribuant à la formation du modèle communiste européen. La scission du parti grec donna au parti italien le choix de remettre en cause le soviétisme. Il le fit, en offrant, avec les partis roumain et yougoslave, aux dissidents grecs un soutien actif contre la direction de Koligiannis.

3.2.2.3.1. Le Parti communiste roumain

A la XII^{e} session plénière de la scission, les positions des trois accusés (Partsalidis, Zographos, Dimitriou), en critiquant les lignes théoriques et idéologiques qui se reflétaient dans les intentions d'organisation du parti pour la Grèce, étaient similaires aux conceptions de Ceausescu. De nombreux arguments de Ceausescu furent repris par Partsalidis dans son discours à l'assemblée générale des membres du parti communiste grec à Bucarest, le 10 mars 1968. L'identité des opinions et, ensuite, de la position politique aurait pu provoquer un commentaire sur l'entente préalable des deux parties, grecque et roumaine. De toute façon, le Comité central unitaire demanda une rencontre, le lundi 4 mars 1868, avec Ceausescu (la première, de près), pour une discussion sur les événements dans le parti grec – on le supposait –. La manifestation de préférence de l'association des réfugiés grecs (KEPPE), portant des accusations contre Koligiannis, précéda. Dans une nouvelle rencontre gréco-roumaine, du 21 au 27 avril 1968, après

invitation du comité central du Parti communiste roumain, une délégation constituée de Dimitris Despotidis et Nikos Solomos, membres du comité d'administration de la Gauche démocratique unifiée (EDA), rencontra Paul Niculescu-Mizil, membre du comité exécutif du présidium permanent et secrétaire du comité central du Parti communiste roumain, et Mihai Dalea, secrétaire du comité central du Parti communiste roumain. Ils discutèrent de sujets concernant la démocratie en Grèce, le régime militaire-fasciste, la solidarité du parti roumain. Un accord eut lieu sur la collaboration des deux partis dans l'avenir. L'échange de vues se déroula dans une atmosphère cordiale. En réalité, les deux délégués de l'EDA – cadres dirigeants du parti communiste grec –, en représentant les « unionistes », posèrent les problèmes de la scission du parti grec et reçurent des directives sur le mode de soutien roumain.

Avec un conflit continu au sein du mouvement communiste de Grèce, le parti roumain, en fournissant une aide dissimulée mais manifeste au deuxième parti grec fondé (Parti communiste de Grèce [intérieur]), se trouva, en 1969, confronté à deux défis internationaux, la conférence des partis communistes à Moscou, en juin 1969, et son propre congrès en août 1969. A la conférence de Moscou, les Roumains soutinrent l'opinion qu'il faudrait que soient invités les deux partis communistes rivaux des pays dans lesquels il arriva une évolution semblable. Un des cas qui était sous-entendu était celui grec. Au cours de l'avancée des travaux, ils n'osèrent pas insister sur leur proposition. Pendant la préparation, ensuite, du X^{e} congrès du parti roumain, il exista un blocage, lorsque furent adressées des invitations d'envoi de délégation à des partis communistes hostiles aux Soviétiques, qui constituèrent une offense pour le parti soviétique. Les Roumains, pour soutenir leur position neutre dans le conflit de l'Union soviétique et de la Chine, n'invitèrent pas les partis prochinois. Ils invitèrent seulement les deux partis israéliens (Maki et Rakah) et indiens, dont la scission n'était pas due à l'antagonisme sino-soviétique. Le défi était direct, puisque les Soviétiques avaient condamné les communistes de Maki en tant que « traîtres sionistes ». Face à l'invitation des deux partis israéliens, celui prosoviétique, Rakah, dénonça l'acte. Les Roumains retirèrent diplomatiquement les deux invitations, mais invitèrent les dirigeants de Maki « sioniste » à leur rendre visite ultérieurement à Bucarest. Le Parti communiste d'Inde prosoviétique sous la direction de Sadashi A. Dange envoya une excuse non convaincante sur sa non participation – sans dénoncer la participation de l'autre –, le Parti communiste d'Inde (marxiste), ancien prochinois et ensuite indépendant non-aligné, envoya son secrétaire général, Puchalapalli Sundarayya. Dans le cas grec, le Parti communiste de Grèce reconnu par les Soviétiques boycotta le congrès parce que fut invité le parti concurrent non pas comme représentation directe mais en tant qu'organisation de front (Gauche démocratique unifiée [EDA]). La direction de Koligiannis, dans une émission à la station de radio La Voix de la vérité, le 11 août 1969, fournit une information selon laquelle, par une lettre du 3 juin 1969, le Parti communiste roumain invita la délégation du Parti communiste de Grèce à suivre le X^{e} congrès du Parti communiste roumain, qui aurait lieu à Bucarest. Le comité central du

Parti communiste de Grèce, en dépit de difficultés créées dans les relations des deux partis sans que le parti communiste grec ne commette de faute, conduit par les principes « de l'internationalisme prolétarien » accepta l'invitation. Simultanément, il demanda à être informé si le groupe scissionniste de Partsalidis avait été invité. La réponse était affirmative et le parti communiste grec opposa que, par cette manœuvre, la participation du Parti communiste de Grèce était exclue. Le Parti communiste roumain ne répondit pas, signe qu'il insistait sur sa décision d'inviter le groupe de Partsalidis sous la forme d'une délégation de l'EDA – avec Brillakis en tête –. Les prosoviétiques de Koligiannis annulèrent l'acceptation de l'invitation. Les moyens d'information occidentaux se gaussèrent du fait que, finalement, au congrès, étaient présentes 70 délégations, en l'absence du parti communiste chinois, avec une délégation dévalorisée des Soviétiques, en l'absence du Parti communiste de Grèce – en raison de la présence des représentants de l'EDA – et du Parti communiste d'Inde, en l'absence des deux partis israéliens (le Maki envoya un message de salutations). La confusion roumaine, qui fut provoquée dans le front du « socialisme réellement existant », était réelle.

En avril 1970, Ceausescu reçut Drakopoulos, Brillakis et Nikos Karras en tant que membres d'une délégation de l'EDA – simultanément, dirigeants du Parti communiste de Grèce (intérieur) –. Dans un bref délai – à l'époque des pas roumains de rapprochement avec la Grèce –, les prétextes furent abandonnés. Le 9 novembre 1971, un comité constitué de Brillakis, Nikos Karras, Ilias Staveris (membres du bureau du comité central du Parti communiste de Grèce [intérieur]), Stavros Karras et Dimitris Chatzidimitris (membres du comité central du même parti) rencontra à Bucarest Ceausescu et Paul Niculescu-Mizil, Mihail Gere et Ghizela Vass. La Radio de Bucarest transmit que se confirmait la persévérance dans le développement des relations entre les deux partis sur la base des principes du « marxisme-léninisme », dans l'intérêt des deux nations, pour l'unité des partis communistes et ouvriers, pour l'affaire de la paix. La visite eut lieu après celle officielle du ministre des Affaires étrangères Corneliu Manescu, en juin 1971, en Grèce. En été 1972, la publication, dans la *Revue communiste*, du traité de Ceausescu sur l'évolution sociale et politique du monde comme point de référence du parti roumain et de l'Etat socialiste était indicative de l'orientation politique du Parti communiste de Grèce (intérieur).

3.2.2.3.2. Le parti yougoslave

Les partis communistes fédérés en Yougoslavie développaient leur propre opinion sur les évolutions dans le parti communiste grec. En avril 1968, à la Ligue des communistes de Macédoine, dans une discussion sur des questions courantes (était en suspens, à cette époque, la pensée de la Ligue des communistes de Yougoslavie de ne pas participer à la procédure de préparation de la rencontre des partis communistes et la Ligue des communistes de Macédoine aurait du former une opinion si elle soutenait la position de Belgrade), fut posé le sujet de la scission du parti grec. Les participants vérifièrent les

informations et firent des estimations. Des réserves furent exprimées, cependant dans un très bref délai – en deux mois –, comme nous le verrons, eurent lieu les ententes sur la collaboration, en matière d'histoire et dans le domaine des archives, avec Papapanagiotou et d'autres cadres du groupe de Partsalidis. Les discussions de la Ligue des communistes de Yougoslavie, et ensuite de la Ligue des communistes de Macédoine, avec les adversaires de la direction de Koligiannis, confidentielles, n'étaient pas chaque fois connues, pour la raison supplémentaire que la presse yougoslave montrait une attitude prudente envers la Grèce à la suite du coup d'Etat du 21 avril 1967. Cependant, l'organe du parti yougoslave *Comunist* choisit de discuter, en mai 1968, du délicat sujet de la scission du Parti communiste de Grèce. Dans cette revue, la position face à la scission du parti grec était contenue, par l'annonce de la nouvelle que les groupes de Koligiannis et de Partsalidis se sont heurtés. Le comportement des Yougoslaves émanait de leur position sur la non ingérence dans les affaires intérieures d'autres partis, mais aussi de la connaissance de la suspicion, qu'avaient les communistes grecs face au parti yougoslave au cours de la Seconde Guerre mondiale, après la guerre et ensuite dans la période où celui-ci se heurta au Kominform. De la façon de présenter les événements, était cependant révélée la préférence pour le groupe de Partsalidis. On mentionna le contenu d'une lettre des prisons d'Athènes, dans laquelle se trouvait l'observation que la direction du parti devait siéger à l'intérieur du pays et agir en alliance avec les éléments progressistes démocratiques antidictatoriaux contre la junte militaire. Il s'agissait d'une approbation, de la part du parti yougoslave, des positions des communistes emprisonnés, étant donné qu'il avait une thèse déjà exprimée sur ces deux points. Sur l'action sur place, il était rappelé que Tito était retourné de Moscou, dans les années 1930, pour assumer la direction du parti et pour conduire l'action qui le mena au pouvoir. Jusqu'alors, la direction du parti yougoslave « était confortablement installée » à Paris et à Vienne sans avoir de contact avec la situation dans le pays. Les Yougoslaves voulaient afficher leur expérience et avertir les dirigeants grecs qu'il n'existait pas de probabilité que des résultats importants découlent de leur séjour à l'étranger au lieu de leur retour en Grèce. Le deuxième commentaire, sur l'ampleur du front, était la position-clé dans les réflexions courantes des Yougoslaves, déposées dans les conférences communistes internationales, sur la participation de tous les éléments « progressistes » dans la lutte anti-impérialiste.

Le mode de collaboration du parti yougoslave avec les opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière était le soutien caché, avec des contacts officiels avec l'organisation de front (EDA). En février 1969, fut rendue publique la rencontre de Kardelj, à la tête de la délégation yougoslave au congrès du Parti communiste italien à Bologne, avec un représentant de l'EDA, en réalité du groupe de Partsalidis.

Les Yougoslaves soutinrent le Parti communiste de Grèce (intérieur) politiquement, en toutes occasions. Les rencontres des représentants des directions des deux partis étaient répétées (restaient en suspens, à chaque fois, des questions concernant la collaboration en matière d'archives à Skopje). La Ligue des communistes de Yougoslavie

invitait le Parti communiste de Grèce (intérieur) à tous les congrès et rencontres. Les opposants aux décisions de la XII[e] session plénière, avec la couverture de l'EDA, participèrent au IX[e] congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, en mars 1969. En mai 1974, au X[e] congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, sur le bilan de l'action, la référence aux relations avec le Parti communiste de Grèce (intérieur) était particulière. Le parti yougoslave n'avait pas la possibilité d'une aide économique, « en raison de la pauvreté ». Il trouvait, seulement, certaines occasions d'inviter les combattants grecs pour qu'ils se reposent dans les lieux de villégiature de l'Adriatique.

3.2.2.3.3. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) en Tchécoslovaquie

Le groupe de Partsalidis revendiqua les communautés des réfugiés politiques de Tchécoslovaquie avec fougue. En mars 1968, le comité de l'organisation du Parti communiste de Grèce en Tchécoslovaquie, par 35 votes contre 9, condamna les décisions de la XII[e] session plénière. A l'intérieur de l'organisation (d'un pôle important des réfugiés politiques grecs, qui représentait 15.000 personnes), des oppositions inconciliables se manifestèrent, qui s'empirèrent avec les événements de l'intervention en août 1968. En 1969, des Occidentaux s'autoproclamant défenseurs des opposants aux décisions de la XII[e] session plénière canalisèrent des informations selon lesquelles la direction de Koligiannis exerçait des discriminations et des persécutions contre les réfugiés politiques grecs qui ne se soumettaient pas. Le journal *Agonistis* [*Le combattant*], qui était publié depuis 20 ans, fut supprimé et remplacé par un autre orthodoxe. Des personnes furent licenciées de leurs postes, entre autres des enseignants qui travaillaient dans des écoles depuis 1949 et n'avaient désormais plus d'autre choix que la possibilité d'être employés dans les mêmes écoles en tant que concierges. L'organe du parti italien *L'Unità* mentionna que la direction de Koligiannis « souligna la justesse de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie tandis que les opposants des décisions de la XII[e] session plénière, en exil, dans la clandestinité ou en prison, prirent une position publique contre l'intervention ». L'organisation communiste grecque de Tchécoslovaquie, qui, conformément au journal italien, représentait 10.000 réfugiés, s'opposa à Koligiannis et soutint fortement l'avancée du régime de Dubcek vers la « démocratisation socialiste », ayant pour résultat, à la fin de 1969, la fermeture de ses bureaux par le régime de Husak. Par cet article, fut dénoncée « l'intervention barbare dans les affaires intérieures du parti grec », par des mesures qui avaient pour but d'« offrir une aide et un soutien au groupe de Koligiannis au cours de ses efforts désespérés d'imposer sa volonté au parti grec, se livrant à toutes les méthodes, même les plus inadmissibles et étrangères aux principes du marxisme-léninisme ».

Même deux années après la scission, étaient rappelées les mesures que prit le régime tchèque contre l'organisation des communistes grecs à Prague. Le Parti commu-

niste de Grèce (intérieur), en dépit de l'opposition des Tchèques, conserva certaines forces parmi les réfugiés. Le 10 et 11 juin 1972, eut lieu dans le pays la XIV[e] conférence de l'organisation du Parti communiste de Grèce (intérieur), à laquelle il fut dénoncé que le Parti communiste de Grèce avait fait des conférences fictives.

3.2.2.3.4. En République populaire démocratique de Corée

Les Nord-Coréens, en conflit avec tous, revendiquant leur indépendance des centres communistes, avaient choisi la tactique du renforcement des relations avec les objecteurs du bloc communiste et les tendances rénovatrices dans le communisme d'Europe occidentale. Ceausescu du parti roumain et S. Carrillo du parti espagnol visitèrent la Corée en 1971.

Le fait est remarquable qu'à ces mouvements, précéda, en donnant le début dans l'ouverture nord-coréenne, la réponse du parti grec microscopique – du Parti communiste de Grèce (intérieur) – à l'invitation du régime nord-coréen. Nikos Karras, Ilias Staveris et Dimitris Spathis composèrent la délégation qui visita la République populaire démocratique de Corée, le 25 août 1970. Les nouvelles se répandirent et le Parti communiste de Grèce expédia une lettre, signée de Koligiannis, informant que les visiteurs ne représentaient pas le Parti communiste de Grèce, mais qu'il s'agissait de deux membres radiés et d'un suspect (Spathis). De la capitale, Pyongyang, la délégation grecque se dirigea en train privé vers les frontières du pays avec la Chine, où résidait Kim Il-sung, Premier ministre de l'Etat et secrétaire général du parti du travail de Corée. Ils se rencontrèrent, eurent des discussions et retournèrent le soir suivant dans la capitale. La visite prit fin le 3 septembre 1970.

3.2.2.3.5. Le Parti communiste italien. Autres partis communistes des pays capitalistes de l'Ouest

Les cadres du Parti communiste de Grèce qui adhérèrent aux « unionistes » avaient précédemment des contacts avec le parti italien. Cela survint, un mois avant la scission du parti grec, que soit enregistré, à l'organe du parti italien *L'Unità* (il fut reproduit à l'organe du parti roumain *Scanteia*) un communiqué commun des partis communistes grec et italien contre la junte militaire, en faveur du combat contre la dictature, en faveur du rétablissement de la démocratie en Grèce. Après février 1968, les membres radiés, opposants à la direction de Koligiannis, informèrent, par lettres, le Parti communiste italien de la situation du Parti communiste de Grèce. En mars 1968, ils l'avertirent que le bureau du parti en Grèce, par décision unanime, considéra comme nulles et non avenues les décisions de la XII[e] session plénière. Dans ces conditions, la participation du Comité central unitaire du parti grec à la conférence de la Méditerranée était jugée indispensable. Ils demandèrent que soit envoyée à temps une invitation – par la procé-

dure de la correspondance protégée, par courrier (« ... de la même manière que nous vous envoyons notre lettre ») –.

En tant que mode de reconnaissance *de facto* du groupe de Partsalidis fut choisi le développement de relations avec les organisations de front qui le soutenaient. En juillet 1968, la rencontre du Parti communiste italien avec Brillakis fut qualifiée de contact avec un représentant de l'organisation de front PAM. Le journal *L'Unità* publia une déclaration de Brillakis du 3 août 1968 sur la position calomnieuse du bureau politique du Parti communiste de Grèce et de la station de radio La Voix de la vérité contre l'accord Brillakis-Papandréou et leurs organisations de front, PAM-PAK, en Italie.

Dans les événements de Tchécoslovaquie, en trois jours, fut publiée dans le journal *L'Unità* une communication de Partsalidis, en date du 24 août 1968, que le bureau de l'EDA à Rome – ayant à sa tête Brillakis – la promut. Partsalidis proclama « le plein soutien du Parti communiste de Grèce et des communistes grecs au peuple de la Tchécoslovaquie socialiste, aux communistes tchèques et à leurs dirigeants légaux ». La déclaration grecque était un coup d'avertissement italien. Il précéda la décision du Parti communiste italien, le 28 août 1968, après des consultations de deux jours, de condamnation de l'intervention. Les Italiens les utilisèrent. Ils les placèrent à l'avant-garde, pour faire passer leurs propres positions. Avec la crise de la Tchécoslovaquie, sur les dizaines de partis de gauche qui s'étaient opposés à l'intervention, seules les protestations de Partsalidis trouvèrent une issue dans les colonnes du journal *L'Unità*, parce qu'il représentait – on le supposait – l'opinion rénovatrice dans le mouvement communiste. Au sein de l'ampleur mondiale des mouvements géopolitiques des grandes puissances, la projection d'un petit parti communiste se trouvant dans la clandestinité, tout comme également d'une union de partisans de la gauche (EDA), et la mise en valeur de leurs positions pourrait être jugée pittoresque.

En automne 1968 et ultérieurement, dans des articles par excellence politiques dans le journal *Eleftheri Ellada* [*La Grèce libre*], était déclarée par le groupe opposé à la direction de Koligiannis sa reconnaissance par les organisations de masse des immigrés grecs et par des détenus politiques. La deuxième rencontre Brillakis-Papandréou fut rendue publique, le 3 septembre 1969, à Stockholm. En février 1969, le même parti participa, en tant que Gauche démocratique unifiée (EDA), au XII^{e} congrès du Parti communiste italien. La position d'Enrico Berlinguer, exprimée, au congrès, sur le droit d'autonomie dans les estimations sur la réalité de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, fut mise en avant dans les documents du groupe de Partsalidis. Le 10 mai 1969, le journal *L'Unità* mentionna que, en avril 1969, fut formé à Rome un nouveau corps dirigeant (création du Parti communiste de Grèce [intérieur]).

Le Parti communiste italien (tout comme également le Parti communiste roumain) ne rétablit pas de relations officielles avec les opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière, radiés du parti. La direction de Koligiannis, l'occasion lui étant donnée, se plaignit aux Bulgares de l'offre d'un plein soutien à la « fraction » par le comité central du Parti communiste italien, qui continuait de se mêler aux affaires intérieures du

Parti communiste de Grèce, et du fait que, en opposition avec les Roumains, il donnait une large publicité à cette position-là, en procurant, de façon similaire, une aide matérielle. En juillet 1969, Carlo Galluzzi, directeur de la section des relations internationales du Parti communiste italien, s'adressant à la II[e] Conférence de la Gauche démocratique unifiée (EDA) d'Europe occidentale, émit le vœu qu'elle puisse contribuer à l'unité de la gauche grecque, en entendant par là la prévalence du Parti communiste de Grèce (intérieur) sur le Parti communiste de Grèce. En janvier 1970, un véhément article de dénonciation, dans le journal *L'Unità*, contre la direction de Koligiannis était signé de Renato Sandri, membre du comité central du Parti communiste italien. Le 15 mars 1970, le Parti communiste de Grèce (intérieur), par un message sur le 70[ème] anniversaire de Luigi Longo, secrétaire général du Parti communiste italien, le remercia à l'occasion du soutien et de la position du Parti communiste italien face au problème de la crise du parti grec et de son aide dans son difficile combat, en déclarant sa certitude qu'à l'avenir, une aide encore plus grande suivrait et que les relations des deux partis seraient encore davantage renforcées. En avril 1970, Brillakis, Drakopoulos, Nikos Karras, en leur qualité de membres du comité exécutif de l'EDA, et Vangelis Pantelеskos, en tant que membre du comité d'administration de l'EDA, rencontrèrent les cadres dirigeants du parti italien Hugo Pecchioli, Carlo Galluzzi et Renato Sandri. La délégation de l'EDA manifesta sa conviction qu'elle interprétait les sentiments de toute la résistance grecque. En janvier 1971, le Parti communiste de Grèce (intérieur), dans un message pour le 50[ème] anniversaire du Parti communiste italien, exprima sa conviction que le parti italien contribuait au rétablissement d'une nouvelle unité dans le mouvement communiste international. Mikis Theodorakis envoya également un message de félicitations, avec une référence ambiguë à la valeur du « marxisme-léninisme », en déclarant que la position du parti italien contribuait à fortifier une nouvelle unité du mouvement communiste et ouvrier international. Au début de mars 1971, au cours de la préparation de la rencontre avec le Parti communiste italien, le Parti communiste de Grèce (intérieur) posa des questions politiques, dans lesquelles il clarifiait son cadre idéologique. Il détermina la place du groupe de Koligiannis, qui tentait de s'assurer l'exclusivité de la participation aux congrès internationaux. La rencontre des deux partis eut lieu le 7 mars 1971. Lors de ses travaux, il fut constaté que, puisqu'il y avait une réalité, celle de l'existence de deux partis communistes grecs, une tactique flexible était nécessaire. Les Italiens s'engagèrent à inviter aussi des représentants du Parti communiste de Grèce (intérieur) à toutes les manifestations qui auraient lieu sur le territoire italien. Ils promirent également une aide politique, spécialement un soutien dans les délibérations internationales (l'estimation du Parti communiste de Grèce [intérieur] était que les Italiens ne soutinrent pas avec détermination sa question lors des conférences de Paris et de Londres). Ils alloueraient une aide multiple (publication de textes et autres). Ils organiseraient, enfin, à l'Institut Gramsci un séminaire sur le caractère du régime grec, avec une participation grecque et internationale.

En janvier 1972, fut réalisée une conférence du Parti communiste italien sur la Communauté économique européenne (CEE), à laquelle participa comme orateur, de la part du Parti communiste de Grèce (intérieur), Brillakis. Dans la *Revue communiste*, fut publié le rapport d'Enrico Berlinguer (il avait été déposé pour discussion au journal *L'Unità*, en novembre 1971) pour la préparation du XIII[e] congrès du Parti communiste italien. Pour le XIII[e] congrès (du 13 au 17 mars 1972), fut souligné par le Parti communiste de Grèce (intérieur) le succès du recrutement massif (1,5 million de membres du parti).

Dans les coulisses, les hommes de l'appareil du Parti communiste de Grèce (intérieur) et les autres partisans travaillaient, intensivement et pudiquement, à la réussite des actions du parti. Les cadres de l'appareil du parti – Staveris, Drakopoulos, Nikos Karras et Vangelis Panteleskos, avec leurs conjointes – siégeaient à Rome (Brillakis restait davantage à Paris). Chaque couple recevait des Italiens un salaire mensuel approximativement de 1.000 drachmes, avec lequel il pouvait payer le loyer dans un appartement sobre et couvrir les besoins élémentaires d'une pauvre existence. Ils étaient encadrés par les journalistes A. Solaro, Tasos Trikkas, Mitsopoulos. Des organisations furent créées à Naples, Florence, Milan, avec de nombreux membres (notamment des étudiants) et des activités continues. Lorsque les cadres revinrent en Grèce, en 1974, les Italiens leur firent don d'une voiture, pour les déplacements à Athènes.

Le Parti communiste d'Espagne, en raison des conditions d'illégalité (régimes dictatoriaux en Espagne et en Grèce), ne développa pas avec le Parti communiste de Grèce (intérieur) de relations régulières. Au début de 1970, il eut une rencontre (en Italie) avec la Gauche démocratique unifiée (EDA). A celle-ci ont participé, du côté de l'EDA, Drakopoulos, N. Karras (membres du secrétariat du comité exécutif de l'EDA) et Panteleskos (membre du comité d'administration de l'EDA), ainsi que, du côté du parti espagnol, S. Carrillo (secrétaire général), Juan Diz, Aurelio Lopez, Mauricio Perez (membres du comité exécutif). En octobre 1972, pendant le VIII[e] congrès du parti espagnol, le Parti communiste de Grèce (intérieur) envoya un message de félicitations.

Le comportement négatif, auquel firent face les opposants aux décisions de la XII[e] session plénière lorsqu'ils s'adressèrent au Parti communiste français (PCF), bien que co-combattants dans l'action contre la dictature, fut influencé par les relations qu'avait celui-ci avec le Parti communiste de l'Union soviétique. En 1970, l'information (ou les vœux) procurée par le Parti communiste de Grèce (intérieur) à l'égard de ses membres était que des analyses avaient été faites par les membres du bureau politique et du comité central du parti français, dans des assemblées de cadres, sur la situation dans le Parti communiste de Grèce et que, dans les conférences internationales, le parti français soutenait la nécessité que soient reconnus les deux partis grecs. Le parti français avait aussi de bonnes relations avec les deux parties et les incitait à s'entendre. Les raisons de la scission étaient confuses. Elles concernaient plutôt la question des alliances. Un

groupe [Partsalidis] avait pris position en faveur d'alliances plus larges contre la dictature, l'autre avait une réflexion beaucoup plus étroite. L'organisation du parti sous la direction de Partsalidis condamna l'intervention en Tchécoslovaquie, comme d'ailleurs le parti français. Le parti français devait choisir l'une des deux formations grecques sur la base du principe de la préférence au parti qui avait « la ligne politique la plus juste ».

Les renseignements sur les interactions dans le parti français, qui étaient promues à l'égard des cadres du Parti communiste de Grèce (intérieur), ne correspondaient pas à la ligne officielle mais amplifiaient les conceptions des communistes français en marge du parti, qui dissimulaient une dévalorisation du rôle fondamental (social - de classe) du parti communiste face au devoir antidictatorial (à savoir, devoir démocratique). L'estimation des facteurs qui déterminaient « la ligne politique la plus juste », de même, renvoyait à des conceptions, qui étaient visibles dans le Parti communiste français comme modernisme – par rapport à des opinions plus anciennes – et conduisaient progressivement à des changements dans sa position politique.

Les communistes chypriotes maintenaient également des relations avec le Parti communiste de Grèce (intérieur). Des représentants du parti communiste chypriote (AKEL) rencontrèrent en Europe occidentale une délégation du Parti communiste de Grèce (intérieur), le 28 mai 1971. En répondant à l'appel à une aide économique, ils donnèrent symboliquement 300 livres. A toutes les demandes ou aux idées, la réponse était négative de manière discrète. Certaines idées étaient peut-être extrêmes en ce qui concernait les répercussions sur le parti chypriote (« que soient organisés des commandos de Chypre par des touristes, qui lanceraient des tracts, des proclamations, etc. »), parce que déjà on le culpabilisait (voir l'explosion à l'ambassade américaine) sans qu'il n'ait d'immixtion. Les Chypriotes avaient des relations avec le front PAM et les deux partis, publiaient des textes des deux, en enlevant les pointes contre le parti adverse. A Londres, les communistes chypriotes étaient tous des membres du parti anglais, donc ne pouvaient aider directement que par le biais du parti anglais.

Le Parti communiste de Grèce (intérieur) se trouvait en contact, en raison de la parenté idéologique, et échangeait des messages de soutien avec des milieux des partis communistes britannique, belge et néerlandais. Il avait des relations avec le parti communiste suédois. En 1969, furent sauvées les apparences, avec la participation non du Parti communiste de Grèce (intérieur) mais de la Gauche démocratique unifiée (EDA) au XXII^{e} congrès du parti suédois. Une communication existait avec le parti communiste australien.

3.2.2.3.6. Travail théorique et idéologique du Parti communiste de Grèce (intérieur)

En juillet 1969, le Parti communiste de Grèce (intérieur) commença à publier l'organe théorique *Revue communiste*. Il était imprimé en Allemagne de l'Ouest. La matière était davantage politique que scientifique. Dès le premier numéro, l'attaque contre la direction de Koligiannis était pointue. La décision de la session plénière extraordinaire du comité central du parti, en avril 1969 [l'entente qui aboutit à l'institutionnalisation du Parti communiste de Grèce (intérieur)], qui se tournait avec véhémence contre le « groupe de Koligiannis », fut enregistrée. « Pour desservir des préoccupations intéressées, il provoque l'ingérence dans les affaires intérieures du Parti communiste de Grèce de certains partis frères, tandis qu'il en dénigre et calomnie d'autres ». Les insultes contre le « groupe scissionniste de Koligiannis » étaient recouvertes de rancœur sur « la position de certains partis frères qui le soutiennent ». Les accusations contre la direction de Koligiannis pour son attitude marquée par des convoitises intéressées pourraient être qualifiées de grave crise, qui tendait à imputer aux opposants la qualité d'employé. Le commentaire sur l'ingérence dans les affaires intérieures du Parti communiste de Grèce de certains partis frères (on entendait le parti soviétique ou même bulgare) était inexact, dans le sens où, en réalité, tout le camp communiste s'était mis à pied d'œuvre. En ce qui concernait les calomnies, vaut la remarque selon laquelle la politique exige, très souvent, des capacités talentueuses. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) savait que les accusations du Parti communiste de Grèce contre les Roumains – il s'agissait d'eux – étaient vraies.

Après avoir précisé la question intérieure, le Parti communiste de Grèce (intérieur) s'avança dans la clarification de sa position idéologique sur le point vital, qui délimitait l'évolution des relations des partis communistes : « Le bureau du comité central du Parti communiste de Grèce [était entendu le bureau du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur)] n'était pas d'accord sur l'intervention militaire des 5 pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Il continue d'avoir le même avis aujourd'hui aussi ». La franchise, par laquelle fut posé par le Parti communiste de Grèce (intérieur) le problème, était liée aux évolutions communistes internationales. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) avait envoyé des lettres, à plusieurs reprises, au Parti communiste de l'Union soviétique, en demandant de participer en tant que « délégation du bureau du comité central du Parti communiste de Grèce » à la conférence communiste à Moscou, en juin 1969, qui demeurèrent sans réponse. De même, il avait distribué une lettre aux partis frères, sans atteindre de résultat recherché. Restait, comme vengeance, la critique contre la conférence. La première mise au courant était neutre, informative. En un mois, cependant, fut canalisée une observation commentée, selon laquelle 16 partis, dont 5 au pouvoir, étaient absents, marque de difficultés et d'absence d'unité. « Le discours de Koligiannis se distinguait par son vide et son manque de propos responsables... ». L'orateur n'hésita pas à caractériser d'anti-internationalistes et

d'antisoviétiques tous les partis qui avaient des opinions divergentes sur l'intervention en Tchécoslovaquie. En janvier 1970, le Parti communiste de Grèce (intérieur) revint sur la question de la représentation unilatérale du parti de Koligiannis à la conférence des partis communistes. Partsalidis, dans un article dans la *Revue communiste*, accusa Koligiannis que, en violant l'indépendance du Parti communiste de Grèce, il recherchait sans cesse l'ingérence du Parti communiste de l'Union soviétique. Cette position, dans l'article de Partsalidis, avait également une vive connotation idéologique, renvoyant, en ligne brisée, à l'essence du soviétisme.

En août 1970, dans un article contre l'aventurisme politique de la direction du Parti communiste de Grèce, le Parti communiste de Grèce (intérieur) couvrit à nouveau d'injures le groupe de Koligiannis. Il l'accusa de créer des organes-sceaux. « De la même manière, furent aussi annoncés la création d'une Jeunesse communiste de Grèce et les décisions de sa conférence ». Jusqu'en 1973, continuait la parution d'articles insultants contre le Parti communiste de Grèce. Par rapport à la conférence des partis communistes de l'Europe occidentale à Bruxelles, du 26 au 28 janvier 1974, une protestation s'exprima, le 22 janvier 1974, contre l'exclusion du Parti communiste de Grèce (intérieur).

Un cadre du Parti communiste de Grèce (intérieur) à Paris, Theodoros Pangalos, avait rédigé, pendant la période 1970-1971, une intervention écrite dans le domaine idéologique. Lui-même avait été inclus dans le comité rédactionnel de la *Revue communiste*.

En avril 1973, une brève étude, en italien, d'Antonio Solaro, de 160 pages, ayant pour titre *L'histoire du Parti communiste de Grèce*, fut diffusée. Le Parti communiste de Grèce (intérieur), gardant ses distances par rapport à une éventuelle accusation qu'il s'agissait d'histoire idéologisée, commenta que le travail, constituant un récit et non une histoire, présentait des lacunes (sans références bibliographiques et sans éléments ressemblants qui composent le profil d'un travail de recherche), se caractérisant par la pauvreté des sources, mais, malgré ces points vulnérables, était jugé important.

Les bilans des activités idéologiques, que pouvait comprendre un observateur, ne présentaient pas le noyau de l'effort, qui, pendant toute la période après février 1970, se développait silencieusement en Yougoslavie. L'information selon laquelle le 5ème volume des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*, sur la période 1940-1945, fut diffusé en juin 1973, ainsi que la promesse d'un nouveau volume avec les documents jusqu'en 1968, ne révélaient pas le travail d'archives et historique de l'appareil invisible (groupe de Papapanagiotou) qui agissait, protégé, à Skopje.

3.2.2.3.7. L'action contre la dictature en Grèce

Après la scission du Parti communiste de Grèce en 1968, les deux formations, à côté de la lutte pour s'affilier des membres du parti et des mouvements de tactique, continuèrent leur action contre la dictature en Grèce. Les forces du front PAM favorables au

Parti communiste de Grèce (intérieur) s'étaient entendues avec le front PAK d'A. Papandréou, mais n'étaient pas d'accord sur les conditions du retour à la démocratie. Les arrestations des cadres furent la conséquence fatale de l'action communiste. Il exista des pertes. En mai 1968, fut rendue publique l'arrestation de Georgios Tsarouchas, cadre du Parti communiste de Grèce, député de la Gauche démocratique unifiée (EDA), recherché par le service de sécurité nationale, sur l'autoroute de Thessalonique-Athènes. Pendant son transport à Thessalonique, il décéda. Selon l'information cédée aux Britanniques, le rapport médico-légal affirmait que le décès était du à une attaque cardiaque en raison d'une artériosclérose avancée. La coïncidence de l'arrestation et du décès éveillait une réaction immédiate de méfiance, toutefois le fait qu'il soit mort dans la voiture et non dans un poste de police rendait crédible le rapport des autorités. Les Britanniques ne se préoccupèrent pas au-delà de l'incident. Chaque classe sociale avait ses propres héros, avec les démarches de la partie bourgeoise démocratique se concentrant sur la défense des bourgeois éclairés arrêtés ; la classe ouvrière disposait de moyens limités, pour faire rappeler ses propres victimes.

Le Parti communiste de Grèce (intérieur) décida d'envoyer en Grèce ses cadres supérieurs. En juin 1969, fut communiquée la décision de ce parti sur la « création d'organisations indépendantes du Parti communiste de Grèce » et Partsalidis retourna clandestinement à Athènes. Il trouvait refuge dans l'appartement de l'organisation clandestine dans la rue Spetson. Le jeu dangereux pour Partsalidis, Drakopoulos et 30 autres cadres prit fin, le 18 octobre 1971, par leur arrestation. Une grande quantité d'explosifs, d'armes, de munition et de matériel typographique pour l'impression du journal *Rizospastis (Machitis)* [*Radical (Combattant)*] fut confisquée. C'était « le coup le plus vital contre les communistes pendant les dernières dix années ». En décembre 1972, L. Tzefronis, membre du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur), fut arrêté. Le procès de 17 membres du Parti communiste de Grèce (intérieur), y compris Partsalidis et Drakopoulos, par un tribunal politique, s'acheva le 29 janvier 1973. Partsalidis accepta l'accusation selon laquelle il utiliserait la violence, en précisant qu'elle se tournait contre une minorité qui, par des moyens violents, refusait au peuple le droit de libre expression. Drakopoulos, secrétaire général du Parti communiste de Grèce (intérieur), trouva l'occasion de proclamer les principaux points de la plate-forme de son parti. Son parti avait pris position en faveur de la monarchie constitutionnelle et agissait seulement contre la dictature, qu'il renverserait par une action commune des forces antidictatoriales y compris celle du roi. Après le rétablissement de la démocratie, il développerait une action politique au sein du système parlementaire. Le tribunal accorda du temps à Drakopoulos pour développer les opinions de son parti. Les peines infligées étaient relativement légères (12 années de réclusion), en comparaison de celles semblables, dans le passé, pour violation de la loi 509 qui aboutissaient à des exécutions. Les déclarations modérées des chefs du Parti communiste de Grèce (intérieur) paraissaient avoir été appréciées par la dictature – et par les forces qui l'encourageaient ou la supportaient – dûment.

L'opposition aiguë au sein du mouvement communiste grec faisait transparaître des hypothèses sur les arrestations des cadres en Grèce. A Athènes l'histoire circula – et fut reproduite par les Britanniques – selon laquelle Partsalidis avait été trahi aux autorités grecques par Koligiannis par le biais de ses agents locaux, scénario que Vyron Stamatopoulos, ministre auprès du Premier ministre, décrivit comme un cas qui ne pouvait pas être exclu. En outre, circulait la version que cette dénonciation constituait une vengeance pour l'arrestation, sur dénonciation du groupe de Partsalidis, de l'agent de Koligiannis, Grigoris Farakos (il avait été condamné, en mai 1969, à perpétuité pour des activités communistes).

Le Parti communiste de Grèce (intérieur) et ses partisans percevaient que leurs attaques politiques contre le système dans lequel était intégré le Parti communiste de Grèce [direction de Koligiannis] devaient, pour des raisons de tactique, se tourner seulement contre ceux qui avaient la même taille et que des normalisations étaient exigées face au grand frère – le parti soviétique –. Ils n'étaient pas adroits dans cette technique. Dans un cas, des commentaires contre les Soviétiques et le mouvement communiste international furent exprimées, en mai 1972, dans le journal clandestin *Rizospastis (Machitis)* [*Radical (Combattant)*]. I. Iliou, ancien membre du comité central du Parti communiste de Grèce (avant la scission), se justifiant devant l'ambassadeur soviétique à Athènes M. D. Levitskin, le 25 mai 1972, s'exprima par une vive critique et par un chapelet de dures injures contre la direction du Parti communiste de Grèce et contre la personne de Koligiannis, en soulignant qu'il était ami de l'Union soviétique et, en tant qu'ami, considérait de son devoir de déclarer directement ce qu'il croyait – il voulait dire, en dehors des procédures de sauvegarde des éléments liés à l'action du parti et en dehors du centralisme démocratique –. Il ajouta que la critique contre l'intervention en Tchécoslovaquie, qui avait été formulée par le Parti communiste de Grèce (intérieur), était la même que celle d'autres partis communistes, confirmant au fond la persévérance dans l'opposition à la politique soviétique. Leonidas Kyrkos intercéda de manière plus réussie, en déclarant à l'ambassadeur soviétique, dans une discussion le 5 juin 1972, que tous les communistes grecs étaient favorables à l'Union soviétique et que la rédaction des commentaires antisoviétiques provint d'un malentendu.

L'aspect de l'action antidictatoriale du Parti communiste de Grèce (intérieur) qui présentait un intérêt pour Papapanagiotou, au cours de son travail sur les archives à Skopje, était les déclarations de Drakopoulos, dans son apologie au procès en janvier 1973, sous-entendant la question macédonienne, selon laquelle le parti ne contestait pas les frontières grecques. Papapanagiotou, comme nous le verrons ci-dessous, régla avec les communistes slavomacédoniens son intégration personnelle, en février 1970, dans le potentiel scientifique de l'Institut d'histoire nationale, en connaissance du fait que la recherche de la Ligue des communistes de Macédoine devait promouvoir, par une justification historique (valorisation des archives du parti communiste grec), le thème de la reconnaissance des droits du peuple *macédonien*. Les évolutions en 1973 n'étaient pas

favorables, parce que, tandis que précédemment les membres du Parti communiste de Grèce (intérieur) s'équilibraient au milieu des visées yougoslaves et des réactions grecques, dans la phase du soulèvement de la question macédonienne – aux procès d'Athènes – ils furent appelés à de nouveaux exercices d'équilibre. Soit les Grecs les appelleraient traîtres nationaux soit les Yougoslaves les répudieraient en tant que traîtres de la vision nationale - de classe. Papapanagiotou choisit la tactique de s'incliner provisoirement devant les exigences informelles des maîtres de maison.

3.2.2.4. Le retour à la démocratie

Au changement dans le gouvernement grec, avec le retour à la légalité des partis après juillet 1974, le Parti communiste de Grèce (intérieur) revint à la manœuvre de faire route avec la Gauche démocratique unifiée (EDA) de l'après-dictature.

Dans la politique internationale, le bélier pour la reconnaissance du Parti communiste de Grèce (intérieur) avait été constitué par ses trois défenseurs de base, les partis roumain, yougoslave et italien.

A la rencontre des 28 partis communistes et ouvriers européens à Varsovie, en octobre 1974, Gian Carlo Pajetta du Parti communiste italien posa la question du mouvement communiste grec et de la particularité de celui-ci, avec l'existence de deux partis.

A la fin de 1974, le Parti communiste de Grèce (intérieur) se rendit à Belgrade. La rencontre avec la Ligue des communistes de Yougoslavie bénéficia d'un retentissement particulier dans les moyens d'information yougoslaves, en soulignant qu'elle était la plus importante depuis 1968. A l'occasion de la rencontre, le Parti communiste de Grèce (intérieur) mit en évidence les « nouvelles tendances » dans le mouvement ouvrier international, l'idée dépassée du monolithisme et du centre dirigeant unique du mouvement ouvrier international, la légalisation de la diversité des voies qui conduisaient au socialisme, la nécessité de nouvelles approches de la situation internationale et des réflexions marxistes -léninistes renouvelées, qui pourrait être satisfaite seulement par la pensée et l'action autonome de chaque parti communiste, en tant que condition fondamentale de son existence politique face à la classe ouvrière et à sa nation. Celle-ci était la seule référence à la catégorie de la nation. Des éléments sur l'orientation idéologique des communistes yougoslaves, qui, dans le système d'autogestion, s'efforçaient alors de tourner les cultures nationales des peuples et des ethnies de la Yougoslavie socialiste vers une voie progressiste, ne furent pas mentionnés ; ni bien sûr ne furent rendus publics les progrès du groupe de Papapanagiotou, dans la même avancée pour mettre en évidence l'élément national, à savoir dans le travail confidentiel d'archives et historique qui se développait à Skopje. Les Yougoslaves répondirent courtoisement par des manifestations de soutien. En vue de la conférence imminente des partis communistes de l'Europe (à Berlin, en 1976), de la planification de laquelle le Parti communiste de Grèce (intérieur) fut exclu, le délégué de la Ligue des communistes de Yougoslavie Alexandar Gerliskov, membre du secrétariat et du bureau exécutif, posa ouver-

tement la question, à la première conférence préparatoire de Varsovie, en formulant la demande de la constitution d'une délégation commune des communistes grecs constituée des représentants des deux partis communistes grecs. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) ne participa même pas à la deuxième conférence préparatoire de Budapest. Drakopoulos considéra la question comme une ingérence dans les affaires intérieures du mouvement communiste grec et son parti protesta vivement. En janvier 1976, lors du rapprochement du Parti communiste de Grèce avec la Ligue des communistes de Yougoslavie et du commentaire négatif correspondant du journal *I Avgi* [*L'aurore*], une réaction se manifesta de la part du Parti communiste de Grèce (intérieur) sous le prétexte de l'intervention du membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce, G. Farakos, vers les forces de l'opposition afin qu'elles prennent position contre les « révisionnistes » sur l'attitude de leur journal. L'attaque la plus vive de Stavros Karras contenait de graves offenses selon lesquelles le Parti communiste de Grèce était l'interprète local de la tendance à l'hégémonie, qui apparaissait dans le mouvement communiste international et avait conduit les Soviétiques à proclamer « en 1948... la direction du parti yougoslave comme une bande de traîtres et de meurtriers et en 1960 comme centre du révisionnisme international afin d'aider aussi les communistes yougoslaves à acquérir une direction du goût de certains autres ».

Les relations du Parti communiste de Grèce (intérieur) légal avec le parti roumain furent confirmées par la visite, du 17 au 24 décembre 1974, de la délégation du conseil central de l'organisation de la Jeunesse de Rigas Féréos à la Jeunesse communiste de Roumanie (UTC). Il s'ensuivit une visite du parti, du 18 au 24 septembre 1975, à Bucarest, de Drakopoulos, secrétaire du comité central, de Partsalidis, membre du comité central, et de Lefteris Voutsas, membre du comité central et éditeur du journal *I Avgi* [*L'aurore*]. Aux discussions, prit part, le 23 septembre 1975, Ceausescu. Gheorghe Panac, membre du bureau politique exécutif du comité central, Stefan Andre, membre suppléant du bureau politique exécutif du comité central, et Ghizela Vass, membre du comité central, participèrent à la rencontre de travail. Le développement d'une action commune au niveau national et international fut décidé ; un communiqué commun sur une coopération en Europe, une concrétisation des termes de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la résolution du problème de Chypre fut publié. L'attention se focalisa sur le dit « Parti communiste de Grèce (extérieur) » (de Charilaos Florakis), qui était reconnu par les Soviétiques, également sur Voutsas, qui n'obtint pas de visa des autorités soviétiques pour assister aux funérailles du correspondant du journal *I Avgi* [*L'aurore*] à Moscou, Georgoulas Beikos. Les relations des deux partis continuèrent, durant les années suivantes, à être infructueuses. Le parti roumain assistait de manière effective, en offrant au Parti communiste de Grèce (intérieur) une aide économique de forme multiple. En 1980, des commentaires les plus flatteurs furent formulés sur Ceausescu, à l'occasion de la publication en cinq tomes en grec de son œuvre.

Les mouvements de rébellion et les commentaires politiques caustiques n'étaient pas du goût des Soviétiques. En juin 1978, lors de la visite de la délégation parlementaire soviétique à Athènes, ne fut pas fixée sa rencontre avec le Parti communiste de Grèce (intérieur). Une réaction se manifesta, par le dépôt d'une protestation.

La mentalité politique du Parti communiste de Grèce (intérieur) fut caractérisée, dans le conflit avec le Parti communiste de Grèce prosoviétique, d'extrémités dans le comportement, de références méprisantes et dévalorisantes, d'absence de valeurs esthétiques dans le discours de ses intellectuels. Face aux réactions du Parti communiste de Grèce qui (paradoxalement – dirait-on –) apparaissaient habituellement plus raffinées, ayant tendance à se focaliser non sur des offenses verbales mais sur des arguments, le Parti communiste de Grèce (intérieur) jouait le premier rôle pour accroître la tension. Le litige idéologique se recouvrait d'une crise de communication. Les perdants étaient ceux qui étaient disposés – et avaient besoin – de dialogue. En tête du comportement déviant apparaissaient les dirigeants politiques et idéologiques de l'espace « rénovateur ». Ilias Iliou, par exemple, affichait un manque complet de respect à l'égard de son rival idéologique : « ... En ce qui concerne les partis communistes eux-mêmes, même ceux qui sont considérés comme durs et hyperorthodoxes, je crois que tout marche. Et ce qui ne marche pas, c'est la tête des dogmatiques du Parti communiste de Grèce ». Il l'appelait « Parti communiste de Grèce (extérieur) », même dans les organes de la Gauche démocratique unifiée (EDA). Dans une autre expression, il n'était pas sincère : « Les dogmatiques, par un prosoviétisme marqué par l'asservissement de leurs propres intérêts, essayent de représenter tout le mouvement rénovateur comme complètement antisoviétique ». En dehors de la grave accusation sur des calculs intéressés et de mentalité d'employés des cadres du « Parti communiste de Grèce (extérieur) », il passait sous silence une réalité qu'il connaissait bien, le fait que, à la scission du Parti communiste de Grèce, l'instigateur des « dogmatiques » était le parti soviétique.

La politique du Parti communiste de Grèce (intérieur), très rapidement, rencontra un nouvel obstacle, celui des tentatives de rapprochement de la part du parti social-démocrate PASOK. Il s'ensuivit un pillage du potentiel des cadres. « Tous partaient ». Des cadres supérieurs, étant attirés auparavant – même avec des désaccords périodiques – par la question de la rénovation du parti communiste, se différencièrent radicalement et se lièrent à la social-démocratie.

Dans le domaine de l'organisation, des volontaires, à la base du parti, luttaient sans aucun intérêt personnel. Les organisations clandestines sous la dictature évoluèrent en semi-clandestines. En 1976, les organisations de fonctionnaires – comme, par exemple, celles ayant pour membres des enseignants universitaires – restaient protégées. Leur identité était secrète, sans qu'elle soit communiquée à l'intérieur du parti aux autres membres, et encore moins aux partisans extérieurs, connue seulement des organes de la direction. Le travail idéologique était une partie de la vie du parti. L'étude se tournait

vers des travaux ayant des analyses « rénovatrices » du communisme. Dans les organismes de travail idéologique du parti, était recherché l'« approfondissement des aspects de base du marxisme créatif », en s'occupant, entre autres, de l'« histoire du mouvement communiste et ouvrier grec » et de la « confrontation au dogmatisme ».

Dans ce conglomérat d'obstacles politiques, de quêtes idéologiques et d'évolutions défavorables, Papapanagiotou luttait pour contribuer au progrès de la coopération en matière d'archives avec la Ligue des communistes de Macédoine, à Skopje. Il s'efforça de convaincre la direction de son parti de prendre des engagements sur des questions non de la situation immédiate mais de l'évolution future du parti (théorie et recherche). S'adressant à l'environnement problématique du parti, à Athènes, il savait qu'il n'existait pas de possibilités d'estimation directe de la question des archives du parti ni de disposition pour s'en occuper avec des perspectives à long terme. Il se trouva, pour ces raisons, obligé, comme nous le verrons, de procéder à des règlements individuels.

3.2.2.5. Bilan d'opinions idéologiques et d'estimations politiques. Antisoviétisme

La thèse idéologique du communisme rénovateur grec était objectivement antisoviétique. La position antisoviétique constitua, pour les membres de l'espace communiste rénovateur, un comportement culturel achevé.

La note qui avait été choisie était celle de l'opposition à de « nouveaux traités tels que celui de Yalta ». En faisant face à différentes situations de la même manière négative, les Américains et les Soviétiques étaient placés dans le même sac. Dans son allocution au I^{er} (IX^{e}) congrès du Parti communiste de Grèce (intérieur), le 6 juin 1976, I. Iliou était catégorique : « Avec les Roumains, avec les Yougoslaves, avec les Italiens nous déclarons notre refus de devenir le butin de n'importe quel partage... ». Lui-même, invité de Ceausescu à Bucarest, dans un discours, le 5 août 1976, sur les rapports gréco-turcs, garda à distances égales les Américains et les Soviétiques. Les auteurs de la position rénovatrice jugeaient que la théorie des deux pôles soulignait le besoin de constitution d'un « nouveau cadre de relations internationales » qui ne serait pas déterminé par le conflit des deux superpuissances et n'obéirait pas à la répartition en sphères d'influence de celles-ci. Ils invoquaient le « besoin que soit formé un nouvel ordre économique et politique international des choses ». Aux minces équilibres de la « Guerre froide », dans le cas de la Tchécoslovaquie les dirigeants de l'Ouest capitaliste ne réagirent pas, en mai '68 les Soviétiques de même. Il fallait donc que soit affiché en Grèce un réalisme et que soit prise en compte cette répartition en sphères d'influence ; qu'on ne répète pas l'erreur de la guerre civile, lorsque le parti communiste grec ignora la corrélation internationale et ne montra pas de réalisme.

L'opinion de l'espace rénovateur s'appuya sur sa version relative au passé du Parti communiste de Grèce. La narration du litige idéologique à l'intérieur du mouvement communiste fut dévalorisée dans la description d'un mouvement d'individus, se livrant à des actions qui avaient le caractère de tactique politique. L'image, non flatteuse, créée présentait la direction du Parti communiste de Grèce à l'étranger comme apeurée face au danger que les communistes acquièrent dans la Gauche démocratique unifiée (EDA) une telle force qu'ils deviennent autonomes (en particulier après 1958, lorsqu'on pensa transférer le centre essentiel de direction en Grèce et faire de l'EDA la structure exclusive de la gauche). Le centre à l'étranger perdrait sa raison d'être ; c'est pourquoi, par divers subterfuges, que soi-disant la conscience était corrodée, que le travail idéologique n'avait pas lieu et que des tendances antisoviétiques se développaient, il essayait de justifier la nécessité de son existence. Cependant ils ne pouvaient pas de loin avoir de contact avec les évolutions. Ces événements arrivaient à l'époque de la constitution à l'intérieur d'un noyau remarquable de cadres dirigeants ayant une expérience et une capacité théorique et idéologique, complétant celles des cadres à l'étranger, qui formait des « conceptions d'avant-garde sur le problème du parti et également sur les problèmes politiques et idéologiques ». Lors de la période de la légalité 1952-1967, ceux qui avaient l'expérience de l'échec de la guerre civile et suivirent la montée de la Gauche démocratique unifiée (EDA), se débarrassèrent de la conception de l'« assaut pour la conquête du pouvoir ». Au I^{er} et au II^{e} congrès de l'EDA, la voie démocratique vers le pouvoir, élément précurseur des opinions ultérieures sur le socialisme à travers la démocratie et la liberté, était clairement déterminée. Dans les années de l'EDA, la remise en cause est devenue un besoin impératif, parce qu'un parti de masse devait mûrir, sans qu'il reste, en tant que dénonciateur, en marge politique. Les besoins de la société grecque après la défaite de la guerre civile étaient la légalité et la démocratie. Le mandat populaire était que soient abandonnées les traditions de la politique révolutionnaire. Le pôle idéologique et politique conservateur du Parti communiste de Grèce était à l'étranger, celui progressiste à l'intérieur, au sein de l'EDA, en opposition avec les doctrines figées de Souslov de Moscou. Le mouvement populaire acquerrait l'avantage en adoptant la voie démocratique, mais la direction exilée du parti grec développait des conceptions sectaires et, luttant pour maintenir sa place de dirigeant, s'orienta vers l'adoption de changements, dans la version encore plus conservatrice, dans le Parti communiste de l'Union soviétique après Khrouchtchev, en appelant de réformisme et de révisionnisme la discussion sur la voie nationale vers le socialisme, sur la démocratie en tant que règle universelle, sur le rejet de la dictature du prolétariat. Les Soviétiques envisageaient avec inquiétude les évolutions en Grèce, pressaient le parti grec, et « face aux dispositions soviétiques, les nôtres, réfugiés en dehors du pays, cédaient, comme on le sait, sans difficultés ». Tandis que le risque de dictature était manifeste, la prétention de légaliser le Parti communiste de Grèce avait été posée sous la pression du parti lui-même, en facilitant ainsi le raisonnement sur le « danger communiste » et en entravant une large politique. Lors du retour à la démocratie en Grèce, le parti commu-

niste, pendant la période du gouvernement de droite, resta également dogmatique. A la discussion au parlement sur la Communauté économique européenne (CEE), le parti social-démocrate PASOK se retira, « ... et se retira également, en queue des évolutions, le Parti communiste de Grèce, parce qu'il ne pouvait pas y manquer, lui qui, avec tant de certitude dogmatique, dénonçait la "CEE des monopoles"... » et fut ainsi perdue l'occasion d'une discussion devant des millions de spectateurs.

Contre le brutal antisoviétisme, furent formulées des opinions antisoviétiques par des arguments et un langage plus équilibrés. Les stratégies et les choix internationaux du parti soviétique furent présentés comme politique de l'Etat de l'Union soviétique qui « ... vint en nette opposition avec les intérêts et les objectifs d'une série de partis communistes... » et promut une intervention dans certains partis pour conserver le contrôle même par la scission, ou exerça des pressions parallèles sur d'autres. Les décisions du Parti communiste de Grèce sur la reconstitution des organisations communistes (et du contrôle des forces du parti à l'intérieur du pays) coïncidèrent avec les reclassements au sommet du Parti communiste de l'Union soviétique, après l'éloignement de Khrouchtchev, mais aussi avec les difficultés accrues des Soviétiques sur le contrôle du mouvement communiste international. Le parti grec exclut, en 1965, toute tolérance de la gauche pour la solution d'un gouvernement de centre droite. Il exista des « orientations erronées » du Parti communiste de Grèce (intérieur), lorsque, après 1972, sur le plan de l'organisation prédomina une « intériorisation du parti », une concurrence entre les cadres dirigeants pour la nomination de la nouvelle direction, tandis qu'à la même période le parti paraissait s'orienter vers un compromis avec la junte militaire. La reconnaissance autocritique des fautes ci-dessus s'accompagna, dans la même tendance d'antisoviétisme raffiné, de l'acceptation du fait que, en effet, au nom de l'autonomie, le Parti communiste de Grèce (intérieur) glissa dans l'antisoviétisme, en se référant, à titre d'exemple, à Leonidas Kyrkos, qui se plaignait, en décembre 1972, que le prosoviétique extrême Koligiannis avait mené les rénovateurs, en raison de leur position indépendante envers le soviétisme, à une impasse. Après le retour à la démocratie, le Parti communiste de Grèce (intérieur) fut enregistré comme parti conciliant et, dans la confrontation avec le Parti communiste de Grèce, fut contraint à une défense constante et à une attitude de justification. Le problème était lié à l'impasse en Grèce du mouvement rénovateur. Il était le seul, qui ne prédomina pas, en corrélation des forces, contre la dépendance et le dogmatisme, en opposition avec des partis (d'Espagne, de Finlande, de Suède, du Vénézuela, d'Australie et d'autres) où le dogmatisme se limita ou fut entièrement isolé.

A Skopje, la position idéologique du Parti communiste de Grèce (intérieur) faisait l'éloge de Tito. L'absolutisme des formulations antisoviétiques et l'exagération verbale renvoyaient à des comportements du Parti communiste de Grèce (intérieur) qui se devaient d'être bien vus à l'égard des Yougoslaves. Les communistes slavomacédoniens avaient droit à une satisfaction qui proviendrait de la confirmation du profil de leur di-

rigeant, défenseur (et inspirateur) de la lutte pour justifier des visions nationales (question macédonienne), comme réponse réelle à la collaboration des deux parties. Dans la relation inégale des deux partis, le Parti communiste de Grèce (intérieur) étant subalterne et dépendant, le fait de se conformer à la norme yougoslave était volontaire mais aussi coercitif. Nous verrons, ensuite, que sur l'entente admirable est tombée, après 1981, l'ombre du gouvernement social-démocrate en Grèce et des querelles sur la question nationale.

4. Le règlement des archives (restantes) en possession du Parti communiste de Grèce

4.1. Le problème de la sauvegarde

La récapitulation des problèmes du Parti communiste de Grèce, que voyaient, après les événements de la scission, les observateurs extérieurs, par exemple les analystes britanniques du Foreign Office, montrait que le parti se trouvait en situation de dissolution. Sa politique en Grèce échoua. Koligiannis était en faveur de la résistance clandestine et contre la coopération avec les partis bourgeois, en accusant Partsalidis d'avoir fiat du parti une annexe de la bourgeoisie. Les racines se trouvaient dans de plus anciens événements, du fait que Koligiannis n'estima pas correctement la situation dans le pays avant le coup d'Etat du 21 avril 1967, de sorte que la saisie du matériel écrit et l'arrestation des dirigeants soient rendues chose aisée pour le régime. Après la lettre envoyée des prisons d'Egine, par laquelle les détenus prirent position en faveur des membres radiés, opposants aux décisions de la XII[e] session plénière, et la diffusion de la nouvelle par la presse grecque, notamment par le journal *Eleftheros Kosmos* [*Le monde libre*] de Savvas Konstantopoulos, l'estimation était que, par la « révolution » du 21 avril, le communisme reçut un coup dont il ne devait pas se relever. Il était logique, dans des circonstances d'incertitude quant à l'organisation, que la question du règlement des archives du parti soit reléguée par le parti communiste grec au second rang. Le problème de la sauvegarde de l'information était cependant actuel.

Règles de conspiration

L'analyse des nouvelles du Parti communiste de Grèce, qui étaient canalisées avec naïveté, conduisaient à la violation des règles de conspiration et à des autorévélations. Le fonctionnement des organisations clandestines du parti en Grèce exigeait des comportements de vigilance, au maximum de l'attention. Il existait la donnée du relâchement en raison de la scission, qui, dans le cas de G. Tsarouchas, secrétaire de l'organisation clandestine de Thessalonique, se révéla, conformément à l'estimation du parti communiste, catastrophique (le « Bureau de l'intérieur » l'obligea à se rendre précipitamment à Athènes, sans prendre de mesures de prévoyance, pour régler le problème de la scission, de sorte qu'il fut arrêté par le service de sécurité et qu'il y perdit la vie). La nouvelle apparemment la plus insignifiante passait par le microscope des services de l'Ouest capitaliste. En novembre 1968, l'ambassade française de Moscou jugea que le contenu de l'article de Koligiannis dans le journal du parti soviétique *Pravda* donnait des indications intéressantes sur l'action illégale du parti communiste en Grèce. L'ambassade française d'Athènes prévoyait, en 1970, dans les mesures prises par le Parti communiste de Grèce en vue de la

lutte contre la dictature, de sérieux problèmes de recrutement, en estimant qu'il ne constituait pas un danger pour le régime. En outre, l'efficacité des services grecs de sécurité, par des arrestations successives des cadres du parti, apaisait les missions françaises et britanniques d'Athènes. Le Foreign Office, à Londres, avait organisé un service composé d'analystes de la politique du Parti communiste de Grèce, durs anticommunistes, qui étudiaient des sources d'informations et tiraient des conclusions. Ils réunissaient des éléments sur tout. En avril 1971, furent mis en avant à Athènes les jugements de Mrs. Sheila J. Truesdale, de l'IRD [International Relations Dept.] du Foreign Office. Après analyse des documents de la XV^{e} session plénière et des émissions de la station de radio La Voix de la vérité, Truesdale aboutit à la conclusion que le Parti communiste de Grèce se trouvait en état de faiblesse. Par une nouvelle analyse, en juin 1971, elle attira l'attention des destinataires sur des éléments qui indiquaient la détermination d'une nouvelle tactique du Parti communiste de Grèce. Les mouvements hostiles n'échappèrent pas à l'attention du mouvement antidictatorial. Le 12 juin 1972, lors d'une discussion avec l'ambassadeur soviétique à Athènes M. D. Levitskin, Manolis Glezos fit remarquer que le conflit interne au parti facilitait les services secrets, pour tirer des conclusions sur la disposition du réseau clandestin. Le 28 février 1974, au cours d'une discussion à l'ambassade soviétique en Hongrie, Florakis mentionna que, sur les arrestations en Grèce, la direction du Parti communiste de Grèce avait pris en compte cette éventualité. Connaissant la probabilité d'arrestation, les groupes clandestins étaient arrivés en Grèce. L'appareil des organisations du parti restait intact, les deux imprimeries avaient été sauvées, en suspendant leurs activités pendant un laps de temps, parce qu'éventuellement le service de sécurité n'avait pas à dessein arrêté tous ceux qu'il connaissait, pour continuer les surveillances et pour localiser les traces des cadres restants. Il était difficile de dire quelles étaient les sources d'information des services secrets grecs, qui connaissaient la composition du bureau politique et du comité central du parti, ainsi que le lieu et le moment du déroulement du IX^{e} congrès, bien que des documents correspondants n'aient pas été envoyés de Budapest en Grèce ni que les personnes arrêtées ne sachent le lieu du déroulement du congrès.

Des faits ci-dessus, il s'ensuit que les archives du Parti communiste de Grèce avaient besoin de protection. Les Roumains étaient peu fiables. En 1968, ils étaient capables d'offrir aux opposants des décisions de la XII^{e} session plénière le reste des archives (celle-ci était, d'ailleurs, la pensée initiale de Papapanagiotou). Le dit problème fut la cause à l'égard de la direction de Koligiannis d'envisager le transfert des documents en Union soviétique. Intervint une période de gestation, pendant laquelle furent simultanément prises des mesures de sécurité du bâtiment à Sibiu. Les actions des membres radiés, opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière, furent en général surveillées ; furent spécialement suivis les mouvements près du bâtiment des archives par des hommes prêts à la défense en cas d'observation d'action suspecte. Très vite, il devint compréhensible que la position des Roumains était non irréversible. Ils n'étaient pas disposés à changer leur attitude, au contraire ils renforçaient ingénieusement les passions communistes internes. Les évolutions en Tchécoslovaquie présentaient une

accélération. L'atmosphère sentait la poudre. En collaboration avec le parti soviétique, fut prise la décision de transférer les documents à Ivanovo – ville située à 300 kilomètres au nord-est de Moscou –. Le 12 août 1968, fut communiquée au parti roumain la décision du parti ; une aide fut demandée pour la partie pratique de l'opération. Les dates proposées furent le 23 août 1968 pour le transfert des documents d'archives, par voie terrestre, de Sibiu à Bucarest et la prochaine, le 24 août 1968, pour le chargement en train, à destination, via Iassy, de l'Union soviétique. Si les Roumains avaient d'autres intentions, elles ne se manifestèrent pas. Le 21 août 1968, à la notification de l'intervention en Tchécoslovaquie, une panique prédomina. Toute action contre ceux protégés par le parti soviétique équivalait à un cas de guerre. Le 24 août 1968, Giannis Tsiaras, Giannis Katsaros et leurs proches parents supervisèrent le chargement d'environ 450 caisses dans un wagon.

A Ivanovo, les archives furent rangées dans le bâtiment des archives du parti soviétique, où elles occupèrent un des cinq étages. La période suivante, en dehors de son fonctionnement en tant que base des documents d'archives existants du parti, elles fonctionnèrent comme service du parti (Service d'archives générales du comité central du Parti communiste de Grèce), ayant la responsabilité de correspondre au domaine des questions internes qui concernaient l'octroi de l'information (principalement recherches de personnes) et la collecte de documents. Etaient également effectuées d'autres tâches, sujettes aux mesures de sauvegarde, rendues nécessaires par la situation de clandestinité jusqu'en 1974 en Grèce (réunion de documents confidentiels), sur lesquelles nous n'apprendrons peut-être jamais de détails.

A Budapest (nouveau siège de la direction du Parti communiste de Grèce, commença à zéro l'organisation de nouvelles sections et de nouvelles archives ainsi que la collecte d'imprimés. Les « unionistes » avaient retenu, en dehors des archives du comité central et des sections (de la partie historique et d'autres), jusqu'au dernier imprimé de la bibliothèque du parti à Mogosoaia. En août 1968, Panagiotis Yphantis envoya une lettre, de la part du bureau politique du comité central du Parti communiste de Grèce, aux Bulgares en demandant qu'une bibliographie marxiste disponible en langue bulgare soit octroyée, pour qu'ils créent une nouvelle bibliothèque, et en expliquant qu'ils ne pouvaient pas utiliser la leur parce qu'elle se trouvait aux mains de la « fraction ». Du contenu de la lettre, il était rendu perceptible que le parti continuait à considérer comme son patrimoine (et à les revendiquer) les matériaux d'information. A Sofia, le service compétent du parti bulgare proposa que la demande soit satisfaite.

En transférant certaines parties de l'appareil à Budapest, les risques de fuite d'informations confidentielles du parti furent limités. A Bucarest, restèrent seulement quelques missions du parti, qui travaillèrent, dans une extrême confidentialité, en promouvant les affaires du parti. Les thèmes d'organisation interne du parti, la direction de la masse des réfugiés politiques dans le pays, l'organisation de l'action contre la dictature en Grèce, constituaient les devoirs de l'appareil de Bucarest. Les relations avec le

parti roumain n'avaient pas l'élément d'une pleine entente, mais en surface étaient respectées les apparences.

4.2. D'Ivanovo à Athènes

Après 1974 – dans la période de la légalité –, la réaffirmation des compétences antérieures du service d'archives à Ivanovo rendit nécessaire une classification élémentaire de la matière d'archives. Le contact du service d'archives avec l'appareil du parti se faisait par le biais de l'organisation du parti de Moscou. Kostas Gatsos, membre du comité central, en avait la responsabilité. Des demandes de réfugiés étaient transmises à Ivanovo via Moscou, pour procurer des informations sur des parents disparus. La procédure bureaucratique – pour ainsi dire – prévoyait, pour les réponses aux demandes qui parvenaient aux archives, la production de deux copies des documents sortis, dont l'une était expédiée et l'autre était archivée. L'envoi de la correspondance (par courrier du parti) exigeait trois jours. La remise d'un accusé de réception de correspondance (en double) était indispensable. Les frais étaient à la charge de l'organisation - destinataire. L'expédition des affaires se faisait relativement rapidement (pas plus d'un mois), indice que les archives faisaient preuve de promptitude. Le service des archives recevait de nouveaux matériaux, qui étaient rassemblées parmi les réfugiés. De plus, il archivait le journal de l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*] (la publication légale d'Athènes, après 1974).

Le Parti communiste de Grèce savait que les « archives dérobées » aux mains des révisionnistes se trouvaient à Bucarest et, assez tôt, en dépit de la sauvegarde du travail du groupe de Papapanagiotou, apprit les transferts d'une masse limitée de documents à Skopje. On ne savait pas, dans le Parti communiste de Grèce, concrètement, quels documents avaient été transférés, puisque d'ailleurs il était inconnu, précédemment – jusqu'en 1968 –, quelles collections et documents existaient. C'est seulement par des suppositions, dans les discussions, que les cadres pouvaient dire que les informations qu'ils recherchaient, dans une circonstance donnée, se trouvaient parmi les documents des archives du Parti communiste de Grèce (intérieur). L'affaire des archives à Skopje avait une dimension – à cette époque – beaucoup plus sérieuse. Toute action des cadres grecs serait liée au différend communiste interne (opposition idéologique et politique de la Ligue des communistes de Yougoslavie avec le parti soviétique) et à la situation politique gréco-yougoslave (question macédonienne) et serait considéré comme un mouvement au détriment des Yougoslaves. Dans toutes les questions, était impliqué le Parti communiste de Grèce (intérieur) – otage, au fond –. Dans l'âpre concurrence avec le Parti communiste de Grèce (intérieur), le Parti communiste de Grèce trouvait une consolation auprès du parti bulgare. Sur les questions interétatiques et le problème national, il constatait que le parti adverse, volontairement ou non, se trouvait dangereusement mêlé aux partis adversaires. L'intention était le rétablissement des relations bilatérales avec la Ligue des communistes de Yougoslavie sans engagements, seulement

à un niveau de cessez-le-feu tacite. Cet objectif fut finalement atteint, en janvier 1976, après invitation officielle de la Ligue des communistes de Yougoslavie, en dépit des réactions et des interprétations pleines d'animosité du Parti communiste de Grèce (intérieur). Dans la même planification s'intégra le rapprochement avec le Parti communiste italien. Les Yougoslaves répondirent à l'invitation correspondante du comité central du Parti communiste de Grèce par une visite du 17 au 21 décembre 1979. Des déclarations, se référant à un échange de points de vue entre les deux partis, furent faites. Il ne fut pas écrit dans l'organe du parti grec *Rizospastis* [*Radical*] que la délégation yougoslave avait également rencontré le Parti communiste de Grèce (intérieur).

Les services secrets, organe de tout temps de l'Etat, continuaient leur travail ingrat. La vérité était qu'ils disposaient d'un professionnalisme irréprochable. Des amis et des concurrents devaient s'incliner devant eux, reconnaissant leurs succès, puisque l'obtention d'informations était parvenue au point d'être réalisée au sommet de la pyramide du parti. Le Parti communiste de Grèce, adversaire difficile, localisait des fuites et se défendait. Une prestation délibérée d'informations vers des directions choisies conduisait à des hypothèses – indémontrables – sur le rôle double de cadres.

La collaboration électorale, en 1989, détermina la position du Parti communiste de Grèce contre le Parti communiste de Grèce (intérieur) aux limites du pragmatisme. Dans le but de soutenir l'unité dans l'action – choix qui fut qualifié en tant que tactique en 1989 –, les différends furent repoussés ; la propriété des archives fut envisagée, si non comme un fait accompli, du moins comme étant une situation *de facto*. La question ne fut pas ouvertement posée. Elle fut seulement soulevée une fois, discrètement, par une allusion sur le retour des documents ; la réponse était par politesse négative et le sujet en resta là. La direction de Florakis négligea l'affaire des archives en faveur de la tactique. Une expression de l'action de promotion de la politique du Parti communiste de Grèce, qui resta lors des maniements ultérieurs, était le désir de Florakis de voir son dossier personnel, qui se trouvait à Athènes, aux Archives ASKI. Des membres du Parti communiste de Grèce menèrent des enquêtes auprès des Archives ASKI.

Les documents d'Ivanovo, comme nous en discuterons plus loin, furent rapatriées à Athènes, la question en suspens (les archives du parti coupées en deux, selon les parties du parti après la scission en 1968) restant insoluble. Le 4 mai 1998, Ch. Florakis, président honoraire du Parti communiste de Grèce, se trouvant à Skopje à la tête d'une délégation du parti pour rencontrer le président de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, Kiro Gligorov, fit face à des questions d'un diplomate grec, historien professionnel, sur l'inefficacité de la confidentialité des archives du Parti communiste de Grèce au moment où, comme il fut commenté, les historiens de Skopje avaient plein accès à la partie des archives à leur disposition et publiaient plusieurs volumes de documents. Le commentaire fonctionna sur Florakis comme un stimulus, pour qu'il mette sur le tapis, la fois suivante, lors des discussions avec Gligorov, la question des archives du parti trouvées à Skopje et pour qu'il demande un accès égal aux matériaux et la remise de copies. Gligorov fut immédiatement d'accord. Les membres de la délégation

grecque Ilias Legeris et Giorgos Petropoulos se rendirent au bâtiment des archives (à l'Institut d'Etat de la République de Macédoine, où, en discussion avec la sous-directrice, Violeta Gerasimova, ils posèrent les bases d'un accord sur l'envoi de copies aux archives du Parti communiste de Grèce à Athènes, dans la banlieue de Perissos.

5. L'autre moitié des archives : la Section historique et les archives du Parti communiste de Grèce (intérieur)

5.1. L'aventure à Skopje

Après la scission en février 1968, lors de la mise en action des cadres du Comité central unitaire en vue d'attirer des forces qui les soutiendraient, les communistes yougoslaves se trouvaient, comme nous l'avons mentionné, un des premiers choix, étant donné qu'ils partageaient des approches politiques communes et l'opposition au modèle soviétique de l'Etat et du parti. Zisis Zographos représenta les siens lors de la communication avec des cadres de la Ligue des communistes de Yougoslavie à Belgrade. En référence à la question des archives, qui en résulta un peu plus tard, les Yougoslaves renvoyèrent les Grecs à la Ligue des communistes de Macédoine.

Les ententes qui s'ensuivirent avec les communistes slavomacédoniens trouvèrent un terrain propice, étant donné l'élément favorable qu'en République socialiste de Macédoine vivaient, comme nous l'avons dit, des dizaines de milliers de réfugiés politiques (anciens partisans pendant l'occupation de la Grèce par les puissances de l'Axe et ensuite au cours de la guerre civile grecque, slavophones originaires de Grèce) et des centaines de Grecs. Un matériel imprimé, explicatif des événements de la XII^{e} session plénière du Parti communiste de Grèce et de la position des membres radiés, fut envoyé et le terrain pour des discussions bilatérales fut préparé. En mai 1968, le général Mihailo Apostolski, historien, directeur de l'Institut d'histoire nationale de la République socialiste de Macédoine, convia Thanasis Mitsopoulos à venir à Skopje. Au début de juin 1968 – quatre mois après la scission du parti grec –, fut remise l'invitation de l'institut au groupe des opposants à la direction de Koligiannis. Une délégation constituée de Mitsopoulos et de Papapanagiotou rendit visite, après un arrangement, de la part de l'institut, des questions relatives au voyage de Bucarest à Skopje.

5.1.1. Ligue des communistes de Macédoine et République socialiste de Macédoine

La Ligue des communistes de Macédoine, partie de la Ligue des communistes de Yougoslavie (provenant d'un changement de nom, en 1952, du Parti communiste de Macédoine) s'autodéterminait en tant qu'organisation pour laquelle une première référence fut faite dans la décision en 1934 de créer des partis communistes nationaux dans le cadre du Parti communiste de Yougoslavie.

L'action et les performances du parti, dans la période suivant la libération, sur le développement matériel du pays furent jugées comme positives, de même que les résul-

tats, ensuite, pendant la période de développement du mode socialiste de production dans les années 1950 et 1960. Restait le problème de l'essor inégal des Républiques socialistes de la Yougoslavie fédérale, avec la République socialiste de Macédoine placée en queue. A la une se trouvait également la question nationale. Au IV^{e} congrès de la Ligue des communistes de Macédoine, du 29 au 31 mars 1965, Crvenkovski mentionna, dans son rapport, que la Ligue des communistes de Yougoslavie et la Ligue des communistes de Macédoine se préoccupèrent en particulier des questions nationales. Certains s'empressèrent d'affirmer qu'il existait des problèmes nationaux en Yougoslavie, cependant il s'agissait de questions qui étaient naturelles d'apparaître au stade du développement du socialisme. Conformément aux conceptions de la Ligue des communistes de Macédoine, le nouveau patriotisme était lié à la tentative pour que les hommes vivent mieux dans chaque République de la Yougoslavie fédérale. La catégorie des intérêts nationaux était une catégorie historique ; son contenu était déterminé par le développement de la société et des nations. Les intérêts nationaux réels résultaient comme conséquence du travail de toute la nation et apparaissaient au niveau du progrès de la société, sans qu'ils constituent un obstacle au développement socialiste, bien au contraire ils constituaient une condition préalable importante. Les intérêts nationaux étaient garantis dans des conditions assurant un niveau accru de développement matériel – dans le cadre des rapports sociaux socialistes – de l'auto-administration et de l'union socialiste des Républiques de la Yougoslavie, dans un ensemble où les peuples avaient des droits et des obligations égaux.

Au niveau de l'organisation, le sujet de l'édification du parti avait, en dehors de l'aspect de classe (composition sociale du corps), en outre celui culturel (composition nationale). En 1948, au I^{er} congrès du Parti communiste de Macédoine, au comité central, sur 45 membres 21 étaient ouvriers, 2 agriculteurs, 20 intellectuels. Par référence à la composition nationale, sur 541 représentants 464 étaient des slavomacédoniens, 27 Albanais, 3 Juifs. Il n'existait pas de Grecs. En 1963, commença un effort pour réorganiser la Ligue des communistes de Macédoine. En repérant les points faibles, on concentra l'attention sur la composition de la population du parti, en recrutant des membres conformément à des caractéristiques déterminées (selon l'appartenance à une classe sociale, l'origine nationale, le sexe, l'âge, etc.). En juillet 1963, Krste Crvenkovski, personne relativement jeune (né en 1921), membre également de la direction de la République fédérale socialiste de Yougoslavie, fut élu chef du comité central du parti. Prédécesseur du poste était le collaborateur étroit de Tito, Lazar Kolisevski. Au V^{e} congrès de la Ligue des communistes de Macédoine, à Skopje, du 18 au 20 novembre 1968, le potentiel du parti dans les échelons de la direction fut renouvelé par de nouvelles personnes. Ont été réélus Crvenkovski en tant que chef du parti et Angel Cemerski en tant que deuxième dans la pyramide. Le nombre des membres du comité central baissa de 87 à 52 ; seuls 17 du comité central sortant furent réélus (cependant 28 en plus furent élus membres de la section permanente de l'assemblée de la Ligue des communistes de Macédoine – un de ceux-ci au comité de contrôle –). Par cette évolution, au total 42 membres de l'ancien

comité central furent exemptés des fonctions qu'ils exerçaient dans les organes supérieurs du parti. Aux postes suprêmes du parti, furent élus Kiro Gligorov, Azem Zulficari (précédemment membres du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie) et Dimce Belovski (jusqu'alors ministre suppléant des affaires extérieures) pour la représentation de la Ligue des communistes de Macédoine au présidium de la Ligue des communistes de Yougoslavie (deux en plus, Kolisevski et Slavko Milosavlevski, occupaient aussi précédemment cette charge). Au comité exécutif de la Ligue des communistes de Macédoine, furent réélus des membres sortants du comité exécutif du parti (Momcilo Mitrov, Dragoljub Stavrev, Stojan Stojcevski, Vanco Apostolski, Nikola Bosale et d'autres) et furent ajoutés de nouveaux (Blagoje Siljanovski, Usni Meti Krliu et d'autres). En mars 1969, le chef de la Ligue des communistes de Macédoine, Krste Crvenkovski, fut élu membre du bureau exécutif du parti yougoslave fédéral. A son poste au parti local furent élus en tant que chef (président du comité central) Angel Cemerski et deuxième dans la pyramide (secrétaire) Slavko Milosavlevski. Durant les années 1967-1969, dans les procédures du parti de la Ligue des communistes de Yougoslavie participaient régulièrement, en dehors de Gligorov et de Kolisevski, les cadres Slavko Milosavlevski et Krste Crvenkovski.

La République socialiste de Macédoine, d'une étendue de 25.713 kilomètres carrés et d'une population, en 1967, de 1.530.000 habitants, avait un passé surchargé de survivances anachroniques.

Les données du niveau d'avant-guerre correspondaient aux caractéristiques d'une région en retard. Selon les éléments du bureau fédéral des statistiques, le principal volume des emplois (75%) se trouvait dans les activités rurales du secteur primaire – agriculture, élevage –. Dans des enclaves dans l'extraction et dans le secteur secondaire (industrie alimentaire, élaboration du tabac et production de cigarettes, artisanat), une partie très minime de la population était employée, constituant une faible couche ouvrière sociale. En 1938-1939, les ouvriers industriels étaient en proportion d'à peine 7‰ de l'ensemble de la population économiquement active. La proportion d'entreprises sur la base de l'emploi de main-d'œuvre était de 20% avec un personnel de plus de 25 ouvriers. Parmi les adultes, 70% étaient illettrés (une faculté de philosophie avait été fondée, cependant, en 1920, à Skopje). La politique favorable à une Grande Serbie des milieux du pouvoir créait un sentiment d'oppression qui intensifiait le regroupement de la population locale sur la base des caractéristiques nationales (langue, coutumes).

Lors de la Seconde Guerre mondiale, après l'imposition de l'occupation fasciste dans la région le 17 avril 1941, fut proclamé, le 11 octobre 1941, le début de la résistance nationale armée, qui prit fin avec la libération, en novembre 1944, et la création en novembre 1945 de la République populaire de Macédoine, membre de la République fédérale populaire de Yougoslavie. Le 7 avril 1963, par l'adoption de la nouvelle constitution, l'appellation changea et fut proclamée la République socialiste de Macé-

doine, membre de la République fédérale socialiste de Yougoslavie. Le pouvoir socialiste procéda à des changements radicaux dans l'économie et dans la société. Les grandes propriétés foncières furent partagées parmi 18.000 familles sans terre ; l'extraction, le secteur secondaire et tertiaire de l'économie (industrie, commerce, transports, infrastructures, crédit), furent nationalisés. Restèrent dans le secteur privé des propriétés rurales d'étendue jusqu'à 10 hectares, avec des restrictions législatives quant à l'utilisation de la main d'œuvre. En vingt ans, la plus grande partie du produit social fut transférée au secteur socialiste. Dans la production agricole, le secteur coopératif, exploitant 25% de l'ensemble des terrains cultivés, réalisa des avancées (mécanisation, défrichages, travaux d'aménagement foncier) en comparaison des ménages privés. L'industrie, intégrée à la planification centrale de l'Etat yougoslave, conquit 30% de la production totale de la République socialiste de Macédoine, en proportion de 10% due au développement de branches lourdes (extraction, métallurgie, fabrication de machines, industrie chimique) et de 20% due à l'industrie légère d'élaboration de produits du secteur primaire de l'économie (coton, plantes industrielles, autres cultures, bois, laine, soie, peaux). Dans les années 1960, le pouvoir central offrit la voie à la production de biens de consommation. Il donna également l'occasion à la région de profiter du financement d'une réserve spéciale d'investissement qui était canalisé vers le Sud pour refermer l'écart de la différence du Nord développé (Croatie, Slovénie). L'infrastructure fut revalorisée, par un réseau de transports et de communications, la radio (avec pour station principale Radio Skopje), la télévision. Les villes furent reconstruites ; l'ancien aspect de sous-développement changea dans les villages. Dans tous les secteurs, fut enregistrée une hausse constante de la productivité du travail. A la fin des années 1960, un ralentissement des rythmes de croissance économique fut noté, avec des difficultés qui se répercutèrent sur le secteur de l'emploi. L'apparition du chômage tourna les jeunes, dans une large mesure, vers l'immigration.

Les biens populaires devinrent propriété de la grande masse de la population. Dans le domaine de la santé, furent créés des dizaines d'hôpitaux et de cliniques, ayant de grandes capacités en lits, et un large réseau de cabinets médicaux, suffisamment équipés. Dans le domaine de l'éducation, en vingt ans, l'analphabétisme descendit au niveau d'un sur cinq habitants, limité à une partie de la population adulte. L'éducation élémentaire et secondaire fut développée. Après 1946, fonctionna à nouveau la faculté de philosophie de Skopje et, en avril 1949, fut fondée l'université de Skopje, avec des facultés de médecine, de sciences techniques et d'autres, qui arriva, en 1967, à disposer d'un potentiel de 493 enseignants pour 7.266 étudiants. En 1967, fut fondée l'Académie des Sciences et des Arts. La presse périodique, la publication de livres, la musique, les arts, les sports, correspondaient à des secteurs de la vie sociale qui connurent un épanouissement.

Les points positifs du régime, à cette époque, n'étaient pas du tout insignifiants. Il reste à voir ceux qui étaient problématiques.

5.1.2. Accord de coopération entre la Ligue des communistes de Macédoine et les membres radiés du Parti communiste de Grèce

Skopje, capitale de la République socialiste de Macédoine, petite ville (228.000 habitants, en 1967) sur les rives du Vardar [Axios], à 105 kilomètres au nord des frontières grecques, se trouvait dans une période de reconstruction, pour se remettre du séisme catastrophique de 1963. Les visiteurs grecs, Mitsopoulos et Papapanagiotou, trouvèrent l'Institut d'histoire nationale sans-abri, après que son propre bâtiment fut rendu inutile, comme il arriva avec la quasi-totalité des bâtiments de la ville. Les matériaux des archives étaient épars – entassés dans des dépôts – et le personnel essayait de maintenir en fonctionnement l'institution, dans des baraquements, jusqu'à l'achèvement des nouvelles installations, prévues en 1968.

Imitant la tactique des Roumains, le parti communiste yougoslave et sa partie locale en République socialiste de Macédoine (Ligue des communistes de Macédoine) restait, comme nous l'avons dit, formellement indifférent face au conflit au sein du Parti communiste de Grèce, d'un parti frère, en organisant invisiblement le soutien aux opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière. Dans ce cadre, le contact de la délégation grecque était couvert par une institution scientifique, non politique. D'autre part, l'accueil se fit avec un soin particulier. Les discussions se déroulèrent initialement avec le général Apostolski, qui se montra fervent partisan d'une coopération scientifique avec le groupe de Partsalidis. Il fut convenu que Todor Simovski, en tant que représentant de l'Institut, rende immédiatement visite à Bucarest, pour continuer les discussions.

La délégation grecque s'assura, du comportement des cadres, que la direction du parti local n'avait pas d'objection à les rencontrer de manière informelle et soumit une demande de visite en dehors du protocole. Au siège de la Ligue des communistes de Macédoine, Zivko Cingo, cadre dirigeant ayant compétence en matière de la question nationale, les accueillit, de la part du comité central.

La spécialité de l'interlocuteur sous-entendait déjà clairement aux visiteurs l'ampleur des intérêts des slavomacédoniens. En effet, en dépit des délicatesses diplomatiques, le côté slavomacédonien prit soin de rendre clair aux visiteurs que le soutien sans réserve à l'égard de l'aile « progressiste » – comme ils l'ont appelée – du parti grec avait pour pré-requis la précision de la position des opposants à la direction de Koligiannis sur la question nationale, en d'autres termes l'identification des positions des deux parties sur la question macédonienne (et bien sûr à la question de l'intégration des slavomacédoniens à la nationalité bulgare ou macédonienne). Ils exigeaient, donc, une ingérence dans le conflit de la Yougoslavie avec la Bulgarie et la Grèce.

Dès le premier instant, nous constatons, l'implication du groupe de Partsalidis dans le jeu des Yougoslaves avec les autres puissances balkaniques et avec les Soviétiques (il s'agissait de cela) promettait des difficultés et exigeait des manœuvres.

Bien que les opposants à la direction de Koligiannis soient appelés, tôt ou tard, à prendre position, la question pouvait à court terme avoir pour issue la projection des idéaux et des combats communs, démocratiques et de classe, en éludant pour le moment la question nationale brûlante. Les slavomacédoniens seraient satisfaits de cette action et de cette conduite du groupe de Partsalidis. Favorable à cette pensée était le fait que les réfugiés provenant de Grèce maintenaient les mémoires de la lutte contre l'intervention étrangère en Grèce et n'étaient pas du tout indifférents aux événements qui se déroulaient dans leur pays natal, notamment pendant les années après l'imposition de la dictature militaire, donc ils coopéreraient énergiquement.

Une autre question qui exigeait une attitude prudente était la discrétion due face à l'autorité slavomacédonienne, dans le cas où certains cadres du groupe de Partsalidis s'y installeraient, dans leurs relations avec le monde autour d'eux. La société locale, peu d'années après l'établissement du pouvoir socialiste, se trouvait en voie de reconversion. L'assimilation des éléments nationaux hétéroclites, qui avaient afflué et s'y étaient mêlés pendant les perturbations dans la région, ne devait pas être compromise. Une tentative fortuite d'associer ces couches dans le but de créer un fondement pour desservir la lutte des classes – on ne parlait pas d'autre type de solidarité (culturelle, nationale) – mettrait en surface les vécus négatifs de la responsabilité de l'Etat grec sur les dissensions nationales du passé récent. Les conséquences qu'aurait l'action de ses membres dans les lignes des réfugiés politiques slavomacédoniens de la Macédoine grecque inquiétaient davantage le groupe de Partsalidis. Il existait le problème de la querelle parmi les slavomacédoniens sur la position de chacun à la fin de l'occupation fasciste en Grèce et au cours de la guerre civile grecque, également des estimations différentes sur la position du parti communiste grec face au front slavomacédonien de libération nationale (NOF) et à la question macédonienne. En outre, était réelle la question des relations entre le groupe de Partsalidis et la Ligue des communistes de Yougoslavie – anciens membres et cadres du Parti communiste de Grèce étaient maintenant intégrés à la Ligue des communistes de Macédoine –. Les anciens liens du parti auraient pu conduire à un renouvellement des anciens engagements du parti et saper le rôle dirigeant de la Ligue des communistes de Macédoine. Il s'ensuivait de ces éléments que les communistes grecs devaient reconnaître la primauté du pouvoir local, son droit de prévoir et de guider lui-même la marche de n'importe quels combats. Ils devaient, donc, également accepter ce pouvoir au-dessus d'eux.

Nous revenons sur la question du régime qui devait régir les relations des partis communistes malchanceux, illégaux dans leurs pays et assujettis à un bannissement obligatoire, et des Etats les accueillant. L'action d'un organisme étranger à l'intérieur d'un pays, d'un côté pour l'Etat et de l'autre pour le parti communiste local, était en effet un problème. Dans les pays du système capitaliste, l'action d'un parti communiste étranger aurait été considérée comme une propagande étrangère contraire aux droits souverains de l'Etat, tandis que, face au parti communiste local, aurait été créée une question de principe sur la direction de la classe ouvrière locale et des fronts de luttes,

qui devaient ne pas être doubles, partagés en deux appareils différents et desservant deux lignes différentes d'idéologie et d'action. La solution choisie pour les étrangers était de devenir des membres du parti communiste local et de se disperser dans les organisations de base de celui-ci. C'était seulement dans des cas exceptionnels d'irrégularité (violation de la démocratie bourgeoise), telle que la déviation dictatoriale de 1967 en Grèce, qu'était justifiée la tolérance du parti local, ainsi que de l'Etat du pays-hôte, pour constituer et activer des organisations séparées du parti étranger. Dans les démocraties populaires, le problème avec l'Etat, même si de contexte différent – soutien et non érosion du régime social que celui-ci garantissait –, était semblable en ce qui concernait l'exercice de sa souveraineté. De même, pour le fonctionnement du Parti communiste de Grèce, existait-il une hiérarchie (comité central et bureau politique) et un appareil (cadres professionnels, sections de travail, comités), ayant leur siège à Bucarest, cependant la directive sur la forme d'organisation se référait à une intégration des réfugiés politiques en tant que membres dans les organisations de chaque parti local. On avait à l'esprit l'argument, en dehors de la finalité d'accomplir les tâches de l'organisation à un niveau local, que le parti frère, de par sa composition (autochtones) mais aussi de par sa place en tant que détenteur du pouvoir de l'Etat, connaissait – donc décidait mieux – les problèmes de l'édification socialiste. Pour les sujets de contenu grec, la solution était de diffuser l'information aux communistes grecs par le biais de groupes nationaux. Par cette disposition, le parti grec à l'étranger disposait d'une structure seulement au sommet, privé de base, et se limitait à des fonctionnements disséminés comme par exemple le développement de l'action idéologique sur place. La règle avait, dans les démocraties populaires, par pays ou ville, ses exceptions, en raison de ses spécificités, comprenant la création occasionnelle d'organisations du parti grecques. Après 1967, fut créé à l'étranger, dans les pays communistes et dans l'Ouest capitaliste, un appareil pour développer l'action communiste en Grèce, lié au réseau clandestin à l'intérieur du pays.

Par toutes ces spécificités – les restrictions, le poids des situations du passé –, les opposants à la direction de Koligiannis recherchaient à Skopje à conclure une alliance, qui, dès le début, remettait en doute l'égalité des parties signataires.

La délégation grecque, dans les rencontres avec les slavomacédoniens provenant de Grèce, constata qu'il existait, parmi les interlocuteurs, un niveau d'information, du moins à un degré élémentaire, sur les évolutions dans le Parti communiste de Grèce. Elle compléta l'information par des éléments détaillés et jugea que la plupart d'entre eux envisageaient positivement l'action du groupe de Partsalidis pour renverser les décisions de la XII^{e} session plénière. La corrélation qui fut constatée dans le corps des slavomacédoniens – de nombreux communistes étaient d'accord, mais pas tous – montre, parallèlement, la portée limitée de l'innovation yougoslave dans le conflit avec le centre communiste, l'Union soviétique. Il n'était pas possible que les conceptions des vétérans slavomacédoniens (parmi lesquels, des membres du parti, des partisans de la lutte antifasciste, des invalides, des parents de combattants morts) sur le cadre de

l'idéologie – et sur le regroupement international –, qui dominait dans le passé, changent d'un coup, par des décisions du parti. Ni, semble-t-il, tous ne désavouaient le général (l'élément de classe) sous la considération d'éléments plus spéciaux, comme celui national. C'est notre hypothèse, fondée sur des observations empiriques plus générales, selon laquelle, en Macédoine yougoslave, les réformes, dans un revirement décisif face au principal courant dans l'enseignement marxiste et léniniste, engendraient un scepticisme dans une partie des intéressés.

Lorsqu'elle retourna à Bucarest, la délégation informa, le 15 juin 1968, la direction de Partsalidis sur les résultats. Un rapport, signé par les deux cadres, Papapanagiotou et Mitsopoulos, fut rédigé pour enregistrer les éléments et pour servir de base à la thématique de la prochaine discussion. Parmi les principaux points était le commentaire que soit officialisée la coopération scientifique avec l'Institut d'histoire nationale et que la première visite trouve une suite en programmant la seconde pour l'automne 1968 – on s'attendait alors au déménagement de l'institut, à Skopje, des baraquements aux installations rénovées –. Pouvaient, alors, être entreprises des enquêtes historiques sur le mouvement populaire et de classe, se spécialisant sur l'espace de la Yougoslavie et de la Grèce, en coopération avec des historiens slavomacédoniens de Skopje originaires de Grèce, comme Simovski, et avec d'autres de Belgrade. A un stade ultérieur, la reconnaissance *de facto* du parti des opposants à la direction de Koligiannis serait revalorisée en de jure.

Dans le texte du rapport – d'une certaine manière, projet de décision à adopter par la direction –, est reproduit un type de pensée et d'écriture, dont le lecteur reconnaît, derrière les mots, seulement Papapanagiotou – et non Mitsopoulos –, ses opinions, sa tactique.

Pour les intéressés, le résultat qui était issu du premier contact d'investigation du groupe de Partsalidis avec les slavomacédoniens de Skopje était que celui-ci avait un caractère fortement politique. Le principal objectif était de rétablir des relations officielles, qui étaient recherchées par le biais de la coopération scientifique.

En ce qui concernait les archives du parti, aucune mention particulière n'avait alors été faite. Cette question a été jugée de moindre importance. Elle fut mise cependant sur le tapis dans un bref délai – en moins de deux mois –. Le 8 août 1968, des sirènes d'alerte retentirent dans l'Ouest capitaliste. Les Soviétiques, à Prague, montraient leurs dents.

5.1.3. Après Prague ? Bucarest ?

Les opposants à la direction de Koligiannis poursuivirent les contacts et l'échange de visites avec les Yougoslaves. Simovski était mandaté pour discuter avec le bureau politique (groupe des opposants à la direction de Koligiannis) des questions du plan des entretiens qu'avait initialement proposées Papapanagiotou. D'autres slavomacédoniens furent également mêlés aux négociations à Bucarest. Du côté grec, Papapanagiotou en

avait au fond la responsabilité. A l'échelle d'un petit organisme comme celui du groupe de Partsalidis, non prêt pour des ententes internationales, la procédure qui avait été adoptée était la présentation des estimations de Papapanagiotou à la direction et leur élaboration dans le but de parvenir à une décision politique.

Les évolutions en Tchécoslovaquie, en août 1968, provoquèrent un effet latéral, celui d'envisager à la hâte le transfert des archives du parti à Skopje.

La décision sur le déménagement des archives fut précipitamment prise. Si la perspective de la coopération scientifique avec les slavomacédoniens revêtait, potentiellement, l'aspect de la valorisation des archives grecques, une éventuelle intervention des troupes, après la Tchécoslovaquie, en Roumanie aussi, ainsi qu'un renversement de la direction du parti roumain, exigeait des décisions immédiates, puisque, dans ce cas, la conséquence fatale serait la répétition de l'assaut de mars 1968 à Sibiu à l'envers, en détachant les documents des opposants aux décisions de la XII^{e} session plénière et en les restituant au bénéficiaire, celui qu'ils reconnaissaient en tant que détenteur du sceau.

Lors de la visite de Risto Kirjazovski à Bucarest, en septembre 1968, dans les discussions sur les évolutions internationales, sur l'invasion en Tchécoslovaquie et sur les probabilités d'une riposte soviétique aux violations roumaines de l'entente communiste, l'invité se proposa d'intercéder auprès du parti et auprès du gouvernement slavomacédoniens pour transférer à la hâte les archives à l'institut à Skopje. Nous pouvons supposer avec certitude qu'il n'assumait pas la responsabilité de soumettre aux Grecs une proposition infondée mais concrétisait des planifications, qui furent d'avance élaborées à Skopje, en vue d'un accès aux archives grecques.

La remise des archives à un parti frère pour qu'il les garde, comme nous l'avons dit, n'était pas un phénomène étranger à la tactique et la culture des partis communistes. Le Parti communiste de Grèce en fit de même avec les Soviétiques, toute comme les autres partis qui agissaient dans un état de clandestinité. Le sort en fut jeté ; les prochaines planifications concernaient des mesures d'organisation pour expédier les affaires qui avaient trait à la valorisation du matériau. A Skopje, il fallait qu'ils dressent le budget de financement du travail de classification des archives et qu'ils règlent les questions d'infrastructure humaine et matérielle liées aux tâches de l'enregistrement et de la réhabilitation technique des documents, de leur reproduction et conservation, afin que les études qui s'appuieraient sur cette source historique s'ensuivent dans une deuxième étape – c'est alors qu'une nouvelle planification d'état-major serait nécessaire pour répartir le potentiel du personnel des chercheurs –. A Bucarest, il fallait qu'ils calculent les possibilités pratiques. Les matériaux de l'ancienne section historique du comité central du Parti communiste de Grèce, qui se trouvaient – entre les mains de Papapanagiotou – dans la banlieue de Mogosoaia, étaient prêts au transfert. Il s'agissait de la collection de documents, d'anciens journaux et revues et de livres de la bibliothèque du Comité d'instruction (« éclaircissement ») et des sous-comités du parti dépendant de ce dernier – du Comité d'histoire, du Service de la bibliothèque et des ar-

chives, du Secteur d'histoire –, que réunissait Papapanagiotou à partir de 1958 et, après la scission, continua de gérer et utiliser pour ses études.

Papapanagiotou, en janvier 1969, à Skopje, signa, en tant que représentant du parti des dissidents aux décisions de la XII^{e} session plénière, un accord préliminaire avec l'Institut d'histoire nationale qui limitait la question des archives à un paragraphe dans l'entente générale sur la coopération scientifique. La formule choisie fut que la question des archives soit placée comme l'une des mesures d'organisation en vue de matérialiser le projet de recherche historique sur le mouvement de classe et populaire en Grèce. Les évolutions politiques internationales avaient de cette manière un effet bienfaisant sur la concrétisation de la disposition à mener des études qui auraient un contenu de propagande et contribueraient au renforcement de la place du groupe de Partsalidis dans la tentative pour faire face à la direction de Koligiannis.

Dans l'accord préliminaire, était expressément formulé le terme que l'institut était simplement un dépositaire et un utilisateur des éléments patrimoniaux du parti grec. Furent toute de suite programmés – dans un délai d'un mois – le transfert de la bibliothèque et de la collection des documents de la section d'histoire, l'enregistrement de leur contenu et la signature du protocole correspondant de la remise. Jusqu'au printemps 1969 était déterminée la remise du reste des archives du parti, c'est-à-dire de la matière qui était précédemment conservée à Sibiu. La prévision, comme nous le voyons, d'une intervention soviétique en Roumanie ne la plaçait pas en plein hiver, donc nulle panique n'était nécessaire, à ce moment précis, pour sauver les archives. Par rapport à la valorisation scientifique attendue du matériau, un comité de cinq membres, dans lequel les slavomacédoniens seraient majoritaires, aurait le premier mot. La gamme des thèmes de la recherche posait, tout d'abord, comme axes à étudier, le mouvement ouvrier dans les Balkans et en Grèce et le mouvement populaire. En tant que marge temporelle, était déterminée la période entre 1875 (la formation de la classe ouvrière dans les Balkans) et la fin de la guerre civile grecque en 1949 (la limite au programme convenu de la recherche correspondait à la date charnière importante, commune aux deux parties). D'autres pensées visionnaires de Papapanagiotou englobaient la création, ensuite, d'un institut grec d'histoire du mouvement communiste, l'extension de l'activité à Belgrade et à Bucarest, la jonction avec des institutions dans les pays de l'Ouest capitaliste, etc.

Papapanagiotou prévoyait la création de deux ou trois bases d'archives de réserve, auxiliaires au fonctionnement de la base d'archives principale. La nécessité qu'il existe des bases auxiliaires d'archives historiques était compatible avec la culture de la clandestinité, inhérente à l'existence des partis communistes. La recherche d'une prise, qui offrirait la possibilité de continuer l'action des communistes, conduisit, dans le cas des planifications sur les archives, à des propositions de mesures pour protéger la matière écrite.

Sur la partie de l'organisation du projet, Papapanagiotou, après s'être entendu avec le général Apostolski, décida d'appliquer une politique de portes ouvertes ; c'est pourquoi il accepta que les autochtones aient la majorité dans le futur organe de gestion des

archives grecques. Encore plus au-delà, il proposa comme représentants de la partie grecque des réfugiés politiques locaux, slavomacédoniens provenant de Grèce installés à Skopje – Simovski et autres –, anciens membres du Parti communiste de Grèce. La prévision pour la composition du comité aboutissait, de cette manière, à une forme constituée purement d'autochtones. Le contenu de la proposition de Papapanagiotou s'identifiait aux souhaits du parti slavomacédonien, qui avait lui aussi choisi, de son côté, Simovski pour concrétiser les projets de coopération avec les Grecs et en attendant d'en tirer profit.

A Bucarest, le bureau politique du Parti communiste de Grèce (intérieur) montra un scepticisme face à la perspective de la dépendance à la bonne volonté des partenaires et demanda à Papapanagiotou des précisions sur sa confiance peut-être excessive aux communistes de la République socialiste de Macédoine. Celui-ci souligna la question de la sincérité qu'ils devaient aux autres, de l'attitude prudente pour que des problèmes ne soient pas suscités, pour que les mémoires, toutes récentes encore, de l'attitude du Parti communiste de Grèce ne se réveillent pas face aux co-combattants slavomacédoniens. En soulignant également la probabilité de tensions avec l'Etat grec lorsque seraient repérés des communistes grecs, représentants du Parti communiste de Grèce (intérieur), agissant près des frontières, il justifia sa pensée qu'ils n'y aient pas de présence provocante. Lui-même pouvait par des visites régulières régler les problèmes surgissant.

Les communistes yougoslaves n'avaient pas de moindres soucis, puisque, en raison des circonstances – dans la perspective de la nouvelle coopération –, les besoins exigeaient une planification de niveau supérieur. Certains événements en restituent le cadre de leurs choix.

Le 17 juin 1969, la Ligue des communistes de Macédoine fut appelée à examiner une proposition de l'Institut du mouvement ouvrier international de Belgrade pour une coopération scientifique. Le parti yougoslave, qui avait créé un organisme ayant pour objet la recherche de paramètres (histoire, etc.) relatifs au mouvement ouvrier, demandait une coopération avec le parti slavomacédonien. La conception des communistes slavomacédoniens était qu'ils devaient se pencher sérieusement sur l'étude du mouvement ouvrier et communiste. Chaque République devait s'occuper de sa région voisine, plus spécialement la République socialiste de Macédoine devait s'occuper du mouvement communiste de la Grèce et de la Bulgarie.

Ce document, avec les actions qui étaient suggérées, coïncidait temporellement aux contacts du Parti communiste de Grèce (intérieur) et de son représentant, Papapanagiotou, à Skopje. L'invitation de l'institut de Belgrade n'était pas académique, mais avait pour prétexte les événements liés aux documents grecs. Les Yougoslaves essayaient de mettre en place l'appareil qui permettrait l'accueil des archives du parti grec. L'évolution, certes, fut différente, puisque le matériau, comme nous le verrons, aboutit finalement en République socialiste de Macédoine.

Un deuxième événement caractéristique fut le rapport du général Apostolski, à une assemblée de l'Institut pour la célébration de ses vingt ans d'existence, le 30 juin 1969. Au cours de la manifestation, Papapanagiotou – il était présent – saisit le contenu réel du discours, la détermination des questions de gestion des archives grecques qui devaient être posées en vue d'être résolues.

Dans le discours d'Apostolski, l'évolution de l'institut était jugée positive. Une brève rétrospective fut présentée, des premiers pas – lorsque l'institution commença avec certains combattants du mouvement de libération nationale – jusqu'à sa présente phase d'évolution en une unité importante ayant des dizaines de scientifiques spécialistes. Le général ajouta qu'il existait des sections auxquelles des commissions concrètes et des finalités futures avaient été confiées. L'une d'entre elles était la section d'étude de l'entre-deux-guerres et de la révolution, à laquelle on avait remis l'étude du mouvement populaire et de la révolution populaire en Grèce, de la résistance grecque et de la guerre civile grecque. A la section des archives et des documents, fut posé le plan de protection de la collection de l'institution et de la conservation d'environ 1.000 documents.

En se référant sur ce point du discours d'Apostolski, nous voyons que l'objectif de 1969 était moindre en comparaison des plans ultérieurs, deux-trois années plus tard, qui étaient élaborés en tenant compte du besoin de gestion de dizaines de milliers de documents. Apparaît, parallèlement, l'importance de l'avantage qu'acquit l'institut par rapport aux aspirations initiales. C'était un cadeau inespéré, pour la Ligue des communistes de Macédoine et pour la politique yougoslave. En ce qui concernait également la capacité de gestion, ils furent obligés d'adopter de nouvelles attentes ambitieuses et de monter un appareil supérieur aux possibilités du passé.

Par le biais de l'intervention d'Apostolski, fut posé le but de la création d'une section d'études balkaniques (nous comprenons qu'une discussion avec Papapanagiotou, sur l'hébergement des archives, avait déjà été faite). En même temps, fut abordé le problème économique et ses difficultés de résolution. L'institut recevait un financement du fond fédéral pour la recherche scientifique et les sommes disposées jusque là étaient maigres. L'allusion faite par Apostolski cachait la question politique – la valorisation politique des archives –, qui devait être résolue par des conditions d'investissement politique.

En ce qui concernait l'étude de paramètres relatifs au processus historique de la révolution, Apostolski admit que le traitement scientifique de ces éléments importants n'avait pas avancé de manière satisfaisante jusque là au niveau de la recherche ni à celui des publications, en raison des faiblesses de caractère subjectif et objectif. Fondamentale était la difficulté qui émanait de l'inexistence de possibilités de travail dans les archives. Le matériau d'archives nécessaire pour les recherches se trouvait dispersé dans les Etats communistes. Leur utilisation, prenant en compte la délicate question macédonienne, dépendait du niveau des relations interétatiques avec ces pays. Essentielle serait l'aide de la part des appareils d'Etat, afin que certaines conjonctures politiques courantes soient mises en valeur.

Le discours du général apparaissait avoir un contenu vague, mais en réalité très spécifique. Nous pouvons supposer avec certitude qu'il se référait aux possibilités qu'offrait la coopération avec le groupe de Partsalidis et son représentant, Papapanagiotou.

Le discours se termina par la formulation de l'objectif politique : l'institut avait l'intention de mettre en valeur, dans le cadre de ses possibilités, son appareil pour révéler la vérité historique « afin que soit réfutée la campagne antimacédonienne et antiyougoslave qui était effectuée par certains pays balkaniques ».

A cet égard, nous notons que le fonctionnement idéologique de l'institut fut manifestement mis en avant comme fondamental, dans le cadre des besoins politiques que créait le conflit, ayant pour objet la question macédonienne, notamment avec la Bulgarie.

Les consultations avec la Ligue des communistes de Macédoine s'éternisant pendant toute la durée de l'année 1969, le calendrier pour le transfert direct de la bibliothèque et de la collection des documents de la section d'histoire du Parti communiste de Grèce (intérieur) ne fut pas respecté. La moindre préparation pour le transfert des archives du parti ne fut pas réalisée. Les membres de la direction, en y réfléchissant une seconde fois, jugèrent que le danger d'une nouvelle intervention soviétique avait été écarté. En effet, les Soviétiques, comme il fut démontré, s'intéressaient à réduire celles des agitations dans leur voisinage qui avaient un rapport avec la base productive du système socialiste, en faisant patience quant à l'opposition avec des spécificités culturelles, telles que le nationalisme roumain, et des mouvements politiques qui en réalité ne conduisaient pas à des défections. Pour ces raisons, les hommes du groupe de Partsalidis, rassurés, sans être pressés désormais de prendre une décision aussitôt, trouvèrent le temps d'estimer calmement les termes de l'alliance avec le parti slavomacédonien et de l'utilisation, de leur part, des archives du parti. A partir d'avril 1969, il existait de nouvelles données politiques, avec l'évolution du groupe de Partsalidis – bien que la structure d'organisation n'ait pas encore été cristallisée – en une nouvelle organisation, le Parti communiste de Grèce (intérieur), qui lui conférait un sérieux accru. Le jugement des membres de la direction de Partsalidis était également influencé par l'expérience négative qu'ils avaient acquise lors de la conclusion d'alliances avec des organisations et des personnes dans l'Ouest capitaliste. En France, en Belgique, en Allemagne, Partsalidis et Dimitriou avaient investi dans des ententes sur un front contre la dictature qui se révélèrent précaires. Le parti était dans l'impossibilité de capitaliser les profits. Dans l'évolution des consultations sur la gestion des archives, Partsalidis jugea que la cession aux slavomacédoniens de la majorité à l'organe gestionnaire serait une politesse inutile. Disposant de la clairvoyance acquise par l'expérience, il regardait plus loin, au-delà de la micro-échelle de la coopération sur les archives, en essayant de découvrir des aspects invisibles et de prévoir les évolutions dans les relations politiques avec la Ligue des communistes de Macédoine, de repérer des conflits potentiels. Il considérait comme correcte l'estimation de Papapanagiotou, à propos des bénéfices po-

litiques, selon laquelle, par le renforcement du contact entre les deux partis, la portée de la proposition du Parti communiste de Grèce (intérieur) pour rénover le mouvement communiste augmenterait. Il concevait cependant que la direction de leurs actions dans un espace géographique sensible et sur des questions nationales également sensibles rendait difficile la prévision des résultats. Et il n'avait pas tort...

L'idée de constituer un comité de cinq membres fut abandonnée ; la pensée de la non institution d'un organe mais de la régulation des questions, à chaque fois, par deux cadres qui auraient été mandatés pour représenter les deux parties signataires, prédomina. En ce qui concernait le profil dont, conformément au rapport de Papapanagiotou, devait disposer son propre représentant (personne qui soit Grec, résidant à Skopje, employé à l'Institut d'histoire nationale), le Parti communiste de Grèce (intérieur), au lieu de le rechercher, décida de le fabriquer. Le 10 novembre 1969, fut posée comme tâche à Papapanagiotou son installation permanente à Skopje, où il s'intégrerait à l'appareil de l'institut et exercerait une surveillance personnelle de l'utilisation des archives.

Caractéristique est la persistance des communistes, en la personne de l'un d'entre eux, de Papapanagiotou, qui avait choisi comme profession et position de vie la révolution sociale et menait une vie errante selon les besoins du parti. Il abandonna, pour la énième fois, son environnement, pour servir la situation courante. Il fut, bien sûr, plus chanceux, en comparaison d'autres cadres qui recevaient alors l'ordre de leur parti d'entrer clandestinement et d'agir en Grèce.

Le 20 janvier 1970, Papapanagiotou arriva à Skopje, accompagnant le matériel de la section d'histoire (bibliothèque et collection de documents). Il portait également dans ses bagages une caisse de documents de Sibiu (environ 400 écrits, d'un volume total de 1.872 pages), lui étant facturés – par décision du bureau politique du Parti communiste de Grèce (intérieur) le 10 novembre 1969 –, comme partie initiale en vue du transfert des archives du parti grec. Par le biais du parti local, il arrangea des questions individuelles d'installation (formalités, hébergement) et, le 1er février 1970, prit ses fonctions, en tant qu'historien, à la Section d'études balkaniques de l'Institut. Il remit le matériau à l'institut, après avoir lui-même ainsi que Simovski – représentants des deux parties – signé le protocole correspondant. Et il s'attela à la tâche.

Papapanagiotou s'attacha à élucider des questions de coopération dans les recherches, ainsi que de leurs aspects politiques. L'établissement d'une confiance réciproque avec les slavomacédoniens fut imposé, pour que le travail de recherche se déroule sur des bases normales, étant donné que les engagements du parti local sur ce sujet étaient indirects, informels, limités à des manifestations de volonté politique sur le succès de l'effort entrepris. Une question en suspens de la recherche était la délimitation des objectifs qui avaient été posés sous forme de suggestion d'idées et de stimulation mutuelle lors des délibérations successives des cadres du parti, dans le passé, à Bucarest. L'intention était d'exploiter la recherche dans des buts de propagande : familiarisation des slavomacédoniens à l'histoire du Parti communiste de Grèce, rapprochement des

deux peuples, réchauffement du climat des luttes sociales communes dans le mouvement antifasciste. Des questions politiques en suspens relevaient, en dehors de la nature idéologique des problèmes – la continuation de la discussion sur la correspondance des communistes aux exigences des temps, la matérialisation de la promesse du Parti communiste de Grèce (intérieur) de rénover la stratégie et la tactique communistes dans le mouvement grec et international –, l'assistance yougoslave dans la lutte contre la dictature en Grèce. Déjà, comme résultat visible du rapprochement avec les communistes slavomacédoniens était l'aide apportée au réseau clandestin du Parti communiste de Grèce (intérieur), par l'utilisation de Skopje en tant que carrefour de passage.

L'obligation politique personnelle de Papapanagiotou, également, était son assimilation avec l'élément local. Un des moyens était la langue. L'apprentissage de la langue slavomacédonienne était facile (il fut facilité par ses connaissances d'autres langues slaves). Il accomplit un effort intensif, en introduisant dans son vocabulaire chaque jour 100 nouveaux mots. Il montra également une attitude d'affabilité à l'égard de son environnement humain et se lia amicalement avec beaucoup de personnes. Il trouva le temps de s'occuper de sa vie personnelle – il avait presque cinquante ans et il était temps qu'il ait une vie rangée –. Le 24 octobre 1970, Vera Foteva se fit l'entremetteuse auprès d'une femme autochtone. En moins d'un mois (le 19 novembre 1970) ils étaient mariés. Au mariage, à la mairie de Skopje, les témoins étaient Tsakontsev et Simovski ainsi que d'autres du parti et confrères de l'institut.

En dépit de la volonté qu'il afficha, Papapanagiotou, un an après son arrivée à Skopje, constata que le sujet des archives restait en pleine stagnation. Il était parvenu, seulement, lors de sa visite à Bucarest, en juillet 1970, à arracher, en plus, 70 documents de Sibiu (d'un volume total de 1.024 pages) et à les transférer lui-même, dans ses bagages, à Skopje. Sa grande angoisse était qu'il ne pouvait pas présenter de document officiel de son parti, ou de contrat officiel signé des deux partis, qui déterminerait enfin les conditions de coopération, afin que, avec celui-ci entre ses mains, il puisse officialiser sa place à l'institut. Toutes les actions apparaissaient, sans document valable, comme étant de ses propres initiatives. Les assurances qu'il avait reçues, initialement du chef du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine, Slavko Milosavlevski, puis celles d'autres cadres haut placés, étaient personnelles, promettant une aide exceptionnelle selon le cas, sans qu'un engagement total officiel soit assumé par le parti local sur l'avenir de la coopération scientifique.

Au début de janvier 1971, fut organisé, à l'initiative de Drakopoulos, à Bucarest, une rencontre des responsables du travail idéologique, avec la participation, en outre, de cadres du parti d'Europe occidentale. A la rencontre fut aussi convié Papapanagiotou, qui saisit l'occasion d'entrer dans les archives du parti. Il y travailla du 28 décembre 1970 au 2 janvier 1971. En marge des travaux de la rencontre, se développa une discussion entre ce dernier, Drakopoulos et Dimitriou sur la section d'histoire et la coopération avec le parti slavomacédonien. Papapanagiotou protesta que le travail à Skopje n'était soutenu que indirectement, non officiellement, par les deux partis, dans

la trame des discussions entre les partis et des mouvements politiques sur le soutien à l'appareil clandestin du Parti communiste de Grèce (intérieur), et exigea une consolidation de la règle de l'utilisation des archives par un accord bilatéral qui officialiserait le projet d'accord de 1969. Sous cette pression, fut remise à Dimitriou la tâche de se présenter, en tant que membre du bureau politique, à une conférence au sommet avec la Ligue des communistes de Macédoine et de rechercher le renforcement de la relation conformément aux recommandations de Papapanagiotou. Dimitriou voyagea aussitôt à Skopje, le 10 janvier 1971. Là, dans de longues consultations, tandis qu'il paraissait qu'on était parvenu à une conformité des pensées entre les directions des deux partis sur une coopération de la recherche officielle et fut préparé à l'institut le projet d'accord dans les deux langues, les communistes slavomacédoniens, le 18 janvier, reculèrent au moment de la signature et firent la contreproposition que la relation scientifique reste au niveau des affirmations mutuelles, sans papier officiel, avec pour garantie la crédibilité des signataires. Puisque le nouveau projet d'accord était presque identique, en réitérant des formulations du précédent de 1969 (les différences plus importantes étaient que la partie grecque était désormais mentionnée en tant que Parti communiste de Grèce [intérieur] et que n'était pas prévue la constitution d'un comité de cinq membres), il reste pour l'interprétation de son rejet le scepticisme politique, de la part des slavomacédoniens, face au risque d'aveu d'identification avec un parti qui les mettrait en conflit ouvert non seulement avec le Parti communiste de Grèce mais aussi avec l'Etat grec.

Le 16 janvier 1971, Papapanagiotou avisa l'appareil à Bucarest qu'il avait connu, à Skopje, Liviu Marcu, cadre de l'Institut roumain d'histoire (Institut de studii sud-est europene). Il avait visité l'Institut d'histoire nationale, en décembre 1970, pour mettre en place des relations scientifiques bilatérales entre les deux institutions, slavomacédonien et roumain, et resta dans la ville pendant un mois. Papapanagiotou consulta K. Linardatos afin de chercher à trouver Marcu à Bucarest (l'institut avait son siège au 9 de la rue I. C. Frimu) et de lui proposer une coopération sur des sujets d'intérêt commun. De façon déguisée, il lui conseilla également de voir les possibilités de coopération en matière d'archives avec les Roumains. K. Linardatos rencontra en effet – par l'intermédiaire de Kikitsas – l'historien roumain et discuta des probabilités d'activité commune du Parti communiste de Grèce (intérieur) avec l'institut roumain. Il constata que, d'une part, les archives de l'institut roumain concernant les questions grecques étaient pauvres et que, d'autre part, les interlocuteurs s'intéressaient à acquérir un accès aux archives grecques. Le contact cependant, en raison des problèmes pratiques – besoin d'encadrement, mais aussi de financement de l'activité commune unilatéralement par les Roumains, sur des sujets historiques qui n'étaient pas jugés comme de pointe –, resta dans les sondages initiaux et n'eut pas de suite.

Le principal travail d'archives, qui avait été entrepris par Papapanagiotou à Skopje, fut de constituer le prochain (5ème) volume de *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*. La dactylographie sur place de la matière qui serait comprise dans la publication

était très difficile – il n'existait pas de prévision, à l'institut, pour soutenir le vaste travail qui étaient exigé –. Papapanagiotou demanda à l'appareil grec que soient mobilisés ses dactylographes. « La dactylographie doit se faire en deux copies de 20 lignes, sur un bon gros papier blanc », indiqua-t-il (l'une pour l'envoi à Skopje et l'autre pour les archives). Pour que la programmation des archives ne soit pas violée dans le temps, il fallait que les textes soient retournés dactylographiés au plus tard jusqu'au 15 février 1971. K. Linardatos pressa le personnel féminin de s'y conformer. Les dactylographes, en dépit de la charge de travail qui pesait sur elles, se montrèrent efficaces et, à la date prévue, la matière préparée – 248 pages – fut envoyée à Skopje par Panagiotakis. Evgenia les remit à Papapanagiotou. Ce dernier, au début de février 1971, envoya à Bucarest, en vue d'une reproduction sur machine à écrire, le reste des documents du cinquième volume. Le père-Giorgis [Kikitsas] se chargea de l'expédition de l'affaire. Vu que les documents qu'il transporterait étaient uniques, il reçut la recommandation de les livrer directement aux mains de K. Linardatos. Etaient données, avec une lettre d'accompagnement, à Linardatos des directives techniques (la comparaison finale des originaux avec les textes dactylographiés, l'enregistrement des documents d'archives dans les archives de l'appareil, la technique d'enregistrement). La dactylographie de la liasse fut terminée le 11 mars 1971 et le dossier fut remis à Kikitsas pour le transférer à Skopje. De nouvelles communications et de nouvelles pressions s'ensuivirent pour soutenir le travail d'archives à Skopje (conformément au plan de Papapanagiotou à l'institut, il devait avoir envoyé jusqu'en avril 1971 à Bucarest, pour que soient dactylographiés, les documents du volume de l'Armée populaire de libération nationale [ELAS], d'une étendue de 800 à 1.000 pages, et, jusqu'en juin 1971, ceux relatifs à l'autoadministration et au Comité politique de libération nationale [PEEA], d'une étendue de 1.000-1.200 pages).

D'autres questions historiques, qui suscitèrent des discussions entre Papapanagiotou et les personnes compétentes à Bucarest, étaient celles qui devaient être abordées, dans un volume spécial, à l'organe théorique *Revue communiste* (*KOMEP*) à l'occasion de la célébration des 30 années de la résistance nationale (1941-1971). Très rapidement, ils réalisèrent que ce n'était pas chose aisée et que la contribution des historiens professionnels de Londres et de Paris (de G. Gianoulopoulos, de Nikos Svoronos, de Ph. Iliou et d'autres) était nécessaire. Mimis [Dimitris Despotidis] fut proposé par Papapanagiotou au rôle de coordinateur. De plus, dans les envois de la correspondance de Papapanagiotou étaient inclus un article (« L'inestimable héritage de la Résistance nationale ») et un projet sur l'histoire du mouvement ouvrier de la Grèce en 1918-1940. L'incitation auprès des membres de l'appareil était qu'ils participent aux recherches correspondantes. Auraient pu s'en occuper K. Linardatos sur le rôle et la contribution de la jeunesse à la résistance nationale en 1941-1944, Kikitsas sur l'ELAS, Papapanagiotou sur le Parti communiste de Grèce, Nikos Mitrou sur le régime économique sous l'occupation – également sur le rôle des couches sociales moyennes dans la résistance, qui était jugé, dans les conditions de la décennie de 1970, comme sujet d'actualité –.

Trois années entières se sont écoulées, l'affaire des archives restant en suspens. Le matériau d'archives qui était transférée par Bucarest à Skopje était le plus minime. En juin 1972, Papapanagiotou voyagea avec Kirjazovski à Bucarest. Là, en collaboration avec le responsable des archives centrales, Stavros Karras, ils traitèrent les registres des documents. De retour en République socialiste de Macédoine, ils soumirent un rapport, dans lequel ils présentaient un calcul du volume du matériau qui pourrait être transféré à Skopje (de 20 à 25.000 documents, avec un ensemble de pages de près de 60.000). Les autorités compétentes se dépêchèrent d'approuver d'urgence, en tant que financement initial, une somme impressionnante (850.000 dinars). En vain, les archives ne vinrent pas et l'affaire dépassa les limites de l'inconséquence injustifiable. Le Parti communiste de Grèce (intérieur), à Bucarest, invoquait, en tant qu'excuse, les hésitations face aux Roumains, auxquels il ne voulait pas donner prise pour un malentendu.

Papapanagiotou travaillait avec ardeur ; il classifiait le matériau des archives du parti et écrivait continuellement. Il s'était amicalement lié à un large milieu de la société de Skopje, il avait une famille, toutefois les problèmes personnels restaient en suspens, puisqu'il continuait à être invisible en ce qui concernait sa qualité de représentant du parti et de citoyen. Son parti et la Ligue des communistes de Macédoine avaient ajourné l'officialisation de la coopération scientifique. Les services de l'Etat de la République socialiste de Macédoine continuaient à le reconnaître en tant que réfugié politique employé à l'institut et salarié de celui-ci, sans carte de séjour permanent ni même passeport yougoslave. Les rappels envers le comité central à Bucarest étaient devenus une routine et les promesses restaient inaccomplies, au milieu d'un contexte politique dans lequel surgissaient toujours d'autres priorités. La défense de Papapanagiotou, en dehors des protestations sur le retard noté face à l'obligation de transférer les archives, ainsi que sur la transgression des faits susmentionnés dans les accords et dans les décisions, incluait le refus de rendre, au siège à Bucarest, tout document sans décision écrite qui déclarerait qu'était annulée l'opération pour laquelle lui-même avait été envoyé, en tant que représentant du parti, à Skopje. Si le groupe dirigeant à Bucarest hésitait, pour le moment, à prendre le risque d'envoyer les archives du parti, il n'oserait pas, d'autre part, à envenimer les relations avec la Yougoslavie en affichant une incohérence dans les engagements.

En dépit de l'inactivité, en apparence, dans la volonté politique et du calme dans le dévouement aux recherches historiques, le parti yougoslave et sa partie en République socialiste de Macédoine tenaient leur propre carnet.

La Yougoslavie, par des interventions continues et en ravivant les questions sensibles des relations étatiques, maintenait actuelle et vivante la question macédonienne. La conclusion est que l'Etat yougoslave ne posait pas – après d'un certain temps – ouvertement le sujet du changement de frontières, témérité qui équivaudrait, à l'époque de la « Guerre froide », à une cause de conflit mondial. Elle posait, au lieu de celui-ci, la

question du rétablissement social et culturel des choses, la satisfaction morale de la population de la Macédoine yougoslave qu'ait été reconnue son identité, son passé, ses droits historiques, son sentiment de référence à un espace géographique. La question était posée – pour l'instant – sur des bases théoriques et idéologiques, non dans sa dimension politique. Ceux-ci sont toujours, bien sûr, les préludes des mouvements politiques à venir.

Parce que, d'un point de vue historique, les aspects théoriques-idéologiques des dialogues entre partis et l'éthique qui les concernait apparaissaient comme se soumettant habituellement au réalisme politique, les communistes yougoslaves ne constitueraient pas une exception. Ils gérèrent le Parti communiste de Grèce (intérieur), ce parti frère, en respectant seulement leur propre opinion sur l'économie, la société, la politique, la culture. Ils identifièrent leurs propres visées à leur conception sur la voie vers le socialisme. Et ils prirent des mesures pour tourner la coopération scientifique dans la direction qu'eux-mêmes approuvaient. La production historique de Kirjazovski, du principal représentant de l'école slavomacédonienne, fonctionna de façon caractéristique dans cette direction.

Au début de 1974, fut remarquée une mobilité, en réintroduisant la question de la recherche des archives et de la réorganisation de la coopération scientifique. A Bucarest, furent désignés Mitsos Vatousianos comme responsable des archives centrales, en lui remettant de travailler au comité de publication de la matière historique, et Lefteris Eleftheriou comme chef de la section d'histoire. Ce dernier vint à Skopje et, dans les consultations avec les personnes compétentes, posa les sujets à résoudre que Papapanagiotou lui avait indiqués. Le statut d'emploi de Papapanagiotou à Skopje, son détachement en tant que chercheur à l'institut en qualité de membre de la section historique du Parti communiste de Grèce (intérieur), furent réaffirmés. Sur la partie scientifique, par rapport au sujet de la recherche attribué à Papapanagiotou, fut discuté – en promouvant une pensée politique conformément aux exigences de l'actualité – le renversement de la suite logique dans l'étude du mouvement communiste en Grèce, en abandonnant l'étude de la période de l'entre-deux-guerres et, à sa place, la prise en charge par la recherche, inversement, de la période de la résistance et de la guerre civile. De belles paroles furent répétées pour procéder à un enrichissement de la section des archives et pour que d'autres chercheurs de Yougoslavie et des pays de l'Ouest capitaliste soient engagés dans les études. Concernant la partie de l'organisation, un groupe de recherche (« groupe d'études ») fut délimité et l'approbation de l'intégration dans celui-ci de Kirjazovski et de Pero Galabov fut promue. La candidature du premier avait été indiquée, pour des raisons indéterminées – à ce moment – par l'institut à Papapanagiotou et avait été acceptée. Son poste de titulaire, en tant qu'employé de l'Etat, était aux Archives de Macédoine. Le deuxième, slavomacédonien originaire – comme également Kirjazovski – de la Macédoine grecque, ancien membre du Parti communiste de Grèce, ancien partisan de la résistance contre l'intervention étrangère en Grèce, invalide (il avait perdu

une jambe aux combats pendant la guerre civile grecque), employé comme journaliste à la radio de Skopje, s'était lié d'amitié avec Papapanagiotou et avait été proposé par celui-ci. Très rapidement, Fani Buckova, archiviste, fut détachée au travail comme deuxième employée des Archives de Macédoine.

Dans l'accord politique des deux partis – à nouveau non écrit – sur le contenu de la coopération scientifique, qui n'apportait pas de changements effectifs mais seulement confirmait les ententes du passé, fut attaché un plan de travail, élaboré par la personne matériellement compétente, Papapanagiotou (les destinataires étaient la section d'histoire de son parti, l'Institut d'histoire nationale et les Archives de l'Etat de la République socialiste de Macédoine). Une production ambitieuse d'édition étendue était programmée, en utilisant, en dehors du personnel de l'institut, des cadres du Parti communiste de Grèce (intérieur) – Kaiti Zevgou, K. Linardatos, Cheimonidis – et des anciens communistes grecs qui résidaient à Skopje (Achilleas Papaioannou, Ioannis Patsiouras, Ilias Papadimitriou - Liakos) ou visitaient la ville (Kikitsas). Une coopération internationale, impliquant, le cas échéant, Georgoulas Beikos de Moscou, ainsi que Gianis Gianoulopoulos, doctorant d'histoire à Londres, était également prévue. Il s'agissait du dépôt de nouveaux espoirs pour faire décoller le travail de recherche et l'élaboration de thèses de doctorat qui donneraient raison à la coopération. Cependant, cette fois aussi, les mesures organisationnelles, concrètement l'intégration de Kirjazovski et de Pero Galabov au « groupe d'études » de l'institut, constituaient le seul pas essentiel. Sur les tâches attribuées à ces deux personnes, un accord de l'institut (et de la Ligue des communistes de Macédoine, derrière) avec Papapanagiotou (et avec son parti, derrière), qui avait précédé, montre l'ampleur du consensus théorique, idéologique et par extension politique. Si Galabov devait assumer des fonctions exécutives (il recueillerait des témoignages oraux d'anciens combattants, également il procéderait au dépouillement des sources par référence aux événements et aux dates concernant l'action du mouvement ouvrier dès le début jusqu'à l'année en cours), Kirjazovski devait s'occuper d'un sujet extrêmement sensible : le Parti communiste de Grèce face à la question macédonienne. Le parti slavomacédonien se préparait à son entreprise : à la désidéologisation de la question macédonienne, en offrant la vérité scientifique comme garantie de l'objectivité. C'était un tournant décisif dans les objectifs de la recherche, dans lequel le pouvoir local, après une préparation de longue durée, apparut prêt à capitaliser les investissements de l'institut. A cette phase exactement, fait son apparition, dans les écrits Papapanagiotou, un changement des mots et l'adoption du terme « macédonien » à la place de celui « slavomacédonien ».

Les hommes de l'appareil grec qui soutenait Papapanagiotou s'occupaient de leurs propres affaires. En contact avec Skopje pour surveiller et s'entendre, Vatousianos était accompagné de Valeria, sa jeune amie, roumaine. Les hypothèses variaient sur le statut de cette relation, y compris des versions qui invoquaient la pratique de services obscurs afin de contrôler des personnes politiques. La présence du vieux célibataire avec la petite était un scandale pour le milieu communiste de morale conservatrice de Skopje, ce-

pendant la discrétion ne manquait pas pour installer le couple dans un logement approprié (affaire difficile à Skopje, où le problème d'hébergement restait aigu après les séismes).

Par rapport à la valorisation des archives du parti, Papapanagiotou continua à remettre de manière monotone le problème en surface, par de nouvelles pressions sur le transfert du matériau à Skopje, sur son enregistrement, son rétablissement et sa classification. Au cœur de sa pensée sur la question des mesures exigées en vue de gérer les documents se trouvait l'utilisation de Skopje en tant que base d'archives secondaire qui soutiendrait la base principale à Bucarest et une autre base secondaire à Rome. L'approvisionnement de l'appareil à Rome fonctionnait déjà, par l'octroi d'informations sur l'activité journalistique liée à la rédaction d'articles du journal du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Eleftheri Ellada* [*La Grèce libre*]. La situation s'écartait, cependant, de la norme qu'imaginait Papapanagiotou. Vers l'extérieur, celui-ci criait l'exploit de la valorisation des archives du parti. A l'occasion de la constitution de la matière du 5ème volume des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*, qui fut publié « les archives étant entièrement fermées », il déclara (comme ancien communiste, c'était un propagandiste compétent) que ces dernières étaient toutes ouvertes.

5.1.4. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) légal

Lorsque, le 24 juillet 1974, s'effondra la dictature en Grèce, les estimations qui avaient conduit aux décisions de la gestion des archives auraient pu être révisées. L'estimation politique de Papapanagiotou, cependant, sur la coopération avec la Ligue des communistes de Macédoine ne changea pas.

En décembre 1974, une délégation du Parti communiste de Grèce (intérieur), à laquelle participait Drakopoulos, rendit visite à Belgrade. Papapanagiotou s'y rendit aussi et les y rencontra, dans l'intention de répéter sa position sur la nécessité du transfert des archives à Skopje. Il avait préparé un texte, qui servit de base à la discussion. Dans la structure du rapport, il avait pris soin que soient contenues des unités avec tous les éléments sur l'activité passée, liée aux archives et aux publications à Skopje, également sur le financement de l'opération de l'Etat yougoslave, etc.

A la rencontre, Papapanagiotou mentionna les objectifs et les conclusions jusqu'alors du travail. Il rappela à la direction que la conception, dès le début, du parti était que soit rétabli un cadre de travail scientifique légalisé, que leur activité cesse d'être un travail d'un groupe clandestin qui, dans les règles de conspiration, s'occupait de l'histoire du parti. Le but de soutenir, par le biais de la recherche, la production idéologique et la propagande du parti dans l'action politique en Grèce devait se matérialiser. Comme point positif des cinq années, jusqu'alors, de coopération avec les *Macédoniens*, fut apprécié le progrès dans la confiance réciproque. L'allusion, lue à l'envers, révélait que ce problème était réel dans les relations entre les deux partis. Aux points négatifs, fut ajoutée la domination, dans le Parti communiste de Grèce (intérieur), de

mentalités anachroniques de suspicion. Sans qu'elle soit analysée, revenait la question du manque d'empressement à transférer les archives à l'institut. Papapanagiotou fit l'éloge de l'offre de l'autre côté, le respect de ce qui avait été convenu et des obligations résultantes, la promptitude à satisfaire les besoins du travail, à l'opposé de leur propre attitude, qui révélait un scepticisme au sein du parti et simultanément une inertie. Par des paroles sibyllines de cette nature, le fait de la controverse dans le parti sur le transfert ou non des archives était discrètement abordé. La défense contre des attaques par derrière, de la part des partenaires, était simultanément assurée. Dans le cas où il existerait des fuites sur ce qui était discuté ou si le rapport écrit de Papapanagiotou tombait entre des mains étrangères, il n'aurait rien de blâmable. Peut-être considérons-nous que Papapanagiotou se distinguait lui-même par des mentalités anachroniques de suspicion, croyant en la nécessité de respecter les règles de conspiration ; pourtant il avait raison, parce que, comme nous le verrons ensuite, il se heurta finalement aux communistes slavomacédoniens.

Etant donné la nouvelle situation en Grèce et les réflexions relatives qui avaient été développées, Papapanagiotou déposa de nouvelles propositions au bureau du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur), pour que soit créé, sous la protection de l'institut, un « Groupe d'étude de l'histoire du mouvement ouvrier en Grèce et du Parti communiste de Grèce ». Cette section couvrirait les besoins de recherche historique convenus par les deux parties concernées. La formulation de la proposition correspondait à l'intérêt avoué de la Ligue des communistes de Macédoine sur la recherche des paramètres de l'identité nationale des slavomacédoniens provenant de la Macédoine grecque, tout d'abord de leur relation avec la révolution sociale (et, au-delà, bien sûr, de leurs visions).

De belles paroles renouvelées accompagnaient le rapport sur les archives. Un élément, qui n'avait pas été abordé dans les discussions et les propositions dans le passé, était celui relatif au classement matériel et la gestion des trois catégories de documents (ouverts, secrets, très secrets) qui en résulteraient. Tous les documents sensibles, qui concernaient la Ligue des communistes de Macédoine, lui seraient promus. La formulation était prudente ; des copies des documents, qui touchaient aux sensibilités du parti frère, lui seraient données. Les originaux resteraient la propriété du Parti communiste de Grèce (intérieur). La pratique, dans la phase suivante de conflit que nous suivrons, ne nous convainc pas que ce dernier paragraphe, qui allait de soi, fut observé.

La remise à Kirjazovski de la recherche ayant comme contenu : « Le problème national. Le Parti communiste de Grèce et les minorités nationales et plus spécialement celle macédonienne » fut répétée. Fut posée la question – celle qui, très justement, avait été soulignée à Papapanagiotou et Kirjazovski par la direction de l'Institut d'histoire nationale – que, pour qu'ils soient légitimés pour être des collaborateurs de l'institution, ils devaient avoir des titres académiques, dont ils ne disposaient pas. L'adaptation de certains de leurs textes, en ce qui concernait la forme, pour se conformer aux normes d'un travail académique, et la soutenance d'une thèse de doctorat devaient être pro-

grammées, afin que soit couvert le vide. La préparation des tomes de la collection « Le Parti communiste de Grèce et la question nationale macédonienne » fut également programmée. A la fin du texte introductif, Papapanagiotou, démontrant sa capacité diplomatique, concluait que les deux parties, par leur travail historique, édifiaient « le fondement du lien qui, par excellence, fait rapprocher, unit nos recherches historiques sur le passé ». Il entendait par là la question macédonienne.

C'était le moment aussi pour les plaintes. Du point de vue de la légalisation des activités dans la République socialiste de Macédoine, l'autorisation écrite à l'égard du participant au Groupe était indiquée, du côté du Parti communiste de Grèce (intérieur), comme nécessaire pour couvrir les travaux concernant le secteur d'histoire et les archives. Papapanagiotou, voulant avoir la couverture politique de son parti pour ses actions à Skopje, revenait sur la production d'un texte du parti et sur sa remise à lui-même au lieu de la transmission orale des décisions. Tout aussi sérieuse était sa critique contre l'attitude des cadres du parti qui paraissaient à Skopje. Tous les membres du bureau politique qui y passèrent ne communiquèrent pas avec lui. Aucun des cadres qui visitaient le comité central de la Ligue des communistes de Macédoine et discutaient la question du secteur d'histoire (P. Dimitriou, S. Karras, Mitsos Vatousianos, L. Eleftheriou) n'appelait pas Papapanagiotou à y assister, bien qu'il se soit agi de questions qui concernaient directement son domaine de responsabilité.

Cependant, Papapanagiotou ne semblait pas avoir absolument raison. Toutes les questions avaient un double aspect. Dissimulé était celui de la liaison des cadres du parti, au cours de la dictature, avec la lutte contre la junte militaire, dans le but de la sauvegarder. La couverture des mouvements du réseau du Parti communiste de Grèce (intérieur), dans les conditions alors des activités clandestines, était une mesure de protection et un respect des règles de conspiration. La confiance envers les membres du parti, même ceux éprouvés, n'était pas imprudente – ni ne devait l'être –. Nous laissons, sur ce point, une incertitude supplémentaire à discuter, celle de l'infiltration des services adverses de sécurité dans les réseaux du parti. Très rapidement ils étaient parvenus à atteindre, comme nous le verrons ensuite, l'organe suprême du Parti communiste de Grèce, le comité central.

La question pour régler les archives en suspens fut le prochain point de protestation. L'appel à des « décisions réellement courageuses » et à des « mesures décisives » constituait à nouveau une incitation pour transférer immédiatement les archives de Bucarest. Conformément à l'estimation de Papapanagiotou, par référence à la partie des archives qui se trouvait entre leurs mains après la scission du parti, le mot correct pour l'action de leur acquisition était qu'ils les sauvèrent (c'est-à-dire qu'ils agirent correctement lorsqu'ils attaquèrent et les enlevèrent de Sibiu). Cependant, le pas suivant, la valorisation de ces archives, par le transfert du matériau à Skopje, était ce sur quoi serait jugée leur ponctualité. L'incohérence dans leurs actions, la non application de décisions prises, les exposait face à la République socialiste de Macédoine. Des formulations métaphysiques de Papapanagiotou, sur des « forces invisibles », qui agissaient de

manière dissuasive et entravaient l'avancée du travail, ne peuvent pas être expliquées par ceux ne connaissant pas le contenu exact de l'affaire. Leur interprétation semblait être connue aux destinataires.

L'opération en entier présentait un grand risque ; tous évitaient de s'engager. Papapanagiotou se sentait exposé. Il connaissait bien la culture des communistes – même des rénovateurs –. Il les avertit que viendrait le moment de faire une officielle critique, qui serait indispensable à la prise de conscience de tous.

Si les questions, qui tourmentaient alors le Parti communiste de Grèce (intérieur), sont groupées, on constate qu'était réitéré l'objectif – en termes différents – sur une histoire du parti qui aurait une base scientifique, écrite par des historiens professionnels et non par des organes du parti. La pression de Papapanagiotou pour que soient transférées les archives à Skopje était renouvelée avec insistance, en soulignant l'inconséquence face à la Ligue des communistes de Macédoine. La proposition de constitution d'un groupe – avec la couverture du groupe d'études balkaniques de l'Institut d'histoire nationale –, qui servirait les exigences de la science historique marxiste en Grèce et créerait des archives d'histoire du Parti communiste de Grèce, desservait le besoin de sauvegarder les archives : elles seraient « les secondes archives de réserve du parti pour chaque cas ». Papapanagiotou, dans presque tous les documents à l'égard de la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur), mettait en avant des raisons supplémentaires sur la nécessité qu'il existe des archives à Skopje : archives de réserve, primauté du Parti communiste de Grèce (intérieur), renforcement des relations des deux partis, gestion des secrets seulement par un groupe de chercheurs du parti. Tactique, pour convaincre son parti ? Conviction réelle ? L'essence de la pensée – et de l'argument – était que les archives de la section d'histoire à Skopje restaient la propriété du Parti communiste de Grèce (intérieur).

L'insistance de Papapanagiotou doit être expliquée de manière convaincante. Pourquoi, en ce qui concernait les archives, exerçait-il des pressions si fortes sur la direction du parti à Athènes ? Diverses hypothèses peuvent être construites. Ce qui est certain est qu'il exista un conflit d'opinions sur le transfert du matériau de Bucarest à Skopje. Un désaccord se manifesta. Et pourquoi pas, au lieu de la République socialiste de Macédoine, n'auraient-elles pas été transférées à Athènes ?

A un moment donné, Papapanagiotou avait commencé à être autonome. Il fit des archives sa propre affaire personnelle. Pour forcer les autres à adopter ses opinions, il souligna l'élément alléchant de l'aide considérable (un million de dinars), que les personnes derrière l'institut avaient déjà mis à disposition, et leur intention de réitérer le financement.

De retour de Belgrade à Skopje, au début de janvier 1975, Papapanagiotou prépara, d'après l'attitude des communistes, un texte, qu'il remit au responsable de la section

des relations internationales de la Ligue des communistes de Macédoine, Atso Gianevski, pour faire des observations. Le texte corrigé fut remis à la section des relations internationales, pour son élaboration finale, et fut retourné à Papapanagiotou comme document officiel à signer. Il constituerait le document guide pour le travail qui suivrait sur l'histoire du Parti communiste de Grèce (de 1918 jusqu'à la scission de 1968), sur le mouvement des « Macédoniens de la Macédoine de l'Egée » à la période 1940-1949, sur le parti grec et la « question nationale macédonienne ».

Le financement du programme fut déterminé, dans les grandes lignes. En dehors du versement des salaires (les employés à l'institut relevaient du statut du fonctionnaire), les versements pour le travail de l'histoire se feraient sur la base du progrès du plan général, et non de chaque sujet. C'était une soupape de sécurité pour Papapanagiotou, qui garantissait le financement de tous les sujets sans exception (non de certains de manière sélective, comme par exemple de ceux qui tournaient autour de la question macédonienne).

Les archives à Bucarest devaient être mises en valeur ; les pressions de Papapanagiotou ne laissaient pas de place à l'irrésolution. Soit le matériau serait transféré à Skopje soit à Athènes. En avril 1975, la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur), obligée par la force des choses de donner fin aux rétractations, fit une proposition aux Yougoslaves et, après leur avis conforme, prit une décision qui était favorable à la solution de Skopje en ce qui concernait l'envoi à l'Institut d'un certain volume de documents, non des archives elles-mêmes en entier. Les documents originaux seraient conservés à Bucarest et la reproduction de copies serait exécutée à Skopje. Le parti roumain, également, était d'accord sur les maniements qui le concernaient. Par son caractère ambigu, l'accord permettait de proroger l'incertitude, mais offrait simultanément une solution pratique au programme de l'institut. Un ordre correspondant au membre du comité central et responsable des archives du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur), Vatousianos, fut donné de se rendre à Skopje pour la suite.

Tous étaient contents. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) obtint un gain de temps, pour s'occuper sans hâte de l'arrangement définitif des archives du parti. Les Yougoslaves firent un investissement économique qui capitaliserait leur propagande sur la question macédonienne. Papapanagiotou réussit dans son but de provoquer une décision officielle du parti.

En obéissant à la logique de l'accord, les responsables des archives à Bucarest envoyèrent, le 24 septembre 1975, avec l'aide du parti roumain, un lot de documents à l'institut. Avec le matériau, qui y avait été transféré pendant la phase des sept années précédentes de l'aventure des archives du parti, la proportion en comparaison de la partie qui continuait d'être conservée à Bucarest attint les 15% de l'ensemble.

Le programme de la reproduction des copies à Skopje et du retour des documents originaux à Bucarest s'avéra, en pratique, non fonctionnel. La conclusion logique de l'affaire aurait été l'annulation des projets et le transfert des documents originaux à

Athènes. Cependant, dans les deux années suivantes, le Parti communiste de Grèce (intérieur) constata que les perspectives de l'entreprise rénovatrice en Grèce n'étaient pas de bon augure. Le Parti communiste de Grèce, dans son champ privilégié, celui de l'organisation, se révéla être sans rival. Les possibilités économiques du Parti communiste de Grèce (intérieur) étaient un reflet de ses faibles performances d'organisation. Il n'existait pas de somme disponible pour les archives. D'autre part, la valorisation des archives du parti était une question pour laquelle, pendant tant d'années, une persévérance dans sa solution et une attente avaient été développées. Elle était liée à la promesse de la rénovation, dans le champ certes épineux de la gestion du passé du communisme. Elle avait été attachée à la culture des rénovateurs. C'est pourquoi elle ne pouvait pas être abandonnée. La seule source disponible pour couvrir les dépenses de classification des archives se trouvait en République socialiste de Macédoine. La balance penchait définitivement dans cette direction. Papapanagiotou avait gagné.

De nouvelles ententes du Parti communiste de Grèce (intérieur) et de la Ligue des communistes de Macédoine, au début de juin 1977, aboutirent à une décision commune pour transférer les archives à Skopje. Les Roumains ayant répondu à une demande de soutien technique, un volume de matière égal à un tiers de la totalité des archives fut immédiatement transféré à l'institut. Avec la nouvelle évolution, la moitié des archives se trouvait désormais à Skopje, le reste restant à Bucarest. La base des archives de réserve de Skopje fut revalorisée en celle principale ; inversement, la base principale des archives de Bucarest fut changée en celle de réserve.

Des paramètres en faveur et contre se heurtaient dans les estimations des cadres du Parti communiste de Grèce (intérieur) sur le transfert du matériau à Skopje. La pensée domina, semble-t-il, que la ville de Skopje se trouvait à côté de la Grèce. Ils avaient initialement réfléchi, comme nous l'avons vu, à l'éloigner de Bucarest, par peur des Soviétiques, mais rapidement ils constatèrent que la probabilité d'invasion n'était pas visible. Ayant médité calmement, ils réalisèrent, ensuite, que Skopje était une solution douteuse en raison de la politique yougoslave sur la question macédonienne, toutefois après 1975 prédomina finalement la pensée – ou mieux, le sentiment – que la République socialiste de Macédoine était à la porte voisine. Au-delà du facteur psychologique, le plus sérieux était celui économique. Papapanagiotou leur offrait la solution et l'occasion qu'ils ne trouvaient pas ailleurs. La question est cependant que les communistes slavomacédoniens, comme cela avait déjà été rendu visible – et deviendrait encore plus évident par la suite –, leur prirent littéralement les archives. A l'aide des archives, ils achevèrent leur travail et fondèrent la contribution importante des slavomacédoniens à la résistance antifasciste et à la guerre civile grecques, à des événements qui, dans leur imaginaire historique - national, participaient intensément à la formation de la conception sur la nation *macédonienne* moderne. Leur doctrine sur le caractère *macédonien* de la Macédoine trouva, au-delà, un appui. Malgré toute la naïveté politique qu'ils avaient affichée, les dirigeants du Parti communiste de Grèce (intérieur) saisissaient ces éléments. L'hypothèse finale, à

laquelle conduisent les événements, est que, consciemment, avec pragmatisme, ils se tournèrent vers la République socialiste de Macédoine en raison du facteur économique, combiné au soutien politique, au niveau international, qu'offrit le parti yougoslave. En février 1977, fut prise une décision du bureau exécutif du parti pour constituer un Service d'archives du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur). Son objectif serait le transfert, le plus rapide possible, de ses fonctionnements à Athènes, qui serait changée alors en base principale. Restait, cependant, en suspens, entre-temps, le transfert à Skopje de l'ensemble des archives.

La nouvelle conception théorique de la collaboration, comme Papapanagiotou la retoucha en septembre 1977, prévoyait la reproduction immédiate des copies de tous les documents originaux. La composition du résumé du contenu de chaque document et le traitement des documents par sujet furent également programmées. C'était un travail d'une ampleur inconcevable, qui concernait en volume 300.000 pages !

L'importance des archives « dans la situation moderne de la lutte idéologique dans les lignes de la gauche en Grèce » était, conformément à Papapanagiotou, accrue, alors que les documents seraient utilisés comme arme idéologique dans le conflit avec le Parti communiste de Grèce. Ainsi Papapanagiotou, en déterminant l'utilisation des archives comme instrument, recourait-il, sans qu'il le conçoive, à la tactique selon laquelle, en bon communiste, il connaissait déjà dans le passé, l'utilisation idéologique de l'histoire du communisme ; parce que les éléments historiques n'avaient pas de voix, pour convaincre par avance que les conclusions de la recherche scientifique se feraient au détriment du Parti communiste de Grèce, dans le déroulement de la lutte entre les deux partis grecs.

A l'institut, fut constitué, le 1er novembre 1977, un organe de gestion des archives, en tant qu'organe du Parti communiste de Grèce (intérieur), le Service d'archives du Parti communiste de Grèce (intérieur). A ce dernier appartenaient Vatousianos (responsable), Papapanagiotou (responsable suppléant), Kirjazovski (administrateur responsable de la base principale des archives de Skopje) et Fani Buckova (assistante de l'administrateur responsable). Nous constatons que le Parti communiste de Grèce (intérieur) apparaissait attribuer la gestion des archives à un organe politique qui était contrôlé par son comité central. Simultanément, nous notons que, dans un organe officiel du Parti communiste de Grèce (intérieur), s'étaient intégrés deux représentants du côté slavomacédonien, membres du parti slavomacédonien, non grecs. Ce choix suivait la logique que le Service fut constitué *ad hoc*, sans qu'il n'existe d'autres possibilités.

Aucune mention ne fut faite, de la part du Parti communiste de Grèce (intérieur), au groupe d'études de l'Institut d'histoire nationale qui fonctionnait et produisait un travail jusqu'alors. Il était reconnu par des décisions seulement par la Ligue des communistes de Macédoine. En dehors de Vatousianos, les membres restants du Service d'archives étaient aussi des membres du groupe d'études ayant des obligations concrètes de produire un travail historique. Nous pouvons considérer que Papapanagiotou était, dans la nouvelle disposition, le responsable politique, tandis que Kirjazovski en

était le responsable scientifique. Au fond, Papapanagiotou, bien qu'il apparaisse sur les papiers comme revalorisé, commença en réalité à perdre le contact avec les archives. Kirjazovski assuma la fonction d'administrateur (quelle que soit la signification pratique de ce titre), sur la base de la décision, au profit duquel Papapanagiotou en perdit le contrôle.

En mai 1978, fut entreprise – sous l'initiative de Papapanagiotou et avec l'accord de Vatousianos – la régulation ultérieure des relations des deux partis. Le groupe d'études avait devant lui des tâches immédiates à matérialiser : la prise en charge du rôle du Service d'archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) jusqu'à ce qu'ait été créé le service correspondant à Athènes, l'échange du matériau des archives des deux partis, le traitement des documents des archives grecques, la création de la base d'archives à Athènes, le traitement scientifique des matériaux, la classification des documents en ceux ouverts et secrets. Le reste du trésor (50.000 documents – la moitié restante de l'ensemble des archives –) avait déjà été transporté, jusqu'au début d'avril 1978, de Roumanie à Skopje. L'appareil du Parti communiste de Grèce (intérieur), qui conservait le matériau à Bucarest, après un accord avec le parti roumain l'emballa et l'envoya à l'Institut. Désormais, tous les documents du Parti communiste de Grèce de la période jusqu'en 1968 et du Parti communiste de Grèce (intérieur) de la période 1968-1974 y étaient réunis. A Bucarest, ne restèrent que des documents classifiés (secrets) d'un petit volume (3% de l'ensemble des archives). En vue d'une juste évolution du travail d'archives et de recherche, les conditions politiques, dans lesquelles les relations entre partis et interétatiques (Ligue des communistes de Macédoine - Parti communiste de Grèce [intérieur], Yougoslavie - Grèce) s'étaient formées, imposèrent au groupe un strict respect des règles de conspiration et une autonomie d'action. La conduite du travail du groupe d'études devait, pour ces raisons, être exercée dans le cadre d'une collaboration entre les organes compétents des deux parties. Sur les orientations de la recherche, furent révisés les plans de travail sur le « mouvement du peuple macédonien en Macédoine de l'Egée », sur les « organisations macédoniennes pendant la guerre civile » et sur les autres thèmes similaires. Il fut choisi, conformément aux intérêts politiques de la République socialiste de Macédoine, de créer des secteurs généraux (« dossiers »), comme « le Parti communiste de Grèce et la question nationale macédonienne », dont les archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) assumèrent l'approvisionnement.

Papapanagiotou continuait d'offrir sa confiance à ses collaborateurs, maîtres de maison, et à la Ligue des communistes de Macédoine. Kirjazovski fut chargé d'importantes fonctions (et acquit une possibilité d'intervenir) en tant que responsable des archives du parti grec (sécurité et mouvement des documents), de la reproduction des documents, de la tâche de l'envoi à la base des archives à Athènes de copies des documents, de la partie scientifique du travail. Nous ignorons si les pensées ci-dessus avaient reçu l'avis conforme de la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur),

ou s'il s'agissait de certaines improvisations habituelles de Papapanagiotou, de ses visions et de ses inspirations. Le plus probable est que la deuxième version valait.

Le cadre, caractérisé par de nombreuses particularités, du soutien du travail historique ne donnait aucune satisfaction à Papapanagiotou. Les personnes (lui-même et les collaborateurs locaux) relevaient de l'Institut d'histoire nationale, qui, à son tour, était contrôlée par l'autorité étatique compétente. Simultanément, Kirjazovski relevait des Archives de Macédoine, auxquelles les archives grecques elles-mêmes s'étaient intégrées. Les visées de Papapanagiotou, en accord avec Kirjazovski, continuaient de comprendre l'intégration du groupe d'études à l'Académie des Sciences et des Arts, dans la perspective de créer un institut du mouvement ouvrier. Le problème est, sur ce point, manifeste que, sans titres académiques, ils voulaient s'intégrer dans une institution académique.

Exprimées au cours des ententes avec le Parti communiste de Grèce (intérieur) et avec la Ligue des communistes de Macédoine, à cette époque (1978), les opinions de Papapanagiotou révélaient son approche historique de la question de la révolution sociale en Grèce. Il s'appuyait sur des hypothèses fortement influencées par le point de départ théorique et par la préférence idéologique de son parti, le Parti communiste de Grèce (intérieur). Ses idées, familières au lecteur de son œuvre, reconnaissent des racines historiques profondes au principe de l'évolution indépendante et une historicité dans les transformations démocratiques autochtones et dans les changements sociaux, en jugeant anachroniques et antihistoriques les cogitations des centres internationaux sur l'exportation de la révolution. Par sa pratique communiste classique, il liait les conclusions historiques à la lutte sur la réorientation sociale de la Grèce, en les jugeant comme base pour tracer la ligne politique de son parti. Pour réfuter ces aspects, on pourrait, face à l'indépendance du mouvement social en Grèce, s'apposer au contenu de l'internationalisme que proposait le marxisme. L'optique marxiste renvoyait à un mouvement international, à une interdépendance internationale, par hypothèse contraire au principe de l'indépendance. Il faut remarquer de plus qu'historiquement, il n'exista pas d'exportation de la révolution en Grèce – seulement l'exportation de la contre-révolution en Grèce, dirions-nous –, sauf si on entendait, dans l'approche de Papapanagiotou, exclusivement le cas de l'intervention, de la part du Komintern, de 1924 et ensuite de 1931. Sur l'historicité du changement démocratique en Grèce, ni les orthodoxes – opposants de la version grecque du communisme – n'avaient d'objection. Ils avaient des opinions divergentes en ce qui concernait le mode de son instrumentalisation (la détermination exacte des conditions, dans lesquelles se développèrent l'idéologie de la classe bourgeoise et les idées socialistes en Grèce, afin que soit définie la tactique correcte sur l'imposition de la révolution en exploitant les spécificités du cadre local).

Les archives en entier étant disponibles à l'Institut, les communistes locaux se préparèrent à la hâte d'agir. Kirjazovski, dans son plan personnel, posa comme horizon deux années pour que soit élaborée l'histoire du « mouvement de libération populaire

du peuple macédonien en Macédoine de l'Egée ». Du travail des archives, Fani Buckova s'en occupa, chargée de ce devoir. Un tri fut prévu, dans le volume des archives, tout d'abord des matériaux qui étaient directement liés à l'« histoire du peuple macédonien », et la remise de leurs copies, dans un délai de deux ans (jusqu'à la fin de 1980), aux Archives du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine pour créer ses propres dossiers. « Le Parti communiste de Grèce et la question nationale macédonienne », « La participation et la contribution du peuple macédonien à la guerre civile en Grèce, en 1946-1949 », « Les combattants macédoniens de la Macédoine de l'Egée en exil dans les pays socialistes, en 1949 et après », furent choisis comme titres de dossiers. Ce travail progresserait en collaboration avec les Archives du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine. Sur le classement des documents en secrets, Kirjazovski, en tant que membre du comité de classement des documents (avec Vatousianos et Papapanagiotou), commença à examiner le matériau. Les critères qui avaient été fixés sont inconnus. Un effort pour créer une sélection de documents du Parti communiste de Grèce qui se référaient à la question nationale macédonienne avait pour but leur publication en République socialiste de Macédoine. La préparation initiale commença par Kirjazovski, par l'examen rétrospectif des publications du Parti communiste de Grèce, en posant comme stade ultérieur la découverte d'autres dans les archives. Le tri des documents satisfaisant le terme convenu sur l'échange et l'accomplissement réciproque des archives des deux partis commença enfin. Tous les documents des archives du parti grec qui intéressaient la Ligue des communistes de Macédoine, la République socialiste de Macédoine et la Yougoslavie seraient concédés aux Archives du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine. La formulation du dit terme dans les écrits, propositions et projets de décisions émanant de Papapanagiotou correspondait, en ce qui concerne son ambiguïté, à l'évidence que des copies seraient concédées et naturellement pas les originaux. Cependant, la rétention (et la mise de côté) d'originaux ne pouvait pas être préjugée. A notre avis, cela se produisit, dans une mesure indéterminée.

Le travail qui fut accompli dans la République socialiste de Macédoine, pour soutenir l'intention ci-dessus, le fut à un degré étonnant. Presque tout le contenu des archives du parti grec fut reproduit en microfilms, avec la classification, parallèlement, des documents originaux dans des dossiers, la rédaction de fiches qui contenaient les éléments d'identité de chaque document, l'extraction d'un résumé du contenu et la création de registres des documents pour la moitié d'entre eux. La réhabilitation technique de milliers de documents doit être séparément calculée. Des dizaines de milliers de pages de documents ont été de plus reproduits, en photographies (impression sur papier photographique). Le financement direct du programme (exceptés les salaires, les dépenses courantes, l'amortissement d'éléments constants, etc.) dépassa l'équivalent de 5.000.000 drachmes. Les grandeurs en question étaient de dimensions énormes pour l'échelle de la République socialiste de Macédoine ! Il restait, cependant, encore beaucoup de travail à faire, pour 65.000 documents. Celui-ci concernait des documents

d'importance moindre pour la Ligue des communistes de Macédoine (documents de la station de radio et autres) et ne fut pas accompli.

Papapanagiotou, face aux intérêts des partenaires du Parti communiste de Grèce (intérieur), n'était pas aveugle. Nous ignorons quelle était son but lorsqu'il posa la proposition, en juillet 1978, de trouver, par une embauche permanente dans le groupe d'études, une personne appropriée pour remplacer à l'avenir Kirjazovski. Il était inquiet, face à une situation qui le rendait vulnérable. La forme initiale, en remettant certaines tâches relatives aux archives du parti grec soit aux Archives de Macédoine soit à celles de l'Institut (à la première institution, des compétences techniques, à la deuxième celles scientifiques), n'offrait pas de garantie d'efficacité des règles de sécurité et de conspiration (de garantie de confidentialité qui – on le supposait – couvrait l'existence et la valorisation des archives à Skopje). Dans les divers milieux – au sein du personnel des institutions et en dehors dans la société, parmi les réfugiés politiques grecs –, les commentaires sur le Grec et le travail que celui-ci faisait montraient que les archives dans le bâtiment de l'Institut avaient été plutôt localisées. La connaissance de la langue grecque par beaucoup renforçait les risques que tous types de finalités produisaient. En outre, il était sûr que les services grecs de renseignements connaissaient certains événements. Si l'adversaire (le régime bourgeois grec), le cas échéant, décidait d'interpréter de mauvaise foi la situation, il créerait une question politique que tant les Yougoslaves que le Parti communiste de Grèce (intérieur) voulaient éviter. Papapanagiotou, au fond, faisait remarquer qu'un parti politique ne pouvait pas collaborer avec un organisme étatique d'un pays étranger. La collaboration devait se faire seulement parmi des organisations des partis. Conformément à la doctrine de la coexistence à l'époque de la « Guerre froide », les organisations sociopolitiques étaient libres de saper les régimes sociaux adverses, tandis que les relations des autorités de l'Etat que celles-ci contrôlaient devaient rester paisibles. Dans ce cas, en parlant de mauvaises interprétations délibérées de la part de l'Etat grec, Papapanagiotou dépassait le fait qu'un parti politique, légal en Grèce, avait été mis en contact avec un Etat voisin, la Yougoslavie, et avec un parti communiste au pouvoir, celui yougoslave, qui ne convoitait pas seulement le régime social mais aussi sous-entendait, par sa propagande, la remise en doute des frontières de l'Etat. Les interprétations correspondantes ne seraient pas exactement de mauvaises interprétations.

Face aux intérêts de son parti, Papapanagiotou n'était pas à nouveau aveugle. Au contraire, il voyait loin. Il considérait que les archives du Parti communiste de Grèce (intérieur), en tant qu'organe du parti, dans les conditions d'alors – à la fin des années 1970 – étaient mortes-nées. Il suggérait, avec pragmatisme, la création de conditions qui permettraient le fonctionnement futur des archives à Athènes. Tout le travail qui avait été fait jusque là, les relations avec les alliés à Bucarest et à Skopje, il les jugeait comme objectif qui servait la tactique de son parti. Il restait à desservir le but stratégique, le transfert des archives en Grèce.

Papapanagiotou, en contact avec son parti à Athènes, soulignait de nombreuses réalités. Lui-même savait qu'il disait des semi-vérités, mais – nous l'avons dit – il était un propagandiste très efficace, il prenait soin de ne pas dévaloriser des aspects des phénomènes qui soutenaient sa pensée. En effet, le Parti communiste de Grèce, dès sa création, n'avait pas d'archives (plus justement, il devait être souligné que ce fait se produisait initialement sous l'effet d'une force majeure et ce n'était seulement qu'ensuite sous sa propre responsabilité). Même dans l'édition du 5ème volume des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*, il n'avait jamais mentionné l'existence d'un organe (cette mesure était nécessaire, puisque les archives étaient invisibles, protégées, en liaison avec le travail clandestin). Les membres du parti et les simples citoyens avaient le droit « ... de puiser les informations les plus nécessaires et valables sur l'histoire réelle de notre mouvement ouvrier et socialiste ». Sur ce point, Papapanagiotou ne parlait pas comme un historien. Est-ce que, à l'exception des documents secrets, tout le reste des documents doit être ouvert aux membres du parti et à n'importe quel intéressé ? Que signifiait la position sur le droit à l'information sur l'histoire réelle du mouvement ? Une analyse est nécessaire, sur ce point, sur la relation de la source historique, du chercheur historique et de l'histoire. Papapanagiotou soutenait que les archives – la source – est l'histoire réelle. Or, comme on le sait, s'interpose l'historien, qui recherche la source. Ce qui est juste est que les archives constituent la source primaire, qui est médiatisée, ensuite, par l'approche épistémologique de l'historien pour s'inscrire en tant qu'histoire. A ce propos, naît – et reste sans réponse – la question de savoir si les archives du parti sont enregistrées en tant qu'objet public ou privé. Mais nous reviendrons plus en détail sur ces interrogations, dans le chapitre y afférent.

Papapanagiotou soutint que l'objectif fondamental devait être l'institutionnalisation des archives et de leurs fonctionnements. Il y avait la nécessité d'une conception moderne sur les archives et sur leur fonctionnement. Cette perception moderne existait en tant que conscience commune parmi les scientifiques spécialistes qui se rangeaient aux cotés du Parti communiste de Grèce (intérieur). Il restait, au-delà, que cette conception soit inculquée à la conscience du parti par une intervention de la part de la direction politique. Ceci signifiait, alors, que les opinions qui étaient exprimées par certains intellectuels du Parti communiste de Grèce (intérieur), comme Ph. Iliou, et qui n'avaient pas été révélées, jusqu'alors, par une position du parti devaient être entourées de la caution du parti en tant que thèse adoptée. Il est difficile de savoir si les historiens professionnels ont abordé Papapanagiotou et l'ont placé en première ligne pour qu'il soutienne leurs opinions, ou si lui-même spontanément jugea, s'appuyant sur son propre angle de vue, que les idées se référant à des conceptions modernes devaient instituer la ligne du parti. Pour satisfaire la curiosité historique du lecteur, des écrits de Papapanagiotou on ne tire pas de conclusion si, par le terme « conception moderne », il entendait une approche théorique ou quelque chose de différent, parce que sa pensée en question n'est pas nette.

Papapanagiotou demandait la révision de la décision sur l'existence de trois bases d'archives (Skopje, Bucarest, Athènes). Il considérait que le siège des archives devait se trouver au siège du parti. Les archives étaient légales. Seuls leurs documents secrets étaient illégaux – dans le sens de la sauvegarde –. A nouveau naît la question, quels étaient les documents qui ont été jugés comme secrets, si ces derniers étaient conservés dans des lieux protégés. Il le révéla dans une note suivante, sur le « dossier fermé » à Bucarest. Une nouvelle question est suscitée, relative au sort de ces documents.

Avant qu'une base soit organisée à Athènes, la création d'une institution d'histoire de la Ligue des communistes de Macédoine serait, selon Papapanagiotou, la solution idéale pour protéger les archives. Jusqu'alors, l'issue la plus appropriée était l'intégration des archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) dans le service des Archives du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine. De manière abusive, pouvait être étudiée la prise en charge de la responsabilité par l'Académie des Sciences, qui était une institution de l'Etat également, ayant cependant une structure compacte qui ne permettait ni la violation de la confidentialité par des fuites ni la diffusion de commentaires négatifs. Papapanagiotou, en reprenant la question de l'Académie, invoquait des raisons qui étaient pratiques, non sur le principe. Suffisamment de questions étaient engendrées à cet égard. Pourquoi Papapanagiotou pressait-il pour éloigner les archives de l'Institut d'histoire nationale et des Archives de Macédoine ? Les arguments qu'il posait étaient fragiles. Une hypothèse serait qu'il essayait de se détacher de ces deux institutions slavomacédoniennes. Lorsqu'il demanda au bureau exécutif de son parti d'adopter les opinions qu'il posait, il y eut besoin de quatre mois pour la prise de décision officielle correspondante (c'était la suivante, concernant les archives, après la décision du même organe en février 1977). Le 30 octobre 1978, la décision institutionnalisa les propositions de Papapanagiotou. Mieux vaut tard que jamais. Papapanagiotou fut finalement désigné comme représentant politique du Parti communiste de Grèce (intérieur) à Skopje (membre permanent du comité interétatique de collaboration dans le domaine des archives et de la recherche scientifique) et fut détaché de l'Institut et des Archives de Macédoine. En ce qui concernait l'effort de passer à l'Académie, la tentative échoua. En juin 1979, par des décisions qui se référaient à la partie de l'organisation, les slavomacédoniens aboutirent à la création, dans le cadre des Archives de Macédoine, d'une nouvelle section traitant les documents en langue grecque. Il était prévu pour la nouvelle section qu'elle soit autonome économiquement et administrativement. De cette manière, fut résolue la question que Papapanagiotou posait continuellement pour détacher les archives du parti grec de l'Institut d'histoire nationale et des Archives de Macédoine. En raison de la particularité du travail, et suite à une proposition du Parti communiste de Grèce (intérieur) – proposition de Papapanagiotou qui devint décision du parti –, fut créé un comité entre partis ayant pour compétence le contrôle de l'action de la section.

Les relations entre les deux partis, la Ligue des communistes de Macédoine et le Parti communiste de Grèce (intérieur), se présentaient, pendant toute cette période, se-

reines, sans nuages. Papapanagiotou affichait une pleine confiance en ses partenaires. Lui-même avait d'excellents rapports avec Atso Gianevski, responsable de la section des relations internationales, grâce à laquelle le contact des partis était rétabli. Les formulations de Papapanagiotou sur le « peuple macédonien » et sur sa contribution aux combats en Grèce ne faisaient pas présager de son tournant – apparemment soudain – et, ensuite, du conflit avec les slavomacédoniens.

5.1.5. Rupture entre Papapanagiotou et la Ligue des communistes de Macédoine

Le travail à Skopje, par le respect inébranlable des règles de sauvegarde, se développait sans heurts. Une matière élaborée était promue à Athènes, pour sa valorisation dans les colonnes du journal *I Avgi* [*L'aurore*] et dans les revues, tout comme également dans les études des historiens, des membres et des partisans du parti. Même pour les documents non classés, des raisons de sécurité imposaient leur mise en circulation vers la Grèce non directement de Skopje à Athènes mais par Bucarest. Papapanagiotou prenait toujours soin de rédiger des procès verbaux des discussions avec ses homologues slavomacédoniens, afin d'être politiquement couvert. Du fait de ce mode de collaboration, il n'était pas non plus possible qu'il existe de mauvaises interprétations de ce qui était convenu.

En 1980, des signes, invisibles pour un observateur extérieur, cachaient l'évolution d'une réflexion, apparue dans le jugement de Papapanagiotou, sur l'avancée future de la collaboration ayant comme sujet les archives et sur leur valorisation, également – le plus important – sur le contenu de la collaboration. En mars 1980, après un rapport introductif de Papapanagiotou, un cadre plus étroit de travail fut imposé. Dans les documents décrivant la collaboration avec les slavomacédoniens, apparut une formulation rigide de la détermination du régime de fonctionnement des archives grecques et de la procédure d'accès aux matériaux, selon laquelle la base des archives de réserve du Parti communiste de Grèce (intérieur) à Skopje était strictement fermée. Toute utilisation des documents, pour n'importe quels besoins en dehors de ceux du Parti communiste de Grèce (intérieur), serait satisfaite seulement après approbation et décision de son propriétaire (le parti) et de son représentant, Papapanagiotou. Ce dernier avait commencé à comprendre que, dans l'évolution des relations, des questions théoriques, idéologiques et politiques s'étaient formées, auxquelles il fallait faire face.

En 1981, avec l'alternance gouvernementale (avènement des sociaux-démocrates [PASOK] aux portes du pouvoir en Grèce), Papapanagiotou promut des projets différents. Les slavomacédoniens commencèrent à subir des pressions d'Athènes (en réalité, de Papapanagiotou) sur l'envoi de copies des archives de Skopje. En décembre 1981 (deux mois après la victoire électorale des sociaux-démocrates), il existait une tension dans les Archives de Macédoine, à cause du fait que le Parti communiste de Grèce (intérieur) pro-

testait contre la promotion non satisfaisante du matériau à Athènes. Kirjazovski demanda à Papapanagiotou d'envoyer un message à son parti, en Grèce (ce qui fut fait), en informant que le travail des archives avançait sans heurts. Qu'ils viennent sur place, pour voir la situation et pour qu'ils en soient convaincus. Papapanagiotou rédigeait, alors, l'œuvre *La guerre patriotique de 1940-1941*, qui fut jugée comme annulant les opinions exposées dans le passé – avec la participation de Papapanagiotou – de l'Institut d'histoire nationale en tant qu'opinion historique slavomacédonienne officielle. Les questions en suspens exigèrent des discussions au niveau suprême des partis. En avril 1982, Kostas Filinis, membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce (intérieur), se rendit à Skopje pour participer à un échange de vues. Le contact des représentants des deux partis fut normal et cordial. Filinis s'entendit avec les slavomacédoniens pour que l'étude de Papapanagiotou ne soit pas publiée et s'engagea, pour le compte de ce dernier, en ce qui concernait sa participation aux travaux des archives, qu'il abandonnerait son activité sur les recherches concernant la question nationale.

Papapanagiotou continua à prendre ses distances par rapport à la production idéologique de l'Institut et à se quereller avec ses collègues slavomacédoniens, de manière plus en plus intense. Il écrivait sans divulguer, comme antérieurement, le produit. L'appareil de surveillance de l'Etat slavomacédonien avait les indications pour intercepter les messages de ce changement de comportement. Les visites de Papapanagiotou en Grèce, sa fréquentation avec les Grecs, était un nouvel élément. Les textes qu'il présentait aux collaborateurs étaient réduits. Le climat dans le domaine du travail s'était alourdi.

Si Papapanagiotou avait l'intention de préserver le secret de ses écrits, il sous-estima Kirjazovski, personne sachant les règles (et la façon de les violer) de la conspiration. Un jour, en mai 1984, Kirjazovski saisit l'occasion appropriée, entra en cachette dans le bureau de Papapanagiotou et ouvrit les tiroirs. Là, il trouva les autres écrits – sur des sujets différents de ceux que connaissait l'institut –, ceux compromettants, ayant pour titre *La substance de la question nationale macédonienne*. En jetant un coup d'œil sur le contenu, il comprit que la situation avait été renversée. Le collègue grec avait adopté, ouvertement désormais, l'opinion historique-idéologique différente, contraire à celle qu'il soutenait pendant les années précédentes. Dans cette étude, qui concernait l'histoire du mouvement communiste balkanique pendant l'entre-deux-guerres, Papapanagiotou, conformément à la conception de Kirjazovski, imputait aux communistes *macédoniens* la soumission du critère de classe à celui national – en peu de mots, il les appelait nationalistes –. Les Grecs se présentaient en victimes du nationalisme communiste. Dans une région grecque, l'objectif des Soviétiques était de descendre en Macédoine et, dans ce but, utilisèrent les *Macédoniens*. Le Parti communiste de Grèce découvrit la nation, à l'époque où les *Macédoniens* voulaient occuper toute la Macédoine ; c'est pourquoi il ne pouvait pas permettre l'application de projets d'intrigues antihelléniques.

Dans des cogitations ultérieures, Papapanagiotou, révoquant de sa mémoire les événements à l'Institut d'histoire nationale qui progressivement conduisirent au conflit avec les slavomacédoniens, attribuait un point de départ moral, un mobile moral, à sa position. A Skopje, l'étude scientifique ayant pour objet le mouvement social, idéologisée, médiatisée par l'idéologie de l'Etat et par la propagande sur l'identité culturelle macédonienne, ne put tenir face aux évolutions réactionnaires. Dans le tournant de la pensée scientifique, à l'époque du recul du mouvement ouvrier international – dans les années 1980 –, avec l'élément national se modifiant en celui nationaliste, la recherche historique à l'Institut d'histoire nationale se trouva incohérente lorsqu'elle abandonna la base théorique de l'approche marxiste du facteur de classe et culturel. Papapanagiotou imputait aux cadres de l'appareil idéologique de la Ligue des communistes de Macédoine cette déviation.

Un observateur « neutre » serait d'accord que la conception de Papapanagiotou, qui le tourna vers l'hypothèse selon laquelle le nationalisme s'empara de la Ligue des communistes de Macédoine, que le parti slavomacédonien était parvenu à vouloir au fond les archives seulement pour justifier ses opinions nationales sur la question macédonienne, était fondée sur une constatation qui reflétait des phénomènes visibles. Il existait cependant un point de vue différent. Les communistes slavomacédoniens protestaient auprès de Papapanagiotou exactement du contraire. C'était en réalité lui-même qui avait glissé vers le nationalisme. Il adopta une opinion teintée de grécocentrisme, après 1981 où les sociaux-démocrates (PASOK) au gouvernement se transformaient en formation nationaliste – avec pour comble, les déclarations selon lesquelles non seulement il n'existe pas de minorité *macédonienne* en Grèce mais ni même de nation *macédonienne* –. Les anciens collaborateurs et connaissances de Papapanagiotou slavomacédoniens étaient, sur ce point, mordants : « Alékos [Papapanagiotou], lorsque le PASOK vint au pouvoir en 1981, est devenu, lui aussi, partisan du PASOK et changea de position sur la question macédonienne ».

Une troisième opinion, qui mettrait en valeur les éléments ci-dessus en conflit, aboutirait à un rapprochement des deux points de vue en vertu duquel les éléments qui apparaissaient dans la position de Papapanagiotou étaient mélangés. Son jugement avait peut-être été amené à une contradiction, dans les conditions sociales, politiques et culturelles qui étaient caractérisées par l'ascension du nationalisme et le déraillement des communistes slavomacédoniens – tout comme celui des sociaux-démocrates grecs –, par la tactique de prudence dans la politique des communistes grecs pour éviter le conflit avec le sentiment commun.

Si les éléments (sources écrites, témoignages oraux) qui peuvent décrire les oppositions idéologiques plongent dans la subjectivité et dans des jugements axiologiques improuvés, des sources primaires différentes qui enregistrent minutieusement les événements eux-mêmes se caractérisent par une plus grande « objectivité ». Papapanagiotou fut l'objet de poursuite par l'Institut et les Archives de Macédoine. Les communistes slavomacédoniens confisquèrent le texte et firent connaître à Papapanagiotou leur ac-

tion, en contournant le sujet de principe (l'illégalité de la saisie) et en insistant sur la substance de l'affaire. Ils refusèrent de rendre les écrits (l'original) ou une photocopie de ceux-ci. Ils l'exclurent de son bureau à l'Institut d'histoire nationale. Celui-ci s'installa dans la salle où étaient placés les documents du parti grec, à l'intérieur de l'aile des Archives de Macédoine (elle faisait partie du bâtiment de l'Institut). Papapanagiotou les informa qu'il irait à Athènes, pour s'entendre avec son parti sur la coopération ultérieure avec les Archives de Macédoine. Il demanda que lui soient procurées des copies de son écrit *Le Quartier général balkanique*, constitué d'un texte de 153 pages et de 80 pages d'annexe de documents, pour le prendre avec lui. Les slavomacédoniens n'acceptèrent pas, en rappelant que l'accord prévoyait des transferts effectués seulement par les Yougoslaves, et demandèrent de le leur rendre. Il refusa, en demandant de le traiter comme matériel confidentiel.

Dans la querelle, Papapanagiotou convint qu'il n'existait pas de problèmes en ce qui concernait l'avancée du travail sur les archives, mais seulement dans sa coopération avec les slavomacédoniens à cause de sa position sur la non reconnaissance de la nation *macédonienne*, du comportement des slavomacédoniens dont il était le destinataire et d'autres problèmes concomitants de moindre importance (expulsion de son bureau, etc.) qui avaient un impact à son détriment. Il les accusa de ne pas avoir envoyé à Athènes l'ensemble des copies du matériau, mais seulement une partie de celles-ci, après sélection.

Le 6 juin 1984, le directeur des Archives de Macédoine, Aleksandar Aleksiev, convoqua officiellement Papapanagiotou, « ... en présence du docteur Risto Kirjazovski », pour lui remettre une note verbale. En parlant pour le compte des communistes slavomacédoniens, sur un ton réprobateur très aigu, il le dénonça pour sa position et ses actions. Au lieu de travailler pour le rapprochement des deux partis, il accomplissait l'inverse. Au contraire, eux-mêmes travaillaient pour réhabiliter les archives grecques, en leur donnant la priorité et en laissant inexploitées leurs propres archives. Pour les documents, aucun tri n'était fait, ni une certaine restriction n'était imposée, comme il les accusa. Ils envoyèrent des matériaux en Grèce (plusieurs milliers de photocopies) dans la mesure de leurs possibilités ; ils comptaient faire la même chose à l'avenir, jusqu'à ce que le travail soit achevé et toutes les archives, sur demande du parti grec, pouvaient être envoyées à Athènes. Le problème se localisait exclusivement dans ses écrits, comme le texte *La substance de la question nationale macédonienne*. Aleksiev rappela à Papapanagiotou l'engagement de K. Filinis, en 1982, selon lequel ils le guideraient, afin que la partie yougoslave ne se trouve pas dans la situation paradoxale et déraisonnable d'offrir une aide au Parti communiste de Grèce (intérieur), de dépenser des sommes et des moyens matériels énormes, d'offrir une hospitalité au représentant des Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) à Skopje, de promouvoir le travail de valorisation des archives, et, contre ces sacrifices, de recevoir des « libelles » [les textes de Papapanagiotou] qui n'offraient pas à la science et rendaient redevables, face au parti, au peuple et à leur conscience, les responsables des concessions ci-dessus aux Grecs.

Le problème se situait dans le rejet de la position slavomacédonienne sur la question macédonienne (« ... concernant ta position sur notre propre nation que tu considères comme inventée... »). « Nous considérons que toi, en agissant ainsi par tes propres travaux soi-disant scientifiques, tu violes... » (Aleksiev énuméra les règles du comportement civilisé, les discussions qu'il mena avec des personnes, les offenses au parti slavomacédonien et à l'Etat, les accords avec le Parti communiste de Grèce (intérieur) et Filinis, l'esprit de la collaboration jusqu'alors). La Ligue des communistes de Macédoine reprendrait le sujet à discuter entre les deux partis. « Ton manuscrit, nous ne le photocopierons pas, ni nous ne le leur enverrons, ni nous te le retournerons. Nous le garderons jusqu'à ce que nous le montrions à ton propre parti. Les deux partis décideront de ton sort... », dit Aleksiev à Papapanagiotou, non pas parce qu'ils craignaient ses opinions pseudo-scientifiques mais parce que « ... de tels cas banals, pour ne pas dire pire... » ne devaient pas ruiner les relations des deux partis. La remise de la note verbale prit fin en conviant Papapanagiotou à une discussion ultérieure sous forme de dialogue.

Papapanagiotou, au cours de la rencontre, gardait des notes, de même que Kirjazovski. A la fin de la discussion, Papapanagiotou demanda qu'on lui donne enregistrée la communication verbale, pour la remettre à son parti. Il compara ses notes avec celles de Kirjazovski ; ils se mirent d'accord sur la justesse de l'enregistrement et le texte fut remis pour être dactylographié.

Le texte complet de la communication verbale fut donné à Papapanagiotou le lendemain, le 7 juin 1984. Le 8 juin 1984, à 10 h, ils lui donnèrent le texte final « qui fut envoyé "d'en haut" (comité central) ». Le document (la version provisoire, au premier enregistrement le 7 juin 1984, et celle officielle, le 8 juin 1984), en tant que communication verbale, ne portait ni sceau ni signature.

Papapanagiotou répondit aux communistes slavomacédoniens officiellement, par écrit, le lundi 11 juin 1984, à 9 h 30 (le samedi 9 juin et dimanche 10 juin, les personnes aux Archives de Macédoine ne travaillaient pas). Les arguments dans le document se tournaient vers le scénario que le parti grec était irréprochable face à l'autre partie, tandis qu'au contraire, la réciprocité était discutable. Sur les envois de documents, il était noté que, tout d'abord, après sollicitation, les Yougoslaves en effet les exécutaient. Ensuite, ils imposèrent l'exclusivité dans les transferts, de leurs propres manières, pour aboutir à imposer un contrôle, en violant le secret des Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur), pour lequel ils s'étaient portés garants à maintes reprises. Sur les discussions en 1982, il était précisé que Filinis était d'accord que l'œuvre *La guerre patriotique de 1940-1941* ne soit pas publiée. Le livre fut placé dans les archives, sans même qu'il soit soumis à discussion à la Commission d'histoire du Comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur). Lui-même (Papapanagiotou) cessa toute discussion sur la question nationale, travailla sur le nouveau sujet que lui fixa la Commission d'histoire, sous le régime que déterminèrent les partenaires à Skopje. Ceux-ci, au contraire, selon Papapanagiotou, n'y répondirent pas, parce qu'ils transférèrent à Athènes la plus grande partie de la matière (photocopies), comme ils le disaient, mais pas

toute, tandis qu'après le conflit, ils interrompirent la microphotographie. Il ne retourna pas à son bureau, au bâtiment des archives, et des discriminations furent appliquées. Par rapport à la question nationale – continua Papapanagiotou –, le Parti communiste de Grèce (intérieur) évitait la discussion, était retenu, sans répondre ouvertement aux positions de l'historiographie slavomacédonienne sur la Grèce, sur le Parti communiste de Grèce, sur la résistance nationale et la guerre civile. Il y avait besoin de dialogue, de confiance réciproque, de collaboration ; c'est pourquoi, en 1982, il leur fit connaître son premier travail de synthèse [*La guerre patriotique de 1940-1941*], d'ailleurs dans sa première rédaction non finale, pour que soient échangées des pensées et des opinions. Ceux qui ne demandèrent jamais l'avis du Parti communiste de Grèce (intérieur) sur les positions qu'ils promouvaient, prirent des mesures administratives et saisirent le deuxième travail [*La substance de la question nationale macédonienne*].

Les sous-entendus de Papapanagiotou étaient clairs. Nous voyons qu'en réalité, le conflit n'était pas entre les slavomacédoniens et Papapanagiotou. Il était avec le Parti communiste de Grèce (intérieur).

Par son document, Papapanagiotou protesta également « ... contre la saisie d'une matière exclusivement interne du Parti communiste de Grèce (intérieur) », une intervention dans les fonctionnements intérieurs de la base des archives de réserve qui lésait l'indépendance du Parti communiste de Grèce (intérieur), remettait en doute les compétences de son représentant à Skopje [Papapanagiotou] et ne permettait pas à celui-ci d'exécuter sa tâche. Sur les faits ci-dessus, il comptait informer la direction de son parti, à Athènes. « Je suis obligé de vous le dire au niveau du service et officiellement. Personnellement je n'ai rien à discuter ».

Papapanagiotou, jugeant le résultat de la querelle, considéra le dénouement comme avantageux. En promouvant les trois documents à Athènes, dans une note de transmission contenue dans le troisième document (sa réponse à la communication verbale), il apprécia avec sarcasme que leurs amis à Skopje jetèrent des peaux de bananes sur lesquelles ils marchèrent eux-mêmes. Les évolutions, cependant, laissaient trouble le contenu politique de ce conflit. Les slavomacédoniens n'avaient pas d'autre choix que de soulever le problème du revirement de Papapanagiotou, qu'ils voyaient devant eux. D'autre part, même de la part de personnes ayant une expérience politique élémentaire, il pourrait être perceptible que Papapanagiotou n'agissait pas seul. L'estimation selon laquelle le Parti communiste de Grèce (intérieur) disposait de la possibilité, désormais, de se mouvoir libéré de l'engagement tacite face à Skopje et de régler sa position en accord avec la politique gouvernementale grecque en cours, pourrait être valable.

Les communistes slavomacédoniens s'étaient engagés par des accords écrits, des signatures qu'ils ne pouvaient pas violer ; c'est pourquoi ils recherchèrent la neutralisation scientifique et idéologique de Papapanagiotou par la méthode des pressions contre lui. Le climat dans le lieu de travail fut rendu insupportable. En 1985, Papapanagiotou interdit aux slavomacédoniens l'accès aux archives du parti. En appliquant des subterfuges, il changea les étiquettes sur les boîtes des documents, afin que, en son absence,

un intrus ne parvienne pas à se servir. Les personnes de l'Institut s'adressèrent au parti ; celui-ci donna des directives aux autorités. Les autorités remirent l'affaire aux services secrets, qui appliquèrent des pratiques extrêmes. Dans un cas de son passage en Grèce, pendant le contrôle aux frontières, le service de sécurité examina même l'intérieur des pneus de la voiture – ils enlevèrent les jantes –. Juste guerre...

L'évolution de la situation fut considérée par Papapanagiotou comme dangereuse ; il craignait pour sa vie. Il demanda une aide aux milieux politiques, à Athènes. Le Parti communiste de Grèce (intérieur) – il souffrait, à cette période, de la manifestation de tendances centrifuges – n'avait pas d'objections sur l'emploi de son cadre à des travaux dans lesquels il mettrait en valeur ses connaissances et son expérience. Papapanagiotou se livra à un dépouillement de la matière relative à la question nationale et à un commentaire critique du contenu politique des positions de la République socialiste de Macédoine, qu'il promouvait vers une destination différente, obscure, en Grèce.

En 1986, dans un bilan du travail des archives en liaison avec les intentions de la Ligue des communistes de Macédoine et de l'Etat slavomacédonien, Papapanagiotou estima que, après 1978, lorsque les slavomacédoniens passèrent de la négation à l'affirmation, en développant une propagande en faveur de la Macédoine de l'Egée, à la planification d'état-major furent intégrées les thèses de doctorat de Kirjazovski et de Stojan Kiselinovski. A l'époque, deux thèses de doctorat étaient en outre élaborées, celles de Fani Buckova et de Blagoev. Encore plus nombreuses étaient les thèses de doctorat universitaires (trois furent élaborés ayant comme source primaire exclusivement les archives grecques), dans la perspective que, jusqu'en 2000, participent à la distribution de titres 10 docteurs et des dizaines de détenteurs de titre de master « égéens ». L'édition *La Macédoine de l'Egée dans la lutte de libération nationale* (recueil de documents sur la période 1941-1949, qui commença en 1972) parvint au 7ème volume et, jusqu'en 1990, aurait achevé le 10ème volume, tandis qu'avaient été publiés également 40 volumes sur la Macédoine yougoslave de la période 1941-1945.

Il est étonnant, à quel degré s'étaient creusés les liens de camaraderie avec les autochtones. En 1988, dans le volume anniversaire commémoratif des 40 ans de l'Institut d'histoire nationale, de la liste des collaborateurs de l'Institut (toutes les personnes qui eurent des rapports avec l'institution étaient compris – les rédacteurs inclurent, par exemple, Galabov, en indiquant qu'il y avait travaillé dans l'intervalle 1976-1977 –) Papapanagiotou disparut. Il n'était mentionné nulle part ! Ils ne voulaient pas se souvenir de lui. L'ajout du collaborateur grec, dans le volume anniversaire commémoratif des 30 années de l'Institut, comme un des leurs et son effacement après une décennie pourrait être imputé aux réactions exacerbées des dirigeants de l'Institut d'histoire nationale.

5.1.6. Transfert des archives en Grèce

Papapanagiotou jugea que la question du déplacement du matériau d'archives de Skopje en Grèce était mûre. Les communistes slavomacédoniens ne parurent pas contents. L'objection était que le côté grec ne pouvait pas se retirer en laissant précaire l'investissement économique de l'autre partie. Ils rendaient compte, eux aussi, à une autorité supérieure – aux organes de l'Etat fédéral –, face auquel ils restaient exposés. Ils se livrèrent à l'obstruction. Parmi les entraves était celle de leur désir que Papapanagiotou ne soit pas désigné comme médiateur. Cependant la présence de ce dernier était indispensable, s'ils voulaient éviter la probabilité que s'égare par erreur une certaine masse de matière, grande ou petite. Finalement, cependant, ils cédèrent. Après un marathon de consultations, ils arrivèrent à un accord sur la procédure pratique. N. Kentros, qui expédierait les problèmes de chargement, partirait d'Athènes, en camion. La question de la présence, au cours de la livraison, de Papapanagiotou restait pendante. Le 12 avril 1988, fut rédigée une lettre du parti de la Gauche grecque (EAR), nouveau possesseur de la propriété des Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur), par laquelle il adressait aux Yougoslaves des remerciements pour leur aide, dans le passé, et pour leur compréhension dans le présent. Ils avaient mandaté N. Kentros, comme responsable des archives, pour signer l'« acte de livraison - de remise » et pour transférer les archives et la bibliothèque au siège à Athènes. La date de livraison devrait être fixée à Skopje. « Nous vous prions cependant, pendant la durée de la livraison, que le camarade Theodoros Papapanagiotou aide aussi ».

En effet, N. Kentros expédia l'affaire. La matière originale, d'un volume incroyable (305.000 feuilles) exigea un effort intensif d'emballage (plus de 400 grandes caisses, contenant plus de 700 feuilles par caisse) et l'utilisation d'un camion à trois axes pour le transfert de Skopje, via Thessalonique, à Athènes. Une petite partie du matériau fut laissée entre les mains de Papapanagiotou, à Thessalonique – son nouveau lieu de séjour –, pour l'utiliser dans ses recherches ; le reste fut stocké au siège de la Gauche grecque (EAR).

Les pertes de documents étaient importantes. Les slavomacédoniens, pendant les enregistrements périodiques des archives, avaient soustrait des preuves au contenu sensible, qui, selon leur jugement, ne devaient pas rester exposées. La matière contestée fut protégée même face au Parti communiste de Grèce (intérieur). Avec la nouvelle évolution, pendant la liquidation ils la gardèrent.

A Skopje, les copies des documents restèrent, après le transfert des archives du parti en Grèce, dans l'entrepôt des Archives de Macédoine. Elles furent gardées là, inutiles, après le renversement politique et social dans le pays, l'intérêt pour leur emploi idéologique ayant expiré.

Le rôle de Papapanagiotou à Skopje avait pris fin. Lorsqu'il fut rapatrié, il n'avait pas laissé de questions en suspens. En Grèce, il collabora avec les milieux académiques qui appuyaient la position grecque sur la question macédonienne. Evangelos Kofos

l'introduisit à l'Institut d'Etudes balkaniques de Thessalonique (IMHA). Alors que le conflit entre les Grecs qui étaient des experts au sujet de la question macédonienne et leurs homologues à Skopje s'était accentué, Papapanagiotou, en continuant le même travail de classement des événements et de leur analyse, participait, en tant qu'expert, à des discussions sur la configuration des réponses grecques à des problèmes surgissant. Aucune objection de son parti, la Gauche grecque (EAR), ne fut suscitée.

Le problème de la subsistance de la famille à quatre membres (femme et deux petits enfants) était pressant, ne trouvant pour perspective que la seule solution individuelle.

5.1.7. Les aspects latéraux dissimulés de l'opération « Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) »

Toutes proportions gardées, le Parti communiste de Grèce (intérieur) se trouva dans la même place douloureuse que le Parti communiste de Grèce de l'époque de 1924. La différence est marquée par le fait que le parti avait alors choisi d'être soumis aux statuts et aux décisions de l'organe international suprême (le Komintern) et de faire face à ses ordres comme mouvements de tactique pour imposer la révolution. Le profit pour la Macédoine serait la libération sociale, la venue du socialisme. Dans la situation d'établissement du communisme en Macédoine yougoslave, la promotion des objectifs des Yougoslaves, plus spécialement des communistes de la République socialiste de Macédoine, renvoyait également au changement désiré du système social dans la région conformément à des planifications élaborées à l'extérieur.

Ces pensées perdent leur sens si on les lie à l'opposition de la Yougoslavie et de la Bulgarie. Nous concevons que les positions yougoslaves repoussèrent l'enveloppe de la finalité révolutionnaire, dont on pourrait dire qu'elle était en vigueur dans les manœuvres de tactique contre la Grèce (changement du système social dans le pays conformément à des planifications élaborées à l'extérieur), et seule resta le raison d'Etat, l'intérêt public et national. Sauf si on soutient que le communisme yougoslave était meilleur que le bulgare.

Certains mouvements et aménagements yougoslaves avaient l'aspect flagrant de la planification de l'Etat pour son propre profit.

5.1.7.1. Manœuvres idéologiques et politiques de la Yougoslavie et de la République socialiste de Macédoine

Au cours du conflit de la République fédérale socialiste de Yougoslavie (et de la République socialiste de Macédoine) avec la Grèce, l'historiographie yougoslave sur la question macédonienne et la ligne politique de Belgrade se trouvant confrontées aux attitudes correspondantes d'Athènes et à l'historiographie grecque, la réponse de la pro-

pagande grecque après 1960 contre la menace yougoslave fut la diffusion de l'opinion que, dans le pays voisin, couvaient des forces centrifuges terribles qui conduiraient à sa dissolution. Les communistes slavomacédoniens répliquaient en accentuant la question macédonienne. Le conflit dans le champ politique passait par des phases selon la conjoncture. Dans le champ théorique, la thèse des communistes slavomacédoniens sur la question macédonienne s'appuyait sur des éléments démographiques. Conformément aux chiffres – et à la terminologie – que le parti slavomacédonien adoptait, il existait 100.000 réfugiés politiques de la guerre civile, dont 65% de *Macédoniens* et le reste des Grecs. Parmi ceux-ci, en République socialiste de Macédoine vivaient 50.000 (parmi eux, quelques centaines de Grecs) ; les *Macédoniens* restants étaient partagés dans les autres pays socialistes. La statistique fut soutenue par des mesures étatiques de concentration des *Macédoniens* en République socialiste de Macédoine. Dans l'intervalle 1961-1966, fut approuvée la venue de 3.740 réfugiés *macédoniens* de la Macédoine de l'Egée en République socialiste de Macédoine et s'y installèrent 2.793 individus. L'obligation créée fut lourde pour le petit pays. Sur l'installation de nouveaux réfugiés, en 1967, la direction du parti pensait définir un plan, conformément auquel des *Macédoniens* en provenance des autres pays socialistes seraient admis jusqu'au nombre de 500 au maximum par année. Avec le temps, l'attrait du retour en Macédoine cessa d'être convaincant pour les slavomacédoniens. Jusqu'en 1970, l'effort pour attirer 15.000 réfugiés – conformément à des sources de l'Ouest capitaliste – qui se trouvaient dans les pays communistes, principalement en Union soviétique, n'eut pas de succès. En 1972, l'importance de la population des réfugiés de la Macédoine grecque, qui était mentionnée dans les discussions dans le parti slavomacédonien, était de 40.000 individus en Yougoslavie, 10.000 dans les autres pays orientaux et 2.500 dans les pays d'outre-mer – Canada, Australie –.

Le violent changement politique en Grèce, le 21 avril 1967, provoqua dans la Ligue des communistes de Macédoine de nouvelles pensées. Des manifestations directes contre la dictature, à l'extérieur du consulat grec à Skopje, provoquèrent des démarches grecques. La direction yougoslave fit des observations aux communistes slavomacédoniens pour éviter des frictions. Il pouvait s'occuper de manifestations dans d'autres régions, non sensibles pour la Grèce. Un mois après son imposition, le régime dictatorial haussa le ton contre le panslavisme, l'éternel ennemi. Il se rappela qu'il existait, sous couvert de l'accord du mouvement frontalier, une infiltration d'agents de propagande et une activité subversive communiste, qui visait directement à associer les populations grecques des régions frontalières. La presse yougoslave répondit par des barrages de correspondances journalistiques et par des reportages sur les arrestations arbitraires et les tortures.

Les relations de la Yougoslavie et de la Grèce étaient souvent aggravées par l'agressivité des déclarations de Crvenkovski. La République socialiste de Macédoine et la Ligue des communistes de Macédoine soutinrent, en 1969, que le nombre de slavomacédoniens qui vivaient, avant la Seconde Guerre mondiale, en Grèce du Nord était

très important (250.000 individus), en sous-entendant le bien-fondé des oppositions sur les aménagements territoriaux du passé. En janvier 1969, Tito déclara que, pour les *Macédoniens de l'Egée*, la Yougoslavie avait pour principe de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat, toutefois il compléta : « La question des Macédoniens, de leur bannissement, est quelque chose que nous ne pouvons pas ratifier. Un tel comportement ne peut pas se justifier par une critique ayant un point de départ humaniste ». Des articles dans la presse yougoslave soulevaient la question de la minorité *macédonienne* en Grèce, les poursuites et l'oppression de l'identité nationale ; le journal *Nova Makedonija* accusa la Grèce de rechercher à exclure les Macédoniens de chez eux. Des disputes se développèrent avec les journaux *Eleftheros Kosmos* [*Le monde libre*] et *Ellinikos Vorras* [*La Grèce du nord*], qui répondirent en soutenant que la nation *macédonienne* était une invention criminelle des Yougoslaves, pour couvrir leur impérialisme. La réponse officielle grecque, le 27 janvier 1969, de la bouche du ministre des Affaires étrangères de la dictature, Panagiotis Pipinelis, fut que la répartition de la Macédoine entre Etats voisins était, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la pierre angulaire des relations de coopération et d'amitié entre eux ; l'attisement de questions minoritaires risquait d'être rendu plus dangereux pour ceux qui l'exerçaient plutôt que, comme ils l'imaginaient, pour la Grèce. A la nouvelle attaque des milieux du journal *Nova Makedonija*, en février 1969, contre Pipinelis, il fut souligné que le problème macédonien était réel, que le ministre n'avait pas dit la vérité au sujet de la réalité indiscutable qu'en Yougoslavie il existait une minorité grecque d'origine *macédonienne*. L'acte d'accusation concluait que des centaines de milliers étaient des frères *macédoniens* qui supportaient le dur destin de l'esclave en Grèce, en sous-entendant le système capitaliste en vigueur.

En dépit du climat explosif, les relations des deux pays étaient marquées par un accord tacite face au rival commun (après les événements de la Tchécoslovaquie d'août 1968 et après la politique grecque de tolérance envers la Yougoslavie, un rapprochement était intervenu). Sur indication grecque, en janvier 1969, fut recherchée une issue dans l'argument selon lequel l'ensemble *macédonien* uni était un mythe, nuisant aux relations bilatérales, dans une phase de rapprochement des deux pays qui servait l'intérêt commun pour affronter l'expansionnisme soviétique. En juillet 1969, des contacts entre les deux Etats étaient entourés d'une confidentialité extrême, puisque le régime yougoslave se trouverait dans la place difficile de fournir des explications sur le fait qu'il faisait des transactions avec les « fascistes ». Les dirigeants à Belgrade avaient une tactique plus diplomatique en comparaison de Skopje, où, de temps en temps, les accusations des dignitaires locaux contre la Grèce créaient des perturbations dans les relations des deux pays.

Nous constatons que les altercations aiguës et les tactiques diplomatiques parallèles avaient lieu à la même époque où, en dépit du contenu contesté de la relation de la Yougoslavie avec la dictature grecque, le Parti communiste de Grèce (intérieur) avait

pris le risque de conclure une collaboration avec l'Institut d'histoire nationale de Skopje, avec pour première victime Papapanagiotou.

En 1970, la propagande yougoslave sur les slavomacédoniens qui se trouvaient en Grèce continua. En opposition avec le journal *Nova Makedonija*, les journaux grecs publiaient des articles contre les slavomacédoniens et la Yougoslavie, en assurant que la propagande sur la question macédonienne était une manœuvre de Tito pour éviter les problèmes intérieurs. Une réaction acerbe fut marquée, en janvier 1970, à l'occasion d'un article du journal *Ellinikos Vorras* [*La Grèce du nord*] qui prétendait que la Macédoine n'existait pas et que la Yougoslavie serait dissoute après le décès de Tito.

En 1971, même si, périodiquement, les tons baissaient dans les litiges des journaux (*Nova Makedonija*, *Ellinikos Vorras* [*La Grèce du nord*]), Georgalas, « ancien pensionnaire d'Agitprop », porte-parole du régime dictatorial, lançait des attaques continues contre les communistes slavomacédoniens – en dehors d'autres sujets – sur le soulèvement, de leur part, de la question macédonienne. Un attentat à la bombe dans le jardin du consulat grec à Skopje, en janvier 1971, mobilisa l'autorité slavomacédonienne, sans pour autant en révéler les auteurs. Les enquêtes sur leur identité se tournèrent dans diverses directions, examinant la possibilité éventuelle que c'étaient des Grecs de Grèce, des réfugiés grecs sur place, des Russes ou des Yougoslaves. Les Yougoslaves pressaient, dans cette phase, la Grèce de développer des relations directes avec les slavomacédoniens (elle reconnaissait seulement Belgrade comme personne morale internationale), cependant les mouvements diplomatiques furent annulés par les manifestations d'hostilité du gouvernement de la République socialiste de Macédoine. En septembre 1971, fut projeté dans deux cinémas de Skopje le film ayant pour titre *La semence noire*, qui avait pour sujet l'oppression « des Grecs macédoniens ». Les projections continuèrent pendant des mois. En janvier 1972, dans un programme au contenu agressif, à la télévision de Skopje, ont été présentés deux communistes grecs, réfugiés de l'époque de la guerre civile, qui développèrent leur version sur la sombre situation politiques en Grèce. Les interventions diplomatiques grecques pour retirer le film et le programme télévisé tombèrent, dans les deux cas, dans le vide ; au contraire, le film fut promu à un concours cinématographique international en tant que participation yougoslave.

Après 1974 – lors du retour à la démocratie en Grèce, la situation resta inquiétante en ce qui concernait la question nationale. En octobre 1974, à Skopje, dans une session commune du parti et de l'Etat, fut soulevé le sujet de la légalisation en Grèce – dès 1962 – du retrait de la citoyenneté des *Macédoniens égéens* qui avaient une « action antinationale » à l'étranger, diffusant l'information supplémentaire que, pendant la dictature de Papadopoulos, 1.200 individus, qui étaient originaires de la Macédoine de l'Egée, la plupart de Florina et de Kastoria, furent en outre ajoutés. En 1975, des sujets qui recherchaient un consensus étaient, en dehors du développement ultérieur de l'entente économique et de la coopération culturelle, la réhabilitation des réfugiés de la guerre civile, par le traitement unique, sans discriminations, de tous les *Macédoniens*

qui voudraient retourner en Grèce et la révision de la tactique grecque concernant la fourniture d'un titre de transport (des discriminations au détriment des citoyens de la République socialiste de Macédoine étaient en vigueur et le consulat grec de Skopje, à l'opposé d'autres consulats de la Yougoslavie qui allouaient un visa, créait continuellement des problèmes).

Le 7 mai 1975, la Ligue des communistes de Macédoine se réunit pour examiner les questions des partis communistes grecs, de la question macédonienne et du retour des réfugiés. Les orateurs s'entendirent sur le fait que, en dehors des deux partis communistes grecs, ils s'intéressaient en outre aux forces des réfugiés dans la coalition bourgeoise, dans l'Union du centre mais aussi dans la Nouvelle Démocratie. Une partie de la Nouvelle Démocratie, obligée d'adopter une position favorisant les mesures d'épuration de l'appareil de l'Etat de ceux qui avaient offert un appui à la dictature, prêtait un caractère humaniste, non politique. Le ministre de la présidence Kostis Stefanopoulos ne souhaitait pas le retour des *Macédoniens*. Le problème à discuter était dans quelle mesure la politique extérieure de la Ligue des communistes de Macédoine et de la République socialiste de Macédoine devait être agressive par rapport à la minorité *macédonienne* ; la position fut soutenue qu'il n'était pas logique de vendre à vil prix la minorité *macédonienne* de la Grèce, tandis que toute différente était la position mise en avant par la Yougoslavie face à l'Autriche sur la Slovénie et les populations slovènes minoritaires, que la question devait être soulevée de façon pressante dans les négociations avec le gouvernement grec. Inhérent était le problème, rappelé par les informations ultrasecrètes qui parvenaient à la direction du parti, qu'il existait 100.000 réfugiés slavomacédoniens, la moitié en Macédoine yougoslave, cependant beaucoup ne voulaient pas retourner en Grèce – ils avaient servi dans l'armée yougoslave et avaient pris la citoyenneté yougoslave, ou avaient fait un mariage mixte (ils s'étaient mariés avec des femmes locales), ou étaient influencés par des situations connexes –.

La session de la direction du parti le 15 mai 1975 avait, on le supposait, pour sujet le mouvement ouvrier, la question macédonienne et des problèmes similaires, en réalité cependant c'était une préparation à la visite Caramanlis. Tout ce qui serait décidé à Skopje devait être promu à Belgrade, afin d'être inclus dans le programme des entretiens de la rencontre imminente avec Caramanlis, les 4 et 5 juin 1975.

Après le décès de Tito, en 1980, le rappel de la question macédonienne était dû éventuellement à l'effort de la direction yougoslave de renverser les tendances centrifuges. En 1981, fut projeté le film *Le cheval rouge*, qui était fondé sur le travail homonyme de Tasko Georgievski. Le spectateur suivait le retour d'un réfugié politique slavomacédonien dans sa patrie, comme l'avait imaginé l'homme de lettres, né lui-même dans un village de la région de Voden [Edessa]. Le thème du film reproduisait l'argument idéologique de la combinaison de la lutte des classes contre le régime monarchiste-fasciste de Grèce avec divers aspects de la question macédonienne.

Après le changement de parti au pouvoir gouvernemental en Grèce, en 1981, la direction slavomacédonienne jugea comme contradictoire la politique du parti social-démocrate PASOK, qui proclamait le rapprochement avec la République socialiste de Macédoine mais qui, en pratique, avait une attitude négative face à la question macédonienne, adoptait des discriminations à l'égard de la nation *macédonienne*, maintenait une tactique négative sur les visas accordés aux slavomacédoniens, ne donnait pas de solution au sujet des biens des réfugiés et, en général, procédait à des actions qui avaient un impact sur les relations de la Grèce et de la Yougoslavie et diminuait la confiance réciproque. L'exercice de la même pression contre le gouvernement grec sur les droits historiques des *Macédoniens* sur la Macédoine grecque se poursuivit.

5.1.7.2. Consensus et oppositions communistes internes

5.1.7.2.1. Ligue des communistes de Macédoine et question macédonienne. Le rôle de l'Institut d'histoire nationale

A l'été 1968, Papapanagiotou, en visite à Skopje, se trouva en contact avec un parti qui ne s'était pas renouvelé. En 1961, 21,6% des membres du parti étaient âgés au plus de 25 années, en 1966 seulement 11,5%. Les événements de la Tchécoslovaquie suscitèrent, jusqu'à un certain point, l'intérêt de la jeunesse. Tandis que, précédemment, avait eu lieu un éloignement des jeunes du parti et des affaires publiques, en raison de la routine et de l'apathie (ou de leur exclusion des postes du parti par les plus âgés qui les détenaient), en automne 1968 l'intérêt se ranima. A Skopje, eurent lieu 2.500 recrutements de jeunes dans le parti. En 1969, fut enregistré le nombre le plus élevé de membres du parti (76.476), sensiblement supérieur au niveau de 1965 (68.178). Après, la situation revint à l'inertie précédente. En 1971, le nombre de membres était tombé au minimum de 65.400. Des efforts furent accomplis et une hausse fut obtenue encore une fois, en 1973, à 68.207 membres (parmi eux, cependant, seuls 16.361 versaient la cotisation financière du parti – obligation constitutive et devoir de base du parti –, en comparaison de 1965 où 30.305 la versaient). Évolution de mauvais augure...

La guerre, historiquement, apparaissait pour le mouvement communiste comme plus facile, parfois, en comparaison de la paix et, à cet égard, après l'occupation du pouvoir, la création d'une conscience sociale, qui pourrait pousser le potentiel humain vers des positions de soutien des demandes de classe et vers la défense du socialisme, était entravée par les difficultés d'édification du nouveau système social, par le faible niveau éducatif, par l'efficacité de la propagande « bourgeoise ». Par conséquent, la probabilité que soit créé un tissu social par l'utilisation, en même temps de la vision du socialisme, de l'argument de l'identité culturelle fut renforcée. Face au manque d'enthousiasme du côté de la population, le parti mit le poids sur la gestion du facteur culturel, avec en premier le paramètre de la mémoire populaire. Dans ce champ, la gestion du souvenir de la guerre composa le noyau du travail de propagande qui fut effectué dans la masse des autochto-

nes et des réfugiés slavomacédoniens. Le Parti communiste de Grèce, le front slavomacédonien de libération nationale (NOF), l'Armée populaire de libération nationale (ELAS), la guerre civile grecque en constituaient la thématique.

Dans une liste, élaborée en 1978, de livres scientifiques et d'articles, écrits pendant la période 1945-1976, ayant pour thème la guerre civile grecque, étaient compris 335 titres. Cet ordre de grandeur excessif démontre l'importance que les appareils de propagande avaient attribuée au sujet. A l'échelle d'un petit pays comme la République socialiste de Macédoine, en raison des possibilités limitées, le nombre d'études scientifiques qui avaient été produites pouvait être considéré comme énorme.

Ayant pour véhicule l'Institut d'histoire nationale, furent mises en avant les positions de la Ligue des communistes de Macédoine sur le sujet de la guerre civile grecque, faisant apparaitre les narrations en détails des vétérans. En 1968, lorsque Papapanagiotou apparut à l'Institut, le livre de Naum Pejov (Naum Peios) ayant pour titre *Les Macédoniens et la guerre civile en Grèce* fut jugé, par exemple, par le public des lecteurs. Il avait été mis en vente par la maison d'édition de l'Institut, avec une préface de Mihailo Apostolski. La constatation de l'écrivain était que les forces démocratiques dans la région grecque n'avaient pas de conceptions politiques et stratégiques claires, ayant pour résultat les conséquences tragiques connues, qui s'ensuivirent bien que le mouvement démocratique ait été renforcé par la plus grande partie du peuple grec et d'autres peuples [*Macédoniens*] qui vivaient en Grèce.

Les demandes liées à la libération nationale qui avaient un rapport avec la guerre se référaient à la question macédonienne par le biais d'une représentation qui associait ces éléments. Une construction idéologique, par laquelle serait déterminée l'unité de l'élément de classe avec celui national, était le défi pour le dispositif du travail théorique et idéologique de la Ligue des communistes de Macédoine – tout comme d'ailleurs pour son équivalent de la Ligue des communistes de Yougoslavie –. Au III^{e} congrès du parti slavomacédonien, du 21 au 23 mai 1959, au cours duquel de longues heures furent consacrées à la discussion sur la question nationale – fait significatif de la connaissance, alors, de la gravité du problème –, une proposition théorique structurée fut en effet présentée. La ligne directrice se tournait vers l'approfondissement de l'égalité de droits des nations dans la communauté socialiste de la République socialiste de Macédoine. On considérait que la politique de l'égalité de droits véritable était un principe de base de l'édification des relations des peuples, puissant facteur pour le développement de la communauté de la République socialiste de Macédoine, et était favorisée par la stabilité du système politique du socialisme. Ce qui était recherché était l'augmentation des possibilités de tous les groupes nationaux. Grâce à cette perception théorique, les communistes yougoslaves firent face – conformément à la conception qu'ils avaient eux-mêmes sur leur position politique et idéologique – de façon stable « à la pratique et à la théorie staliniennes », qui prévoyait la régulation, dans le socialisme, des relations nationales sur la base de l'ainsi nommée « place dirigeante d'une nation » (de la responsabilité dirigeante d'une nation) dans une société multinationale. Il était possible

que de telles théories résultent seulement de la violation du principe de l'égalité des peuples. La Ligue des communistes de Macédoine s'opposait à l'opinion selon laquelle, dans le socialisme, le contenu de la question nationale se limitait à la question de l'intégration, en général, de celle-ci dans les droits démocratiques des nations, à l'égalité des cultures nationales et à l'égalité des droits, puisque la pratique de la construction du socialisme prouvait désormais que le mouvement de la base matérielle et des rapports sociaux socialistes était organiquement attaché au mouvement des rapports nationaux.

La série des mouvements de la Ligue des communistes de Macédoine, que nous présentons, sur la gestion du souvenir de la guerre et sur la formation de la théorie sur le facteur de classe - national peut être lu en sens inverse. La nécessité d'» inventer » une issue à la question (multi)nationale yougoslave trouva un fondement dans la réalité de l'existence d'une couche en République socialiste de Macédoine (la génération de la guerre) qui était susceptible d'assimiler le message de classe - national et peut-être apte à transmettre cette nouvelle identité culturelle socialiste aux plus jeunes groupes démographiques.

Le modèle théorique combinant l'élément de classe à celui national fut au-delà enrichi par des éléments supplémentaires, comme la forme supérieure de la démocratie. En 1971, Crvenkovski, lors de l'élaboration de la question de l'existence nationale des habitants de la République socialiste de Macédoine, notait que l'égalité de droits dans l'autoadministration de la société socialiste était une condition indispensable à la confirmation nationale. Cependant, au cours de la projection du modèle théorique - idéologique, la menace éventuelle du dérapage vers le nationalisme était perceptible. Pour la création d'un tissu social, pour laquelle la condition économique (dans la République socialiste de Macédoine, il était d'ailleurs embryonnaire en comparaison du niveau des régions yougoslaves développées) ne suffisait pas, rendant nécessaire le soutien à une acceptation morale, la fomentation de l'ancien sentiment ethnique risquait, dans la nouvelle circonstance, d'être changé en fondement nationaliste, développant des tendances d'irrédentisme. Favoriser une culture d'appartenance nationale était une éventualité pour acquérir des côtés d'expansionnisme. En contrepoids, fut renforcée la propagande contre le nationalisme comme danger sérieux dans l'évolution du socialisme.

En pratique, la théorie s'accompagna de mesures de satisfaction morale et de rétablissement matériel. Dans les discussions, les droits des vétérans de la guerre civile grecque (des participants à un combat qui, en 1945-1949, avait plus de victimes que celles de la période de la résistance aux conquérants), d'un combat pour la libération nationale et de classe, furent soulignés. En 1972, furent recherchées les mesures juridiques pour régulariser la situation des réfugiés de la Macédoine grecque. La place et les droits des combattants de la guerre civile étaient précaires, parce qu'il n'existait pas de prévision juridique complète leur offrant une garantie (seuls ceux qui avaient servi à l'Armée populaire de libération nationale [ELAS] avaient les mêmes droits que les ré-

sistants de Yougoslavie). En mars 1972, commença une discussion sur les « camarades de la Macédoine de l'Egée » qui souhaitaient – tardivement – s'intégrer à la Ligue des communistes de Macédoine ; les notes biographiques correspondantes furent admises. La position du parti par rapport à ceux qui voudraient retourner en Grèce (pour des raisons matérielles – pour la récupération des biens des réfugiés –) était le rapatriement sans discrimination sur la base de la détermination nationale volontaire.

Concernant la politique en cours, le comportement de la Ligue des communistes de Macédoine était agressive, irritante. Les réponses des Yougoslaves aux protestations des diplomates étrangers sur des déclarations agressives des slavomacédoniens (question macédonienne, revendication de la région du Pirin et de la Macédoine grecque) qui s'éloignaient des accords interétatiques d'apaisement se tournaient vers la justification que Belgrade était dans l'impossibilité de les contrôler. Cependant le soupçon des interlocuteurs selon lequel il s'agissait de jeux politiques pointant visiblement la République socialiste de Macédoine tandis que la direction yougoslave était dissimulée derrière ne semblait pas correspondre entièrement aux événements. Les communistes slavomacédoniens, d'une part, répondaient à la concrétisation des décisions centrales du parti, dans un contexte multinational sensible, celui de la Yougoslavie, qui exigeait de la sagesse. Une directive centrale était, par exemple, de produire une bibliographie non spécialement pour chaque parti fédéré mais seulement pour le parti fédéral, puisque tous les éléments (politique, théorie, idéologie) étaient contenus dans les matières générales de la Ligue des communistes de Yougoslavie – de cette manière, la probabilité qu'un parti fédéré soit accusé de séparatisme était écartée –. D'autre part, l'occasion n'était pas perdue de rappeler à l'égard de Belgrade que la promotion du dialogue au sein du parti sur certaines questions était productive. Fatale, s'ensuivait la différenciation dans la forme des réactions, qui, dans un environnement d'absence de tradition diplomatique, pouvait prendre un caractère brutal, sans que des exceptions soient faites ni même pour ceux partageant la même idéologie. Un cas, par exemple, dans lequel des représentants du Parti communiste de Grèce (intérieur), s'adressant à la Ligue des communistes de Yougoslavie, en octobre 1974 (après la chute de la dictature), demandèrent à s'informer sur la position du parti en ce qui concernait le retour des réfugiés politiques slavomacédoniens en Grèce est caractéristique. Alors, le parti yougoslave renvoya la question à la Ligue des communistes de Macédoine. Cemerski, dans la discussion correspondante à Skopje, déclara de manière agressive qu'une réponse de principes convenait à la question du Parti communiste de Grèce (intérieur) et que la Ligue des communistes de Macédoine ne devait pas être identifiée à Belgrade mais devait exprimer son opinion. Kolisevski, exaspéré, rappela que le Parti communiste de Grèce (intérieur) demandait des éléments statistiques en ayant pour but d'enregistrer les réfugiés politiques slavomacédoniens en tant que Grecs. Un désaccord avec les camarades grecs, en ce qui concernait le terme « réfugié » (pour la Ligue des communistes de Macédoine, les slavomacédoniens étaient considérés comme réfugiés seulement par rapport à la Grèce et dans les discussions avec la Grèce, tandis qu'à Skopje on ne les

considérait pas comme réfugiés – indépendamment du fait s'ils avaient reçu ou non la citoyenneté – mais en tant que les leurs), était également donné, comme il le souligna.

Institut d'histoire nationale

L'Institut d'histoire nationale fut créé le 22 juillet 1948. En 1950 et les années suivantes, l'autogestion ouvrière commença ; une organisation syndicale des travailleurs fut créée à l'Institut. Dans l'Institut, fonctionna également une organisation du parti, à laquelle participaient les membres du parti. Après 1957, l'intervention scientifique fut réalisée par le biais de la revue *Glasnik*. En 1960, les archives historiques du comité central du Parti communiste de Macédoine, qui avaient été créées en 1949, furent annexées à l'Institut. En 1966, l'institut était intégré à l'organe du second degré, l'Union des Organisations de Recherches Scientifiques de Macédoine.

Dans la période 1965-1968, se trouvèrent envoyés à l'étranger, pendant quelques mois, des collaborateurs de l'Institut, dans le but de perfectionner leur connaissance des langues étrangères et d'élaborer des études historiques (par exemple, en France en 1966 et 1967 pendant 6 mois à chaque fois, en Union soviétique pendant 3 mois, en Turquie pendant 11 mois) ; Simovski se rendit en Roumanie, en 1968, pendant 10 jours. Des chercheurs vinrent également en République socialiste de Macédoine. Par exemple, Kostas Dalianis, de l'Institut d'études des démocraties d'Europe de l'Est (de l'université Karl Marx de Leipzig), rendit visite à l'Institut pendant 20 jours, en 1968, et discuta avec ses collègues des questions concernant le mouvement de libération nationale de la période 1941-1944 en Grèce.

Comme dans toute nouvelle tentative, divers problèmes en résultèrent. Le plus important était le manque de cadres scientifiques (l'effort initial débuta avec des cadres du combat de libération nationale, comme Mihail Keramitziev en 1950). Par conséquent, le premier objectif (en particulier dans la période 1965-1970, avec pour dirigeant Apostolski) fut la création de conditions de développement normal du travail scientifique. En 1969, 38 travailleurs (26 scientifiques spécialisés pour exécuter un travail de recherche – parmi ceux-ci, 14 ayant des thèses de doctorat et des titres académiques –) étaient employés à l'institution. Un progrès fut noté et, en 1978 ; le personnel scientifique attint les 54 chercheurs, dont 43 ayant des titres académiques (parmi ceux-ci, 15 étaient docteurs en sciences historiques et 6 titulaires du titre de master). Une série de personnes se trouvaient, alors, au stade des études post-diplôme. En 1978, 12 collaborateurs extérieurs étaient en outre intégrés dans 5 programmes scientifiques. L'effort de production écrite était laborieux ; 2.000 monographies scientifiques ou ouvrages de vulgarisation scientifique et présentations de documents, y compris la rédaction d'articles, de critiques de livres et d'autres textes, furent déposés. Un travail important fut le troisième tome de l'*Histoire du peuple macédonien*, qui fut publié en 20.000 exemplaires (il fut traduit en serbo-croate et, en sommaire, en russe). A l'institut fonctionnaient des sections scientifiques, qui s'intéressaient à des périodes historiques et à des objets diffé-

rents. A côté des sections scientifiques, fonctionnait le conseil scientifique (Orde Ivanoski était alors – en 1978 – directeur de l'institut). Il existait, en plus, des sections auxiliaires pour rassembler le matériel de souvenirs et de biographies, de bibliographie et de documentation, ainsi qu'une bibliothèque. Dans les sections scientifiques était comprise la section d'histoire antique et médiévale (fondée en 1967, elle avait en 1978 4 collaborateurs scientifiques – dont 3 docteurs –), la section de la période ottomane et turque (elle fonctionna dès le début, en 1948, simultanément avec la création de l'institut, et en 1978 avait 3 collaborateurs scientifiques – tous docteurs –), la section du mouvement de libération nationale et révolutionnaire (ayant 7 collaborateurs scientifiques en 1978 – tous docteurs –, elle étudiait les XIX^{e} et XX^{e} siècles « jusqu'à la répartition de la Macédoine en 1912-1918 »). La section du mouvement ouvrier et communiste et d'histoire moderne (en 1978, elle avait 10 collaborateurs scientifiques – dont 7 docteurs –) était orientée vers l'étude du mouvement pendant l'entre-deux-guerres, de la guerre et de la révolution socialiste en 1941-1945, ainsi que de la période de l'édification de la République socialiste de Macédoine. En 1963 – avec l'intégration à l'institut, en 1960, de la Section historique du comité central du Parti communiste de Macédoine (ultérieurement Ligue des communistes de Macédoine) –, la section prit sa forme finale. Enfin, la section d'études balkaniques, section spéciale sur l'étude « du peuple macédonien et des ethnicités en Macédoine » et des relations balkaniques générales pendant le passé, s'était tournée vers l'étude « de l'histoire de la Macédoine de l'Egée et de la Macédoine du Pirin ». Ses membres étaient Rastislav Terzioski, conseiller scientifique et directeur, les collaborateurs permanents Todor Simovski, Risto Kirjazovski et Teodoros Papapanagiotou, l'assistant Stojan Kiselinovski. Parmi eux, seul Terzioski était docteur et Kiselinovski titulaire du titre de master.

Le bâtiment de l'institut était, en fonction des activités, suffisant pour héberger les personnes, les documents d'archives et la bibliothèque. Dans le bâtiment, avaient été disposés au rez-de-chaussée des espaces pour le personnel de sécurité et de garde, pour le stockage et pour l'emploi commun (pour le repos et les repas). Au premier étage, fonctionnaient des bureaux. Deux salles y avaient été octroyées à la section des études byzantines. Au deuxième étage, se trouvaient les bureaux de l'institut (l'administration et le personnel de recherche), tout comme également les espaces pour l'hébergement du personnel des Archives de Macédoine. Une annexe du bâtiment de l'institut, où avait été placé le matériau des Archives de Macédoine, fonctionnait parallèlement. Dans cet espace – sans ouvertures de tous côtés (sans fenêtres), avec une entrée seulement dans le bâtiment de l'institut –, les documents (les anciens manuscrits de la période ottomane y étaient compris) étaient gardés dans des conditions appropriées de température et d'humidité.

L'Institut d'histoire nationale, en mettant en avant le cadre – promotion de la question nationale –, institutionnel ou non, qui déterminait son fonctionnement, bénéficiait de la reconnaissance exceptionnelle du régime communiste et du parti yougoslave, qu'il rendait pareillement. Le président Josip Broz Tito, à Skopje, en 1969, comprit

dans le programme de visites l'Institut d'histoire nationale. Au décès du maréchal, en 1980, eurent lieu, de la part de l'institut, des démarches pour que sa personne soit honorée, en reconnaissance de son apport à la question macédonienne. Un numéro de la revue *Glasnik* fut consacré à sa mémoire ; une manifestation à l'institut fut organisée, au cours de laquelle une plaquette commémorative en or y fut placée.

Kirjazovski

Papapanagiotou collabora, comme nous l'avons vu, à l'Institut d'histoire nationale plus étroitement avec deux collègues, Todor Simovski et Kirjazovski.

Les travaux scientifiques de Todor Simovski montraient à un observateur extérieur qu'il jouait un rôle dans la propagande de l'institution. Employé à la section d'études balkaniques de l'institut, il traita divers sujets qui concernaient la question macédonienne, d'autres ayant un contenu ethnologique, d'autres ayant un rapport avec les luttes de classe des slavomacédoniens de la Macédoine grecque et à la mise en évidence des héros de la lutte de classe et nationale tels que Tasko Karadza et Lazo Terpovski. En 1970, dans l'étude de Simovski sur la position du Parti communiste de Grèce face à la question macédonienne au cours de l'occupation fasciste, fut présentée l'opinion que les partis communistes grec et bulgare n'avaient pas fourni l'aide appropriée au peuple macédonien pour sa libération.

La biographie de Simovski présentait un maigre travail écrit. Kirjazovski, au contraire, avait une œuvre féconde.

Le parcours de Kirjazovski comprit deux phases. La première était pendant le communisme en Yougoslavie ; la deuxième fut marquée par son virage, à la fin des années 1980 et ensuite dans la période après le renversement du bloc communiste en 1989-1991.

Au point de départ, l'ancien partisan de la guerre civile grecque et membre du Parti communiste de Grèce servit ses idéaux dans le Parti communiste de Macédoine, intégré au groupe des intellectuels slavomacédoniens, à la structure de l'autorité étatique et au réseau du service de sécurité. En tant qu'historien, il développa une position – scientifique, idéologique, politique – qui pourrait être jugée comme non modérée. En 1970, à l'occasion de sa critique du livre de Naum Pejov *Les Macédoniens et la guerre civile en Grèce*, procédant à une évaluation politique des opinions de l'écrivain, il donna simultanément sa propre version, ne laissant aucune marge à une critique moins insensible contre le Parti communiste de Grèce. Se situant dans l'éventail de la ligne yougoslave au sujet de la lutte de classe et nationale, il détermina le point de vue concernant les erreurs des combattants *macédoniens égéens* face à la politique du Parti communiste de Grèce, qui serait soutenue, les années suivantes, en tant qu'historiographie officielle de l'Institut d'histoire nationale et de la République socialiste de Macédoine.

En 1971, Kirjazovski présenta le premier volume d'un recueil ayant pour titre *La Macédoine de l'Egée à la guerre de libération nationale*. Le passé de la publication

avait pour point de départ les années d'après-guerre, lorsque les pionniers de l'Institut d'histoire nationale commencèrent à rassembler des documents et constituèrent deux recueils (« La Macédoine de l'Egée à la guerre de libération nationale » et « La résistance en Grèce, 1941-1945 »). La matière était gardée dans les Archives de Macédoine. Des documents du front slavomacédonien de libération nationale (du SNOF et du NOF), qui furent sauvés par ses cadres, constituèrent le noyau initial des archives. Le rassemblement des documents d'archives complémentaires fut remis, après 1945, aux mêmes personnes ; des tournées furent financées, dans ce but, dans les pays où vivaient des réfugiés politiques slavomacédoniens. Il s'agissait de la source historique la plus intéressante sur la région de la Macédoine occidentale à la période de l'occupation allemande et de la guerre civile grecque. Les archives, avec la partie qui concernait la Grèce, avait des particularités qui soulignaient son importance. D'une part, la matière fut constituée, organisée, classifiée et complétée par d'anciens cadres slavomacédoniens du Parti communiste de Grèce, comme Simovski et Kirjazovski, qui prirent part à la résistance antifasciste et à la guerre civile en Grèce, par conséquent ils avaient une relation vécue avec la matière. D'autre part, la résistance grecque, la guerre civile, la participation des slavomacédoniens et leur sort ultérieur, étaient des éléments qui étaient associés, de manière intensément distincte, à la constitution de l'identité nationale des habitants de la République socialiste de Macédoine, de l'élément qui se révélait comme dominant dans la politique de l'Etat récemment constitué.

Dans la publication de la matière, dans les volumes initiaux les références bibliographiques se présentaient comme simplistes, en se référant aux deux seuls recueils des Archives de Macédoine ; il était montré qu'il existait un manque de documents et une faiblesse de documentation. Ensuite, dans les volumes suivants, l'utilisation féconde des sources primaires, par la référence aux documents des archives du Parti communiste de Grèce, montrait que leur classification et leur intégration progressive dans les recherches avait avancé. En 1985, date à laquelle fut publié le septième volume du recueil, la classification et l'élaboration scientifique des archives du Parti communiste de Grèce avaient été presque complétées. Entretemps, les relations entre les historiens chargés de la mission des archives par la Ligue des communistes de Macédoine et le représentant du Parti communiste de Grèce (intérieur), Papapanagiotou, s'étaient dégradées. Kirjazovski décida de procéder à la publication de certains documents des archives du Parti communiste de Grèce sans mentionner leur origine initiale, en dehors du numéro de classification que ceux-ci avaient reçu dans les Archives de Macédoine. La même chose se produisit aussi avec les deux volumes suivants, en 1987 et en 1996. Sur les 9 livres volumineux de la collection, au total 1.794 documents furent inclus par Kirjazovski et ses collaborateurs.

Au cours de la concrétisation de l'intention de l'Institut d'histoire nationale pour se revaloriser en institution aux normes élevées, Kirjazovski rédigea une thèse de doctorat, qu'il soutint en 1980. C'était chose aisée, sans les inconvénients de la recherche, puisqu'il avait les sources primaires réunies devant lui ; il trouva la matière dans les archi-

ves du Parti communiste de Grèce. Par ce travail, Kirjazovski dépassa la limite de temps de la guerre civile et s'étendit jusqu'en 1960. D'autres travaux s'ensuivirent, y compris de la publication, en 1985, du journal tenu par Giorgis Gianoulis, rappelant le cas tragique.

En 1987, Kirjazovski, à l'occasion de son 60ème anniversaire, fut honoré par l'institut par des rapports particulièrement favorables sur son travail.

En 1989, Kirjazovski travaillait, à l'Institut d'histoire nationale, à la Section d'étude du front slavomacédonien de libération nationale (NOF), de la guerre de libération nationale, de la révolution et de l'édification socialiste. Amené, avec tout le parti et le pays, vers la fin de l'expérience communiste, il présenta des sentiments plus intenses d'amertume et une tendance à une rancune particulière. Il montrait, à nouveau, du doigt les responsables de la perte de la lutte, en 1949, en Grèce, en accentuant la conviction que le Parti communiste de Grèce utilisait les Macédoniens lorsqu'il avait besoin d'eux, tandis qu'à d'autres phases, lorsqu'il les ressentait comme une charge, il les abandonnait. Dans le récent conflit avec Papapanagiotou, il présenta dans son livre, dans le but de lui nuire, les travaux de la VIIe session plénière du comité central du Parti communiste de Grèce, en 1957.

L'effondrement du régime communiste en République socialiste de Macédoine convertit des sentiments mais aussi des idéologies. Certains communistes slavomacédoniens, au lieu de s'attrister de la rétrogradation du pays en démocratie parlementaire, changèrent de position, évoluèrent rapidement – comme il résulte de leur position idéologique dans leurs écrits – en anticommunistes. Les accusations contre le Parti communiste de Grèce inconséquent et immoral revinrent et se déployèrent avec une mordacité abondante. Le renversement du courant historique - idéologique de défense du communisme dans l'ancienne démocratie socialiste, dès que celui-ci perdit le soutien de l'Etat (et ses soins prodigués), allait de pair avec de récentes parthénogenèses – on le supposait (en réalité, intégration au service du nouveau régime social) – d'écoles d'histoire, dans les anciens Etats communistes voisins, qui procédaient à une révision de l'histoire de chaque parti communiste.

D'autres communistes slavomacédoniens restèrent immuables sur leur position idéologique antérieure, mais se sentirent libres d'exprimer publiquement l'avis qu'ils avaient formé précédemment. Parmi eux, Kirjazovski, par une attitude différenciée, dans une certaine mesure, mais non par une expression intense, trouva une issue à sa rancœur sur la perte de la lutte de classe et démocratique (et nationale, bien sûr). Dans certains de ses plus nouveaux textes, il n'insulta pas le mouvement communiste yougoslave collectivement, comme d'autres. Il se limita à des accusations contre la direction du parti pour avoir trompé les *Macédoniens* lorsqu'il les plaça sous le Parti communiste de Grèce. Sa position s'approcha des opinions de ceux qui commencèrent à exercer une critique sur la direction du parti slavomacédonien, selon laquelle, face à la lutte de classe, les communistes avaient renié la lutte nationale.

Dans d'autres textes, Kirjazovski, dans une attitude évidemment influencée par la crise au sein du mouvement communiste et par l'effondrement final, mit en avant une opinion historique confuse, tournée globalement contre les partis grec et yougoslave. La narration des événements et des aspects de la guerre civile grecque, dans la revue de Skopje *Makedonsko Sonce* (dans plusieurs numéros consécutifs, en 2002) était caractéristique. Il existait des vérités dans les éléments qu'il présentait (était révélé, parallèlement, le type de relations entre les réfugiés politiques slavomacédoniens, à Skopje, qui étaient – semble-t-il – les pires). Il écrivait, sur un point : « Très nombreuses étaient les victimes de la politique des communistes grecs et yougoslaves ». Ailleurs : « Ci-dessus nous avons cité certains exemples seulement de *Macédoniens* qui furent victimes de la politique des communistes grecs et yougoslaves. La liste des victimes est beaucoup plus grande ». La question est, lorsqu'il accusait les communistes, quels éléments il évaluait comme primordiaux. De plus, de quelle manière (par conséquent, dans quel but) il les présentait. Il resta jusqu'à la fin communiste, cependant il ne voulait désormais plus partager aucune vision avec ses semblables. Le fait que, à un âge avancé – à un pas de la mort –, Kirjazovski tourna la recherche de la vérité historique dans une direction confuse (pour le malheur des *Macédoniens*, les responsables étaient les communistes), contraire à celle qu'il soutenait dans le passé, signifiait que l'effondrement conduisit une partie des communistes slavomacédoniens à l'autre extrémité, au nationalisme.

5.1.7.2.2. L'offre yougoslave de soutien politique au Parti communiste de Grèce (intérieur)

La Ligue des communistes de Macédoine, dans l'évolution difficile de la conduite du potentiel du parti et de la constitution de l'appareil d'Etat, procéda – comme nous l'avons vu dans les chapitres antérieurs – à des pas, incomplets en raison des contrariétés, de la promotion de sa politique. Un des pas malencontreux (selon lequel les anciens combattants slavomacédoniens de l'Armée démocratique de Grèce [DSE] – Kirjazovski, Simovski –, s'étant intégrés dans les organes de l'Etat, se mouvaient dans le milieu des réfugiés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est et rassemblaient des documents de la résistance nationale grecque et de la guerre civile) est indicatif du contenu des mesures qui concernaient le soutien de la position yougoslave sur la question macédonienne – problème de classe, national et démocratique –.

Comme par miracle, en 1968 se présenta l'occasion pour faire décoller l'action de la Ligue des communistes de Macédoine : la scission du Parti communiste de Grèce, organisation ayant ses membres dispersés aux extrémités du bloc communiste, et l'appropriation violente, par les « unionistes », d'une partie des archives. A une réunion de la direction du parti slavomacédonien, en avril 1968, la discussion, au contenu confidentiel, tourna autour des événements récents – deux mois avant – de la scission du parti grec. Des opinions furent exprimées, selon lesquelles les procédures qui

conduisirent à la conclusion dramatique furent formées sous les effets des facteurs soviétique et roumain. Les participants jugeaient que, si la Ligue des communistes de Yougoslavie et la Ligue des communistes de Macédoine avaient eu des relations avec le parti grec, elles auraient exercé une influence sur les évolutions. L'intérêt était, dans cette phase, selon les orateurs, que soient réunies des informations, indépendamment de l'agence TASS ou des circuits diplomatiques, sur la position qu'observaient les deux parties du Parti communiste de Grèce face à la question macédonienne.

La finalité, en ce qui concernait l'axe de la politique choisi pour servir le parti et l'Etat, était claire. La réflexion des communistes slavomacédoniens exprimait l'intention de mettre en œuvre une tactique exceptionnelle, dans le contexte des nouvelles données après la scission du parti grec. Très rapidement, par les contacts avec le groupe de Partsalidis à Bucarest, fut constitué, comme nous l'avons vu, un cadre d'état-major, qui se concrétisa ensuite dans les relations avec les rénovateurs, en excluant l'aile prosoviétique et probulgare du parti grec, et dans la promotion de l'objectif d'imposer au Parti communiste de Grèce (intérieur) des convictions de la Ligue des communistes de Macédoine sur la question macédonienne.

Du côté adverse, chez les « révisionnistes », fut élaborée la planification stratégique pour coopérer avec la Ligue des communistes de Yougoslavie. Au début de juin 1968 (les mêmes jours où Papapanagiotou et Mitsopoulos se rendirent à Skopje), Partsalidis visita Belgrade. Dans cet environnement, dans la circonstance de la scission du parti grec, dans la conjoncture du rapprochement de la Ligue des communistes de Yougoslavie et des opposants à la direction de Koligiannis, qui se développa par la relation étroite créée en raison de l'opposition commune envers l'Union soviétique, furent observés des mouvements opportunistes.

Tout d'abord, l'apparition de Partsalidis constituait une provocation. Le rappel aux réfugiés slavomacédoniens (en mars 1968), par le biais de la revue de l'Institut d'histoire nationale *Glasnik*, de son rôle négatif dans l'évolution de la question macédonienne était récent. Conformément à l'acte d'accusation, Partsalidis, en tant que cadre dirigeant du parti communiste grec après la défaite de l'Armée démocratique de Grèce (DSE), apparut avec des positions chauvinistes ouvertes sur la question macédonienne, en soutenant que l'intérêt de la révolution en Grèce et de la lutte de classe étaient que les *Macédoniens* n'aient pas de droits même minoritaires, par conséquent qu'ils n'aient pas de droits démocratiques en Grèce. Il participa activement au morcellement du Parti communiste de Grèce en camps opposés. Ses opinions sur la question macédonienne étaient une formulation ouverte des opinions correspondantes du Parti communiste de Grèce. La direction du Parti communiste de Grèce, auquel il participait, se trouvant sous l'influence politique de la classe bourgeoise, amena l'organisation à la scission. Évidemment, avec ce curriculum vitae, le moment de l'apparition, en même temps que Partsalidis, de ses partisans à Skopje n'était pas favorable.

La mobilisation pour associer les dissidents du Parti communiste de Grèce, réfugiés politiques à Skopje provenant d'autres pays communistes, constitua le glissement suivant. Les opposants à la direction de Koligiannis supposèrent qu'ils trouveraient des alliés, avec lesquels ils pourraient s'entendre dans une langue commune. Les catégories distinctes des communistes grecs, sur place à cette époque, étaient au nombre de trois. La première, les partisans de Zachariadis et de Markos Vafeiadis et autres radiés du parti dans les années 1950. La seconde catégorie, certains politiquement hésitants, sans relation avec l'organisation du Parti communiste de Grèce – radiés, également –. La troisième catégorie était composée des radiés du parti lors des événements de la scission de 1968. Il n'existait pas – en dehors de très peu d'exceptions – de partisans de la politique en cours du Parti communiste de Grèce (après 1968), ni de membres du parti. En ce qui concernait les raisons de l'installation en République socialiste de Macédoine des réfugiés grecs d'origine résidant jusqu'alors dans les autres démocraties populaires, leur pensée et leur sentiment peuvent, peut-être, être jugés paradoxaux ; ils se déplacèrent à Skopje parce qu'ils se trouveraient plus près de la Grèce. Le fait de rester près de la frontière grecque n'était pas de la moindre importance, parce que s'intercalaient les frontières de deux systèmes sociaux différents se trouvant dans une situation belligérante (la » Guerre froide »), il paraît cependant que les illusions fonctionnaient sur leur psychologie de manière bienfaisante. Au-delà, cependant, le contact des réfugiés politiques grecs, à l'intérieur de l'Etat slavomacédonien, avec l'élément local révéla, ultérieurement, les spécificités culturelles, qui limitaient la probabilité de leur assimilation au nouvel environnement. Le contact avec des milieux plus « libéraux », dans un pays et dans une région où il n'existait pas de possibilité d'intervention de la part du parti communiste grec et où ne se posait pas la question sur leurs positions politiques (certains Grecs, sur les lieux initiaux d'installation après la fin de la guerre civile, avaient été exclus du corps des réfugiés politiques qui penchaient vers le Parti communiste de Grèce, avaient été isolés et avaient subi des discriminations), était comptée parmi les avantages éventuels à leur profit. Dans ce calcul, ils ne prirent pas en considération la réalité – question qu'ils ont vécue après, au cours des événements ultérieurs – selon laquelle, en République socialiste de Macédoine, le socialement juste (comportement orienté vers l'asservissement de l'élément de classe) tendait plusieurs fois à être débordé par le nationalement juste (mise en avant du facteur culturel). Au-delà, l'existence dans le pays d'une communauté composée d'un grand nombre de réfugiés politiques slavomacédoniens – des dizaines de milliers, la plupart anciens membres et partisans du Parti communiste de Grèce –, anciens co-combattants dans les montagnes de la Grèce, créait chez les Grecs un sentiment de familiarité initiale ; ce n'est qu'ensuite, cependant, qu'ils comprirent que cette communauté de réfugiés politiques s'insérait comme partie constitutive dans un processus laborieux qui créait des germes d'ethnogenèse d'une nation slavomacédonienne. La résistance nationale et la guerre civile grecque, participant au processus en question en tant qu'événements historiques et en tant qu'histoire vécue et enregistrée, constituaient des éléments d'un récit national.

Si un Grec pouvait procéder aux conclusions ci-dessus, il toucherait à la juste interprétation des phénomènes et il expliquerait la position du parti slavomacédonien et des cadres (de Kirjazovski, de Simovski et d'autres) face aux archives du parti grec et à son dépositaire, Papapanagiotou.

Le comble, enfin, des mouvements opportunistes des opposants à la direction de Koligiannis était le mouvement politiquement naïf – orientation tactique de leur politique – pour établir un contact avec des milliers d'anciens membres du parti et partisans qui vivaient en République socialiste de Macédoine, des réfugiés slavomacédoniens déçus des positions des diverses directions du Parti communiste de Grèce dans le passé – c'est-à-dire, du Parti communiste de Grèce lui-même –. Le fait que, après la défaite de la guerre civile grecque, les réfugiés slavomacédoniens n'avaient pas d'avis favorable ni de lien sentimental avec le parti grec leur échappait ; les dispositions étaient hostiles ou, dans le meilleur cas, neutres. Le mouvement du groupe de Partsalidis, en tant qu'administrateur des archives du parti, pour approuver le transfert de la matière à Skopje était lié au climat tendu. Ignorance du risque et des conséquences ? Déjà le premier rapport de Papapanagiotou et de Mitsopoulos révélait que l'objectif était politique : là, il existait des camarades, qui les accueillirent chaleureusement ; la tâche des dissidents aux décisions de la XII^{e} session plénière était l'avancée des contacts avec les autochtones, la collaboration, avec une attention sérieuse et une discrétion, avec les réfugiés politiques slavomacédoniens, combattants qui avaient une grande expérience de leur participation au Parti communiste de Grèce et de la position des gouvernements grecs (« monarchisme-fascisme », « droite maudite », « dictature fasciste »). Cependant les conflits des réfugiés entre eux ayant pour objet les rôles des cadres slavomacédoniens dans la guerre civile grecque étaient connus dans le Parti communiste de Grèce. Les opposants à la direction de Koligiannis savaient également que la guerre civile grecque constituait le noyau des discussions quotidiennes, tant parmi les réfugiés que les autochtones. Elle avait évolué en thème qui correspondait au morceau héroïque de leur passé.

Les éléments qui prouvent que les chefs du Parti communiste de Grèce (intérieur) souhaitaient développer des relations avec la Ligue des communistes de Macédoine, en tant qu'anciens camarades, sont tangibles. Néanmoins, ils ne pouvaient pas complètement réaliser qu'ils avaient en face des membres du parti – des réfugiés slavomacédoniens et des autochtones – qui participaient au processus de constitution de l'Etat moderne slavomacédonien et mettaient la propagande en marche sur les demandes de classe, sur l'existence de la nation macédonienne, sur l'élargissement de la démocratie socialiste. La naïveté politique était évidente dans l'énergie de Papapanagiotou à approuver comme collaborateurs (les communistes slavomacédoniens ne lui imposèrent pas leur volonté) Simovski, Kirjazovski, Pejov et autres de l'Institut d'histoire nationale, qui, ayant pour point de départ la publication de documents en 1970, intégrèrent progressivement les documents des archives du parti communiste grec dans les recher-

ches historiques qui serviraient à argumenter les positions de la Ligue des communistes de Macédoine sur la question macédonienne.

La coopération avec la Ligue des communistes de Yougoslavie et la Ligue des communistes de Macédoine posait au Parti communiste de Grèce (intérieur) des obligations d'organisation et de propagande.

Au début de septembre 1969, se trouvait officiellement à Belgrade une délégation du « Parti communiste de Grèce », que dirigeait Drakopoulos, secrétaire du Bureau de l'intérieur du Parti communiste de Grèce. D'autres membres étaient Georgios Kikitsas, Kartsounis, Brillakis. La délégation eut des entretiens avec Stane Dolanc, membre du bureau exécutif du présidium de la Ligue des communistes de Yougoslavie, ainsi qu'un échange de vues. Il fut jugé utile que ne soit pas satisfaite la demande sur la constitution d'une organisation du parti en République socialiste de Macédoine, les Yougoslaves démontrant leur ponctualité face au régime grec, après l'entente imposée par les événements de la Tchécoslovaquie, et ayant des réserves sur les complications – recrutement de réfugiés slavomacédoniens –. Des questions qui ne furent pas rendues publiques étaient que, sur la base de ce qu'ils convinrent, fut déterminé le représentant du « comité central du Parti communiste de Grèce » [(intérieur)] face à la Ligue des communistes de Yougoslavie, mandaté pour résoudre les questions qui furent posées à la rencontre (c'était Vatousianos, membre du comité central).

Mikis Theodorakis apparut, comme chef du front patriotique antidictatorial (PAM), à Belgrade, du 14 au 21 mai 1970, accompagné d'A. Brillakis et de Nikos Oikonomakos. Il appela en un front contre la dictature. Le 18 mai, il rencontra Crvenkovski, « le N° 1 de la République de Macédoine », « fait qui n'échappa pas à l'attention des services grecs », et, le 19 mai, il rencontra Tito. Le 17 mai, dans une longue interview qui fut accordée aux correspondants, il était particulièrement critique contre l'aile prosoviétique du Parti communiste de Grèce sous Koligiannis sur ses conceptions. L'attaque de Theodorakis se focalisa sur la position du Parti communiste de Grèce sur l'ouverture de la junte militaire grecque vers les pays communistes [Roumanie, Yougoslavie] – les ententes avaient été dénoncées par le parti en tant que dessein des Etats-Unis –. L'orateur n'aborda alors même pas (ni ne fut précédemment entendue, dans les accusations du Parti communiste de Grèce ou d'un autre côté – des Soviétiques et autres –) la vérité selon laquelle les mouvements de tactique politique étaient à double sens, avec la réponse – pour leurs propres raisons – des partis communistes qui étaient sous-entendus (yougoslave et roumain) à l'invitation américaine de rapprochement.

Le 5 septembre 1970, des discussions eurent lieu à Belgrade entre le Parti communiste de Grèce (intérieur) – représentants Mikis Theodorakis, Drakopoulos, Brillakis, Staveris, N. Karras et autres – et la Ligue des communistes de Yougoslavie (représentants Niza Dizorevic, membre de bureau exécutif, et Dimce Belovski, membre du présidium).

L'agence Tanjug transmit, le 11 janvier 1971, qu'une délégation du Parti communiste de Grèce (intérieur) ayant pour dirigeant le secrétaire du comité central Drakopou-

los (participèrent également N. Karras, L. Tzefronis, L. Mavroeidis) eut des discussions à Belgrade avec Stane Dolanc, Spasenija Babovic (section des relations internationales), Mantse (Ligue des communistes de Croatie), Tunde (Ligue des communistes de Macédoine). Une campagne contre la junte militaire grecque, un renforcement par les stations de radio de Belgrade et de Skopje par des émissions en grec, ainsi qu'une aide par des moyens techniques furent demandés. La réponse des Yougoslaves fut négative, au fond, pour une activité antidictatoriale, en faisant rappeler qu'ils devaient se comporter avec prudence, parce qu'ils étaient non-alignés, en ayant des fronts, également, avec les Italiens (questions frontalières) et les Bulgares (question macédonienne). Sur ces derniers, ils étaient à nouveau caustiques : « cela ne nous intéresse pas si le comité central du Parti communiste bulgare reconnaît l'existence d'une nation macédonienne... Nous n'avons aucun cas de formation d'une nation par des décisions ». Il fut indiqué au parti grec qu'il fallait qu'il insiste pour être accepté en tant que représentant unique du mouvement grec. Les Yougoslaves informèrent les Grecs que, au cours du contact avec le parti anglais, lorsque les interlocuteurs déclarèrent qu'ils avaient eu un contact avec les deux partis grecs, ils donnèrent d'amples explications en faveur du Parti communiste de Grèce (intérieur). Très rapidement partirait un cadre yougoslave à destination de l'Algérie, où il informerait le FLN (Front de libération nationale) sur les évolutions grecques. Il fut également mentionné que Koligiannis avait envoyé une lettre de protestation sur les relations avec les membres radiés. « Nous ne lui avons pas répondu. Nous n'avons pas et nous ne comptons pas rétablir un contact avec lui ». Ils assurèrent les représentants du Parti communiste de Grèce (intérieur) qu'ils continueraient à les aider.

Au début de 1971, Thanasis Kartsounis, membre du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur), après des missions à Skopje, s'installa de façon permanente à Nis. En juillet 1971, Theodorakis fut d'accord pour signer un contrat pour écrire la musique d'un film cinématographique sur Tito. Au début de novembre 1971, Nikos Karras, membre du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur), eut des discussions avec Dolanc sur les arrestations de cadres de marque en Grèce (Partsalidis, Drakopoulos).

D'innombrables autres rencontres de cadres des deux partis ne furent pas connues.

Pour les besoins de la propagande commune, fut mobilisé l'organe du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Revue communiste*. En juin 1971, fut reproduit un texte yougoslave, dans lequel il était soutenu qu'il n'existe pas de question nationale « pure », mais que celle-ci est résolue dans les processus sociaux, en dehors des visées nationalistes qui donnent priorité à l'élément national sur l'élément de classe. A partir des idées du texte, un alibi était offert au Parti communiste de Grèce (intérieur) pour son rapprochement avec le parti slavomacédonien. La réalité, bien sûr, était tout à fait différente. En octobre 1972, un autre texte yougoslave reproduit condamnait les tergiversations opportunistes, en incitant les membres du parti yougoslave à se tourner résolument contre l'idéologie d'orientation bourgeoise, contre le nationalisme, le bureaucratisme. Les causes de la récession étaient localisées, mais le renforcement des forces

saines apparaissait difficile. En mai 1974, il fut précisé que se dissimulaient, dans la politique yougoslave et dans l'économie, des forces de concentration, unitaristes [forces centripètes dans la voie de la centralisation de l'Etat et de l'économie, avec un renforcement du contrôle central], qui se mettaient en marche à droite et conduiraient à l'échec du système autogestionnaire. Les observations se localisaient au niveau de la culture, en tant que reflet de l'économie et de la politique. Au niveau local, de façon similaire, en République socialiste de Macédoine, survint le même résultat, en reflet d'autres facteurs (question nationale) dans la politique contre la Grèce, ajoutés à ceux de la politique centrale de Belgrade.

Certains s'empressèrent, arrivant à Skopje, de s'interconnecter au jeu de la propagande avec une ferveur particulière.

Au début de 1969, Mitsopoulos, racontant, dans les pages de la revue de l'Institut d'histoire nationale, *Glasnik*, les expériences de la lutte commune, adopta la terminologie des communistes slavomacédoniens sur les identités nationales (par exemple, référence à des délégués politiques *macédoniens*, ou aux habitants du village Aetorachi qui étaient tous *macédoniens*) et commenta le refus des communistes grecs en vue de la constitution d'un quartier général gréco-yougoslave commun (le Parti communiste de Grèce percevait, alors, la probabilité de complications), dans les négociations avec Tempo, comme étant un mauvais choix, tandis que, dans le cas contraire (approbation), la situation en Grèce se serait peut-être développée différemment.

En juin 1970, Kikitsas revint à Skopje. Il rencontra Simovski, à l'Institut d'histoire nationale, et lui donna un texte à publier. En automne 1970, un travail d'élaboration du texte fut accompli par Simovski et Papapanagiotou. L'écrivain revint à Skopje, au début de 1971, et resta pendant deux mois, en continuant la coopération avec les deux historiens. Il en résulta finalement un article (traduit du grec par Galabov), dans lequel la responsabilité de la défaite et de la dislocation du Parti communiste de Grèce était imputée à la direction du parti « ... ayant pour dirigeant le maniaque Zachariadis ». Le texte se référa à d'innombrables subterfuges de Zachariadis, dans sa tentative de se débarrasser de la culpabilité et de les reporter sur les autres, en particulier sur les dirigeants du parti yougoslave, qui furent accusés d'agents de l'impérialisme américain.

A la fin de 1971, Andreas Tzimas, du « groupe de Partsalidis », se trouvait à Skopje. Il travaillait à l'Institut d'histoire nationale, où il écrivait des « articles antihelléniques ».

Après le retour à la démocratie, furent renouvelées, en fonction des différentes données, les estimations des communistes slavomacédoniens concernant le Parti communiste de Grèce et la question macédonienne. La réception, de leur part, de la situation en cours devenait évidente au travers de leurs discussions entre eux.

Dans une session commune des représentants du parti et de l'Etat slavomacédoniens, le 22 octobre 1974, Gligorov orienta les participants vers la réflexion que, dans les relations avec les deux partis communistes grecs, mais aussi avec n'importe quel

autre parti, il fallait que prévale la question macédonienne, en soulignant l'impératif moral de la levée de l'injustice au détriment des réfugiés *macédoniens*. Dans cette politique, il était préférable, pour des raisons de tactique, que n'apparaisse pas la Ligue des communistes de Macédoine en tant que facteur incitateur mais l'autre parti. En mai 1975, dans une autre discussion (siégeaient les personnes de la commission du comité central de la Ligue des communistes de Macédoine ayant pour compétence de collaborer avec les partis communistes et ouvriers), prédomina le sujet du mouvement ouvrier grec. L'attention tournée sur l'évaluation des positions des deux partis communistes grecs et de l'attitude du Parti communiste de Grèce à l'égard de la question macédonienne, le problème à discuter était dans quelle mesure il fallait que la politique extérieure de la Ligue des communistes de Macédoine et de la République socialiste de Macédoine soit combative par rapport à la minorité *macédonienne*. Une référence particulière au Parti communiste de Grèce fut enregistrée par Vera Aceva, qui soutint avec fanatisme l'opinion qu'il fallait que la question macédonienne soit impérativement posée comme centrale et qu'elle soit exhaustivement introduite dans les discussions de la Ligue des communistes de Macédoine avec le Parti communiste de Grèce (intérieur). Pour le Parti communiste de Grèce, aucune raison, étant donné qu'il était un parti, unique mondialement, qui avait été constitué dans le but de soutenir les Bulgares par rapport à la question macédonienne. Ce n'était même pas le cas du Parti communiste de Grèce (intérieur), auquel ils pouvaient poser directement ce problème et lui demander impérativement de prendre position. Les participants conçurent sans peine le sens, qu'il était plus facile d'exercer des pressions sur le Parti communiste de Grèce (intérieur), en comparaison de l'hypothèse difficile d'exercer une influence sur le Parti communiste de Grèce.

Les discussions suivantes des communistes slavomacédoniens, dans les années 1980, se tournaient vers la rédaction d'un bilan des mouvements politiques yougoslaves. Dans la période 1968-1976, la Ligue des communistes de Yougoslavie eut des contacts seulement avec le Parti communiste de Grèce (intérieur), cependant il afficha ensuite un réalisme et commença à jouer sur les deux tableaux, en établissant des relations en outre avec le Parti communiste de Grèce. Le Parti communiste de Grèce (intérieur), parti ayant un rayonnement amoindri (notamment après l'échec électoral de 1981), ne s'était pas ouvertement exprimé sur la minorité *macédonienne* ; en outre, dans des discussions fermées avec les Yougoslaves, il formulait des positions qui étaient proches des opinions du Parti communiste de Grèce. L'estimation des slavomacédoniens, en 1984, était que le Parti communiste de Grèce (intérieur) était parvenu à une position défavorable, en disposant seulement d'un député au parlement européen. La base sociale du parti était constituée d'intellectuels, de jeunes, d'étudiants, sans influence sur les couches ouvrières et sur les habitants du village. Il n'existait pas de marge à gauche et les cadres apparaissaient avoir une liaison avec le parti social-démocrate (PASOK), d'où la marginalisation de leur espace. Eux-mêmes se plaignaient que Papandréou avait, dans son attitude, des éléments impériaux et ne les laissait pas

survivre. Il n'existait pas de choix en dehors du réalisme politique ; c'est pourquoi ils conseillaient à leurs membres (comme cela arrivait, d'ailleurs, avec le Parti communiste de Grèce) de ne pas soulever la question macédonienne. Lorsque la Ligue des communistes de Macédoine demandait au Parti communiste de Grèce (intérieur), comme également au Parti communiste de Grèce, les raisons du non soutien, de leur part, de la position sur l'égalité de droits de la minorité *macédonienne* en Grèce, les deux partis donnaient la même réponse, que ce serait une attitude nocive qui conduirait au conflit avec la classe bourgeoise. En 1985, conformément au jugement de Vasil Tupurkovski sur un soutien mutuel avec le Parti communiste de Grèce (intérieur), l'expérience des discussions bilatérales conduisait à la conclusion qu'il fallait que soit réalisée une collaboration de la Ligue des communistes de Yougoslavie avec ce parti par le biais de la Ligue des communistes de Macédoine exclusivement. La finalité, dans le tracé de la tactique (en période d'évolutions politiques où les relations avec le Parti communiste de Grèce (intérieur) étaient arrivées à un tournant) était que soit normalisé le contact bilatéral d'une manière propice, asservissant les intérêts *macédoniens*, de sorte que la pression politique soit mieux exercée.

Dans cette confusion, Papapanagiotou suivit une avancée solitaire. Nous l'avons dit, la prise d'initiatives, à l'arrière-plan des difficultés interminables qui pressaient son parti, finit par être une condition requise.

Papapanagiotou jugeait, immédiatement dès le début, qu'il devait des explications aux maîtres de maison, les communistes slavomacédoniens, sur l'affaire du « coup porté dans le dos » (du problème qui le suivait, comme nous l'avons dit, au cours de sa carrière politique). Il s'avança, en mars 1970 (un mois après son intégration au travail d'archives à Skopje), par un article dans la revue de l'Institut d'histoire nationale *Glasnik*, dans une rétractation de ce qu'il avait dit et écrit contre les Yougoslaves, mais aussi dans un aveu de foi à leur parti, en défendant la position contre le parti soviétique sur les événements de la Tchécoslovaquie d'août 1968. Dans le contenu du texte, fut développée l'opinion, concernant les relations du Parti communiste de Grèce avec les partis balkaniques, qu'il fallait que les Grecs contribuent au développement de relations avec la Ligue des communistes de Macédoine, en mettant à l'écart les obstacles. L'objectif était le rétablissement de la vérité sur la position du Parti communiste de Yougoslavie face à la lutte de l'Armée démocratique de Grèce (DSE) en 1946-1949. Selon Papapanagiotou, le comité central du Parti communiste de Grèce, en procédant à une autocritique en mai 1956 sur sa position contre le Parti communiste de Yougoslavie dans la période 1946-1949, ne s'étendit pas sur la présentation des positions de la Yougoslavie socialiste, ni révéla les événements réels qui éclairciraient la situation alors prédominante. Les lourdes accusations, à cette période, contre les Yougoslaves continuaient, en pratique, à rester en vigueur, en constituant un obstacle à la normalisation des relations des deux partis. Il fallait que soit rédigée une analyse des lourdes conséquences que semait la position naïve de la direction du Parti communiste de Grèce en 1948-1949 et

l'incapacité, sur une période de vingt ans, du parti à tirer des conclusions correctes de ses positions et de son attitude. La direction du parti yougoslave sous le maréchal Tito montra une volonté de prendre en charge un combat, dans le but de soutenir les principes marxistes-léninistes qui furent violés par le Parti communiste de l'Union soviétique – sujet reconnu par le parti soviétique lui-même au XX^e^ congrès –. La situation évolua différemment, lorsque, en août 1968, se présentèrent des problèmes identiques à ceux de 1948. Le Parti communiste de Grèce adopta une position de principe et la majorité du comité central du parti [Papapanagiotou se référait aux membres radiés après la XII^e^ session plénière] déclara sa fidélité aux principes de l'« internationalisme prolétarien », de l'indépendance, de l'égalité de droits et de la non ingérence dans les affaires intérieures d'un parti frère. Dans le mouvement international, apparut, dans une large mesure, une conscience d'importance décisive. Un des éléments, qui formèrent cette conscience, était la lutte de principes que mena, depuis tant d'années, le parti yougoslave, en offrant des services inestimables au mouvement communiste international.

Papapanagiotou était pleinement couvert par son parti. Son article dans la revue *Glasnik* fut reproduit, en grec, dans l'organe du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Revue communiste* (en annexe), la certitude du parti étant déclarée qu'il contribuerait au rétablissement de la vérité sur les accusations infondées, qui avaient été alors lancées par la direction du Parti communiste de Grèce contre les Yougoslaves.

Cependant, progressivement, Papapanagiotou, vivant dans l'environnement de Skopje et en concevant l'évolution des conditions sur le problème national, comprit le risque, que constituait la politique des communistes slavomacédoniens, et changea de position sur la question macédonienne mais aussi sur la personne de Zachariadis. En constatant que la Ligue des communistes de Macédoine avait acquis des caractéristiques nationalistes et accusait le Parti communiste de Grèce non de la politique de Zachariadis mais de l'attitude de ses membres face aux slavomacédoniens, Papapanagiotou réagit, au fur et à mesure, en faisant apparaître l'autre vérité, celle qui avait été adoptée par la Grèce. Le changement de position sur Zachariadis, qui fut mis en évidence par des déclarations en mars 1980 – avant l'avènement du parti social-démocrate PASOK au pouvoir gouvernemental –, la révision du comportement antérieur contre le dirigeant destitué, était un revirement important de l'attitude de Papapanagiotou. Les objections théoriques sont devenues perceptibles de la part des slavomacédoniens comme orientation politique du parti de Papapanagiotou, un mois après – en avril 1980 –; face aux décisions du gouvernement grec sur le non rapatriement des non Grecs, la position que garda le Parti communiste de Grèce (intérieur) était qualifiée de plaidoyer – au fond, à la place de l'accusation – en faveur de la déclaration du ministre de la présidence, M. Stefanopoulos, que le gouvernement ne ferait pas revenir des anti-Grecs.

5.1.7.2.3. Les Yougoslaves face au Parti communiste de Grèce : de l'hostilité au rapprochement

Parti communiste de Grèce et question macédonienne

Pour rendre perceptible la situation, dans laquelle furent coincés, à Skopje, les administrateurs des archives du parti grec, une rétrospective sur le passé de la relation du Parti communiste de Grèce avec la masse des réfugiés slavomacédoniens, de ceux qui constituaient l'environnement humain et social et formaient les conditions de succès de la collaboration des Yougoslaves et du Parti communiste de Grèce (intérieur), est nécessaire.

La répercussion de la question macédonienne sur l'image du mouvement communiste grec était un problème politique et idéologique. Le Parti communiste de Grèce se trouvait historiquement entre le marteau et l'enclume, puisque les nationalistes grecs l'accusaient de mise en danger des intérêts de la patrie. Le Parti communiste de Grèce ne voulait pas être reconnu en tant qu'organisation nationale – dans le sens de l'idéologie nationale (nationaliste) –, néanmoins il s'intéressait à son profil en tant qu'organisation patriotique. De ce côté, il était exposé pour sa position, de 1924 jusqu'à 1935, au sujet de la « Macédoine et Thrace unifiées et indépendantes » et sur la réintroduction de la question le 31 janvier 1949.

En face, les communistes slavomacédoniens l'accusaient de les avoir abandonnés. L'Institut d'histoire nationale, dont les thèses étaient exprimées par Kirjazovski, prit en charge la formulation de la position officielle slavomacédonienne sur la guerre civile grecque et sur l'inconséquence du Parti communiste de Grèce à l'égard des combattants slavomacédoniens.

La version slavomacédonienne, sur une rétrospective de l'action du mouvement slavomacédonien de libération nationale et de son conflit avec le Parti communiste de Grèce, montra que les slavomacédoniens de la Macédoine grecque et leurs organisations observèrent, après la fin de la résistance nationale contre l'occupation fasciste (1945-1946), une attitude malléable ayant pour critère le succès de la lutte contre le régime monarchiste-fasciste, tandis qu'ils se distinguèrent également pour leur participation au mouvement social. Au cours de la guerre civile grecque (1947-1949), les *Macédoniens* constituèrent – selon Kirjazovski – le noyau de l'Armée démocratique de Grèce (DSE) ; beaucoup se révélèrent de glorieux commandants et combattants. Après le retrait, les slavomacédoniens de la DSE se trouvèrent dans une position exceptionnellement difficile. Les cadres dirigeants de leurs organisations furent accusés d'agents de Tito, responsables de la défaite, et subirent des poursuites du Parti communiste de Grèce et de l'appareil d'Etat des pays communistes. Ceux restants furent transférés, contre leur volonté, loin de leur patrie et se répartirent, en qualité de réfugiés politiques, en Union soviétique principalement et dans d'autres démocraties de l'Est.

La tâche de l'Institut d'histoire nationale n'évolua pas sans heurts. Dans les milieux des réfugiés politiques, s'était développée une dissension concernant l'histoire de la participation slavomacédonienne à la guerre civile grecque. Après 1956 (XX^e^ congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et changement de direction dans le Parti communiste de Grèce), lorsque les réfugiés politiques slavomacédoniens commencèrent peu à peu à se déplacer en République socialiste de Macédoine, revinrent également des cadres, qui créèrent un nouveau pôle, contraire à ceux préexistants. Nombreuses parmi les opinions (elles furent justifiées par un enregistrement de souvenirs de membres du front slavomacédonien de libération nationale [NOF] et par des recherches historiques), sur la base desquels furent constituées des factions, furent assimilées au sein de l'Institut d'histoire nationale, d'autres furent ignorées. A l'époque de l'immixtion du Parti communiste de Grèce (intérieur) dans les affaires de l'institut à Skopje, le groupe de Paskal Mitrevski se heurtait à celui de Naum Pejov, Pavle Rakovski et Vangel Ajanovski-Oce, d'une part en raison de conditions matérielles (lutte de prédominance selon la participation à la structure du pouvoir – dans les postes du parti et de l'Etat –), d'autre part pour des différences idéologiques (l'attitude de chacun face au mouvement de classe et national). Le noyau du conflit idéologique était l'attitude face au Parti communiste de Grèce. Le deuxième groupe soutenait que les communistes grecs avaient dès le début trahi le mouvement macédonien et c'était à tort que la direction du front slavomacédonien de libération nationale (NOF) s'annexa au parti communiste grec, ayant pour effet la dislocation et l'exode subséquent des *Macédoniens*. Mitrevski, en prenant position qui pourrait être qualifiée de « davantage communiste », rétorquait que le sujet était de classe. Les slavomacédoniens proclamèrent la libération nationale et sociale, objectif qui ne pouvait être atteint que par des alliances. Seuls les communistes grecs se présentaient comme disposés, le front avec eux étant la voie unique. Les *Macédoniens* – en dépit de leurs oppositions avec les Grecs – tentèrent de maintenir la coalition jusqu'à la fin.

Les informations et les opinions qui étaient canalisées par les slavomacédoniens, anciens partisans de la guerre civile grecque, reflet des positions idéologiques sur la question de classe, sur le problème national et sur les autres paramètres des luttes antérieures, différaient de la construction qui, s'appuyant sur des sources historiques d'origine différente, prédomina en tant que principale estimation idéologique des détracteurs du Parti communiste de Grèce. C'est une ironie des circonstances, que la critique slavomacédonienne contre le Parti communiste de Grèce l'exposait en tant qu'organisation sociale (abandon, après la défaite, des partisans qui l'avaient suivi dans la lutte de classe) mais l'innocentait du point de vue du grécocentrisme (respect de la politique nationale contre les *Macédoniens*). L'épicentre de la critique était l'axiome selon lequel les *Macédoniens* luttèrent pour la Macédoine, non pour une Grèce socialiste. Avec pour exception les slavomacédoniens qui avaient développé une conscience socialiste, ceux restants obéissaient à l'incitation de lutter pour leur patrie, la Macédoine, tandis que, ensuite, ils ne virent pas s'accomplir ni même le minimum, leur désir

d'aller en République socialiste de Macédoine, mais furent envoyés par la force en tant que réfugiés politiques dans d'autres directions. La création de la République populaire de Macédoine dans le cadre de la République fédérale de Yougoslavie et la lutte que menèrent les *Macédoniens* de la Macédoine de l'Egée sous la direction du front slavo-macédonien de libération nationale (NOF) pour leur autodétermination venait en opposition avec la politique sur la question nationale tant du Parti communiste de Grèce que du Parti communiste bulgare. Au fond, l'Institut d'histoire nationale faisait la propagande de la position que la politique du Parti communiste de Grèce sur la question nationale était contraire aux intérêts nationaux des *Macédoniens*. Conformément à Kirjazovski, le Parti communiste de Grèce était patriotique non selon les prescriptions internationalistes mais seulement selon celles grecques, puisqu'il revendiqua les slavomacédoniens et tenta de les éloigner de la République socialiste de Macédoine. La tactique pour attirer les *Macédoniens* continua même ultérieurement, lorsque, après la normalisation des relations des partis yougoslave et grec en 1956, le Parti communiste de Grèce demanda au parti yougoslave que les communistes qui provenaient de Macédoine grecque – des réfugiés slavomacédoniens qui vivaient en Yougoslavie – puissent être membres d'organisations communistes grecques. « ... Naturellement les Yougoslaves refusèrent ». Ils ne souhaitaient pas octroyer au Parti communiste de Grèce la possibilité de récupérer un espace parmi les slavomacédoniens, anciens réfugiés politiques provenant de la Macédoine grecque (et de continuer à les revendiquer).

La lecture inverse de l'accusation contre le Parti communiste de Grèce le rétablit dans la conscience des Grecs ayant une pensée ethnocentrique, déterminant un contour conformément auquel le parti fonctionna avec patriotisme et ne désavoua pas les droits nationaux.

Complète confusion !

Après 1974, les communistes slavomacédoniens continuèrent de contrôler l'attitude du Parti communiste de Grèce face à la question macédonienne. L'enregistrement de périodes historiques, pendant lesquelles était présentée – à chaque fois différente – la position du parti grec sur la question macédonienne, aboutit en un schéma de quatre cercles. Successivement furent en vigueur, pendant la période 1924-1935 la position du Komintern sur la « Macédoine et Thrace unifiées et indépendantes », à partir de décembre 1935 jusqu'en janvier 1949 la position sur l'égalité des droits des *Macédoniens* dans le cadre de l'Etat grec, à partir de janvier 1949 jusqu'en octobre 1949 la position sur la Macédoine indépendante dans le cadre d'une Fédération balkanique et, enfin, d'octobre 1949 jusqu'à la limite de l'époque (1974) la position sur l'égalité complète des droits des *Macédoniens* dans le cadre de l'Etat grec.

Dans la nouvelle période, la Ligue des communistes de Macédoine insista pour maintenir la politique antérieure. Les archives du Parti communiste de Grèce continuèrent à constituer un instrument de promotion du même objectif. En 1982, Kirjazovski, dans des points de son travail sur le Parti communiste de Grèce et la question nationale,

se référa aux décisions du VIII[e] congrès du parti grec (en 1961) et à celles correspondantes du IX[e] congrès (en 1974), qui déterminaient, par rapport aux minorités nationales, la position du parti en faveur de la disparition de toute discrimination – nationale, religieuse, raciale – des citoyens et de la reconnaissance de l'égalité des droits des minorités nationales. La position slavomacédonienne face au mouvement de libération nationale en Grèce resta, de façon similaire, intacte, réitérant de plus anciennes conclusions.

Les communistes slavomacédoniens concevaient le problème politique du Parti communiste de Grèce, parti de classe agissant dans un environnement d'idéologies aliénées, pour sauvegarder son profil moral et sa dignité défendant les droits des réfugiés politiques slavomacédoniens, anciens membres du parti, tout en ne subissant pas de dommage politique. Le recensement des actions des communistes grecs confirmait, dans le jugement de la Ligue des communistes de Macédoine, leur digne position. Les événements correspondants, en connaissance des slavomacédoniens, étaient des sujets à évaluer. En mai 1975, Kostas Loules, membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce, procéda à une démarche relative à la question des slavomacédonniens envers le gouvernement. A l'occasion de la visite de Caramanlis à Belgrade, les 4 et 5 juin 1975, et ses discussions avec Tito, le Parti communiste de Grèce prit position, en mentionnant que, à l'ombre de l'euphorie sur une collaboration gréco-yougoslave renforcée, survivaient des blocages. Des missions culturelles ou autres à Skopje, capitale de l'une des Républiques de la Yougoslavie fédérale, ne pouvaient pas se rendre en Grèce. La Grèce prenait des mesures que la Yougoslavie considérait comme une ingérence dans ses affaires intérieures. Le sujet des réfugiés politiques qui vivaient en Yougoslavie n'était pas résolu.

Cette évolution allait de pair avec le rapprochement avec le Parti communiste de Grèce, après l'interruption d'une durée de dix ans. Tandis que, jusqu'en 1976, seul le Parti communiste de Grèce (intérieur) était reconnu, les relations avec le parti furent progressivement rétablies. Elles le furent entièrement en 1979, par la visite de Vlado Jancic à Athènes, lorsque fut convenue la visite de Florakis à Belgrade. Le 8 mai 1980, Florakis était présent aux funérailles de Tito. Les 7 et 8 juillet 1983, Antonis Ambatielos, membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce, se rendit à Belgrade et fut reçu par Nikola Stojanovic. Le 24-29 octobre 1983, une délégation de trois membres du parti ayant à sa tête Mimis Androulakis visita le pays.

En raison des maniements consentis, les relations avec la Ligue des communistes de Macédoine furent également renouées. En conséquence, fut mis sur le tapis le sujet de la minorité nationale slavomacédonienne. Les déclarations de Florakis selon lesquelles le Parti communiste de Grèce reconnaissait l'existence de la minorité slavomacédonienne (conformément aux éléments dont disposait le parti, dans la région de Kastoria et de Florina vivaient 80.000 Macédoniens) et selon lesquelles le parti proclamait, dans son programme, l'égalité des droits des minorités et admettait le droit de toutes les personnes de retourner, indépendamment d'autres conditions, dans les lieux où ils étaient

nés, étaient connues des communistes slavomacédoniens. Toutefois, les slavomacédoniens estimaient que, de 1974 à 1983, le Parti communiste de Grèce ne prit pas publiquement position sur la minorité nationale *macédonienne*. Au cours de cette période, le Parti communiste de Grèce garda une position silencieuse, dans l'esprit d'un consensus auquel étaient parvenus les partis politiques en Grèce sur les questions nationales (le problème chypriote, les relations avec la Turquie, la question macédonienne).

En 1980, le parti exerça une critique contre le ministre de la présidence du gouvernement de la Nouvelle Démocratie, K. Stefanopoulos, sur le refus de l'autorisation du retour des réfugiés politiques. En janvier 1983, lorsque le gouvernement du parti social-démocrate PASOK, interprétant sa décision sur le retour des réfugiés politiques qui partirent au cours de la guerre civile 1946-1949 et pour cette raison – même si on leur avait retiré la nationalité –, insista sur le point que ceux qui n'étaient pas inclus dans l'esprit de la décision [les slavomacédoniens] n'auraient pas le droit d'être rapatriés, Ch. Florakis déclara que, dans la disposition, devaient être inclus « tous les réfugiés politiques ressortissants grecs sans exception ni engagement ». Le mot interdit de « slavomacédoniens » n'était mentionné nulle part. Dans les discussions à la direction de la Ligue des communistes de Macédoine, on estima que, face à la politique d'exclusion des réfugiés slavomacédoniens qu'observaient les sociaux-démocrates (PASOK), le Parti communiste de Grèce ne réagissait pas, avec pour seule exception le discours de Kostas Tsolakis à Ioannina, le 1er octobre 1983, pendant lequel celui-ci se référa à des camarades qui ne recevaient pas de passeport de retour en Grèce parce qu'ils appartenaient à une minorité inexistante. Le résultat fut que le Parti communiste de Grèce soit accusé par la droite de trahison nationale. En septembre 1983, le Conseil municipal de Giannitsa décida de renommer la rue Svoronos en rue de l'Héroïne Gini et, en une année, l'organisation du parti d'Edessa honora l'anniversaire de l'exécution de la même personne. Le ministre de l'Ordre public Giannis Skoularikis prit la décision de réhabiliter Ilias Dimakis (Ilija Dimovski - Goce), commandant de la brigade de l'Egée. Les deux personnes avaient une action politique dans le Parti communiste de Grèce. Les communistes slavomacédoniens supposaient que tout cela eut lieu sous l'influence du Parti communiste de Grèce, en opposition avec la droite. L'appareil du Parti communiste de Grèce ne communiquait pas les faits, ni même dans les colonnes du journal *Rizospastis* [*Radical*]. En mars 1985, la Bourse du travail de Thessalonique signa un protocole de collaboration avec les syndicats de Skopje, face à la réaction de la droite qui suggérait que le Parti communiste de Grèce se trouvait derrière ces actions. Le 4 mars 1985, sous le prétexte de la discussion au Parlement grec sur les biens des réfugiés, Loules et Kostas Kappos, selon l'estimation des communistes slavomacédoniens, touchèrent de nombreux points concernant la minorité nationale *macédonienne* en Grèce. Loules développa la position selon laquelle il existait des personnes en Macédoine et en Thrace qui n'étaient pas Grecs d'origine et il fallait restituer les biens des réfugiés indépendamment de la nationalité. Kappos conclut – après des attaques de députés de la droite que, dans la région, vivaient seulement des Grecs – qu'il existait des musulmans, des Arméniens et des Slaves et que le Parti communiste de Grèce

luttait pour les droits de tous les groupes minoritaires du pays. En outre, les dirigeants de la Ligue des communistes de Macédoine supposaient que la politique du Parti communiste de Grèce était influencée par les élections imminentes, dans le but d'attirer les électeurs des minorités, également parce que le parti subissait une pression de ses membres *macédoniens*.

Le 29 mai 1985, dans des discussions des communistes slavomacédoniens sur le Parti communiste de Grèce, se manifesta un pragmatisme – bien qu'au milieu d'opinions opposées – qui couvrait l'ancienne antipathie. Le Parti communiste de Grèce était un facteur – pensaient-ils – qu'ils devaient prendre sérieusement en compte. Des questions à évaluer étaient l'histoire du parti jusqu'à sa position actuelle en Grèce, le fait que ses partisans dans n'importe quel conflit le suivaient et que l'Union soviétique avait une sérieuse influence sur l'ensemble ou sur une partie du groupe dirigeant. Nikola Cingo pensait que les questions de l'histoire du parti grec (ses positions sur la question macédonienne, la scission de 1968) devaient être laissées à la recherche historique et être imputées aux chercheurs comme une tâche (il voulait dire l'Institut d'histoire nationale). Nikola Todorovski se rappela que le Parti communiste de Grèce disposait d'argent qui provenait de l'aide extérieure (il voulait dire les roubles), fait qui, en liaison avec son dogmatisme et son attachement à l'Union soviétique, diminuait son rayonnement.

La suprématie du Parti communiste de Grèce, sur la scène politique grecque intérieure, au détriment du Parti communiste de Grèce (intérieur) influença les communistes slavomacédoniens dans leur jugement sur la conclusion d'alliances du parti, afin qu'ils changent de cap. Elle pesa dans la balance de leurs estimations comme un élément supplémentaire à ceux concernant l'évolution dans l'Institut d'histoire nationale, où, à cette période, le conflit avec Papapanagiotou sur la question nationale et sur l'utilisation des Archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) se déchainait.

Au sein du Parti communiste de Grèce, Florakis et les autres du groupe dirigeant avaient depuis longtemps envisagé la question macédonienne. Plus anciennement, Florakis évitait de répondre directement à des provocations, en objectant que les interrogations étaient des manœuvres dolosives. Finalement, le parti décida d'aboutir à une position. Le 25 septembre 1988, à Thessalonique, à l'occasion des déclarations des représentants politiques à l'occasion du fonctionnement de la foire internationale, Florakis se référa à la question macédonienne, en affirmant que, pour le Parti communiste de Grèce, le sujet avait pris fin. Les milieux conservateurs jugèrent qu'une rupture fut notée dans la position du parti. Des réactions à la déclaration de Florakis furent provoquées en République socialiste de Macédoine. A la station de radio de Skopje, le 26 septembre 1988, un reportage négatif fut rédigé ; le journal *Nova Makedonija* inséra un article de Kirjazovski selon lequel Florakis remettait en cause l'existence de la minorité *macédonienne* en Grèce. Le parti grec publia une réponse contre Kirjazovski, affirmant que l'Etat voisin parlait non seulement de l'existence d'une minorité macédonienne

mais aussi de la « Macédoine de l'Egée ». Une opposition se développa dans les organisations du parti grec et parmi les réfugiés à l'étranger.

En mai 1998 – après les renversements et la dissolution de la Yougoslavie socialiste –, fut convenu, comme nous l'avons dit, l'envoi d'une délégation du Parti communiste de Grèce (Florakis et autres) à Skopje. Une rencontre avec des dignitaires gouvernementaux eut lieu ; suivit, « dans un climat de cordialité », la rencontre de Florakis avec le président Kiro Gligorov. Florakis s'attaqua à l'impérialisme international, qui exploitait les questions minoritaires et les renforçait, mais aussi aux milieux nationalistes dans les deux pays. Il précisa que le parti communiste grec prit position, dès le début, contre le nationalisme, cultivé par le biais de la dispute sur la dénomination de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, en soulignant que la question du nom était d'importance mineure et qu'elle devait définitivement prendre fin, pour cesser de donner prise aux projets impérialistes de division des peuples balkaniques. Gligorov se référa à la création historique de la République socialiste de Macédoine, membre de la fédération yougoslave, et précisa que le terme de « République de Macédoine » correspondait aux limites de l'Etat, sur le territoire considéré, et non à la Macédoine dans son ensemble dans sa signification géographique. Il mit l'accent sur le fait que son pays, n'ayant aucune revendication au détriment de la Grèce, était respectueux des frontières, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et du principe de la non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Une déclaration de Florakis à la télévision de Skopje s'ensuivit selon laquelle l'objectif du voyage était le rapprochement des deux peuples ; il ajouta que les commentaires de Gligorov sur l'appellation « République de Macédoine », en combinaison avec la position du respect des frontières, sans visées expansionnistes contre la Grèce, étaient satisfaisantes et que la rencontre aiderait dans les relations des deux pays. Jusqu'en 2008, le parti communiste grec posa clairement son soutien à la position sur le « rapatriement libre et sans conditions de tous ceux qui veulent être rapatriés ».

5.1.7.3. La guerre de l'information

Dans l'espace de la Macédoine, qui constituait, pendant toute la durée du XX^{e} siècle, une composante géopolitique importante et un facteur de déstabilisation dans la région balkanique, l'enjeu pour les services de renseignements était la collecte d'éléments et la mise au courant des leurs organismes politiques, de manière à assumer ensuite une action pour atteindre les objectifs attendus.

Dans la République socialiste de Macédoine, en ce qui concernait les affaires grecques, l'activité des structures de vigilance du Parti communiste de Grèce (intérieur) et du Parti communiste de Grèce, du service local de sécurité et des services étrangers d'informations aurait pu – en prenant en compte la petite échelle du pays – être jugée comme étendue. Les visées de la Ligue des communistes de Macédoine, des deux partis grecs, de l'Etat grec et des forces derrière ceux-ci se heurtaient, dans ce domaine.

Le Parti communiste de Grèce, ayant une base insuffisante en Yougoslavie, fut aidé par les services soviétiques, qui cependant ne disposaient pas – ni celles-ci – d'un accès remarquable. Après 1968, seul le Parti communiste de Grèce (intérieur) trouva un terrain propice, en raison de la collaboration au niveau politique (création d'un mécanisme clandestin pour agir contre la dictature grecque) et dans le secteur idéologique - scientifique (valorisation des archives du parti). D'autre part, le service grec de renseignements s'intéressait à toute sorte d'éléments, dans le dédale du conflit bilatéral de la Grèce et de la Yougoslavie et du conflit international du communisme et de l'impérialisme. Une ombrelle au-dessus des Grecs – communistes et non –, l'œil vigilant du service local de sécurité supervisait les mouvements et informait l'autorité de l'Etat.

Protection du parti

Après l'imposition de la dictature en Grèce, les appareils de protection des partis communistes (vigilance sur l'infiltration étrangère à l'intérieur du parti, réseau d'action vers l'extérieur), à Skopje, était principalement deux, celui de la Ligue des communistes de Macédoine et celui du Parti communiste de Grèce (intérieur). Le parti communiste grec se situait, en réalité, en dehors du jeu d'espionnage.

La préoccupation du Parti communiste de Grèce (intérieur) était, en collaboration avec la Ligue des communistes de Macédoine, de préserver deux appareils, l'un clandestin de l'action antidictatoriale et l'autre local des archives du parti.

L'appareil clandestin de déplacement des cadres du parti fonctionna en parfait accord avec les règles de conspiration. Il existait une expérience de nombreuses années, relative à ce jeu dangereux, auquel s'ajoutaient toujours de nouvelles inventions. Au contraire, l'hypothèse des archives en République socialiste de Macédoine était une nouveauté – c'est pourquoi le maintien du secret de son existence n'alla pas loin –.

L'appareil grec de protection des archives, comme il apparaît, comprenait un seul membre. Papapanagiotou était chargé de ce devoir supplémentaire, en dehors du travail de recherche. Il existait deux objectifs : ne pas révéler le fait du fonctionnement des archives, ayant pour conséquence des tentatives des adversaires d'accéder aux documents, et de ne pas rendre public les identités des membres du Parti communiste de Grèce (intérieur) – de Papapanagiotou et de ceux de passage –.

Le grand problème pour le Parti communiste de Grèce (intérieur) était de monter un scénario, qui le rendrait beaucoup moins vulnérable face au fait qu'un parti politique avait convenu une collaboration avec une structure de l'Etat d'un pays étranger, et en plus de la République socialiste de Macédoine. Les collaborations, comme d'habitude, étaient convenues entre les représentants des partis. Autrement, le parti aurait été exposé à de mauvaises interprétations pour assumer le rôle de desservir des intérêts étatiques étrangers. Papapanagiotou excluait de ce sujet de principe, et seulement pour des rai-

sons pratiques (sécurité accrue), l'Académie des Sciences et des Arts. Il aurait pu cependant, en cas de révélation de l'affaire, avoir pour alibi le profil scientifique de l'Académie qui – on le supposait – ne se prêtait pas pour invoquer la mise en danger des intérêts de la patrie provenant de la collaboration du parti avec l'Etat yougoslave.

L'identité de la personne de Papapanagiotou fut dissimulée avec soin. Au siège du Parti communiste de Grèce (intérieur), à Bucarest, en dehors des personnes compétentes, nul – même les membres de l'organe suprême du parti (bureau politique) – n'était au courant. C'était au su des membres de la direction du parti que le sujet de Skopje était manié par Eleftheriou et Vatousianos ; en pratique, ils leur laissaient l'affaire. A Skopje, les règles classiques furent respectées. Dans aucune photographie absolument des membres du parti slavomacédonien ou de l'Institut d'histoire nationale n'apparut Papapanagiotou. De plus, dans le travail d'édition de l'Institut, n'était mentionné nulle part son nom, bien qu'il en ait été le promoteur. A cet égard, dans l'édition contenant les documents de l'histoire grecque, les quatre premiers volumes (le 4ème fut publié en 1980, mais fut complété plus tôt, en 1979), comprenant des recueils de documents que détenait l'institut avant l'arrivée de Papapanagiotou et des archives grecques à Skopje, portaient à juste titre les noms de Kirjazovski, de Pejov et de Simovski. A partit du 5ème volume, en 1981, jusqu'au 9ème volume en 1996 (furent utilisées, dans un travail plus élaboré, les précédents recueils mais fut ajoutée une nouvelle documentation, qui résulta de la valorisation des archives grecques), Kirjazovski et Fani Buckova apparurent en tant que éditeurs. Le 8ème volume de 1987 (après le conflit avec Papapanagiotou) et le 9ème de 1996 portaient seulement le nom de Kirjazovski. Papapanagiotou, pudiquement, perdit, en raison de la protection, sa renommée posthume.

Les mesures de protection prises par Papapanagiotou ne seraient pas jugées être excessives. L'autorité de l'Etat, en République socialiste de Macédoine, n'était pas la seule intéressée par le contenu des archives du parti. L'accès aux éléments était également classé parmi les priorités du service grec de renseignements. Des commentaires se faisaient entendre à Skopje et des réserves étaient soulevées qui concernaient la présence de personnes de Grèce, de voyageurs ayant des intentions indéterminées, qui erraient parmi les réfugiés politiques en recherchant des papiers, en prenant des interviews. Il était logique de supposer que l'élargissement des milieux ayant connaissance du transfert des archives du parti à Skopje réfutait les garanties sur la protection de la confidentialité de l'opération. Elle avait abouti à un secret de polichinelle. Très vite, cependant, certaines questions furent du moins résolues, après la publication des tomes des documents d'archives du Parti communiste de Grèce sous la direction de Kirjazovski.

Dans l'affaire des archives, Partsalidis embarrassa, à certains moments, Papapanagiotou par son scepticisme et son hésitation à prendre une décision sur le transfert des documents. Pourtant il fut, en même temps, un grand maître en matière de protection ; expérimenté, il ne se laissait pas facilement piégé. Les discussions à termes voilés, à

mots couverts, de la direction de la Ligue des communistes de Macédoine sur la nouvelle acquisition des archives grecques, qui « avançait lentement à cause de certaines questions irrésolues et de résistances dans la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur) », indiquaient le coupable. Il ne s'agissait pas seulement de dettes non acquittées, de l'époque de la guerre civile grecque, et de la conception des communistes slavomacédoniens, après le conflit avec le Parti communiste de Grèce au cours de la lutte dans la montagne, selon laquelle Partsalidis était le principal responsable. Les questions courantes en suspens s'y ajoutaient. Selon son vif critère politique, Partsalidis observait les évolutions dans le mouvement communiste international, l'éloignement du danger d'intervention soviétique, le rétablissement de comportements civilisés dans les relations communistes internes. Suspicieux en ce qui concernait le mouvement communiste slavomacédonien, il avait l'image des buts nationaux qui étaient promus. En voyant Pejov, Kirjazovski et les autres vieilles connaissances dans l'environnement de Skopje, il était en mesure de se former un avis sur le contenu des préoccupations de la Ligue des communistes de Macédoine.

Les services slavomacédoniens

La Ligue des communistes de Macédoine avait deux fronts, vers l'extérieur (le groupe réactionnaire grec) et vers l'intérieur (la protection même face aux communistes grecs du Parti communiste de Grèce).

Dans les années 1960, le service de sécurité, continuant la tradition de l'OZNA, était considéré comme efficace dans l'achèvement des devoirs politiques. Les directives politiques étaient claires (promotion des positions de la République socialiste de Macédoine sur la question macédonienne et sur la question de la Macédoine de l'Egée). Tous les sujets stratégiques étaient renvoyés au parti pour consultation et pour leur expédition au service de sécurité.

Le potentiel du service comprenait des réfugiés slavomacédoniens de la Macédoine grecque, qui, étant bilingues, avaient l'habileté de comprendre les discussions entre Grecs. Progressivement, la composition du personnel s'enrichit de plus jeunes personnes et, jusqu'en 1968, dans le service de sécurité de Skopje, ne servaient plus d'anciens réfugiés slavomacédoniens, à l'exception du frère de Naum Pejov, Christos.

Les services slavomacédoniens accomplirent consciencieusement le devoir de classe et démocratique contre la dictature grecque. Ils offrirent un soutien économique et un savoir-faire technique sur le développement de l'action clandestine du Parti communiste de Grèce (intérieur) dans le pays, en appliquant des techniques classiques. En copiant le modèle soviétique, furent créées des sociétés commerciales, de la propriété de l'Etat de la République socialiste de Macédoine, qui, concrétisant l'accord de coopération économique gréco-yougoslave, avaient une double mission en dehors du profit d'entreprise. Le financement de la lutte antidictatoriale par le biais du canal slavomacédonien ne pouvait pas échapper aux services grecs, qui de même avaient leurs propres

réseaux dans les pays communistes. Le jeu des espions obéissait à une règle commune acceptée, la dissuasion de révéler les sources du financement et le hiatus diplomatique consécutif. Après 1974, lorsque disparurent, à la nouvelle période de la légalité, les besoins exceptionnels du Parti communiste de Grèce (intérieur), le parti cessa la politique du pragmatisme et des concessions. Les propositions et les pressions des communistes slavomacédoniens sur le Parti communiste de Grèce (intérieur) sur l'élargissement de l'entente par le biais de la création de nouvelles sociétés commerciales ne trouvèrent pas de réponse.

En comparaison de l'action (lutte de classe et démocratique), l'entente, dans le domaine idéologique, avec les Grecs n'était pas linéaire, en raison de l'intercalation de la question nationale. La Ligue des communistes de Macédoine se tourna vers l'issue qu'offrait l'accord sur les archives du parti. A l'Institut d'histoire nationale, les communistes slavomacédoniens, ayant la construction prête pour être prouvée, trouvèrent la possibilité – d'ailleurs sur demande du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur) – de mettre en valeur les documents grecs, dans le but de prouver leur identité *macédonienne*, ainsi que la politique erronée du Parti communiste de Grèce face aux *Macédoniens*. Entre leurs mains, l'instrument de classe se transforma en instrument national, par la position que l'élément national s'intégrait à celui de classe. Face au monarchisme-fascisme grec, en mettant en avant l'argument que, depuis un demi-siècle, ils luttaient, en tant que *Macédoniens*, pour le changement social, les communistes slavomacédoniens considéraient que l'élément national avait indéniablement un contenu progressiste. La constitution, dans l'Institut d'histoire nationale, d'un groupe ayant pour objet l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier grec et du mouvement de libération nationale des *Macédoniens* de la Macédoine de l'Egée faisait la propagande de la position selon laquelle les deux éléments, social et culturel, étaient étroitement liés. Le travail avança avec des oppositions des deux côtés ; la position sur l'élément social et l'élément national exerçait une contrainte sur le Parti communiste de Grèce (intérieur) en ce qui concernait le volet de l'élément national, tandis que, dans l'environnement des réfugiés politiques slavomacédoniens, le volet des Grecs apparaissait au contraire, comme nous l'avons dit, modéré et conciliant en raison de la falsification supposée de l'élément national. Après la chute de la dictature en Grèce, fut perdu, dans les négociations avec le Parti communiste de Grèce (intérieur), l'avantage du soutien de la lutte clandestine, ainsi que l'appui pour exercer une pression sur le national. Le faux-fuyant des Grecs s'était étendu de la question macédonienne à la reconnaissance des droits aux minorités. Restait la carte des négociations sur les archives du parti. Les communistes slavomacédoniens conservaient la conviction que la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur) s'intéressait à garder les archives hors du pays parce que son contenu (documents notamment de la guerre civile) était jugé – conformément aux conceptions d'une partie de l'opinion publique – comme compromettant.

Un esprit de méfiance pénétra dans les relations des deux partis. Les communistes slavomacédoniens retinrent certains documents originaux des archives, de sorte que,

dans une rupture potentielle, le Parti communiste de Grèce (intérieur) n'ait pas la possibilité de répondre. Ils soupçonnaient, de l'autre côté, les Grecs de l'application d'une tactique semblable. « Il faut que nous étudiions, nous et les organes de sécurité, quels documents nous sont donnés en entier et quels sont ceux qui nous sont présentés en tant que tels ».

Pour les slavomacédoniens, la question des archives du parti engendra après coup une surabondance de questions, qui exigeaient des réponses et des interprétations. Quel était le rôle du Parti communiste de Grèce (intérieur) face à la Ligue des communistes de Macédoine et à la question macédonienne ? Quelle était l'ingérence de Papapanagiotou dans ces problèmes? Des hypothèses étaient soulevées sur le rôle réel de Papapanagiotou concernant la question macédonienne. Les positions, qui transparaissaient dans ses premiers écrits, au cours de sa participation au groupe d'histoire avec Todor Simovski et Risto Kirjazovski, n'avaient pas des points communs avec les textes sur la question macédonienne qu'il publia en Grèce après son retour, avec ses prises de position publiques au cours de sa collaboration avec l'Institut d'Etudes balkaniques de Thessalonique (IMHA). Opportunisme? – pensaient les communistes slavomacédoniens –. *Ou autre chose* ?

Les références à l'élément national figuraient en tête de l'ordre du jour, avec une acuité toujours plus grande. Le 16 janvier 1984, au comité central de la Ligue des communistes de Macédoine, dans une discussion, dans laquelle on soulignait qu'il faudrait presser les organes yougoslaves à une position politique commune, participait une personne (il prit position sur les sujets discutés par deux fois) qui ne fut pas nominalement enregistrée dans les procès-verbaux (à la place de son nom, le rédacteur du procès-verbal dactylographia, à la page correspondante du texte, des tirets successifs d'une longueur de 4-5 centimètres). A partir du contenu de ses prises de position, on pouvait comprendre qu'il s'agissait d'un diplomate, ou d'un autre haut fonctionnaire de l'Etat, qui avait une claire connaissance de la réalité grecque. Un lecteur des procès-verbaux pourrait certifier la véracité de l'existence de canaux diplomatiques comme source d'informations qu'invoquèrent les personnes compétentes dans une autre discussion. La même personne prit position sur la question nationale avec acuité, en mentionnant que, au niveau yougoslave, les représentants des autres Républiques yougoslaves disaient à leurs homologues de la République socialiste de Macédoine qu'il fallait qu'ils déprécient délibérément leurs intérêts nationaux. « ... Je suis allergique lorsque j'entends une fillette [il appelait ainsi, de manière offensante, les interlocuteurs des autres Républiques] me dire, entre autres, qu'il existe des désaccords entre nous mais nous en discuterons ». De tels problèmes à discuter pourraient être les sujets économiques, le pipeline de pétrole qui était négocié avec la Grèce, mais la question nationale ne pouvait pas constituer un sujet de discussion. Lui-même, dans sa seconde prise de position, révéla ses contacts : « Je voudrais sommairement dire certaines choses. Depuis que j'y suis allé [il entendait, en Grèce], j'ai insisté pour être lié à un nombre le plus grand possible de dirigeants du parti communiste (extérieur) ».

Services grecs

Face aux organisations communistes, se tenait le service de sécurité de la dictature grecque, Service de renseignements de l'Etat (KYP). A la chasse aux renseignements, il répondit avec professionnalisme, en ayant mis en place un large réseau efficace. Il achetait des Yougoslaves, plus spécialement des slavomacédoniens, également des Grecs, en acquérant une multitude de documents, qui étaient promus en Grèce en vue de leur évaluation. Le profil des indicateurs variait, de Yougoslaves qui étaient des hommes des services secrets et des diplomates jusqu'à de simples citoyens. Pour les éléments secrets et ultrasecrets, il y avait besoin d'une attention particulière et d'une expérience de manipulation. Il était utile que soient prises des mesures nécessaires de prévoyance afin que les informateurs ne soient pas exposés, étant donné que les événements concomitants n'étaient connus que d'un nombre restreint de personnes.

Les activités du service étaient orientées sur deux fronts, l'action subversive des forces antidictatoriales et la menace communiste plus générale. En République socialiste de Macédoine, les deux paramètres étaient liés entre eux, avec le communisme ayant paradoxalement, pour principale caractéristique, la dimension nationale slavomacédonienne. C'est pourquoi les lignes de défense de l'appareil grec étaient correspondantes.

Les services grecs se rendaient compte de nombreux événements.

En 1967, la ville de Skopje jouissait d'un calme relatif. Le mouvement antidictatorial des communistes se trouvait à l'état embryonnaire. En janvier 1968, le ministère des Affaires étrangères à Athènes reçut un signal de Tchécoslovaquie (il fut aussitôt promu à l'ambassade grecque à Belgrade) que Konstantinos Konstantopoulos fils de Georgios, provenant d'Allemagne de l'Ouest, « révisionniste bavard et arrogant », qui rencontra Ilias Alevras, ancien général de brigade de l'« Armée démocratique de Grèce », en vue du commencement d'une lutte armée en Grèce, apparu à Prague. A Skopje, arrivèrent les partisans de Markos Vafeiadis, « révisionnistes », Ilias Alevras, Theodoros Kallinos - colonel, Dimitrios Palaiologou - général de division, également Sarantis Protopappas - général et autres, Grecs et slavomacédoniens.

Intervint, en février 1968, la scission du Parti communiste de Grèce. En mars 1968, Athanasios Chatzis, ancien haut cadre (secrétaire du Front de libération nationale [EAM]) radié, vint à Skopje. Pour des raisons d'économie, les Grecs cohabitaient. En avril 1968, sont venues 70 familles de bandits [maquisards], parmi lesquelles Athanasios Starevski, diplômé d'université. Jusqu'en août 1968, il n'avait pas encore été donné aux nouveaux venus un permis définitif de séjour. Tous ceux qui n'étaient pas slavomacédoniens (approximativement 10 personnes) parvinrent à recevoir un permis provisoire d'installation dans la ville. Au début de juin 1968, furent repérés à Belgrade la présence de Partsalidis et ses contacts avec la Ligue des communistes de Yougoslavie. C'était une évolution qui promettait des problèmes. Après une période de calme, le

Parti communiste de Grèce étant absent, isolé des communistes yougoslaves, il était évident que commencerait une nouvelle phase du mouvement des Grecs opposants au régime dictatorial à côté des frontières.

En janvier 1969, furent repérés, à Skopje, Papapanagiotou et Mitsopoulos, lorsque ceux-ci trouvèrent Simovski et rendirent visite à l'Institut d'histoire nationale. Les indicateurs, comme il semble, ne parvinrent pas à apprendre les détails. Lors du séjour des deux cadres grecs à Skopje, leur rencontre avec Chatzis fut également enregistrée par le service. Il était possible, dans un bref délai, de savoir qu'avaient eu lieu des ententes de rapprochement des membres radiés (de 1956 et de 1968), qui amenèrent à la visite de Chatzis au Parti communiste de Grèce (intérieur), à Bucarest, en juin 1969. Les pas suivants de Chatzis devinrent entièrement connus. A Bucarest, il assista, fin juin 1969, à la session plénière extraordinaire du comité central des partisans de Partsalidis ; après, il se rendit en Bulgarie, où il rencontra d'autres bandits [maquisards]. Dans un cercle étroit, il déclara que les impressions qu'il avait rapportées de son voyage étaient plutôt décevantes. Il réitéra les contacts, par une nouvelle visite à Bucarest en septembre 1970, où il rencontra Partsalidis, Brillakis et d'autres cadres dans les bureaux du comité central du Parti communiste de Grèce (intérieur). De l'image générale du mouvement, la conclusion pouvait être tirée qu'une convergence absolue d'opinions et une complète intégration de Chatzis dans le Parti communiste de Grèce (intérieur) n'avait pas été obtenue.

En mai 1969, dans le cadre de l'activité qui agitait les eaux dormantes à Skopje, vint Michail Kenatis, partisan de Markos Vafeiadis. En septembre 1969, revinrent Palaiologou (il rencontra Achilleas Papaioannou, Georgios Timkos et Minas Athanasiadis) et Kikitsas. Le commandant Liakos (Papadimitriou) apparut, le même mois, tandis que Kartsounis, membre du comité central du groupe de Partsalidis, s'apprêtait à arriver.

En même temps, à Belgrade, à la rencontre qu'eurent Drakopoulos, Kikitsas, Kartsounis et Brillakis avec Stane Dolanc, « ils demandèrent l'octroi d'un soutien au groupe de Partsalidis et non à celui de Koligiannis » et négocièrent la question de l'organisation des réfugiés grecs avec la disposition de ressources qui résulteraient de la création d'une entreprise commerciale, appelée Société du Commerce Général. Les organisateurs auraient partout tous leurs frais payés. Les hommes du service de renseignements d'Etat [KYP] furent informés que les autorités yougoslaves avaient donné une réponse négative à la demande de « création d'une annexe du parti communiste grec » [ils voulaient dire, du Parti communiste de Grèce (intérieur)] en République socialiste de Macédoine, cependant ils pouvaient imaginer que, derrière la vitrine des contacts semi-officiels, fonctionnaient des réseaux inofficieux, ayant pour but de mettre au point en Grèce un appareil clandestin.

L'ambassade de Belgrade grecque donna l'alarme, en décembre 1969, sur la visite d'Andreas Papandreou et sur la rencontre avec Krsto Cervenkovski, slavomacédonien, membre du bureau exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie. L'information contenait la nouvelle que Papandréou se rendit également en Macédoine yougoslave. Le consulat grec à Skopje réfuta le scénario, en janvier 1970, en précisant

que Papandréou ne parut pas dans la ville et que les dirigeants des bandits [maquisards] sur place étaient très mécontents du fait de la non réalisation de la visite. Le premier volet de la correction correspondait à des événements, le second était, pour un œil expérimenté, une diffusion de nouvelles peu fiables sur des réactions anonymes des dirigeants slavomacédoniens, dans le but de démontrer le soutien, de la part des réfugiés politiques slavomacédoniens, de la République socialiste de Macédoine et l'opposition contre la Grèce. Cette deuxième mise au courant, de la part du consulat grec, qui ne couvrit pas la rumeur fabriquée en Grèce, coïncida avec l'arrivée de Papapanagiotou à Skopje et son intégration à l'Institut d'histoire nationale, soulignant au Parti communiste de Grèce (intérieur) la nécessité de prendre des mesures de protection accrues, afin que des provocations ne soient pas renouvelées, à une prochaine occasion, au détriment des communistes.

Le 14 mai 1970, Theodorakis, lors de sa visite à Belgrade, pendant laquelle il rencontra le maréchal Tito, eut des discussions avec le même slavomacédonien, membre du bureau exécutif de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Krsto Cervenkovski, et donna une série d'interviews qui se tournèrent vers la question du renversement du régime en Grèce.

En juin 1970, lorsque Kikitsas revint à Skopje, à l'Institut d'histoire nationale, pour publier ses « mémoires », Simovski l'accompagna dans ses vacances en Dalmatie aux frais de l'institut. Au cours des mois – jusqu'en avril 1971 – où, collaborant avec Papapanagiotou à l'Institut, il resta à Skopje, Kikitsas ne fut pas inquiété par les autorités bien que n'ayant pas de permis de séjour. En juillet 1970, vint à nouveau Kartsounis, membre du « comité central du groupe de Partsalidis », et fut accueilli chez Chatzis.

En septembre 1970, la présence de Papapanagiotou fut remarquée à Skopje. Récemment installé, selon les renseignements, il travaillait à l'Institut d'histoire nationale. Nous voyons que les mesures de sauvegarde des archives du parti s'avérèrent rentables dans une certaine mesure et que les agents tardèrent à repérer le représentant du Parti communiste de Grèce (intérieur), depuis janvier 1970 où il s'était installé en ville.

De nouvelles présences furent enregistrées en 1971 et en 1972 à Skopje.

En juin 1971, vint, de Tachkent, Ioannis Patsiouras, accompagné de ses deux filles, avec un permis de séjour permanent. Le même mois, des rumeurs coururent en ville selon lesquelles Partsalidis était venu et circulait sous un pseudonyme. A l'école polytechnique de Skopje étudiait le fils adoptif de Partsalidis, Panagiotis Iordanidis. Provenant de Tachkent, où il avait fini ses études à la faculté de radioélectricité, il était alcoolique, sans aucune action.

Après 1971, Andreas Tzimas, du « groupe de Partsalidis », se trouvait à Skopje et travaillait à l'Institut d'histoire nationale, où il écrivait des « articles antihelléniques ». « A l'institut concerné travaille aussi un dénommé Alékos (autres éléments inconnus), qui avait soustrait une partie des archives du Parti communiste de Grèce et les avait remises au groupe de Partsalidis ». Le service grec de renseignements (KYP), finalement,

en deux ans dénicha les archives du parti. Toutefois, il était dans l'impossibilité, jusqu'alors, de relier la personne d'Alékos à celle de Theodoros Papapanagiotou.

Il était peu plausible que les rencontres des communistes grecs, à Belgrade, avec les dirigeants du pays n'aient pas engendré de doutes au KYP sur l'implication des Yougoslaves dans l'activité antidictatoriale du Parti communiste de Grèce (intérieur) et sur l'offre d'un soutien à son appareil clandestin en Grèce. En janvier 1971, furent rapportées au service grec l'arrivée de Drakopoulos pour s'entretenir avec Stane Dolanc et la mise au courant officielle selon laquelle furent échangées des informations sur les activités des deux partis. En octobre 1971, vint Mavroeidis, ancien correspondant du journal *I Avgi* [*L'aurore*]. Au début de novembre 1971, fut enregistrée l'information du contact de Nikos Karras avec Dolanc.

Certaines actions antidictatoriales communistes étaient flagrantes. Les services grecs concernés les enregistraient simplement et les commentaient. En octobre 1971, à Skopje, existait un « Bureau de l'intérieur du comité central du Parti communiste de Grèce ». En novembre 1970, l'ambassade de Belgrade conclut que le journal du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Eleftheri Ellada* [*La Grèce libre*] déclarait Rome comme son siège, mais l'impression, après entente de Theodorakis, de Brillakis et de Drakopoulos avec Cervenkovski le 5 septembre 1970, était réalisée à Zagreb, aux imprimeries Vjesnik. Il fut précisé, un mois plus tard, qu'y furent imprimés les cinq premiers numéros, jusqu'à ce que se trouvent des installations typographiques à Rome. Le consulat de la République socialiste de Macédoine avisa Athènes, en novembre 1971, que la station de radio de Skopje émettait, en langue grecque, des messages sur la libération de Partsalidis et Drakopoulos qui avaient été arrêtés. Il les informa de même, en décembre 1971, que le journal d'Etat *Nova Makedonija* commença à importer le journal antidictatorial du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Eleftheri Ellada* [*La Grèce libre*]. Il était vendu dans la région de Skopje connue sous le nom d'Autokomanda, « qui fourmille de bandits communistes ».

Sur d'autres actions de l'Etat yougoslave, les services grecs critiquaient la note nationale insinuée. En 1971, « le film antihellénique » *La semence noire*, par son sujet (un camp militaire dans les îles de la mer Egée, en 1946, où se déroulaient des tortures horribles contre des communistes d'origine *macédonienne*, en vue de leur arracher des aveux comme quoi ils cessaient d'être communistes et qu'ils n'étaient pas *Macédoniens*), « provoque chez le spectateur un sentiment de dégoût et de haine ». En avril 1972, Petros Galoupis [Pero Galabov] (l'ami le plus proche de Papapanagiotou, collaborateur dans le travail de classement des archives du parti grec) se rendit à la station de radio de Belgrade et demanda une coproduction sur la rédaction de reportages qui émaneraient de la radio de Skopje. Il proposa deux émissions, pour que cette station devienne encore une tribune de la propagande. Les Serbes n'y consentirent pas. Les hypothèses concernant la cause du refus pouvaient comprendre la probabilité qu'elle avait un contenu essentiel, dans la mesure où les slavomacédoniens s'étaient faits pressants sur l'intensification de la propagande nationale.

A l'opposé du Parti communiste de Grèce (intérieur), qui jouissait d'un traitement préférentiel dans les relations avec les partis yougoslave et slavomacédonien, les services grecs n'eurent pas besoin de consommer trop d'énergie pour faire face au Parti communiste de Grèce. Exclu, ces années, le parti ne trouva pas de terrain propice pour agir en Yougoslavie. Des actions, à intervalles espacés, s'avérèrent infructueuses. En avril 1968, Ioannis Skoutelis, ayant pour lieu de séjour Novi Sad, fit des tournées à Skopje et se livra à la propagande en faveur de Koligiannis. En novembre 1968, arriva en ville Konstantinos Tsolakis, membre du comité central du Parti communiste de Grèce. « Il y fut envoyé officiellement par le service soviétique de renseignements, étant donné qu'il avait la réputation d'en être l'organe ». Lui- même revint à Skopje en avril 1969, resta cinq jours et rencontra d'anciens cadres et bandits [maquisards] ; il paraît qu'il ne trouva pas de disposition à la collaboration et retourna bredouille. L'ambassade grecque de Belgrade apprit, le même mois, que, le 15 mars 1969, avait été publié dans le journal *Néos Dromos* [*Nouvelle voie*] de Tachkent un article qui certifiait que les slavomacédoniens en République socialiste de Macédoine étaient en faveur de Koligiannis. La note selon laquelle le rédacteur de l'article était Michail Papaspyrou, personne liée à Tsolakis, sous-entendait que, par l'estimation en question, furent desservis les projets des services soviétiques sur la propagande en faveur de Koligiannis et un renversement du courant en faveur du Parti communiste de Grèce. En avril 1970, vint de Tachkent à Skopje Christos Palamas - colonel. Il révéla que le siège du Parti communiste de Grèce était à Budapest et la station de radio La Voix de la vérité en Allemagne de l'Est. En octobre 1971, Dimitrios Tzampezis ou Tsampezis, commissaire de brigade, réalisateur, agent sans doute russe, vint à Belgrade.

D'autres informations relatives au Parti communiste de Grèce, auxquelles étaient mêlés les services grecs de Belgrade et de Skopje, ne concernaient pas plus spécialement la Ligue des communistes de Macédoine. Un des éléments qui fut enregistré par les indicateurs était indirectement intéressant : l'appareil grec de l'ambassade de Belgrade, en transmettant officiellement, en août 1968, des informations sur la revue du parti *Néos Kosmos* [*Nouveau Monde*] (elle cessa d'être publiée à Bucarest et le personnel et les installations furent transférés en Allemagne de l'Est), se référa également au fait que « ... les bureaux du service du comité central du Parti communiste de Grèce se trouvant à Sibiu... » seraient transférés en Allemagne de l'Est. Ils n'étaient pas en mesure de savoir qu'il s'agissait des archives du parti (celles qui en étaient restées, après l'attaque des partisans de Partsalidis et l'appropriation d'une partie des documents), qui en effet, exactement alors, devaient être transférées (à Ivanovo), ni que la deuxième moitié (entre les mains du groupe de Partsalidis) était en train d'être négociée avec la Ligue des communistes de Macédoine et l'Institut d'histoire nationale.

5.2. Athènes, Thessalonique

5.2.1. Des archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) aux archives privées d'histoire sociale

Après la scission du Parti communiste de Grèce (intérieur) en 1987 (création de deux nouveaux partis, de la Gauche grecque (EAR) – ayant à sa tête L. Kyrkos – et du Parti communiste de Grèce (intérieur) - Gauche rénovatrice), les archives du Parti communiste de Grèce furent gardées par la EAR. Le deuxième parti – sous Giannis Banias – ne voulut pas les revendiquer. Les caisses restèrent stockées dans le sous-sol du bâtiment des bureaux, au côté des archives du Parti communiste de Grèce (intérieur) (1968-1986). N. Kentros, qui conservait cette compétence depuis 1974, avait la responsabilité de la garde. Ph. Iliou avait la responsabilité scientifique-idéologique des archives (informellement, dans le sens de la compétence qui en était résultée au sein du déroulement du travail idéologique).

En 1989, le Parti communiste de Grèce connaissait, dans les grandes lignes, l'évolution « des archives dérobées » de Sibiu et de Bucarest à Skopje et le transfert à Athènes. A cette époque, il n'y eut pas de fuites sur les estimations de la direction du parti sur les possibilités d'intervention dans cette ancienne affaire en suspens. Le climat politique s'était d'ailleurs modifié, dans la situation éprouvante du naufrage social-démocrate, du scandale Koskotas et d'autres faux-pas d'Andreas Papandreou, et s'interposèrent les ententes avec les anciens cadres du Parti communiste de Grèce (intérieur). Il n'y avait pas de marge pour des souvenirs du passé et pour des oppositions inutiles. A l'époque du parti unitaire de la Coalition de la gauche (collaboration, en été 1989, pour soutenir le gouvernement Tzanetakis), une tentative eut lieu pour unifier les deux archives. Ils répondirent, poliment, par la négative, sans arguments contraires. Dans le but de sauvegarder la collaboration, fut évitée l'insistance à l'exigence. A l'époque de la dissolution de l'entente de la coalition, en 1991, le Parti communiste de Grèce avait des préoccupations plus sérieuses, avec la scission du parti et le renversement du régime soviétique. D'autres problèmes furent créés par la calamité, en 1994, au siège du parti à Perissos, lorsque le sous-sol fut inondé et que les eaux détruisirent les archives du parti. La pensée d'unifier les deux parties des archives ne revint pas.

Dans les circonstances de l'époque (la marche de l'Union soviétique vers l'effondrement, la survie douteuse de la Coalition de la gauche, l'évolution de la coalition), Ph. Iliou favorisa l'issue d'une fondation privée. En juillet 1991, la Gauche grecque (EAR) décida de transmettre, par accord privé, les matériaux en sa possession à un fond d'archives en voie de constitution, les Archives ASKI. Le lieu d'hébergement qui fut choisi et la majorité des membres du conseil d'administration assurèrent un contrôle élémentaire sur les archives par l'EAR et, ensuite, par la Coalition de la gauche. Au premier conseil d'administration des Archives ASKI, Ph. Iliou fut désigné comme pré-

sident, Papapanagiotou comme secrétaire général, N. Kentros comme secrétaire spécial, avec la participation de professeurs d'universités à d'autres postes.

La mise sous silence de Papapanagiotou

En Grèce, après 1988, Papapanagiotou trouva des personnes qu'il connaissait depuis l'époque des luttes. A Athènes, il rencontra Farakos, vieille connaissance de Bucarest. Eloignés l'un de l'autre, à l'époque où était aigu le conflit du Parti communiste de Grèce et du Parti communiste de Grèce (intérieur), mais avec des contacts périodiques, il arriva que Farakos reçoive des documents de Papapanagiotou ou une information sur des sources primaires qu'il recherchait. Sur cette collaboration, ni Papapanagiotou n'informa son parti ni Farakos le Parti communiste de Grèce. Ils se retrouvèrent, dans la Coalition de la gauche. Ils collaborèrent ; Farakos trouva, à chaque fois, une réponse aux questions. Il était évident, de cette manière, que Farakos se rapproche davantage de la vie et de l'action de Papapanagiotou. Il comprit, alors, en observant les personnes qui étaient mêlées aux activités des Archives ASKI, l'éviction de Papapanagiotou.

Aux Archives ASKI, le premier était Philippos Iliou. L'hommage qui, en effet, revient à Ph. Iliou est sa contribution à la création des Archives ASKI. L'existence des archives du parti au sein des Archives ASKI, la publication des documents dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*] en 1979-1980, recherchent celui à qui on doit rendre hommage.

Papapanagiotou passa sa carrière scientifique méconnu. Il était écarté par de plus jeunes scientifiques ayant acquis un profil important, qui, bien que porteurs d'idées progressistes, n'avaient pas de contact avec les questions de classe et faisaient face aux cadres du parti, conventionnellement, en tant qu'anciens combattants respectueux mais surtout comme copies produites d'un modèle dépassé d'activisme (c'est-à-dire, en tant que figures pittoresques). Les préférences et les visions mettaient en évidence la distinction de rôles sociaux. Dans le jugement de Papapanagiotou prédominaient d'autres pensées. Il imaginait un centre de recherche du parti ; c'est pourquoi son opinion sur l'évolution avec pour issue les Archives ASKI était différente, puisqu'il constatait que le contrôle direct des archives était perdu. Lui-même détenait des documents – après des ententes personnelles avec la direction du parti – en dehors du lieu des archives. Un autre casse-tête était constitué par les documents qui avaient été qualifiés d'ultrasecrets.

Papapanagiotou était positif dans ses prises de position sur la personne de Ph. Iliou. D'ailleurs, il s'agissait d'une personne à laquelle il était fort obligé (en dehors de S. Asdrachas, professeur supervisant son diplôme d'études approfondies) pour l'accomplissement de plusieurs questions concernant son mémoire (prise en charge des questions relatives aux formalités, la configuration du texte français, la conformité avec les normes françaises) et l'incitation à des pas universitaires ultérieurs – certes de quelqu'un qui n'avait pas accepté d'autre titre universitaire en dehors de celui du diplôme de l'Ecole des hautes études en sciences sociales –. Cependant, la rancœur de Papapa-

nagiotou sur la mise sous silence de sa contribution au travail d'archives, ainsi qu'à d'autres activités comme les publications des articles du journal *I Avgi* [*L'aurore*] en 1979-1980, ne se dissimulait pas, dans des discussions privées.

En 1979, à l'époque où fut créé le Comité d'histoire du Parti communiste de Grèce (intérieur) – Ph. Iliou y participait, avec d'autres cadres du Parti communiste de Grèce (intérieur), également l'historien Nikos Svoronos au poste de président –, la publication des articles dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*], conformément à Iliou, eut lieu sous sa propre pression et initiative. L'affaire de la publication dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*], en 1979-1980, de documents d'archives du parti précéda l'ouverture des archives communistes, après l'effondrement du « socialisme réellement existant » (dix ans plus tard), et l'accessibilité à leurs informations. De ce point de vue, c'était une innovation (contestable – par rapport au point de vue de la personne qui juge le cas –).

Papapanagiotou, à Skopje, avait commencé, dès le milieu de 1978, à choisir des documents des années 1945-1955 pour la publication du sixième tome de la série *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*. En accord avec son parti, il répondit, en automne 1978, à la commande d'envoi de documents à publier, complétant le travail préexistant par des documents supplémentaires, et envoya le paquet (par le biais de l'appareil clandestin – il fonctionnait, encore –) à Athènes. En utilisant le matériau de Papapanagiotou, deux publications eurent lieu dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*]. La première, en septembre 1979 (elle concernait Aris Velouchiotis), dans trois numéros consécutifs, était non signée. La suivante, trois mois plus tard (sur la guerre civile), dans quarante numéros consécutifs, portait la signature de Ph. Iliou. Le tome des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce* pour la période 1945-1955, qui fut rédigé par Papapanagiotou, resta finalement inédite, parce qu'avait précédée la publication de plusieurs de ses textes.

Après le décès de Ph. Iliou, sortit le livre *La guerre civile grecque*, du même auteur. Les plus jeunes des Archives ASKI, qui l'éditèrent, ne savaient même pas l'historique de la constitution du paquet à Skopje, en mesurant les probabilités qu'avait Papapanagiotou de superviser (d'y avoir jeté un coup d'œil). Le scénario fut couronné d'éloges qui n'étaient pas nécessaires.

Si les événements sont placés dans un ordre, il sera constaté que le texte dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*], vu les conditions politiques alors en vigueur, était une pratique habituelle ; la signature de Ph. Iliou était une action appropriée. Papapanagiotou ne pouvait pas en aucun cas se dévoiler, parce qu'il était un cadre protégé (étaient dissimulés, selon le cas, l'identité, le lieu de séjour, la qualité d'historien). La question de la nouvelle édition des documents, ensuite, en tome sous le nom d'Iliou était différente. Cependant, si les éléments de la publication sont pris en compte, on constate que celle-ci ne constituait pas le choix d'Iliou. Il était dans ses intentions d'enrichir fructueusement les articles du journal *I Avgi* [*L'aurore*] et d'écrire une œuvre complète sur la guerre civile. La description selon laquelle Iliou, après des pressions, avait réuni un tas de documents sur son bureau et voulait élaborer une publication intégrée de l'ancien

matériau de Papapanagiotou – mais n'en eut pas le temps – prouve que l'initiative de la nouvelle édition du matériau de 1979 dans un livre qui portait son propre nom en tant qu'écrivain ne lui est pas imputée comme la sienne.

Les plus jeunes des Archives ASKI avaient vaguement entendu parler de quelqu'un, à Skopje. Les précisions données étaient éparses.

Nous récapitulons. Le parti de Papapanagiotou et de Ph. Iliou, le Parti communiste de Grèce (intérieur), procéda à l'estimation de la publication de certains documents des archives et fit avancer à Skopje l'instruction que ce travail soit fait. Papapanagiotou reçut l'ordre, exécuta le travail, en complétant les documents qui étaient destinés à la publication du sixième tome des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*, et envoya le matériau à Athènes, où celui-ci fut publié (« légalement », conformément aux pratiques du parti) sous le nom d'un cadre (de Ph. Iliou). Après trois décennies, les descendants (produit de l'évolution des communistes du Parti communiste de Grèce [intérieur]) décidèrent de publier les mêmes documents dans un livre. Puisque, dans la situation en cours, le matériau se trouvait dans les Archives ASKI, les personnes qui élaboraient le livre changèrent les chiffres de documents avec ceux des Archives ASKI. Cet historique (et cette réflexion) se condensa, en ce qui concernait Papapanagiotou, en certaines références, qu'on lui devait beaucoup.

Papapanagiotou, objectivement, par son traitement des archives du parti, fit un travail digne d'être commémoré. Aux Archives ASKI, les successeurs reçurent un travail tout prêt, qui ne fut pas ensuite valorisé. En même temps, Papapanagiotou procéda à des recherches historiques qui constituaient un cadre initial d'opinion historique. Malgré tout, on lui refusa le titre d'historien, par des qualifications qui provoquent des commentaires négatifs chez les interlocuteurs qui étaient impressionnés par la profondeur de sa pensée historique.

En conclusion, le trajet à partir des visions initiales de Papapanagiotou jusqu'au résultat final peut être apprécié en fonction des critères idéologiques de l'observateur. Avec les Archives ASKI, fut perdu tout contrôle du parti. L'évolution fut contraire à la vision que se réalise quelque chose de politique, de communiste, de grandiose, où tous les chercheurs, et le Parti communiste de Grèce (intérieur) lui-même, pourraient entreprendre un travail idéal scientifique (et idéologique). Le projet initial visait à une dissociation initiale, selon laquelle le parti, en tant que structure politique, distinguerait dans les archives les documents secrets et non secrets (ouvertes ou non), dans l'intention d'utiliser les archives en tant qu'instrument. Avec les archives ouvertes, aurait été créée une institution du parti, ayant un contrôle et une responsabilité du parti.

Après la scission du Parti communiste de Grèce (intérieur) et l'apparition de la Gauche grecque (EAR), l'intention d'utiliser les archives par le parti commença à s'altérer. Le phénomène que d'autres conceptions pénètrent, en dehors de la conception communiste classique portée par les cadres historiques du Parti communiste de Grèce (intérieur), apparut. La conclusion fut dans une institution différente, subissant la ges-

tion de personnes hors de la structure communiste initiale, qui eux-mêmes perdaient progressivement le contrôle, au cours d'une évolution où d'autres remplaçaient les anciens qui mouraient.

Il existe, dans l'estimation de la situation d'aujourd'hui, l'autre considération également, l'argument selon lequel les archives, toujours contrôlées par les forces du progrès, restèrent ouvertes, classifiées, accessibles, offrant la possibilité d'accomplir un travail sur la base de leur matériau.

5.2.2. Le matériau des archives du parti à Thessalonique

Lorsque Papapanagiotou fut rapatrié, en 1988, le sujet de la subsistance de sa famille de quatre membres n'était pas résolu. Ils s'installèrent à Thessalonique et Papapanagiotou chercha un travail. La cohésion du parti dans la Coalition de la gauche était élémentaire (dans un environnement politique où s'exprimaient plusieurs tendances), de même le contrôle du parti sur l'utilisation du matériau d'archives à Thessalonique. L'orientation professionnelle de Papapanagiotou aboutit à une programmation personnelle. Par une ironie du sort, le poste de travail qu'il recherchait se trouva à l'organisme qui était le rival théorique et idéologique de l'Institut d'histoire nationale de Skopje, l'Institut d'Etudes balkaniques de Thessalonique (IMHA).

La fréquentation scientifique avec des «personnes sérieuses » (Vasileios Kontis, Evangelos Kofos et autres) donna l'occasion de mener une recherche historique féconde. Une partie du matériau du parti grec, tout comme également des documents d'archives de l'Institut d'histoire nationale de Skopje et des sources secondaires, furent mises en valeur lors de l'élaboration d'études par I. Koliopoulos et E. Kofos sur les suggestions de Papapanagiotou. La collaboration avec V. Kontis fut brusquement interrompue, en 1993, en raison du décès soudain de Papapanagiotou.

Au cours des recherches menées par l'IMHA, Papapanagiotou apporta son expérience sur la question macédonienne et, dans les discussions interminables, il constata son accord avec le point de vue de ses collaborateurs sur la création d'un certain degré d'identité nationale dans la population slavomacédonienne de la République socialiste de Macédoine. Au niveau politique, étant donné le climat tendu du début des années 1990 par rapport à la question macédonienne, il observa une attitude prudente et responsable face aux phénomènes chauvinistes existant en Grèce et dans le pays voisin. Concevant l'activité des centres d'état-major politiques, il fit preuve de sagesse en séparant le problème politique en cours des mauvaises interprétations intentionnelles du passé historique et évita de s'impliquer dans les pièges du chauvinisme grec et de l'idéologie favorable à l'extension des frontières de l'Etat slavomacédonien. Il pencha pour une détermination réellement historique – non médiatisée, dans la mesure du possible – de l'identité des slavomacédoniens, en proposant une procédure d'étude, sur plusieurs axes, de champs scientifiques par le biais de laquelle la résolution du pro-

blème serait possible, par des preuves historiques irréfutables, par un rationalisme et un consensus idéologique. Son esprit, dans les grandes lignes, était de soutenir la proposition idéologique du respect de l'identité culturelle et des sentiments des slavomacédoniens. Il soutenait, de cette manière, une position centriste dans les oppositions – scientifiques et, en même temps, idéologiques – des historiens grecs sur l'identité nationale des slavomacédoniens.

Une activité professionnelle parallèle de Papapanagiotou se déroulait à l'Agence macédonienne de presse. Là, il mit en valeur sa connaissance sur la question nationale, en suivant les nouvelles des moyens d'information de Skopje, en analysant les éléments qui étaient liés au problème macédonien et en formulant les prévisions sur les évolutions correspondantes.

L'activité politique de Papapanagiotou était limitée. La situation s'équilibra au niveau des discussions politiques avec les vétérans (avec P. Dimitriou, Mira Getker-Dimitriou et d'autres cadres du parti) et du contact avec les Archives ASKI à Athènes. Dans l'organisation de Thessalonique de la Coalition de la gauche, le savoir de Papapanagiotou fut utilisé une seule fois, au cours des événements de 1992 sur la question macédonienne, dans une réunion qui concernait l'analyse de la situation. Des auditeurs expérimentés, provenant du Parti communiste de Grèce, furent étonnés de la portée de son discours, ainsi que de la précision de la détermination du contour théorique, social et politique du problème et des issues probables sur la base des principes, et recherchaient des informations sur l'orateur.

Sa vie personnelle était tranquille. La famille se trouva propriétaire d'un logement privé (elle acquit, avec un emprunt, un appartement). Papapanagiotou voyagea en famille à Skopje, pour rendre visite aux parents de son épouse slavomacédonienne et rencontrer Galabov (il les accueillit chez lui).

Le décès de Papapanagiotou fut soudain, en dehors de la perte de la personne, également en ce qui concernait la question en suspens des documents d'archives qui se trouvaient entre ses mains.

Le retour des archives de Thessalonique fut considéré comme une affaire délicate. Une partie était gardée dans son appartement, dans le quartier d'Ano Toumba, et un nombre suffisant de documents dans le bâtiment de l'IMHA, dans la Nouvelle avenue du quai. Une partie était restée, stockée – avec des livres de la section d'histoire du Parti communiste de Grèce à Bucarest – à une autre adresse. Dimitris Tsitas entra chez lui et n'en ressortit qu'avec seulement les archives du parti en sa possession. Il était expérimenté – en temps de guerre mais aussi de paix –, donc suspicieux dans toutes les directions et prêt à toute éventualité. Papapanagiotou lui parlait, comme à un ancien ami, co-combattant dans le parti, de toutes les questions, des collègues collaborateurs du IMHA, des deux amis camarades du Parti communiste de Grèce, du service de sécurité qui suivait ses activités. Pour les tiers – parents, amis de Papapanagiotou –, les précautions exceptionnelles que prit Tsitas pour protéger les matériaux étaient paradoxales, voire pittoresques. Un observateur qui connaissait le fond de l'affaire aurait cependant

compris qu'il s'agissait de mesures qui ne laissaient pas de marge d'exposition au risque. Tsitas ne se déplaça pas du tout en dehors de la maison. Il arriva à maintes reprises que sortent les locataires et que celui-ci reste dans la chambre de Papapanagiotou, dans le but de protéger les documents. Il avait établi un contact continu avec un ami, en dehors, afin qu'il intervienne si le besoin s'en faisait sentir. A l'institut IMHA, une démarche du fils de Papapanagiotou auprès de V. Kontis, exigeant un retrait immédiat des documents, ne souleva pas d'objections. Le bureau de Papapanagiotou, au premier étage du bâtiment, fut évacué et les documents (ceux qui se trouvèrent sur place – certains autres étaient répartis entre des collègues de l'institution, pour les recherches –) furent transférés chez lui. En deux jours, fut assuré un moyen de transport et l'entreprise prit fin. L'appareil de l'organisation de Thessalonique de la Coalition de la gauche n'avait rien compris. Le service de sûreté – on s'y attendait – le savait. Les deux amis camarades du Parti communiste de Grèce apprirent les nouvelles lorsqu'ils retournèrent de leurs vacances d'été, un mois plus tard. Dans le service de commémoration pour les quarante jours, à l'église d'Agios Therapon – certains anciens amis du parti présents, également certains collègues du IMHA –, ils évitèrent de se mêler à la discussion, aux hypothèses et aux doutes sur le sort des matériaux. La famille reçut des visites de courtoisie (autopsie) à l'appartement, jusqu'à ce qu'il devienne compréhensible pour tous qu'il n'était resté entre ses mains ni même une page d'archives. L'autorité de l'Etat de sûreté rendit également visite, officiellement, à la famille. La fille de Papapanagiotou le remplaça dans une partie de son travail (suivi et traduction de nouvelles des moyens d'information du pays voisin) à l'Agence macédonienne de presse.

6. Archives ouvertes, archives fermées. Le parti en conflit avec les historiens professionnels sur la question de la vérité

6.1. Conflit de conceptions

Les partis politiques, les organismes qui sont liés à des personnes politiques, d'autres organisations, affichèrent, dans le passé, sur la base de la conception dominante à l'intérieur de chacun, des attitudes correspondantes en ce qui concernait leurs archives. L'environnement (politique, scientifique) prit position et forma une variété d'attitudes face à ceux-ci. Les prises de positions à l'égard des archives communistes constituèrent un grand chapitre.

La discussion sur la conception politique, idéologique et historique des archives communistes ne pourrait que commencer par la considération des principales positions qui furent délimitées et par les opinions exprimées sur l'histoire et le rôle des archives. En général, l'observateur pourrait distinguer trois comportements.

Un comportement distinct est celui des partis communistes, s'exprimant en Grèce par le Parti communiste de Grèce. Il se fonde sur la conception que le parti a une longue histoire, en durée approchant un siècle. Il continue la lutte des classes, il est uni, avec une histoire unitaire ; avec une histoire enregistrée (archives). En dehors du passé, il a un présent et un avenir, avec une action qui ne se développe pas sans lien avec son passé. Puisqu'il a encore une action, le parti met en valeur ses archives à son profit.

Le second comportement est celui qui a pour représentant la plus grande partie de la communauté des historiens. D'un point de vue idéologique, la prise de position du groupe majoritaire des historiens était depuis toujours hostile au « socialisme réellement existant » et au soviétisme. Selon cette conception, le système communiste n'existe plus, du moins dans la forme qui domina au cours du XX^{e} siècle et constitua une menace de renversement du régime bourgeois. Le mouvement communiste fut dévalorisé dans la catégorie d'un événement historique, puisque, lorsque le camp « du socialisme réellement existant » s'effondra, il acheva son cycle. C'est un phénomène social, dont est restée seulement son histoire, donc ses archives, ouvertes à la recherche scientifique, invitent les historiens à s'y intéresser.

Le troisième comportement est formée d'une conception intermédiaire (celle de Papapanagiotou et d'autres cadres du mouvement communiste), qui admettait que le mouvement et le parti communiste existaient encore, traversant cependant un processus de rénovation, donc les archives étaient appelées à jouer un rôle de renforcement de l'intention de soutien de cette évolution. Dans le processus de rénovation, comme l'organisation (Parti communiste de Grèce [intérieur]) qui, idéologiquement et dans la pratique politique, avait adopté le choix de la disponibilité des archives, cessa d'exister

en tant que parti et d'exécuter des fonctions, l'hypothèse de la gestion des archives du parti resta pendante. Des agitations suivantes, allant de pair avec l'évolution du renversement « du socialisme réellement existant », selon lesquelles prédomina, dans ce domaine également, l'opinion que le communisme avait pris fin et que tout élément ayant un rapport avec le communisme appartient désormais à l'histoire, aboutirent à la même conception sur la gestion des archives.

Nous comprenons que les trois tendances ci-dessus de la gestion des sources historiques, fortement idéologisées, réalisaient, simultanément, chacune son programme politique. Littéralement, la première tendance fit apparaître la thèse que le communisme restait vivant, donc les archives constituent un instrument. La deuxième tendance considéra que le communisme était terminé, restait en tant que mémoire historique, donc il était de la compétence de l'histoire d'étudier les archives et de préciser les événements. La troisième tendance prétendit que le communisme était vivant mais malade, agonisant, ayant un besoin urgent de rénovation, qui pourrait provenir de la recherche des archives dans le but de réviser les fautes. Il est à noter que, et sans faire dévier le mouvement communiste, l'attitude identique des rénovateurs du parti communiste et des historiens professionnels était fondée sur le jugement que le passé du Parti communiste de Grèce appartenait à l'histoire « pure », opinion qui fut renforcé par les évolutions et délimita la nouvelle conception selon laquelle cessa désormais d'exister un mouvement communiste.

6.2. Vérité et lutte des classes

Comme définition la plus générale de la vérité, peut être considéré le degré de correspondance de la connaissance, des idées, des opinions, des conceptions, de la théorie, de la plate-forme, de la stratégie, envers la réalité. Selon le point de vue marxiste, la réalité est en dehors des réceptions subjectives des personnes et peut être scientifiquement abordée. La condition de compatibilité de la réalité avec la vérité est un environnement de justice sociale et de promotion de la vérité. Il n'existe pas de vérité de classe, cependant une position de classe concrète aide à la découverte de la vérité. Si le scientifique se place du côté de la classe qui – en accord avec le marxisme – promet de libérer l'humanité, alors celui-ci a un intérêt plus fort de révéler la vérité sur les relations sociales. Cette position ne signifie pas cependant que la référence à la classe est un critère de vérité. Le succès de l'action humaine est le critère par lequel la connaissance jugée vraie lorsque l'activité fut assumée peut et se doit d'être vérifiée. L'activité pratique n'engendre pas la vérité, mais détermine seulement sa reconnaissance. Les critères de la vérité ne peuvent pas être définis en dehors du travail scientifique. Les scientifiques qui se mêlent à la lutte sociale n'ont pas le droit de prétendre que, puisqu'ils luttent pour la prédominance du droit de la classe ouvrière, sont conduits inévitablement à la découverte de la vérité. Le sujet de la classe peut être rendu compréhensible par le biais de l'optique selon laquelle l'attitude qui se trouve du côté de la classe qui se soumet à

l'exploitation, de la classe qui a des intérêts universels, aide au maximum à la découverte de la vérité. On doit faire remarquer que la référence à la classe est une condition nécessaire mais non suffisante. Elle aide à la découverte de la vérité, sans que cela ait pour effet de conduire obligatoirement à celle-ci. Le fait que les scientifiques porteurs d'idéaux sociaux luttent pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour le socialisme, ne signifie que, à tout moment, ils se rapprochent et conquièrent la connaissance de la vérité. Le cas échéant ils peuvent être conduits à des erreurs, même s'ils luttent avec sincérité et constance, parce que la conjoncture politique entrava la certification de la vérité. En général, dans le cadre de la lutte des classes, il existe de la part des forces politiques une disposition permanente à révéler ou à dissimuler la vérité, en fonction des intérêts de la classe qu'ils servent. Cependant la politique a ses propres règles, sa propre logique, qui ne s'identifie pas à la logique scientifique, obéit à des objectifs réalistes. Les positions politiques sont des positions de classe, à savoir que ce sont des positions d'antagonisme ; ainsi peut-on par la propagande essayer délibérément de tromper l'adversaire de classe. En même temps, également, pour que soient couvertes des distorsions de la politique, une déformation délibérée de la vérité est utile. Bien sûr, ces acceptations, si elles sont jugées dans l'absolu, conduisent à l'axiome que les finalités de la lutte des classes ne vont pas de pair avec la vérité scientifique, en donnant raison à des considérations naïves de la société – considérations au-dessus des classes, interclasses ou sans rapport aux classes – et en fournissant un fondement aux scientifiques qui parlent d'une science pure.

Par rapport à l'histoire, la vérité est une question qui se réfère à une phase concrète du processus cognitif, en recherchant notamment le processus du contrôle de la connaissance acquise. Le processus de la connaissance a deux aspects distincts, l'un de l'acquisition de la connaissance et le deuxième celui du contrôle. L'historien est orienté à tirer des conclusions, en mettant en ordre ses matériaux (les sources, les opinions et autres) et en créant un système logique. Une condition nécessaire n'est pas cependant la création d'un système, d'une théorie, mais aussi le processus de contrôle du système structuré. Sur ce point, surgit la question de la vérité – à l'intérieur de quel prisme et dans quelle mesure les conclusions de la recherche correspondent à l'objet de la recherche –. Il est davantage possible que le contrôle soit réalisé lorsque l'historien sera arrivé à des conclusions – autrement, s'il n'existe pas de fin stable, structurée, l'historien se contrôlera difficilement lui-même –. La signification du contrôle est celle du dialogue, de l'épreuve des conclusions dans le cadre de l'interaction interdisciplinaire (l'interdisciplinarité est une condition sine qua non du travail scientifique), de la transmission de celles-ci afin que d'autres scientifiques se les approprient et qu'elles soient soumises au jugement.

Le processus de contrôle, dans le parti, des conclusions historiques

La mise en application d'un processus, y compris éventuellement d'un processus dans le parti, qui pose des obstacles et tente de codifier la connaissance (finalement, de la dissimuler), exprime une position qui est jugée par excellence antiscientifique, puisque la logique interne de la science exige que les conclusions soient rendues publiques, pour une raison sérieuse : leur contrôle. Le parti communiste déclare, à cet égard, qu'il existe une procédure de contrôle de la recherche historique. Les dépositaires de la matière ne la maintiennent pas cachée, mais le font paraître. La différence consiste dans la particularité que ceux-ci souhaitent en avoir l'initiative, soutenant l'argument qu'il s'agit de leur propre tradition et identité. Ils exigent d'avoir leurs propres rythmes, leurs propres préoccupations à l'égard de la manière dont sera communiquée la matière. Dans le mouvement communiste, des analyses de l'époque des années de 1970 et de 1980 précisaient que l'acceptation scientifique (et, dans un sens plus large, sociale) selon laquelle la matière historique ne constitue pas la propriété du parti ouvrier au sens étroit de la question (et, dans la signification de l'enfermement de la connaissance, n'est pas secret) était admise. Sur un sujet concernant toute la société, l'obligation était reconnue de rendre les matières et les recherches sur celles-ci un bien acquis de l'humanité, en tant que richesse, en tant qu'héritage, mais aussi en tant qu'enseignements. Si les preuves et les recherches étaient confidentiellement gardées, elles auraient été dévalorisées, parce qu'il serait sous-entendu qu'elles concernent seulement le parti – non la société – en tant que partie marginale épisodique de l'histoire sociale. Le parti ouvrier reconnaissait le contenu social (et, par pays, national) du matériau historique et admettait la nécessité qu'il soit rendu public. Le point controversé se trouvait dans la position que, puisque la matière constituait son patrimoine, le parti devait maintenir la possibilité et assurer le soin de la publication, afin qu'il n'existe pas de silences, de falsifications. De plus, sur des points où existaient des approches contradictoires, qui lui nuiraient, la position était que ceux-ci seraient communiqués à temps.

6.3. La fidélité à l'esprit du parti

La question de la fidélité à l'esprit du parti renvoie à la façon dont les communistes font face à leur histoire.

Une présentation du problème en correspondance avec l'attitude de la classe bourgeoise révèle des ressemblances avec des situations qui se sont déroulées au sein du mouvement ouvrier. Le parallélisme consiste en la manière dont la classe bourgeoise, faisant face à son passé historique, tente de le réfuter. Le conservatisme d'un courant créé par certains historiens et la finalité idéologique qui invite à des comparaisons ont abouti à des opinions insolites, qui, en révisant les plus anciennes conceptions, qualifient la révolution bourgeoise d'égarement, d'orgie de violence.

L'attitude concernant les archives, qui ne doit pas rester en dehors de l'approche de classe, est liée à la conception de la façon dont on regarde le passé. La politique de gestion des archives est reliée à la politique en cours ou au renversement de la politique en cours. Par cette réflexion en tant que point de départ méthodologique, peut être soutenue l'opinion que les historiens n'ont pas le droit de rendre technocratique la politique des archives, de l'amputer de la conception politique et de classe.

Sur la signification, dans l'histoire, de la fidélité à l'esprit du parti, peut être posé l'argument que les événements, par eux-mêmes, ne constituent pas une histoire « pure ». La narration des événements et leur interprétation dépend du point de vue épistémologique que l'observateur choisit, en ayant comme base les conceptions de la classe que celui-ci a préféré au préalable de servir. Il s'agit de la construction de l'histoire du parti, par laquelle est réfutée l'histoire idéologisée. Le même fait est apprécié différemment par la classe bourgeoise et l'historiographie bourgeoise, en comparaison du jugement différent qui a été formé en prenant en compte les intérêts de la classe ouvrière. Historiquement, fut créée la position conformément à laquelle l'histoire, pour la classe bourgeoise, équivalait à une marchandise. De la même manière que tout était déformé par la classe bourgeoise, fut également altérée l'histoire. L'étude historique qui avait davantage de déformations, servant les intérêts de la classe bourgeoise, était mieux rémunérée. Proche est l'opinion (précocement formulée – avant que soit écrit le *Manifeste communiste* –) selon laquelle est apprécié non seulement le résultat de la recherche mais aussi la voie qui y conduit. L'étude de la vérité doit être, elle-même aussi, vraie.

6.4. Le « mythe du parti »

Le parti inventa le « mythe du parti », par lequel il faisait apparaître la vérité. Par ce terme, nous pourrions appeler la construction, qui résulte après de nombreuses abstractions et généralisations et exprime la vérité du parti. En d'autres termes, le « mythe du parti » correspond à une vérité, dont la certification est effectuée après le dépouillement du fait d'éléments qui sont jugés comme secondaires, et après la mise en évidence d'autres éléments qui sont considérés comme principaux et souverains, correspondant à l'essence du fait et non à l'épiphénomène.

6.5. La raison de Parti

Si nous voulons transcrire les caractéristiques de l'appareil de l'Etat dans l'appareil du pouvoir de la classe ouvrière – dans son parti –, nous qualifierons la raison de Parti en tant qu'intérêt du parti, en tant que résultante des préoccupations du parti dans le champ de la lutte des classes. Perceptible, la raison de Parti s'étend à de nombreux sous-champs, de la force jusqu'à la culture. La préoccupation principale du parti – pareille-

ment à l'Etat –, était sa survie. Par la force, était recherchée sa vigueur, le maintien combatif de son potentiel humain, la conservation d'appareils qui garantissaient sa sécurité – indispensable, même en période de paix, l'appareil clandestin –.

Tout comme la raison d'Etat eut besoin, dans sa conception, de ses théoriciens, de même la raison de Parti fut délimitée par Lénine. Après lui, l'intérêt du parti fut jugé comme primordial, dans la conscience des membres du mouvement de classe. A l'encontre du processus de la raison d'Etat, dont l'acceptation a été réfutée, la raison de Parti fut renforcée, étant donné que fut formulée une approche, par laquelle le pragmatisme léniniste trouvait en pratique des voies, et étaient adoptées des manipulations régulières qui visaient au renforcement du parti.

L'idéalisme dans la politique de l'Etat conduirait à une faiblesse d'exécution de son rôle de classe. En parallèle, l'idéalisme dans la politique de l'organisme communiste (parti communiste, Etat prolétarien) conduirait à une faiblesse de la défense de la révolution de classe, au doute pendant la reconnaissance, à chaque pas, de l'intérêt de classe. Certaines actions du parti – de même que l'Etat – devaient rester occultes, pour éviter des dommages. Le « mythe du parti » est apparu, dans le cas de l'adoption de pratiques qui étaient contraires à des principes et à des idéaux. Il peut être considéré comme sacrifice pour que soit évité le pire (l'effondrement du régime socialiste).

6.6. Le point de vue du Parti communiste de Grèce

6.6.1. La culture, dans le parti, du respect du fait historique

L'interprétation du processus de formation de la position du Parti communiste de Grèce face à l'enregistrement du fait historique passe, à notre avis, et est facilitée par la référence à la culture du parti.

La culture du parti accompagna, en tant que partie intégrante, et colora l'attitude du parti face au fait historique. L'observateur extérieur de l'évolution de la culture du parti pourrait constater que les conduites du parti, élément vivant, présentèrent des mutations.

La confirmation de l'identité du parti

Un passé stable est nécessaire, pour que le parti soit confirmé dans son identité et, sur ce point de départ, pour qu'il trouve dans la société un appui politique. Ce passé est l'insistance sur des valeurs, sur le « marxisme-léninisme ». Des changements dans l'image du passé menacent toute l'édification. Par rapport cependant au régime bourgeois d'aujourd'hui, le sentiment chez les membres du parti et chez les partisans que leur identité, leur théorie, n'est pas tolérable, est diffus. Le système refuse à ce groupe social - politique - culturel le droit à la vie privée collective. Tandis que, à l'échelle

mondiale, est faite la propagande, par des personnes progressistes (et par les forces au pouvoir qui arrivent à se trouver en conformité – ou inversement –), de la protection de la variété culturelle en tant que paramètre de valeur œcuménique, de la tolérance face à une autre théorie, et sont encouragées les études culturelles (Cultural Studies), la protection de l'héritage historique et culturel du parti, les acceptations socioculturelles des communistes, ne sont pas incluses. Toutefois, par référence à la minorité des communistes grecs, la reconnaissance de leur identité relève de la défense de leurs « droits sociaux ». Elle pose l'exigence d'une position de respect, de la part d'autres communautés culturelles, à l'égard des spécificités de l'action politique et idéologique, telles que les représentations qui sont reliées au corps (apparence extérieure, coiffure, habillement, chaussures, signes distinctifs, gestes de salutation) et à la cognition (langue - vocabulaire, comportements), la maitrise du temps (parcours historique du parti) et de l'espace.

Les communistes grecs sont, on le suppose, matérialistes. Bien qu'en adoptant la théorie marxiste, ils soient animés de rationalisme, ils sont cependant possédés d'irrationalité. Dans la vie, l'observation aboutit à ce qu'une partie seulement des partisans (et des membres du parti) aient, historiquement, la pensée totalement exemptée de la culture grecque traditionnelle au rattachement religieux. Le reste des partisans sont, en tout ou partie, tributaires de celle-ci. Le culte des lieux naturels sacrés, des objets, des constructions, renvoie à un mode traditionnel de vie (lifestyle) avec des différences non manifestes de celles des personnes pieuses. Les communistes ont leur propre géographie sacrée, leurs propres montagnes sacrées (Vitsi et Grammos), les eaux (les îles d'exil), les grottes (la caverne de Zachariadis), les itinéraires (les sentiers des maquisards). Sur le lieu sacré et lointain, non facilement accessible, se déploie l'héroïsme presque surnaturel, le sacrifice. Les souvenirs se perdent entre le fait et le mythe, par des visites des pèlerins du parti là où leurs morts sont ensevelis, avec des cérémonies traditionnelles (commémorations politiques, discours, mots d'ordre) qui inculquent un sentiment d'élévation à leurs participants. Les endroits sacrés – espace de liaison de la nature avec la culture – sont préservés en tant que mémoire qui provoque un sentiment de mysticisme, une crainte et un frisson, et sont proclamés en significations intellectuelles, symboliquement importantes. Le culte des éléments des années 1940, que le parti en tant que collectivité et les communistes en tant qu'unités classèrent dans leur héritage culturel, se reproduit de génération en génération (déjà, trois générations après la guerre civile). Il est l'héritage matériel et non tangible, qui créa, historiquement, un sentiment et une prédisposition pour l'adoption de la vision de la justice sociale.

Comportements dans le parti

L'adoption, de la part d'un membre, du code de conduite du Parti communiste de Grèce exigeait la participation à la vie du parti au sein d'une des organisations du parti. Dans le parti, un membre avait besoin de temps pour rejeter l'identité préexistante, de

recopier le modèle de la conduite « marxiste -léniniste » et, ensuite, d'être lui-même assimilé.

En se référant aux intellectuels membres du parti – la catégorie de membres qui nous intéresse par rapport à la question des archives –, l'apparition d'attitudes d'élitisme était liée à l'acceptation du modèle du « parti du nouveau type ». Un exemple est offert par le cas d'Ilias Iliou. En octobre 1962, le Parti communiste de Grèce, s'adressant au Parti communiste de l'Union soviétique, transmit l'opinion qu'Ilias Iliou (membre du comité central du parti) avait abouti à des idées erronées et confuses. En raison de son origine sociale, de sa participation insuffisante à la vie au sein des organisations du parti, de son insuffisante formation idéologique, il céda devant les difficultés, en affichant un pessimisme et un défaitisme. Il n'avait pas la capacité de distinguer les justes opinions idéologiques de celles erronées ; il ne reconnaissait pas l'expérience d'autres membres de la direction du parti. Il avait des convictions élitistes, en traitant avec beaucoup de condescendance les cadres non intellectuels (les « enfants », selon son expression). Il s'opposa au centralisme démocratique, en exprimant publiquement ses conceptions différentes face aux décisions du parti. Il soutenait d'ailleurs en général cette position et tactique par l'argument que, de cette manière, étaient réduits au silence tous ceux qui accusaient le parti de monolithisme ; ils recevaient la réponse qu'au contraire, il existait dans le parti des opinions différentes de celles des dirigeants.

Nous remarquons qu'I. Iliou, en dehors de la mentalité généralement acceptée dans le parti, favorisait le pluralisme au sein du parti. Il se sentait responsable et défendait le parti du « nouveau type » et le monolithisme. Il n'avait pas de vie régulière au sein d'une des organisations du parti, afin d'avoir assimilé le code communiste de comportement. La relation asymétrique avec la direction du parti à l'étranger eut pour résultat son revirement, plus tard, contre elle et les références méprisantes contre les personnes qui la composaient.

Peut-être cela valait-il aussi pour Ph. Iliou. Dans le cas de Papapanagiotou, l'impression que laisse au chercheur actuel le comportement du premier envers le second est celle de la condescendance.

Nos constatations sur des phénomènes d'élitisme n'ont pas le caractère de critique. Elles localisent, simplement, la racine des comportements de certains intellectuels, qui ne considéraient pas comme nécessaire de dissimuler le sentiment de supériorité dont objectivement ils disposaient dans le domaine de la connaissance. Le déficit se trouve dans le jugement dans l'absolu de l'ignorance des ouvriers, en méconnaissant leur supériorité dans leur propre école, la vie sociale.

Dans le domaine de l'historicité des relations au sein du parti, la promotion, à notre avis, de l'opposition de la couche sociale des intellectuels avec la classe ouvrière transmit, dans l'action sociale, des mentalités différentes, qui trouvèrent leur expression, dans d'autres d'éléments, ultérieurement (au sein des conditions créées d'antagonisme des forces de la gauche et du progrès social), dans les attitudes différentes de gestion du fait historique.

Une caractéristique impressionnante de la mentalité du parti fut la position face à la mort. Sur cette question, la direction du Parti communiste de Grèce donnait des leçons politiques et idéologiques de bonne conduite aux partisans et adversaires contemporains et posait des bases, en ce qui concernait le savoir vivre du parti, à l'égard des descendants.

La démonstration de la conduite appropriée par la direction du Parti communiste de Grèce montrait que l'opposition politique et le fanatisme cultivé cessaient face à la mort. La mort n'était pas utilisée comme occasion de différenciation politique – donc d'exploitation –; des limites étaient définies.

La position de la direction du parti n'avait pas seulement un caractère moral. Elle exprimait également la certitude que le respect des comportements plus généraux, plus anciens, de valeur universelle, tels que l'attitude face à l'axiome « le mort est justifié », qui prenaient en compte l'identité culturelle nationale, renforcerait l'efficacité de la propagande du parti et trouverait une répercussion dans l'acceptation de la proposition sur l'adoption, par les masses, de l'autre mode différent de pouvoir que promettait le parti.

Un des exemples les plus impressionnants était la position de la direction du parti face au fait du décès de Partsalidis. Mitsos Partsalidis mourut le 22 juin 1980. Le décès de Koligiannis, qui fut envisagé par le Parti communiste de Grèce (intérieur) – on ne sait pas, sur la base de quelle estimation – par un commentaire extrêmement dévalorisant, précéda à Budapest, le 5 septembre 1979. Face au Parti communiste de Grèce, qui donna une publicité au fait et prit soin de transférer le corps pour l'enterrer en Grèce (initialement, les autorités compétentes n'accordaient pas de permis d'inhumation, parce que la nationalité grecque lui avait été retirée), toute la direction assistant aux funérailles, le journal *I Avgi* [*L'aurore*] publia, au lieu d'une nécrologie, un article diffamatoire au détriment du défunt, dans lequel on écrivait qu'il s'était entendu avec les Soviétiques pour destituer Zachariadis à son profit – pour devenir secrétaire général du Parti communiste de Grèce – et qu'il fut promu par les appareils obscurs, dont lui-même devint aussi une victime. Le Parti communiste de Grèce les invita à respecter le moment. Dans l'attente d'une réponse analogue à l'occasion du décès de Partsalidis, l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*] démentit les attentes des fanatiques du parti, en publiant, en première page, l'information accompagnée d'une note biographique qui rendait hommage à la mémoire du défunt. Le commentaire réhabilita son profil historique. Partsalidis participa au mouvement communiste dès son plus jeune âge. Il fut, pendant de longues années, membre du comité central et du bureau politique du parti, député en 1932 et 1936, à partir d'août 1944 secrétaire du Front de libération nationale (EAM). Il lutta pour les intérêts de la classe ouvrière et de tout le peuple ; il fut emprisonné pour son action et exilé à maintes reprises. Sur le point crucial (là où, obligatoirement, il faudrait mentionner les révisionnistes, les opportunistes, les inventeurs du panneau « Parti communiste de Grèce (intérieur) » qui ont ajouté au titre du Parti communiste de Grèce le mot provocateur « extérieur »), le parti contourna l'obstacle :

« en 1968, il eut des opinions divergentes sur les décisions de la XII[e] session plénière et dirigea le groupe de ceux qui se détachèrent du parti et constituèrent le dit Parti communiste de Grèce (intérieur) ». Les plus jeunes communistes, qui, fanatiques – dans l'ignorance – face au Parti communiste de Grèce (intérieur), imaginaient une attitude différente du parti face au fait, prenaient des leçons de comportement communiste. Une réitération de la mentalité de supériorité, dans le commentaire sur les funérailles, s'ensuivit. Conformément à la correspondance de l'organe du parti, Partsalidis fut enterré, le 25 juin 1980, sous les mots d'ordre sur la reconnaissance de la résistance nationale. Le cortège funèbre fut suivi par des officiels et beaucoup de monde, tandis que fut prononcé l'éloge funèbre de l'ancien Premier ministre Panagiotis Kanellopoulos, en mentionnant entre autres que la résistance nationale, symbole suprême parmi tous les autres symboles, devait primer, au-dessus de toutes les oppositions et les différences, et être reconnue officiellement. Parmi les représentants des partis, étaient les membres du comité central du Parti communiste de Grèce Nikandros Kepesis (député du parti) et Avra Vlasi-Partsalidis. D'un autre côté, le Parti communiste de Grèce (intérieur), manquant de culture, les ignora, dans les reportages du journal *I Avgi* [*L'aurore*] sur le décès et les funérailles, en tant que représentants d'un parti et les mentionna nominalement, en tant que personnes, sans autre qualité.

La conduite du parti fut réalimentée, en 1985, par la position face au décès d'I. Iliou. Un article en première page dans l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*], ayant pour titre : « Nous a quittés un vétéran défenseur de la démocratie et du progrès social », affirmait que le fait avait causé une émotion dans le monde politique ; un télégramme de condoléances de Ch. Florakis, secrétaire général du parti, fut envoyé à la famille du disparu. Un article suivant, avec une note biographique flatteuse, dans lequel on faisait l'éloge de ses luttes, de son intégration au Parti communiste de Grèce et des poursuites qu'il subit, ajoutait une mince information sur son action après 1974. Sur les funérailles, un article en première page du journal *Rizospastis* mentionna que le parti, représenté par un groupe de quatre membres ayant à sa tête Florakis et par une délégation de la jeunesse communiste ayant à sa tête le secrétaire Spyros Chalvatzis, avait assisté. Dans les oraisons funèbres, fut donnée la parole à des représentants des gouvernements grec et chypriote et d'autres organisations politiques.

La question de savoir si les descendants dans le Parti communiste de Grèce assimilèrent la leçon politique et si la conduite correspondante, subsidiaire à la propagande du parti, survécut parmi les membres, exige au-delà une recherche. La conclusion générale est que, ultérieurement, une réflexion politique différente prédomina. Face aux anciens cadres qui se trouvèrent en opposition, dans le passé, avec la direction du parti, les références aux décès étaient sobres et sans connotation particulière, si elles ne comprenaient pas de commentaires sur leur opportunisme. Sur le décès de Gr. Farakos, membre historique du mouvement communiste, dans un article de l'organe du parti *Rizospastis*, les informations sur les éléments biographiques ont abouti à un commentaire selon lequel le disparu avait travaillé de toutes ses forces à la dissolution du parti. Il fut

enregistré, au lieu de l'oraison funèbre, un commentaire moqueur supplémentaire sur le défunt à la page humoristique du journal du parti.

En envisageant différemment Partsalidis et Farakos – à des périodes différentes de l'histoire du parti –, un message politique fut émis à l'égard des partisans de la gauche. Par l'attitude qui fut observée contre Partsalidis, le parti communiste déclara qu'il n'oubliait pas l'apport de quelqu'un, malgré les désaccords politiques occasionnels. Dans le cas de Farakos, le sens ne coïncidait pas du tout : indépendamment de l'offre d'un membre qui se retirait, le parti se rappelle. Et, punissant sévèrement, il avertit. Le deuxième cas renvoie à une approche directement politique-idéologique, tandis que le premier cas correspond à une considération contraire qui, davantage « humaine », est, indirectement, également politique-idéologique.

6.6.2. La mise à l'épreuve de l'opinion du Parti communiste de Grèce dans la pratique politique

6.6.2.1. Esprit de conspiration, protection, vigilance

En 1968, l'esprit de vigilance qui accompagnait la politique de gestion des archives du parti se déploya après l'action – exceptionnelle pour un parti communiste, d'ailleurs dans la clandestinité en Grèce – de retrait des documents d'archives du bureau politique. Au début de l'année, les trois candidats à la radiation du bureau politique se rendirent, comme nous l'avons décrit, en Union soviétique pour exposer leur position mais en revinrent bredouilles. Conformément aux accusations du Parti communiste de Grèce, les trois mêmes personnes, comprenant que l'imminente XII^{e} session plénière du comité central leur imposerait des peines, de par leur qualité – encore – de membres du bureau politique, commencèrent de fouiller dans les documents d'archives du bureau politique. Furent pris des protocoles, des bandes magnétiques enregistrées avec des discours des membres du bureau politique, des documents de réunions, qui furent remis par ceux-ci à des personnes connues et proches. A Bucarest, également à Prague et à Paris, les membres du parti connaissaient le contenu du conflit qui allait se dérouler à la XII^{e} session plénière. Une preuve en était le fait que, dans la session plénière, un représentant de l'organisation de Paris mentionna que les sujets qui furent soumis à discussion étaient connus de celui-ci déjà avant qu'il ne se déplace à Budapest. Ces sujets étaient connus seulement des membres du bureau politique et de l'appareil étroit de protection (aux secrétaires et à la dactylographe), donc il n'existait pas d'autre voie de fuite en dehors de la notification par les personnes qui en étaient accusées. Ils prirent avec eux la bande magnétique enregistrée, dans laquelle étaient entendus les reproches de l'un contre l'autre, tandis que, des documents et des procès verbaux, fut soustraite la matière qui les servait et, ensuite – après la scission –, fut mise en valeur de nombreuses manières.

L'appropriation et l'emploi des archives de Sibiu révélèrent brutalement le manque de prévoyance dans la tactique de sauvegarde du parti. Dans les matériaux entre les mains de Papapanagiotou se trouvait, comme nous l'avons vu, un volume énorme de documents qui furent remis à des tiers (Ligue des communistes de Macédoine) qui n'étaient pas des amis. Une partie de cette matière, qui fut rendue publique, était constituée par les archives politiques centrales du parti de la période 1946-1949. Il s'agissait d'archives secrètes, dans lesquelles étaient compris des documents de nature politique (du comité central et du bureau politique du Parti communiste de Grèce), un matériau militaire (de l'Armée démocratique de Grèce [DSE]), un matériau relatif à l'appareil militaire de sauvegarde (appareil de l'extérieur pour renforcer la DSE). Encore pire, fut mis à jour un matériau de la période après 1950, qui contenait des éléments sur les relations et l'action clandestine du parti en Grèce, sur les cadres, sur l'appareil de vigilance [contre-espionnage pour neutraliser l'infiltration de l'ennemi], l'appareil armé, l'appareil de propagande et d'éducation (écoles du parti). L'inquiétude dans le Parti communiste de Grèce pourrait être jugée légitimement compréhensible, puisque la structure du travail clandestin dans son ensemble pourrait subir l'éventualité du risque de fuite. Dans cette phase, les points vulnérables du parti étaient révélés par la constitution de l'appareil de fonctionnement clandestin, ayant pour principale violation celle du principe biblique « ... que ta gauche ne sache pas ce que ta droite fait ». Sans crainte, ils envoyaient aux fins de classement aux archives du bureau politique, des documents sur l'appareil clandestin.

Un autre faux-pas, ayant une finalité difficilement compréhensible – s'il en exista une –, était la publication, dans la revue du Parti communiste de Grèce (intérieur) *Dialogos* [*Dialogue*], de documents du Parti communiste de Grèce et de la Gauche démocratique unifiée (EDA) de la période de la résistance démocratique à partir de la fin de la guerre civile jusqu'à l'imposition de la dictature. Des décisions du Parti communiste de Grèce et de l'EDA, ainsi que des estimations des membres de la direction du parti sur l'attitude politique d'alors, furent communiquées au printemps 1972. La publication d'éléments continua à la fin de 1972. Des preuves étaient présentées – au milieu de la dictature – des relations étroites du parti communiste et de l'EDA. Certains points des articles avaient un contenu clair – pour un œil expérimenté – sur les questions d'organisation.

Lors du changement de régime, dans le conflit du Parti communiste de Grèce avec le groupe révisionniste [rénovateurs], derrière le calme olympien de la direction du parti se dissimulait un mécontentement sur la continuation de la notification des documents des archives. Au-delà de la contrainte causée par les préoccupations pour faire face à la répercussion politique (provocation d'une rumeur, de la part du Parti communiste de Grèce [intérieur], à chaque fois, par la diffusion du message envers les citoyens qu'à nouveau était levée la confidentialité des données du mouvement communiste), la gêne culturelle (violation de règles sacrées de sauvegarde et de protection de l'action du parti) avait encore un pire effet sur l'environnement du parti. En février 1975, Florakis, dans une ren-

contre avec des dignitaires bulgares, expliqua que, lors de la dernière période, le groupe « fractionniste » développa une offensive contre le Parti communiste de Grèce, en rendant public tout le matériau de la XII[e] session plénière, qu'il avait soustrait avec l'aide des Roumains. « Il publie tous les télégrammes qui ont été échangés entre le bureau politique et le camarade Dimitrov. Ce qu'ils ont, ils le publient maintenant ».

6.6.2.2. Les archives, instrument de la révolution

6.6.2.2.1. La confidentialité dans le parti

Les historiens professionnels reconnaissent que les documents, écrits ou autres, qui se réfèrent aux questions contemporaines du fonctionnement et de l'action du mouvement communiste, permettent – de façon similaire à l'égard des organismes économiques, de l'Etat et autres – de rester secrets. Même dans ce cas, le passé et le présent du parti communiste furent intégrés pêle-mêle dans l'ensemble des divers organismes qui partagent la préoccupation de préserver leurs intérêts. L'objection se trouve dans la particularité de la nature de la confidentialité du parti. Tous ceux, parmi les historiens professionnels, qui, dans le passé, dans des conditions d'exacerbation des conflits de classe contre classe, étaient membres du mouvement social étaient en mesure de savoir que les limites de la discrétion sont indiscernables, voire indéterminées. Un œil expérimenté pouvait, grâce à l'examen des documents des archives du parti communiste, décoder le mode de pensée, après application duquel était constituée l'appareil du parti pour assurer le fonctionnement de l'organisation – en violation des lois du régime bourgeois – ou pour se défendre contre les violations des principes du régime bourgeois par ses gardiens. Étant donné que ces situations ne sont pas éloignées (elles se retrouvent largement, dans la vie politique grecque, jusqu'en 1981), la stimulation des réflexes du parti contre la publication des éléments en dehors de ceux de son propre choix est facilement interprétée.

Dans une réfutation de la conception – généralisée, en raison de la propagande politique adverse – selon laquelle les archives communistes étaient fermées, des témoignages certifient qu'elles étaient toutes ouvertes. Pour l'accès, les exigences du parti et de l'Etat étaient en vigueur, telles que celles-ci s'étaient formées au cours de la lutte des classes – à savoir la lutte que les communistes croyaient mener sans cesse –. Les chercheurs qui étaient pourvus d'une autorisation de l'appareil du parti avaient toute liberté de recherche dans les documents d'archives.

Le même cadre de recherche était en vigueur pour les archives grecques à Sibiu. Nous avons déjà décrit que Strigos, en tant que responsable de la section d'histoire du parti, avait consenti, en 1965, cédant devant la grogne quotidienne de Papapanagiotou sur l'impossibilité d'assurer le travail historique sans sources, et régla les procédures d'autorisation de son entrée aux archives. C'était une initiative audacieuse, à cette époque de clandestinité en Grèce, qui dérogeait aux règles de conspiration. En outre, était

exigée une finesse de pensée, dont Strigos disposait. Le risque se trouvait ailleurs, dans la représentation que percevait le chercheur. Papapanagiotou entra aux archives, ouvrit des dossiers et, en examinant le contenu, subit un choc. Il retira des armoires plusieurs documents, dans lesquels il distingua des questions historiques qui l'intéressaient ; il se rappela l'épopée des luttes auxquelles il avait pris part en Grèce. Il fit face cependant simultanément aux erreurs, il vit devant lui la rancœur des communistes fanatiques auxquels on avait fait tort, des innocents qui furent condamnés, des non responsables auxquels furent imputées les responsabilités des cadres compétents. Les circonstances de conspiration furent le point vulnérable de la procédure d'ouverture des archives. Dans l'environnement de Bucarest, Papapanagiotou n'avait pas l'occasion de soumettre à discussion l'existence de problèmes d'histoire (et politiques) qu'il avait constaté. Il mit au courant Strigos ; ce dernier le consola, en affirmant que de meilleures années viendraient. La discussion historique et idéologique, dans un esprit de sobriété et de fidélité au parti, serait le processus approprié, qui convaincrait les interlocuteurs les plus sensibles – tels que Papapanagiotou – sur la justesse de l'argumentation générale selon laquelle, dans les conditions des nationalismes qui couvaient de manière sous-jacente chez les peuples de l'Europe de l'Est, le soviétisme n'avait pas d'autre choix en dehors du « mythe du parti ».

D'autres chercheurs également, cadres du parti, obtinrent occasionnellement un accès aux archives grecques. Tsintzilonis, lors de sa visite à Ivanovo, en 1972, et dans son travail dans le matériau grec (ce qui en resta après la brutale soustraction de la partie qui se trouvait entre les mains du Parti communiste de Grèce [intérieur]), constata que les cinq étages du bâtiment (les archives soviétiques étaient abritées dans les quatre étages restants) n'étaient pas silencieux. Des personnes, parmi lesquelles des chercheurs, très affairées, allaient et venaient, satisfaites de leur travail dans les archives. Le soin de l'appareil grec, alors, était de faire face à la situation exceptionnelle – après le retrait de Papapanagiotou et la perte du matériau d'archives de la section d'histoire – et de retrouver des documents qui constitueraient le volume des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce* sur la période jusqu'en 1945. L'objectif de la recherche était concret, sans marge d'errances. Il ne fut pas couronné de succès, parce que le chercheur se heurta à un deuxième obstacle, en dehors des règles de conspiration mais lié à celles-ci : les documents étaient, en général, non classés. La contradiction était que, avec l'esprit de vigilance requis pour respecter le secret, le volume incroyable des archives était impossible à classifier.

Des observations sur les archives du parti est tirée la conclusion que, dans les conditions de lutte de classe (et de la « Guerre froide »), le soviétisme, et par extension la tactique grecque, imitèrent le modèle de l'Ouest capitaliste, qui était plus cynique du fait qu'il prêtait une apparence de liberté au mouvement des intellectuels organiques du système. La copie soviétique était une imitation mal imprimée, obéissant à l'intérêt du parti. Réellement, la seule consolation, alors, était, comme l'affirma Strigos, la certitude que viendraient de meilleures années pour la recherche historique.

Les meilleures années ne vinrent pas. Les archives du Parti communiste de Grèce d'Ivanovo furent rapatriées, après 1989, à Athènes dans des conditions exceptionnelles, avec des problèmes politiques exigeant une réglementation immédiate. Le respect du secret donna à nouveau la solution. Par des préoccupations de l'appareil de vigilance, les caisses avec les documents furent placées dans un lieu gardé, dans le sous-sol du bâtiment du siège du parti, à Perissos. Un cadre (Mitsos Papadimitriou) surveillait, ayant comme devoir entre autres que les éléments ne soient pas divulgués.

6.6.2.2.2. Théorie et action de gestion de l'information

Le parti fit montre d'une mentalité d'instrumentalisation de l'information historique. Habituellement il s'éloignait judicieusement de la question de l'histoire et mettait en avant l'aspect politique du problème. S'intéressant, en 1980, à d'autres archives historiques (les incitations de Ph. Iliou à la levée du secret des archives du parti était, alors, encore lointaine), il trouva l'occasion, quand le don de Bodosakis destiné à la construction d'un nouveau bâtiment des Archives de l'Etat fut rendu public, de dénoncer le généreux donateur comme recopiant Alfred Nobel.

En 1979, la coïncidence chronologique sur les archives était intéressante. En 1978-1979, le journal athénien *To Vima* [*La Tribune*] publia, dans plusieurs numéros consécutifs, un texte historique consacré au Parti communiste de Grèce. En 1979-1980, le journal *Eleftherotypia* [*La Presse Libre*] procéda à la même action, par des documents inédits et des interviews (dans lesquels l'entrevue de Papapanagiotou, le 22 mars 1980, était comprise). En 1979, le même sujet fut abordé par les journaux conservateurs *Eleftheros Kosmos* [*Le monde libre*] et *Acropolis*. Le journal *I Avgi* [*L'aurore*] s'intégra tardivement dans les journaux qui s'intéressèrent en chœur à l'histoire du Parti communiste de Grèce, en lançant la publication des documents de Papapanagiotou le dimanche 2 décembre 1979.

Le Parti communiste de Grèce, par un bref commentaire dans l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*], enregistra le fait par une référence méprisante qui mettait à égalité l'organe du Parti communiste de Grèce (intérieur) avec les journaux conservateurs extrémistes et laissait planer des sous-entendus sur la conclusion d'une alliance tacite (c'est-à-dire il le dénonçait, encore une fois, pour son rôle frauduleux) contre le mouvement de classe. Le journal *I Avgi* [*L'aurore*] saisit l'occasion de se quereller et répondit aussitôt par un article, ayant une étendue et une violence disproportionnées, qui reprit les accusations contre le Parti communiste de Grèce sur l'utilisation politique et idéologique de l'histoire, sur la falsification et la mythification de l'histoire du parti, sur la dissimulation d'éléments historiques (plus spécialement, sur l'intervention du mouvement communiste international au détriment du Parti communiste de Grèce pendant la période de la guerre civile) et le maintien du secret des archives du parti à leur profit, dans le but de couvrir les faux-pas. Dans la mesure où la propagande idéologique et plus généralement l'action du parti pourrait inciter, dans le jugement d'un observateur,

à de telles caractérisations, le commentaire devait être adopté comme juste. Nous revenons, comme nous le constatons, à la question de l'objection sur l'instrumentalisation des archives du parti et à l'opinion selon laquelle le parti fabriquait son histoire. Le sujet des finalités dans la pratique politique, par lesquelles le regard du parti sur son passé est médiatisé, et de la lutte des idées autour de l'histoire se pose à nouveau.

Le Parti communiste de Grèce se préoccupa également de gratifier le signataire des publications, Ph. Iliou, d'un commentaire qui l'accusait de népotisme – il gravissait les échelons de la scène politique grâce au nom de son père – et contestait sa qualité d'historien, en caractérisant de manière dévalorisante ses études à Paris comme une longue perte de temps et son mémoire pour l'obtention du diplôme d'histoire comme un travail rétrospectif et récapitulatif privé d'originalité. Il le dénonçait, ensuite, conformément aux éléments qui résultaient de ses articles dans les colonnes du journal *I Avgi* [*L'aurore*], pour son rôle dolosif, suivant le modèle des milieux extrémistes du parti conservateur qui détenait le pouvoir gouvernemental.

Une observation plus détaillée sur les publications des deux journaux pourrait peut-être classer l'entreprise idéologique « le Parti communiste de Grèce (intérieur) ouvre ses archives à la recherche » dans la conjoncture plus générale. Éventuellement, la décision de la direction du Parti communiste de Grèce (intérieur) sur la publication des documents dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*] n'avait pas tant pour finalité le désir d'ouverture des archives à la communauté scientifique, que l'intervention de ce parti dans toute discussion qu'ouvrit la presse. Il voulait montrer que, lui aussi, avait des documents d'archives du Parti communiste de Grèce.

En rendant accessibles au public les documents d'archives du Parti communiste de Grèce dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*], on s'attendait à une réplique. Parmi les questions en suspens se trouvait également le commentaire des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce* (publication de Papapanagiotou) de 1973. La contre-attaque eut lieu, sur tout le front idéologique, par la seule position générale que les rénovateurs déformaient le « marxisme-léninisme », non par une réponse spéciale sur les questions d'histoire. En ce qui concernait, concrètement, les *Textes officiels* publiés par Papapanagiotou, Farakos contresigna, alors, une polémique correspondante. Un an plus tard (en 1981), des textes d'archives concernant la résistance nationale 1940-1944, émanant du Comité politique de libération nationale (PEEA), du Front de libération nationale (EAM), de la jeunesse (EPON) et d'autres organisations, furent mis en vente, en deux tomes, par la maison d'édition du parti *Synchroni Epohi* [*Epoque moderne*] en tant que réponse indirecte au mouvement du Parti communiste de Grèce (intérieur).

Dans le conflit avec les sociaux-démocrates en 1989, le Parti communiste de Grèce avait le courage d'imposer – à l'aide d'autres forces de la gauche –, en utilisant la conjoncture de sa présence politique déterminante au Parlement grec, la décision de la destruction des archives (dossiers personnels) des services de sûreté. L'opinion technocratique des archivistes, telle qu'elle résulte des autorités qui sont considérées comme

légitimes dans l'exercice de cette spécialité, était que les archives personnelles soient gardées secrètes, si besoin en était, pour les siècles suivants. Mais elles ne devaient pas être détruites. L'opinion du mouvement ouvrier sur la destruction des dossiers personnels (en dehors de la dimension sociale de la conservation ou de l'utilisation de sources condamnables – réserve sociale et scientifique face à une question chargée moralement et déontologiquement –, qu'on était appelé à apprécier) découlait de ses conceptions politiques, qui correspondaient à une expérience historique et à une conscience, sachant que le système social était insolvable pour être crédible qu'il ne permettrait pas, tôt ou tard, aux intéressés de rouvrir les dossiers.

Par le biais du projet de loi « sur la levée des conséquences de la guerre civile » des années 1944-1950 et la mise au point de la législation sur la reconnaissance de la résistance nationale et sur la réhabilitation de ses combattants, le Parti communiste de Grèce consentit, en août 1989, une décision qui prévoyait la destruction de 16,5 millions de dossiers personnels des services de sûreté. La finalité était politique, sous l'intention cachée du parti d'affaiblir le dit « syndrome anti-droite » (le phénomène d'existence de réflexes anti-droite au sein de la masse populaire et de continuité de la prestation de soutien, de la part de larges couches sociales, à l'égard du parti PASOK bien que celui-ci se soit écarté du point de départ social-démocrate). Les forces de la gauche collaborant avec le Parti communiste de Grèce au gouvernement étaient d'accord que la destruction des dossiers de violation de la conscience des citoyens symbolisait la fin de l'époque d'intolérance et du conflit de la guerre civile et marquait la décision irrévocable de l'Etat d'inaugurer une nouvelle période de la vie politique et de la réconciliation nationale.

Des historiens renommés (académiciens et universitaires, directeurs de centres de recherche et autres) formulèrent des avis négatifs, qui se sont activement interposés pour renverser la décision. Parmi eux, Ph. Iliou fit une intervention par écrit (dans un article qui fut publié – dans les limites du pluralisme du milieu auquel il appartenait – dans le journal *I Avgi* [*L'aurore*]).

Ph. Iliou jugea brutale la restriction de la possibilité de rendre connues les dimensions réelles de la période de la guerre civile et des décennies suivantes, tout en sapant l'œuvre accomplie de l'autoconnaissance nationale. C'était une déviation populiste, qui confirmait que le populisme avait même corrodé le milieu de ses adversaires. Les dossiers étaient des preuves de l'histoire nationale et de la tradition nationale. Il fallait que la conservation et l'entretien des documents, aient été déjà assurés conformément aux lois de l'Etat, afin que soit assurée la valeur des documents publics en tant que sources d'histoire indispensables au travail de l'historien et au rétablissement de la continuité historique. Face aux ignorants, qui soulevaient l'objection que les historiens ne pouvaient pas appuyer l'histoire sur des sources non crédibles et iniques, sur un produit d'animosité et un organe desservant des finalités visibles, Ph. Iliou nota que, dans tous les pays du monde, les archives de police étaient considérées comme une source historiographique importante, particulièrement pour l'histoire des mouvements de libération

et sociaux, qui, les poursuites existant, n'étaient pas en mesure de laisser des traces écrites sur l'action, l'idéologie, les préoccupations. Pour corroborer l'argument, furent mentionnés les cas de personnes comme Rigas Féréos, Ioannis Kapodistrias, Andreas Kalvos, et de mouvements comme la Société amicale et le vénizélisme, qui furent documentés par une étude de rapports de police « abjects et ignobles ». Cela valait pour l'étude des mouvements communistes, socialistes et antifascistes du XX^{e} siècle. En sous-entendant – bien que l'ayant nié – que l'aile politique conservatrice grecque visait à faire disparaître les preuves liées à l'utilisation de la violence des appareils de l'Etat, Ph. Iliou se focalisa sur l'argumentation de la gauche. Il rappela à la gauche communiste rénovatrice (elle était représentée au gouvernement par la tendance communiste rénovatrice de la Gauche grecque [EAR]) la position, mise en avant dans le passé, selon laquelle « aux droits du citoyen doit aussi appartenir le droit de connaître son histoire », et sa rétractation en raison de la décision de faire disparaître les éléments des sources. La peur que la publication immédiate du contenu des dossiers provoquerait une inquiétude, une résurgence des tensions, également que les dossiers pourraient être réutilisés dans l'intérêt des oppositions politiques et des chantages personnels, trouva Ph. Iliou d'accord. Ces risques devaient, à son avis, constituer un point de départ pour prendre des mesures, sur la base de l'expérience internationale (prorogation du temps de livraison des documents à la publication), par l'utilisation de personnes spécialisées qui seraient engagées par serment de garder le secret.

Le problème se transforma déjà en sujet d'exclusivité de la compétence des historiens. Ph. Iliou n'hésita pas à le poser directement. Il accusa tous ceux qui contribuèrent à la prise de décision de destruction des dossiers de ne pas s'adresser aux personnes compétentes – la communauté des historiens – dont la consultation était sans conteste négative. Il supposa que les politiques les classaient de manière dévalorisante parmi l'élite, parmi les clients « des salons de Kolonaki ». L'indifférence cynique, par laquelle fut considéré l'avis exprimé par les spécialistes et les personnes compétentes, porta atteinte au profil de la communauté scientifique. Dans le passé [en 1984-1985], l'intervention décisive « du regretté Nikos Svoronos (membre, alors, du Comité d'histoire du Parti communiste de Grèce [intérieur]) » contribua à dissuader, pendant la domination du parti social-démocrate PASOK, la réalisation d'une telle intention.

Dans un second texte prolixe (dans le journal *Ta Néa* [*Les Nouvelles*], principal défenseur de la social-démocratie grecque), A. Liakos exposa des arguments qui coïncidèrent avec les conceptions de Ph. Iliou (la gestion des dossiers relevaient de la compétence des historiens, non des partis politiques), en ajoutant l'allusion antisoviétique selon laquelle les Soviétiques envisageaient également, alors – en 1989, sous la direction Gorbatchev –, le problème des dossiers de citoyens, « en tant que reste des époques stalinienne et brejnévienne », et visaient à le résoudre en créant des musées pour sauvegarder les preuves « de cette époque douloureuse ».

D'autres historiens professionnels prirent de même une position négative contre la décision de destruction des dossiers personnels. Des historiens renommés demandèrent

à ce que soient sauvés les dossiers de ministres et de députés de la période 1940-1974, également les dossiers de personnes intellectuelles distinguées. La médiation de la communauté universitaire eut, pour résultat tangible, le maintien, après réflexion, de 2.100 dossiers à valeur historique, qui concernaient des personnes politiques, scientifiques et représentants de la vie sociale et culturelle.

L'opinion de Ph. Iliou et d'autres historiens professionnels coïncida avec les préoccupations politiques des sociaux-démocrates, dans le conflit de 1989, et renforça, bien que commençant par un point de départ différent, la position politique difficile dans laquelle leur parti avait été acculé. Le parti social-démocrate PASOK, concevant que les réflexes anti-droite de son auditoire étaient en péril – l'atout vis-à-vis du parti conservateur mais aussi le rempart contre la gauche –, réagit violemment contre la décision de destruction des dossiers personnels, par des arguments en faveur de la vérité historique et de la mémoire, par des avertissements sur les responsabilités que la destruction de documents publics entrainerait, en dramatisant le fait (« Clio [la muse de l'Histoire] encerclée par le feu »). Des sociaux-démocrates connus demandèrent (de nombreuses années après le début du pouvoir qu'eux-mêmes administraient) à ce que leur soient restitués leurs dossiers. Le Parti communiste de Grèce et les autres forces de la gauche au gouvernement donnèrent la réponse que le PASOK n'avait pas brûlé les dossiers, comme cela avait été rendu public de la bouche du Premier ministre en 1984, n'informa pas si les éléments avaient été enregistrés sur des ordinateurs, ni ne répondit aux accusations selon lesquelles le fichage des cadres continuait sous ses gouvernements – après 1981 –. Des vétérans de la résistance nationale demandèrent leurs dossiers, dans le passé, aux gouvernements du PASOK, mais essuyèrent un refus, avec l'argument que cela provoquerait des tensions et des passions. La prise de décision de destruction des dossiers avait pour objectif l'anéantissement de la possibilité d'exercer des chantages. La sensibilité accrue sur l'« effacement » de l'histoire était drôle et rusée. Les dossiers, à l'exception de ceux qui en effet avaient une valeur historique (ceux qui appartenaient à des personnes renommées), ne pouvaient pas constituer une source digne de confiance pour écrire l'histoire. « Les sous-produits de l'action paraétatique et de la délation » furent élevés en documents publics. L'acceptation des produits du mouchardage au détriment du peuple grec comme « matière historique » était une « consécration indirecte du mouchardage », qui était légalisé pour revendiquer les lauriers de la « source historique valable ». C'était une « légalisation du matériel des services de sûreté », qui avait déjà été mis en valeur par les « organes journalistiques de propagande du PASOK », par l'utilisation des documents des dossiers, c'est-à-dire d'un produit de «mouchardage », pour salir l'honneur des adversaires politiques. Était succinctement posée la question de savoir si le monde politique attendait « qu'on écrive l'histoire de ce lieu sur la base des dossiers de la sûreté », si la communauté académique estimait que « l'histoire contemporaine peut s'appuyer sur de tels « témoignages ». Le Parti communiste de Grèce ajouta que la destruction des dossiers était une demande constante du mouvement populaire, au cours des années où les services de renseigne-

ments mettaient à jour des documents fabriqués, tirés des dossiers de la honte, pour faire chanter, museler et corroder ceux qui avaient lutté pour le progrès, et que la position du parti était depuis toujours claire : que les dossiers personnels soient donnés à ceux qui le souhaitaient ; ceux restants devaient être brûlés. La même opinion fut soutenue par le parti lors de la discussion sur la destruction des dossiers par le PASOK, en 1985, tout en demandant à ce qu'on lui restitue certains dossiers à valeur historique.

Sur le sujet de la recherche historique, le Parti communiste de Grèce estima que, en dehors du problème de l'inexistence de méthode, sur la base de laquelle pouvaient être étudiés tant de millions de dossiers en vue de la constitution d'un fond d'archives historiques, la perte des informations des dossiers personnels était d'importance mineure. Si les chercheurs souhaitaient aborder les sources primaires, ils pourraient valoriser les preuves des dossiers qui étaient conservés auprès des tribunaux. Dans les archives judiciaires, étaient inclus des matériaux plus volumineux que celui des dossiers qui s'appuya sur « des mouchards ».

Le Parti communiste de Grèce, exploitant la conjoncture de 1989, trouva la possibilité de répondre simultanément à l'obligation morale face aux réfugiés politiques slavomacédoniens, en procédant à la jonction du sujet de la levée des conséquences de la guerre civile avec l'interdiction de retour de ces derniers. Dans un débat au parlement, le 29 août 1989, le président du parti, Ch. Florakis, posa la question des personnes privées de la citoyenneté grecque, auxquelles le retour dans leur patrie était interdit, en admettant – après un défi – qu'il se référait aux non grecs d'origine slave.

Le 29 août 1989 (quarantième anniversaire de la fin de la guerre civile), furent brûlés, par des cérémonies officielles, 7,5 millions de dossiers à Athènes et 1,85 million à Thessalonique. Les dossiers restants furent détruits dans 50 sièges des départements du pays. L'impact fut des plus favorables parmi les couches populaires. Le cauchemar des mouchards, dont l'activité pendant des années eut une répercussion « sur les justes et sur les injustes », cessa. Cependant le maniement politique ne trouva pas la correspondance populaire attendue ; le « syndrome anti-droite » se révéla résistant. Très rapidement – en octobre 1993 –, le sujet prédomina lors des élections et A. Papandréou revint au pouvoir gouvernemental.

La recherche historique au Parti communiste de Grèce était un problème politique. Il présupposait, à ce niveau, la volonté politique. Au sein du parti, dans la période 1974-1989, période de fonctionnement légal, furent prises des mesures sur l'évolution normale de la vie interne au parti, qui se référaient au respect des principes de la vie du parti (du centralisme démocratique, de la participation active aux activités du parti, du versement d'une cotisation financière, de la critique, de l'autocritique, etc.), avec de sévères recommandations sur le fonctionnement des organes du parti sans violations et distorsions. La question de l'histoire surgit alors. Les causes, qui étaient responsables de la dépréciation du sujet, peuvent être recherchées, notamment dans les mentalités des membres. Les cadres historiques du parti ne favorisaient pas la recherche, qui, le

cas échéant, aboutirait à une certaine différenciation par rapport à ce qui était admis. C'était une réaction compréhensible – une attitude opposée, de leur part, équivaudrait au rejet de leur propre personne –. Les cadres, également, qui avaient conscience de l'importance de la recherche historique mais ne soulevaient pas le sujet, avaient connaissance du problème selon lequel, d'un côté, surgiraient des résistances de la part de ceux qui avaient une objection personnelle, de l'autre seraient provoquées des tensions sur une question secondaire dans la conscience des membres et des partisans (la recherche scientifique n'était pas, dans l'environnement interne au parti, une question de pointe). L'histoire du Parti communiste de Grèce survécut dans des manuels qui révélaient la vérité du parti. Pour les lecteurs, le contenu des manuels était vrai, correspondant à leur prise de position et à leur culture. Une série de travaux, qui étaient approuvés par le comité central et étaient publiés par la maison d'édition du parti *Synchroni Epohi* [*Epoque moderne*], avaient pour auteurs les protagonistes de l'histoire du parti. Les historiens professionnels furent repoussés en marge de la recherche scientifique, désarmés – sans sources primaires –, et furent appelés à offrir leur soutien à la confrontation politique et idéologique.

En Grèce, à l'époque du retour à la démocratie, les conditions pour servir l'histoire du parti étaient favorables. Le courant du marxisme fut reconnu par la communauté grecque comme facteur subversif – non pas à un degré important comme système théorique –. Les masses, qui ne connaissaient son contenu que de manière indéterminée, mais appartenaient à la base des classes et des couches dévalorisées ayant des intérêts contraires à l'égard de ceux institutionnalisés dans le système social en vigueur, le suivirent. D'autres s'étaient rapprochés du mouvement ouvrier non de la base économique mais de la superstructure, ayant comme point de départ l'adoption des valeurs humaines qui promettaient l'arrivée du régime social ouvrier. Le passé du mouvement renvoyait chacun à son « imaginaire ». Restait pour le parti le thème de l'organisation. Des organes furent créés, pour servir l'opposition idéologique : les sections et les commissions du comité central du Parti communiste de Grèce, le Centre de recherches marxistes, les comités idéologiques des organisations du parti. Les membres participaient aux cours du parti et se procuraient le guide d'auto-formation.

Le Centre de recherches marxistes, organisme qui apparaissait statutairement comme indépendant, avait cependant des buts (étude du « marxisme-léninisme ») qui délimitaient sa tâche en tant qu'appareil de recherche et idéologique du parti. Dans la structure, il avait imité l'Institut correspondant de recherches marxistes du parti français, qui étaient considéré comme un modèle réussi. Il se consacra, sans succès particulier, à l'effort de soutien de l'intervention du parti, enfermé dans un carcan d'attitudes hostiles d'autres milieux, avec en premier les intellectuels, pour promouvoir sa propre politique, son propre discours politique, théorique et idéologique. La section d'histoire du Centre de recherches marxistes organisa certains colloques historiques et publia leurs actes. Ayant une faible production en histoire, le Centre offrit un produit de recherche qui rencontra de vives réactions dans le milieu des historiens professionnels ; ils l'envisagèrent comme une tenta-

tive supplémentaire de manipulation des conclusions scientifiques et d'idéologisation de l'histoire. Dans une polémique dans laquelle aucun côté n'avait absolument raison, revenait à la surface la question de l'objectivité du travail scientifique, des données qu'il offrait, d'autres paramètres. L'exigence des historiens professionnels de monopoliser d'une part la production dans le domaine des recherches en histoire et d'autre part la vérité, en procurant la garantie de la protection de la science de son utilisation idéologique, venait également sur le devant de la scène.

L'expérience montra que les cadres du Centre de recherches marxistes (certains cadres professionnels qui étaient des scientifiques, également des dizaines de membres du parti qui appartenaient à la communauté académique – nombreux parmi eux, dans le régime de semi-illégalité sous la Nouvelle Démocratie, en 1974-1981, protégés –, avaient été chargés de ce travail) ne pouvaient pas être en même temps des chercheurs et des propagandistes – surtout dans l'évolution habituelle où le poids se déplaçait, en raison des besoins interminables de l'action quotidienne, notamment dans la deuxième activité –. En référence à la section d'histoire, la même situation était exactement en vigueur.

La Section d'histoire du comité central du Parti communiste de Grèce répondit à la tactique de la publication de textes d'histoire par le comité central. Un comité constitué par des membres de la Section d'histoire et d'autres cadres du parti ayant connaissance des faits historiques mettait la procédure en marche, élaborait les éléments et produisait le texte de l'essai. Les cadres restants de la Section d'histoire et les autres de l'appareil idéologique formulaient leurs observations, on parvenait au texte final et celui-ci venait pour approbation au bureau politique. La publication correspondait ensuite à la thèse officielle du parti face aux divers faits et situations.

La Section d'histoire du comité central produisit certains albums et livres, qui, d'une part, offraient des données de valeur considérable, d'autre part avaient des approches et des analyses qu'ils reproduirent et soutinrent le cadre politique-idéologique du parti. Le travail avançait sans l'utilisation des sources primaires – il n'existait pas de mentalité conduisant à l'adoption des principes d'élaboration d'un travail scientifique – . A l'état-major de la Section, s'étaient intégrés des cadres professionnels, employés exclusivement dans l'appareil, rémunérés, qui étaient des historiens professionnels expérimentés, ayant une connaissance approfondie de l'objet du mouvement ouvrier. Au Comité de l'histoire du parti participaient Giorgis Zoidis, Christos Tsintzilonis, Dimitris Lazaridis, Vasilis Bartziotas, Kostas Loules, Avra Partsalidis, Vasos Georgiou, Gerasimos Stefanatos et autres. Certains parmi eux avaient un diplôme universitaire (Zoidis, Dimitris Mamatsis, Tsintzilonis, etc.), d'autres complétèrent leurs connaissances ou seulement suivirent des cours dans des écoles supérieures des partis communistes qui offraient des études de niveau universitaire. Peu avaient des titres – post-diplôme, thèses de doctorat – (Sarlis, Vasilis Zounis, Lazaridis, etc.). Furent désignés, pendant diverses périodes, comme responsables de la section historique Strigos, Zoidis, Giorgis Trikalinos, Mamatsis, Tsintzilonis.

La réaction des historiens du Parti communiste de Grèce (intérieur) fut flagrante. Le fanatisme se déplaça de la politique à la critique et, au sens large, au comportement des historiens en tant qu'animosité. Or, l'animosité implique le préjugé, la répulsion de la déontologie scientifique. L'animosité balaya tout le champ de l'histoire. Sans le déclarer expressément, les historiens du Parti communiste de Grèce (intérieur) réfutaient les théories de Lénine sur le changement social et les approches historiques qui s'appuyaient sur celles-ci, en évitant d'entrer dans la substance, dans l'analyse du matériau historique, dans l'utilisation des instruments de recherche et dans l'interprétation des éléments.

Les archives du parti. Intérêt et indifférence

Si les archives du parti étaient gardées hors de portée des tirs, cette attitude n'était pas une marque d'engourdissement. Dans l'appareil du Parti communiste de Grèce, de fréquentes discussions sur les archives tournaient sur la recherche du mode de sauvetage sans mettre en péril le secret. Dans les prolégomènes de la scission de 1991, des mentalités qui réfutaient les attitudes du passé étaient apparues chez le secrétaire général, Farakos, selon lesquelles il faudrait que le parti vienne en contact avec une fondation extérieure digne de confiance, comme par exemple les Archives de l'Etat, dans le but de lui remettre les documents. Les historiens et « historiens » du parti avaient une opinion radicalement différente. Ils n'avaient pas l'intention d'octroyer l'avantage à l'impérialisme. Farakos répliquait que l'histoire est écrite et la vérité est recherchée par les historiens dans le cadre d'une approche qui exigeait de telles actions. Nous concevons que cette réflexion provenait de pensées éparses sur un cadre de création et de fonctionnement des archives du parti qui ne se conformait pas à une programmation préalable. La tendance d'instrumentalisation de tout avait prédominé dans un environnement qui reconnaissait l'action politique comme principale. Parmi les communistes, la conscience de l'historicité du parti était perceptible, sans que, d'autre part, ils aient à l'esprit le devoir d'utiliser les archives pour les recherches historiques, ni de se livrer à des discussions sur les nécessités, qui imposèrent historiquement la persévérance à entretenir celles-ci et par conséquent devaient être satisfaites.

L'effet de contourner le problème des archives s'accompagnait, parfois, d'une prétendue indifférence. Florakis, dirigeant éclairé, face au problème de la recherche historique, était peu disposé à se mêler à l'aventure de la rédaction de l'histoire du parti. Parfois, l'indifférence était, en effet, une conséquence de la dépréciation du problème de l'histoire. Dans le bâtiment du parti, à Perissos, dans les projets architecturaux, il n'exista pas de prévision sur un lieu qui serait convenable pour l'arrangement et le fonctionnement des archives, également sur une salle de lecture, une salle d'archivage, un laboratoire approprié. Il exista une prévision – malheureusement, dans le sous-sol du bâtiment – seulement d'un espace de bibliothèque (celle-ci a été également détruite, au cours de l'inondation en 1994, intégralement). Les documents d'archives étaient épar-

pillés dans divers bureaux dans le bâtiment, sans être soumis à une classification centrale. Les historiens qui travaillaient à l'appareil du parti, face aux autres devoirs quotidiens, n'avaient pas le temps de suggérer et de persévérer.

L'intérêt du parti pour les archives, la vigilance pour éviter les pertes, étaient incontestables. D'autre part, apparaissait l'immobilité, l'imperturbabilité. Lorsque les caisses vinrent d'Ivanovo à Perissos, une préparation n'avait pas été entreprise ; elles restèrent, pendant plusieurs jours – plus d'une semaine –, dans l'avant-cour. Il exista de plus, alors, l'occasion d'un enregistrement, au moins en grosses lignes. Le Parti communiste de Grèce, en retard sur le Parti communiste de Grèce (intérieur) quant à la gestion technique – il ne disposait pas d'une personne analogue à Papapanagiotou –, fit preuve d'imprévoyance pour la production de copies (archives de réserve). La difficulté, par rapport à la formation des attitudes dans le Parti communiste de Grèce, était qu'il n'arrivait pas à trouver, dans le domaine de l'information, des archivistes passionnés par leur travail. Papapanagiotou n'était pas un cas unique, en ce qui concernait le mobile. A Ivanovo, s'étaient trouvées des personnes (Katsaros et sa femme, Pelagia, l'instituteur Triandafyllou) qui se sont occupés des archives avec un profond désir. Néanmoins le Parti communiste de Grèce ne se préoccupa pas de faire développer une mentalité correspondante, d'instiller aux membres la culture de l'historicité du parti. Il avait rationalisé, par rapport à l'existence des archives, les paramètres de l'autorité du parti, du pouvoir du parti, de la valorisation des matériaux dans la lutte politique, mais il ne montrait pas d'inquiétude au-delà. C'était une situation particulière, tout en même temps une relation d'affection et d'indifférence – certaines fois, une relation de haine, lorsque des empêchements surgissaient dans la pratique –. L'irrationalité dans la pratique du parti résida dans l'attitude de mise à l'écart d'un instrument de lutte. Au lieu d'une utilisation instrumentale, les archives restaient fermées et, principalement, non classées. En les envisageant autrement (archives classifiées, soit fermées), les matériaux auraient été un instrument de lutte, offrant, à tout moment, la possibilité de retirer des éléments en vue de leur valorisation au profit du parti. La priorité ne fut pas donnée, l'investissement nécessaire fut évité – des prévisions sur des investissements se tournèrent vers d'autres éléments, en dehors de celui-ci –. Une mentalité différente, qui serait liée à l'insertion du potentiel humain approprié – des intellectuels –, était exigée. Obligatoirement, la rationalisation du sujet des archives transpose la question sur le problème difficile à résoudre de la place des intellectuels dans le mouvement communiste.

Dans le compte à rebours sur le « socialisme réellement existant », apparurent des ballottements. La thèse 71 sur l'histoire du parti et sur le besoin d'approche scientifique de la vérité historique fut discutée, en 1991 – dans des conditions d'opposition interne dans le parti –, dans le dialogue préalable au XIII^{e} congrès du Parti communiste de Grèce. A l'affrontement au congrès (du 19 au 24 février 1991), la discussion fut réitérée au milieu d'altercations.

Après la scission de 1991, l'ancienne approche de la question de l'histoire se maintint. Le XVII[e] congrès du parti, en 2005, prit position face à la recherche organisée. La directive sur les mesures d'organisation comprenait la mise en activité du Centre de recherches marxistes. Le fait que les nouvelles conditions recherchaient une structure plus composée ne fut pas soumis à la discussion. Dans le passé, les questions théoriques et idéologiques étaient d'emblée considérées par l'appareil du mouvement international. Les réponses des institutions soviétiques (et autres, ayant leurs sièges dans le reste des pays du « socialisme réellement existant ») aux attaques idéologiques étaient, drastiques, par l'élaboration de nombreuses études de haut niveau académique qui faisaient face au problème, en alimentant la position communiste à l'échelle internationale. Lorsque, après le renversement, disparut l'appui, le travail théorique et idéologique, décentralisé par la force, exigea la prise de mesures de constitution d'un mécanisme local qui aurait la faculté de répondre aux conflits surgissant. L'observation historique aboutit à ce que ne fut pas noté de changement de cap, pour des causes objectives (faiblesse à attirer et à encourager le potentiel humain approprié) et des obstacles qui pourraient être imputés à des résistances internes au parti (manque d'empressement à ce que soit concédée la liberté d'initiatives de travail scientifique programmé).

En pratique, après 1991, dans l'intensité de l'opposition avec la Coalition, la direction du Parti communiste de Grèce décida que la réponse serait politique. Il ne revendiqua pas le retour des archives, en honorant l'accord tacite et les maniements de la direction de Florakis, par rapport à cette question, à l'époque du rapprochement tactique avec l'ancienne Coalition de la gauche (1989-1991). La réponse politique présupposait la répression des idées qui avaient aussi un rapport avec la question de la gestion des archives du parti. Elle servait simultanément l'intention, quant à la lutte idéologique, de coincer la Coalition, ayant pour but sa marginalisation en tant que force politique.

De même, après la scission de 1991, le parti inaugura la revendication, dynamiquement, du droit à la parole, par le biais d'un représentant, à des colloques scientifiques, à égalité avec les historiens professionnels. L'intention était de rendre publique une intervention politique et idéologique, dans le cas où un sujet historique aurait une relation avec l'action du parti. La communauté des historiens – mêmes ceux apparentés – réagirent à la logique de la politisation, de cette manière, du travail académique – à la participation de personnes n'ayant pas de qualifications académiques –. Pour les interlocuteurs sincères, la différence, en comparaison de la situation antérieure il y a une décennie, se trouvait dans le profil des personnes. La pratique n'était pas très différente avant le renversement du « socialisme réellement existant », avec la distinction essentielle, toutefois, que les personnes du parti (les vétérans, habituellement) étaient alors recherchées (entourés par la renommée de l'élu du centre communiste, les orateurs du parti arrachaient le respect des participants aux colloques scientifiques). Les nouvelles conditions exigeaient des propositions de participation du parti avec des personnes qui

auraient pris soin de peaufiner un profil scientifique élémentaire, faute d'autre rayonnement.

L'inondation catastrophique, le 21 octobre 1994, avec les abondants dommages qu'elle causa aux archives du parti stockées dans le sous-sol du bâtiment à Perissos, provoqua des commentaires du Parti communiste de Grèce contre la faiblesse du système et l'indifférence du gouvernement, qui, en raison de son inconséquence, dans le cas du torrent Podoniftis, en vue d'achever les travaux techniques, était responsable de la destruction. On ne sait pas si d'autres aspects de la question des archives furent alors touchés au niveau interne du parti. Dans un colloque sur les archives historiques, en 1998 à Athènes, dans une communication du représentant du Parti communiste de Grèce qui négociait le sujet des archives du parti, fut mentionné que ne furent pas interrompus les travaux pour valoriser le matériau, en dépit de la situation extraordinaire de l'inondation et des actions laborieuses de réhabilitation des documents, dans l'intention de faciliter son étude par les citoyens et les historiens professionnels. Furent mentionnées la concentration et la publication des *Textes officiels du Parti communiste de Grèce*, qui couvraient la période jusqu'au changement de régime, les études historiques insérées dans l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*] ainsi qu'également les documents d'archives qui composaient, dans l'organe théorique *Revue communiste*, les pages qui étaient consacrées à la publication de la matière d'archives. Le contenu de la communication du représentant du parti formulait, simultanément, les positions sur l'utilisation de la matière historique. En effet, la publication des *Textes officiels* était, comme nous l'avons dit, unique dans la pratique politique des partis grecs. De plus, dans les journaux et revues du parti, des documents d'importance exceptionnelle furent en effet remis, occasionnellement, pour être valorisés par la recherche.

L'inondation de 1994 fut liée à l'affaire du vol de documents et aux accusations du Parti communiste de Grèce contre les auteurs d'avoir accepté le produit du crime. Sur appel du parti en vue d'une aide et le libre accès au bâtiment du parti, certaines personnes qui connaissaient la valeur des archives s'empressèrent de porter bénévolement secours dans des intentions dissimulées. Ils localisèrent des documents ayant un contenu historique précieux et ils les enlevèrent. Un cas de vol de documents vit le jour en 1997, par la publication de documents provenant des archives du parti qui étaient attribués à Aris Velouchiotis. Le destinataire du produit semblait être le propriétaire d'une maison d'édition, qui l'avait octroyé à Farakos pour le traiter. Farakos travaillait, alors, comme historien, ayant écrit des livres relatifs au passé du parti, disposant – comme on pourrait le prétendre – de connaissances méthodologiques qu'il détenait de par son emploi scientifique avec des recherches sur des domaines différents (problèmes économiques et sociaux, politique, culture). Les moyens d'information, dissimulant difficilement leurs finalités politiques, mirent largement en avant le fait de la publication des archives supposées d'Aris Velouchiotis, les milieux politiques et académiques observèrent une attitude favorable et les protestations sur des sujets fondamentaux de principe qui étaient brutalement violés passèrent dans les notes en bas de page, perdues dans le

bruit de rappels que les archives du parti étaient dédaignées entre les mains d'ignorants et d'incapables. Face au problème, que constituait – et seulement sur le choix de la personne considérée en tant qu'écrivain – un casus belli, le Parti communiste de Grèce, en octobre 1997, dénonça avec véhémence tout le monde et mobilisa le potentiel du parti pour transmettre son message politique et idéologique. La rumeur continua, ayant pour résultat une nouvelle contre-attaque, en novembre 1997, dans un style qui n'était pas doucereux. Certains des sujets qui furent posés dans les textes de l'organe du parti *Rizospastis* [*Radical*] pouvaient constituer un point de départ d'échange d'arguments en ce qui concernait leur relation avec la situation réelle. D'autres étaient, déjà au premier coup d'œil, corrects.

Le litige sur les vols comprit également des soustractions frauduleuses. Certains cadres du Parti communiste de Grèce, conformément à l'accusation de Ph. Iliou, publièrent en 1998, dans un livre de la maison d'édition du parti *Synchroni Epohi* [*Epoque moderne*], des documents du journal *I Avgi* [*L'aurore*] de 1979-1980 (matériau prêté par Papapanagiotou de Skopje) sans référence bibliographique à la source. Les descendants du Parti communiste de Grèce (intérieur) travaillant dans les Archives ASKI renouvelèrent, à temps, l'accusation pour des soustractions frauduleuses des documents.

Liée au travail historique était l'activité distincte du Parti communiste de Grèce pendant le développement de la communication avec des instituts de recherche. Un pas supplémentaire était, en 2007, le fonctionnement d'une institution du parti (la « Bibliothèque - archives Charilaos Florakis, centre de formation du Parti communiste de Grèce », au domicile de Florakis à Athènes, dans la banlieue de Halandri), avec un profil qui – on le considéra – donnait une réponse aux défis sur le sujet de l'histoire, tout en couvrant des besoins existants du parti.

7. Prises de position au-dessus des classes, interclasses, sans rapport aux classes, des historiens professionnels

En opposition avec des travaux qui, s'attachant à un esprit scientifique, rationalisèrent la question de l'ouverture des archives du parti après le renversement du « socialisme réellement existant », d'autres, qui ont été écrits après utilisation de la nouvelle matière, étaient manifestement disposés à la polémique. Par référence aux informations qui voyaient le jour, les chercheurs parvenaient à la conclusion que, dans le communisme, tous les fonctionnements obéissaient au principe du secret, en dehors de tout contrôle du citoyen, en dehors de la prestation démocratique d'informations.

Les conclusions étaient une banalité. La conception du mouvement communiste en ce qui concerne la lutte des classes constituait depuis toujours – dès l'époque de Lénine – une vérité connue ; la lutte des classes faisait rage autour de lui. Le mouvement considérait qu'il se trouvait en guerre, en guerre de classe universelle ; c'est pourquoi son action était soumise aux principes de la conspiration. Par référence aux problèmes de la démocratie et des droits politiques, touchés par les historiens qui s'occupèrent des archives de Moscou, ceux-ci étaient des sujets qui renvoyaient à une autre discussion – politique - idéologique, non scientifique –.

De terribles secrets – on le supposait – furent révélés. Aux opinions selon lesquelles les partis communistes, dans le célèbre « système unique » (monolithisme], ne disposaient pas de la moindre autonomie, ni d'initiative, une tribune se prêta avec empressement aux commentaires antisoviétiques. Dans la même campagne contre le communisme, d'autre part, fut intégrée la critique contre des conclusions historiques qui constituaient une dissonance. L'attaque se dirigea notamment vers la diffamation de la résistance antifasciste dans la Seconde Guerre mondiale, en provoquant des protestations des survivants contre la « stratégie du doute ». Les anciens résistants n'acceptaient pas que les historiens, ou ceux apparaissant comme tels, puissent attaquer la mémoire des morts sur la base des archives parfois douteuses, qui souvent subissaient une mauvaise interprétation et étaient présentées isolées du contexte historique.

Certains touche-à-tout communiquèrent que les archives communistes parlaient d'elles mêmes, que les documents de l'entre-deux-guerres donnaient les preuves de la soumission complète de la périphérie au centre, et aboutirent à des révélations qui correspondaient, pour les historiens du mouvement communiste, à des acceptations banales et évidentes (les partis communistes des divers pays, en tant que sections du Komintern, approuvaient constitutivement l'obligation d'exécuter les tâches). Ils s'avancèrent dans des généralisations hâtives, en voulant officialiser un cadre idéologique, une pensée unique qui ferait table rase de l'histoire du mouvement ouvrier, en déclarant les recherches historiques antérieures comme peu fiables. Ils ignorèrent une des

règles de base qui forment le jugement historique : le contrôle et la confrontation avec d'autres sources.

D'autres recherches, qui furent effectuées s'appuyant sur la même base d'archives – les nouvelles archives ouvertes –, sont des résultantes de l'activité qui se déroula à l'intérieur de milieux académiques fermés dans les pays du système capitaliste. Le financement des recherches fut assuré par des budgets de programmes. Des rencontres – politiques, au fond –, organisées de ces milieux académiques, répandirent ensuite les convictions scientifiques et idéologiques communes des inspirateurs, en couvrant le travail produit sous une apparence d'académisme. Le front est inaccessible à des tiers.

Le sens ci-dessus des allusions est de donner un point de départ à la discussion sur l'hypothèse conformément à laquelle, en Grèce, l'idéologisation du travail historique dans une direction contraire au communisme constitue la base de soutien aux positions scientifiques, promues aujourd'hui, sur l'information historique.

Révisions historiques contemporaines

Le tournant actuel des conceptions historiques antérieures, qui pourraient être caractérisées comme composantes de l'historiographie classique de la gauche, vers un système modifié, dans lequel fut perdue la catégorie de la classe sociale, semble se fonder sur des approches méthodologiques selon lesquelles le spécifique ne compose pas le général, ne constitue pas une partie du général, ne s'incline pas devant celui-ci. Le caractère composé de la forme se présente comme indépendant, ayant une possibilité de donner à l'évolution du fait historique le caractère du fortuit. La nouvelle proposition porte contre la conviction historique (et la culture correspondante des Grecs) sur le contenu de classe des conflits du XX^{e} siècle (lutte de la classe ouvrière contre l'impérialisme ayant comme sujet l'imposition des intérêts de classe), par la projection du modèle des événements, des histoires individuelles, non du cadre universel qu'offrit la relation dialectique de la base économique d'une part et de la lutte des classes au niveau de la superstructure d'autre part.

La révision de l'historiographie classique de la gauche, en procédant à une évaluation critique de la position, exposée dans la courte durée (les décennies après le retour à la démocratie), des historiens communistes appartenant à la tendance scientifique qui pourrait être appelée rénovatrice, leur attribue l'intention d'adopter un diptyque, conformément auquel ceux-ci, s'adressant au mouvement populaire avaient une intervention de caractère politique - idéologique et, s'adressant respectivement à la communauté universitaire, mettaient en avant leur opinion scientifique (idéologique). Indépendamment de la question si en effet l'enregistrement des positions de la tendance en question correspond à ses conceptions, nous pouvons procédée à la discussion du contenu et à son évaluation critique.

Le volet politique - idéologique du diptyque apparaît correspondre au courant interprétatif de l'enregistrement de l'avancée d'une révolution non faisable. En Grèce, les conditions, qui permettraient la concrétisation de la vision communiste, n'étaient pas réunies. La tactique des communistes soumettait l'élément national à celui social, en octroyant aux mouvements communistes locaux le privilège de se sacrifier selon les diversions aux attaques contre l'Union soviétique.

L'allusion au sacrifice correspond à des choix de tactiques de déploiement des forces communistes, qui furent adoptées pour atteindre l'objectif stratégique (socialisme), également à l'attribut culturel existant de l'identité du communiste. Il est, dans un certain sens, juste. Ce n'était pas cependant seulement cet élément (sont ignorés le paramètre de libération nationale dans l'optique des communistes, la sous-estimation de l'élément de classe et les questions similaires qui portent atteinte aux discussions théoriques et idéologiques) et, dans ces cadres déficitaires, est erroné.

Dans le volet scientifique du diptyque, est mise en forme la conception méthodologique (idéologique) de l'intégration du mouvement ouvrier à l'ensemble des mouvements au sens large, à la considération moderne du mouvement de l'action civique, dans le contour de la société civile, dans lequel, accentuant la société ouverte idéale, les historiens professionnels soutiennent la libéralisation de l'information.

En procédant à un bilan de la situation sur l'information, les estimations ci-dessus furent axées sur la contribution des Archives d'histoire sociale contemporaine (ASKI), après 1992, sur l'information communiste rendue publique, en créditant les historiens professionnels de l'institution de leur rôle d'amputer les fondements des conceptions communistes établies.

La même évaluation avait été confirmée par Ph. Iliou, quand il déclara que l'idée qui avait été promue par les historiens professionnels était que soit interrompue par la violence l'utilisation privée des archives du parti par le maître de maison. Lorsqu'ils exécutèrent l'action appropriée, celle-ci fut couronnée de succès.

L'élément important, non mentionné pendant l'évaluation des opinions qui trouvèrent une application dans l'ouverture des archives du parti, était que, au-delà de la prise en charge de la responsabilité de leurs actions, les historiens s'avancèrent très loin lorsqu'également ils assumèrent la grave responsabilité de la levée du secret du parti. N'avait même pas été fait remarquer l'importance essentielle de l'élément que la matière, ayant été acquise par le parti (Parti communiste de Grèce [intérieur]) qui l'avait administrée en tant que preuve de son passé, se trouva finalement avoir été transmise à des individus, à des particuliers.

Les prises de position, à ce sujet, des historiens professionnels (à juste titre, ils ne rendirent pas les archives du parti au propriétaire, mais les gardèrent, pour une utilisation par les individus), qui, consciemment ou inconsciemment, dissimulaient le fonctionnement particulier des documents (organe d'autorité et de pouvoir), montraient les distances de la logique qui inspirait la tactique d'un parti communiste. Des conceptions anarchiques étaient apparues, au moment où exactement l'enjeu, dans le conflit social,

était la détention du pouvoir. L'exercice du pouvoir dans la gestion des archives contemporaines était considéré en tant que mentalité absolutiste. Les objections contre la logique du Parti communiste de Grèce sur les archives manifestaient une logique sans rapport aux classes.

Les Archives ASKI, archives professionnelles (?)

A partir de 1991, lorsque commença avec les archives du Parti communiste de Grèce (« Archives du Parti communiste de Grèce [intérieur] ») et du Parti communiste de Grèce [intérieur] (1968-1987) – également du parti de la Gauche grecque [EAR] (1987-1992) –, la fondation sous l'appellation ASKI acquérait incessamment de nouvelles collections et documents, de sorte que le noyau initial constitue, ensuite, une partie seulement de la richesse des archives. Les membres (notamment ceux connus de la communauté académique) s'accrurent, les contacts scientifiques furent multipliés. Une culture, compatible et allant de pair avec la tendance idéologique courante à une société ouverte et aux droits du citoyen, était diffusée par ce foyer des archives vers l'environnement social et académique. Le précepte communiste n'apparaissait pas à la vitrine de l'institution, provoquant des déficits dans l'expérience de recherche.

La plupart des membres des Archives ASKI voulaient oublier Papapanagiotou. Les opinions contre l'histoire pure réfuteraient le courant souverain.

Des pensées, issues de la raison que la production de l'histoire n'appartient pas a priori aux universités, ramenèrent indirectement la question de la création de nouvelles institutions (« comme les Archives ASKI »), dans lesquelles se meuvent – en un plus grand nombre que l'équivalent des institutions universitaires – des historiens qui constituent le « nouveau prolétariat scientifique ».

Les recommandations idéologiques, que donnait l'institution, s'accompagnaient, conformément à des témoignages de mécontents, de délimitations dans la recherche. Les conduites, également, trahissaient, pour certains, la mentalité de propriétaire, non de fondation d'utilité commune. Les responsables reconnurent les points vulnérables (erreurs, omissions) et se défendirent, en soulignant que des conduites culturelles et mentalités précédentes furent difficilement dépassées.

La substance, cependant, ne se trouve pas dans les problèmes de comportement. Il est préférable de discuter le droit à l'information.

Pour que le droit à l'information communiste soit jugé, des précisions sont dues sur le contenu du « droit ». Dans le champ politique, un paramètre de base est la possibilité de gestion de l'information communiste, c'est-à-dire la position avantageuse ou défavorable de chaque force politique dans la gestion de l'information « libre ». Des valeurs abstraites, comme la « liberté », sont privées de contenu. Pour les personnes politiquement actives, défenseurs de l'opinion déterministe que le communisme est vivant et dominera, la question, plus complexe, concerne la manière dont l'information subit une gestion, la direction vers laquelle se meut la gestion. Elle est en rapport étroit avec la

scène politique et idéologique, où une mince couche d'intellectuels prit des positions stratégiques et exploite l'avantage dans la détention et l'utilisation de l'information pour promouvoir la position « non dogmatique » (anti-communiste). Dans le cas discuté (celui du groupe des historiens professionnels), le problème est lié à la mentalité conformément à laquelle ceux-ci sauveront l'histoire. Les intellectuels pourraient être caractérisés d'organiques. Ils sont hostiles au système social en vigueur, mais ils se consacrent à défendre ses valeurs – révélées œcuméniques, comme l'information – dans de nombreux domaines.

La position professionnelle sur l'histoire du Parti communiste de Grèce n'est pas neutre, mais sous-entend une idée politique. Lorsque Ph. Iliou soutenait que les archives du parti appartiennent aux citoyens, il voulait dire que le communisme avait achevé son parcours. La version théorique de Ph. Iliou sur l'histoire était présentée comme s'étant écartée de l'optique marxiste. Certaines significations et positions (histoire pure, la contradiction entre l'engagement politique et la science historique, l'avilissement de l'histoire normale par l'historien engagé) renvoyaient directement aux constructions qui sont considérées comme pensée bourgeoise (libérale) moderne. La question que posait Ph. Iliou sur la nécessité d'appuyer les réalités historiques sur des preuves qui devaient être accessibles, paraît juste. Au-delà, cependant, la juste considération d'une position essentiellement équitable doit être reliée à la question de ces « réalités ».

Παράρτημα φωτογραφιών